NOV 13 1923

0e Année. N° 21. 1er Novembre 1923.

ODICAL ROOM
ERAL LIBRARY
NIV. OF MICH.

LA REVUE DE PARIS

SOMMAIRE

		Pages.
enanus	*Le Prestige sur le Rhin*	5
on Tolstoï	*Un Homme pleurait...*	33
es Decamps	*Que vaudra le Mark nouveau?*	42
nri Gervex	*Souvenirs.* — II.	58
eph Conrad	*Le Duel.* — II	87
nstantin Photiadès	*Marie Kalergis-Moukhanow, née Nesselrode.* — III.	124
de Saint-Severin	*La Zone franche de la Haute-Savoie*	162
l Jamot	Les Arts : *Millet et Daumier*	175
dolphe Rey	Questions coloniales : *Le Maroc* (fin)	183
ert Flament	La Quinzaine : *Tableaux de Paris*	218
dré Chaumeix	La Politique : *La Rentrée du Parlement*	232

Copyright 1923 *Revue de Paris.*

LA LIVRAISON DE 240 PAGES : 4 FR. 50

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 85bis, FAUBOURG SAINT-HONORÉ

ADMINISTRATION. ABONNEMENT ET VENTE : 3, RUE AUBER

1923

CHRONOLOGIE DU MOIS

22 *septembre.* — Développement de l'agitation séparatiste en Allemagne occupée.

23. — Discours de M. Poincaré à Champenoux, à Toul, et au Bois-Le-Prêtre. — Réunions séparatistes à Wiesbaden et Muenchen-Gladbach. — Ajournement des élections grecques au 2 novembre.

24. — Communiqué du gouvernement du Reich annonçant la fin de la résistance passive. — Premier discours de M. Coolidge, président des États-Unis.

25. — Détente des changes à l'annonce de la cessation de la résistance passive. — Développement du mouvement communiste en Bulgarie.

26. — La conférence des Ambassadeurs déclare le gouvernement grec responsable de l'attentat de Janina : il devra payer à l'Italie 50 millions de lires. — Proclamation du président Ebert sur la fin de la résistance passive.

27. — Ouverture à Marseille du 5e Congrès de la Natalité. — Le président du Reich signe les décrets annulant les ordonnances sur la résistance passive. — L'Éthiopie sera admise dans la S. D. N.

28. — Le gouvernement grec paie à l'Italie 50 millions de lires. — Reprise des conversations anglo-franco-espagnoles sur le statut de Tanger. — Conformément aux décisions de la conférence de Washington, la Grande-Bretagne restitue Weï-Haï-Weï à la Chine.

29. — Fin de la 4e Session de la S. D. N. — La Haute Commission interalliée interdit aux fonctionnaires des territoires occupés de recevoir des ordres des autorités allemandes.

30. — Discours de M. Poincaré au bois d'Ailly. — Une manifestation séparatiste amène des collisions sanglantes à Dusseldorf.

1er *octobre.* — Discours de M. Poincaré à l'ouverture du conseil général de la Meuse. — Ouverture à Londres de la Conférence d'Empire. — Ouverture à Madrid du procès des assassins de M. Dato. — Démission du conseil exécutif fasciste.

2. — L'hostilité contre le Reich s'aggrave en Bavière.

3. — Démission du cabinet Stresemann. M. Stresemann est chargé de former un nouveau gouvernement.

4. — Renouvellement pour 5 ans du traité d'arbitrage franco-britannique.

5. — Interdiction de l'exportation des pommes de terre, autorisée le 2 s tembre 1922. — Échec de la combi son dictatoriale de M. Stresemann. Cabinet de défense républicaine for en Saxe par l'union des communi et des socialistes.

6. — Le général Degoutte reçoit M. Stin à Dusseldorf. — M. Mussolini in vient dans la question de Tanger. — troupes turques rentrent à Const tinople.

7. — Discours de M. Poincaré à Pie fitte-sur-Aisne et Ligny-en-Barroi

8. — Le conseil d'Empire approuve projet de loi des pleins pouvoirs prop par le Chancelier.

9. — Le chargé d'affaires d'Allemagn Bruxelles est reçu par M. Jaspar.

10. — M. Poincaré reçoit M. Von Hœ chargé d'affaires du Reich à Paris. Le Reichstag vote la loi des pleins p voirs en première lecture.

11. — M. Émile Mâle est désigné com directeur de l'École de Rome. — gouvernement communiste est consti en Saxe.

12. — Le gouvernement allemand s prime l'impôt sur le charbon. — La c férence relative au statut de Tange réunira le 22 octobre à Paris.

13. — Mort de M. Émile Bergerat. — loi des pleins pouvoirs est définit ment votée au Reichstag. — Le p belge des réparations est soumis à C. D. R.

14. — A Évreux, important discours p tique de M. Millerand.

15. — A la S. D. N. ouverture de conférence des formalités douanie — Les séparatistes rhénans demand la protection du gouvernement franç

16. — Arrivée du président Masaryk Paris.

17. — Le chargé d'affaires d'Allema est reçu par M. Poincaré. — Note gouvernement helvétique relative conflit des zones.

18. — Les agents des P. T. T. rhén demandent à reprendre le travail.

19. — Le président Masaryk se rend camp de Châlons.

20. — Mise à la retraite du général Lossow, représentant le ministre la Guerre du Reich à Münich, et refuse d'obéir à ses ordres. Aggrava du conflit entre le Reich et la Bavi

21. — Proclamation à Aix-la-Chap de la République rhénane.

Gen.
Terg.

LE PRESTIGE SUR LE RHIN

LA SITUATION

La vue de la réalité agit comme un remède, peut-être amer, mais bienfaisant : le moment est venu pour les Français de la regarder en face.

Qu'ils ne se fassent pas d'illusions : malgré son effondrement militaire, la Prusse a su maintenir son autorité sur le Rhin. Comment expliquer ce fait? — Si l'on se donnait la peine d'interroger les Rhénans, ils feraient tous la même réponse : parce que les satrapes prussiens continuent à exercer leur arbitraire, qu'on n'a rien fait pour briser; parce que les soldats de la France se sont présentés non comme les dompteurs de la Prusse, mais comme ses gendarmes, et que, vaincue, elle a su mettre les Alliés au service de ses intérêts. Et c'est ainsi que son prestige s'est démesurément accru.

Qu'on soit bien convaincu que la Prusse ne reconnaîtra jamais sa défaite militaire. La guerre est son industrie nationale. On ne déclare pas la faillite de toute son existence, si ce n'est dans un but frauduleux. Comme en 1813, elle aura recours à un système secret de recrutement, pour surprendre le monde par ses exploits guerriers. Réussira-t-elle à fouler de nouveau ses champs de bataille de 1918? Qui peut le savoir? Mais qu'on ne s'imagine pas que les hommes d'État et les chefs d'armée prussiens reculeraient devant le risque d'une nouvelle lutte sanglante.

D'abord la Prusse n'a rien à perdre. Elle a toujours vécu aux dépens du peuple allemand. Si elle perd la partie, elle se reti-

1er Novembre 1923.

rera derrière l'Elbe, et laissera, comme aujourd'hui, son « frère de l'Ouest » payer les pots cassés. Jamais elle n'a combattu pour son existence, mais seulement pour le butin. Sans butin, pas de vie large et facile. Grâce à son astuce, elle a réussi à fomenter dans tout le peuple allemand un ardent désir de revanche, et elle a forcé même la Bavière, son plus âpre adversaire en Allemagne, à faire chorus.

Ses agents sur le Rhin se sont appliqués à dénaturer tous les actes des puissances occupantes, même les plus innocents et les mieux intentionnées, et là aussi ils sont arrivés à exciter le peuple contre la France. La *Gazette de Cologne*, dont Bismarck disait qu'elle valait pour la Prusse plus qu'un corps d'armée, a pu, pendant quatre ans, insulter chaque jour la nation française et propager sur elle les pires calomnies; c'est elle qui a inventé la « honte noire » et le « sadisme » français. Les patriotes rhénans ont supplié l'administration française de faire cesser cette honteuse campagne, menée sous ses yeux; ils n'ont pu l'obtenir. Comment s'étonner alors que ces mensonges odieux aient trouvé créance en Rhénanie, pour le plus grand dommage du prestige français?

Cette haine de l' « oppresseur » qui anime aujourd'hui toute l'Allemagne est une arme terrible entre les mains de la Prusse. Mais elle en a d'autres, qui feront reculer d'horreur le monde civilisé. Ne croit-on pas en France à ces engins de meurtre, dont les agents prussiens parlent en Rhénanie pour rendre le peuple plus docile? Ne croit-on pas, même après la guerre mondiale, que des découvertes récentes en électrotechnique et en chimie puissent être utilisées pour la guerre? Au moins doit-on penser à ces associations de l'Orgesch, puissante armée, prête à se mobiliser et à marcher sur un signe. On devrait savoir que Berlin fait fabriquer en série dans tous les pays « neutres » des masses d'avions, qui peuvent, en un tournemain, fournir une grande flotte aérienne. Et qu'on prenne garde aux *Leunawerke*, à cette agglomération, en Saxe, d'usines réunies par tous les moyens de communications et alimentées par une centrale électrique utilisant le lignite, pourvues des machines les plus perfectionnées, et qui peuvent être, en quelques jours, transformées en ateliers de guerre complets. Tout cela n'est que trop connu des Rhénans. Si en France on

ne veut tirer de ces faits aucune conclusion, le Rhénan, lui, conclut au profit du prestige de la Prusse.

UN REGARD DANS L'HISTOIRE

Et l'histoire nous montre que, sur le Rhin, le prestige est tout. Les Romains le savaient bien. Dans leurs « communiqués de guerre », ils se plaignent que les Ubiens (qui peuplaient le pays où se trouve aujourd'hui Cologne) changeaient de drapeau chaque fois que le Rhin changeait de maître, jusqu'à ce qu'enfin Rome l'emportât.

Il est vrai que toute la population rhénane ne ressemble pas aux habitants de Cologne, qui viennent encore de montrer leur versatilité. Mais la vallée du Rhin est le couloir de l'Europe, qui a vu passer toutes les armées depuis César jusqu'à Napoléon, et le caractère des Rhénans a été modelé par leur histoire; leur pays a été le point de départ de toute puissance politique ou spirituelle en Europe; vivant dans ce paysage empreint d'héroïsme et de grâce, ils sont naturellement enthousiastes des deux idéals, et prêts à se jeter dans les bras de celui qui saura associer l'héroïsme avec la culture.

Malheureusement, aux temps modernes, ils n'ont jamais pu suivre leur inclination naturelle. C'est l'époque de Charlemagne qui est leur siècle d'or. Seul, le héros franc sut fondre l'esprit guerrier avec la culture latine et créer un alliage merveilleux, sensible aujourd'hui dans le palais et la cathédrale d'Aix-la-Chapelle. Cette époque est le début de la nation des Francs du Rhin. Ils ont donné leur nom à la France d'aujourd'hui et propagé à l'est la civilisation romaine. Rappelons-nous que les rois francs recevaient sur le Rhin le sacre et la sépulture; que, des sept électeurs du Saint-Empire romain de nation allemande, quatre avaient leur siège sur le Rhin, et que Mayence, la ville d'or, était la capitale de cet empire. Dans ce temps-là le commerce florissait entre Londres, Gand et Cologne, Paris et Mayence; les Rhénans vivaient dans leur élément propre.

Sous le doux sceptre des électeurs ecclésiastiques, ils sentaient leur âme protégée. Les merveilleux édifices de ce temps

montrent que leur art était étroitement apparenté à l'art français, et qu'un échange continuel le vivifiait. Dans l'architecture des plus beaux châteaux du Rhin, on reconnaît l'influence du grand siècle français. Et c'est un Rhénan, le prince de Salm, qui fit construire à Paris cette merveille d'architecture qui est devenue le Palais de la Légion d'Honneur.

Plus tard vint Napoléon, fondateur de la confédération du Rhin. Grand est son prestige sur le Rhin comme chef d'armée, plus grand encore comme homme d'État. Cent ans de domination prussienne n'ont pu effacer son souvenir : cela était réservé à d'autres. Qui a vu, après le départ des bandes prussiennes, les vieux Rhénans, de leurs mains tremblantes, tirer de leurs armoires de famille, les médailles de Napoléon, fiers qu'un de leurs grands-pères eût été de la grande Armée; — qui a été accueilli, dans toutes les maisons de vieux Rhénans, par le portrait de Napoléon — celui-là seul peut mesurer ce qu'est la gloire pour ces gens-là.

Mais, parce que Napoléon et Wellington se sont battus à Waterloo, la Haute Commission interalliée s'est crue obligée de faire le silence sur cette grande mémoire; et lorsque les Rhénans ont remarqué qu'on leur savait mauvais gré de leur fidélité, c'en a été fait du prestige français. Que ceux en France qui n'attachent pas de prix à de tels vestiges, cherchent au moins à comprendre. On a beau jeu à traiter les Rhénans de Boches, après avoir tout fait pendant quatre ans pour chasser de leur esprit le souvenir de la gloire française.

Mais revenons à l'histoire. — Après Napoléon vint la Prusse, installée sur le Rhin par l'Angleterre. Et là commença la voie douloureuse de la Rhénanie, la voie qui devait conduire inexorablement au sang et à la mort.

Le Prussien dur et triste est l'ennemi naturel du Rhénan enjoué qui aime les fêtes joyeuses succédant aux jours laborieux; leurs deux génies s'opposent comme la bière au vin. Et pourtant la Prusse a su implanter son prestige comme un bloc de bronze au bord du Rhin, et substituer, dans ce pays, à un idéal d'héroïsme la force brutale, à un idéal de grâce l'appât du lucre. Ce peuple, qui, à Dusseldorf, se soulevait contre la domination étrangère de la Prusse; qui, à Cologne,

commençait à jeter bas le monument du roi prussien; qui, à Bonn, à Mayence, à Francfort, en 1848, faisait une dernière tentative pour conquérir sa liberté, dut se rendre à merci, vaincu par la mitraille du prince Guillaume, le futur premier empereur d'Allemagne, qui s'enfuit plus tard en Angleterre devant l'exécration populaire.

Mais ensuite la Prusse entra en coquetterie avec la Rhénanie, s'appliquant à cacher son vrai caractère. A cette population adoratrice de la force, elle se montra près de devenir une grande puissance future maîtresse de l'Allemagne. Chez les industriels, elle donna carrière aux rêves ambitieux, afin de s'attacher plus solidement ce beau pays et d'en amasser les richesses pour la guerre. En même temps l'Empereur prussien achevait la cathédrale de Cologne, pour se montrer sensible au passé artistique du pays. Et par des constructions et des organisations grandioses, il flattait le goût rhénan pour la magnificence. Ce puissant essor fit tort au vieil esprit traditionnel.

Lorsqu'en 1866, la Prusse s'assura l'hégémonie par une lutte fratricide, les Rhénans réprouvèrent en leur conscience cet acte infâme, mais sans oser protester; car la France ne bougeait pas. Est-ce qu'elle ne comprenait pas qu'une intervention était nécessaire à son prestige? Ou bien se sentait-elle trop faible, comme la Prusse l'assurait, et comme la guerre de 1870-1871 sembla le prouver?

De cette guerre, Bismarck sut tirer toutes les conséquences pour la grandeur de la nation. Tous les yeux étaient éblouis par la victoire; on laissa se fonder par le sang et par le fer l'empire bismarckien, et les Rhénans perdirent tout espoir de se faire une existence nationale distincte de celle de la Prusse.

Mais un jour le chancelier de fer dépassa le but. Enivré par son triomphe sur la France catholique, il voulut donner le coup de grâce au catholicisme rhénan, « rejeton » de la France. Il mordait sur le granit. L'héroïque résistance de l'épiscopat et du clergé réveilla dans le peuple tous les vieux souvenirs. Comme un seul homme il se leva pour témoigner que le vieil esprit rhénan pouvait être un instant endormi, mais qu'il ne pouvait mourir : bel exemple, qui nous récon-

forte aujourd'hui. — Bismarck céda adroitement; il ne s'attaqua plus au sentiment religieux du pays, et ne chercha plus à le prussianiser qu'en favorisant son développement industriel.

La Prusse installa sur le Rhin son atelier de guerre, comblant de commandes d'armement toute la grande industrie, qui se trouva jouer le principal rôle dans la préparation de la guerre mondiale. On ne pourrait sans mauvaise foi diminuer la part qu'elle y a prise, mais elle n'a pas péché sciemment. Certains magnats ont pu pousser à la guerre pour des motifs d'intérêt personnel faciles à comprendre. Mais les grands responsables, les principaux coupables, siègent à Berlin.

L'opinion publique dans les pays alliés est bien mal renseignée sur les agissements des grandes banques de Berlin, — et particulièrement de la Deutsche Bank. — Par leurs visées mégalomanes dans le proche Orient (chemin de fer de Bagdad, pétrole de Mésopotamie, route des Indes), elles ont été les principales instigatrices du conflit. Dès l'hiver 1911-1912, il y eut une réunion des conseils de ces banques, où l'on parla clairement de constituer une réserve d'or en vue des hostilités : elles eussent éclaté dès lors, si la préparation financière n'eût été jugée insuffisante.

Tout cela est resté ignoré jusqu'à présent. On voit combien la Prusse sait tenir secrètes ses machinations : avis à ceux qui haussent les épaules quand on parle de préparatifs pour la revanche.

LE MOUVEMENT RHÉNAN

Personne en Rhénanie ne croyait à la défaite de l'Allemagne prussienne : aussi lorsqu'on vit l'engeance orgueilleuse des hobereaux s'effondrer devant une poignée d'émeutiers, la réaction fut immédiate, instinctive. Dès novembre 1918, peu de jours après l'explosion de la soi-disant révolution, on commença à préparer la proclamation d'un État rhénan indépendant. Le prestige de la Prusse résidait dans sa puissance; celle-ci tombée, « los von Preussen ». En outre, après le triomphe facile de l'émeute, le nouveau régime semblait une grave menace pour la prospérité industrielle et l'ordre

moral du pays; les avances du gouvernement de Berlin aux Soviets inquiétaient.

Tous les yeux se tournèrent vers la France, l'ennemie d'hier, mais peuple d'ancienne civilisation et qu'on croyait à l'abri du péril bolcheviste, et l'on résolut de s'unir à elle pour sauver ensemble le commun patrimoine moral.

Une fois pour toutes, et pour l'honneur du peuple rhénan, écartons de lui le reproche d'avoir voulu se détacher de la Prusse pour se décharger du fardeau de la défaite : dès la première réunion, les chefs du mouvement autonomiste déclarèrent à l'unanimité que leurs compatriotes n'avaient nullement l'intention de se soustraire à l'engagement des réparations.

Le 1er décembre 1918, dans le *Gürzenich* de Cologne, plusieurs milliers de citoyens acclamèrent un ordre du jour invitant leurs représentants officiels à proclamer la République rhénane. On nomma des Comités, dont le bourgmestre de Cologne prit la direction. Ils se réunirent à Cologne le 1er février; les députés de tout le pays du Rhin, les bourgmestres des grandes villes, assistaient à cette réunion. On croyait que la proclamation aurait lieu ce jour-là, mais la manifestation avorta et aboutit seulement à la nomination d'une commission qui ne fut jamais convoquée.

C'est que le Réhnan n'est pas, comme le Français, raisonneur et frondeur. Il est plus discipliné; il se dirige d'après un principe de droit plus ou moins solide, et attend alors l' « action ». L'action de qui? Non pas celle de la masse, ni même d'une partie du peuple, mais l'action de l' « homme qualifié », ou des hommes qualifiés groupés en « Comités ».

Malheureusement l'autorité s'est personnifiée au moment critique dans l'Oberbourgmestre de la ville de Cologne, M. Conrad Adenauer, un homme très adroit, mais qui fait servir toute son habileté à des buts exclusivement personnels. Né dans le pays, il en connaissait bien les habitants; il leur persuada qu'il était seul capable d'opérer l'union entre tous les partis, et s'insinua ainsi à la tête du mouvement; puis il le fit échouer. Cet homme a la Rhénanie sur la conscience. Sans sa trahison du 1er février 1919, la République rhénane serait aujourd'hui un État florissant, dont l'existence aurait rendu depuis long-

temps la paix et le bien-être à l'Europe. Mais parce que cet homme incarnait le mouvement aux yeux des Rhénans, lui trahissant, la liberté rhénane fut abandonnée.

Et comment le Gouvernement de Berlin put-il obtenir la défection de M. Adenauer? Par les moyens connus : la peur et les caresses. En janvier 1919, quelques jours avant celui qui avait été fixé pour la proclamation, on fit savoir à Adenauer qu'il était accusé de haute trahison et que sa tombe était creusée dans les jardins de Cologne. Après sa défection il fut nommé président du Conseil d'État prussien.

C'est M. Scheidemann qui gouvernait alors à Berlin; il donna les ordres les plus stricts pour la répression énergique de tout mouvement « séparatiste », n'importe où il se produirait.

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE PRUSSIENNE

Il faut expliquer ici pourquoi un gouvernement socialiste prit parti contre la liberté rhénane.

Le parti qui était maître en Prusse n'était qu'une minorité dans l'Allemagne d'après guerre, qu'il voulait pourtant dominer. Pour cela, il fallait en faire un État unitaire fortement centralisé à Berlin. Il semble qu'on n'ait pas assez vite compris à Paris cette politique; sinon comment expliquer que la France ait contribué, par le traité de Versailles, à créer cette Allemagne prussifiée?

Les spartakistes conservant, et même perfectionnant l'appareil gouvernemental des hobereaux, y compris les Geheimräte, quelle mascarade et quel cynisme!

La social-démocratie de Berlin n'a rien de commun avec l'Internationale, et n'est que l'héritière de l'oligarchie prussienne, comme elle une minorité, et qui, comme elle, veut tyranniser toute l'Allemagne, et par les mêmes moyens.

Nous conseillons aux socialistes français de se pénétrer de la lecture du célèbre ouvrage d'Oswald Spengler, *Prussianisme et socialisme.* — Alors leurs yeux s'ouvriraient[1].

1. Spengler soutient cette théorie, que le prussianisme et le socialisme sont de même essence, particulièrement par leur force d'unification et d'expansion. Pratiquement il veut créer un « socialisme d'industrie » à tendance prussienne

Ils comprendraient que la centralisation rêvée par les nouveaux maîtres de l'Allemagne doit amener sa prussification, et par conséquent la guerre.

Cette guerre, il n'est qu'un seul moyen de l'éviter, c'est de faire de l'Allemagne ce qu'elle était autrefois : un pays de vieilles nations libres, qu'une action extérieure put seule réunir en une confédération d'États souverains.

Depuis cent ans, la Prusse fait violence au caractère particulariste de ces peuples; elle a employé tous les moyens, même le crime, pour les prussifier. Rappelons-nous le mot de Bismarck : « Je suis Prussien d'abord, Allemand ensuite! » On falsifia même l'histoire et la culture. La Confédération des Allemagnes devint un État unitaire; la pensée d'un Gœthe, fille de Rome, la musique d'un Wagner, composée dans un mode franco-rhénan, furent présentées au monde comme des manifestations du pangermanisme. Il suffit d'évoquer des écrivains comme Treitschke, des auteurs dramatiques comme Lauff, des œuvres d'art comme la fameuse « Siegesallee », des édifices comme le palais impérial de Strasbourg et la Burg de Posen pour symboliser la prussification systématique de toute l'Allemagne. Et la fuite de Guillaume en Hollande n'a pas clos cette ère. Grâce au traité de Versailles son œuvre a été continuée par le nouveau régime, dont le succès a dépassé celui du Kaiser. Prussianisme et socialisme ne font réellement qu'un aujourd'hui, comme l'ont bien montré les événements de la Ruhr.

Tous les représentants des Alliés qui se trouvaient sur place sont d'accord pour dire que ce sont les syndicats libres socialistes qui ont été les plus ardents à la « résistance passive ». Le *Vorwærts*, le principal organe du parti, proclamait tous les jours que la victoire de la France dans la Ruhr serait la fin de l'unité de l'Allemagne, et devait être empêchée à tout prix.

très accusée, par lequel il espère conquérir la domination du monde, que le militarisme n'a pu atteindre. Il ne craint pas de déclarer que la tentative faite par Guillaume II dans le domaine militaire doit être renouvelée par son héritière, la social-démocratie prussienne, sur le terrain industriel. Il conclut en disant que la grande industrie allemande, encore plus puissante que l'armée de Guillaume, a bien plus de chances qu'elle d'obtenir la victoire finale, en s'alliant à la social-démocratie, et ces idées paraissent avoir exercé une influence décisive sur la politique de M. Cuno.

La Prusse sur le Rhin suivant la prophétie tant de fois vérifiée de Mirabeau, la Prusse sur le Rhin, c'est l'éternelle menace pour la paix. Qu'elle soit gouvernée par les hobereaux ou par les spartakistes, la Prusse est toujours la Prusse! — Mais admirons l'obstination et l'astuce de ce peuple, qui sait tromper le monde entier sur son vrai caractère et le faire travailler pour lui.

LA PROCLAMATION DE LA RÉPUBLIQUE RHÉNANE DORTEN ET MANGIN

Le résultat le plus fâcheux de cette habile politique est d'avoir trompé l'opinion publique sur les affaires rhénanes, depuis ce néfaste 1er février 1919, jour où une poignée de socialistes prussiens a réussi à saboter la volonté de l'écrasante majorité des Rhénans.

C'est ainsi que presque partout, et même en France, on a admis que la proclamation du docteur Dorten le 1er juin 1919 avait été un coup manqué, l'œuvre d'un idéaliste exalté, d'un général sans troupes. On a reproché au général Mangin d'avoir soutenu une cause perdue. Et pourtant sa politique était la seule bonne. Il savait que la paix de l'Europe ne peut être fondée que sur le Rhin, et avec la collaboration du peuple rhénan. Et, pour la gagner, il sut, lui premier et malheureusement dernier, assurer le prestige du pays qu'il représentait. Aujourd'hui on lui rend justice, et la lumière commence à se faire sur ces événements; nous allons les exposer, car les faits sont plus convaincants que la polémique.

Après la défection d'Adenauer, les chefs du mouvement autonomiste, et ceux mêmes qui lui avaient d'abord remis leurs pouvoirs, se réunirent à Cologne, du 7 au 10 mars 1919, dans les bureaux de la *Gazette populaire de Cologne*, pour aviser à ce fait incompréhensible qu'Adenauer n'avait pas encore convoqué la commission élue le 1er février 1919 pour proclamer l'État rhénan. Après de longues délibérations, on prit la résolution suivante :

« Nous déclarons que la commission formée le 1er février 1919 est déchue par suite de son inaction et nous désignons comme nos représentants :

» 1° Le docteur Dorten, de Wiesbaden, procureur;

» 2° Le docteur Stier-Soralo de Cologne, professeur d'Université;

» 3° Le docteur Fuld, de Mayence, avocat. »

Cette déclaration fut reproduite en trois exemplaires signés des chefs du mouvement, qui furent remis à chacun des généraux commandant les troupes d'occupation américaines, anglaises et françaises. Le docteur Dorten fut chargé d'entrer immédiatement en rapports avec les puissances occupantes, pour s'entendre sur les conditions dans lesquelles pourrait avoir lieu la proclamation de l'État rhénan. Cette entente avec les Alliés était une rupture nette avec Berlin. Malheureusement on ne put se faire entendre assez tôt. Le gouvernement de Scheidemann profita de ce retard pour intimider les chefs du mouvement et amener leur défection. Il ne réussit d'abord qu'avec le docteur Stier-Soralo, qui se retira aussitôt.

Ce n'est qu'à la fin d'avril 1919 que le docteur Dorten put être reçu par le général Mangin. Comme le docteur Dorten habitait Wiesbaden, il était tout naturel qu'il s'adressât au représentant des Alliés dans sa zone. D'ailleurs personne, dans le pays, ne soupçonnait alors un désaccord entre les Alliés, et ne doutait de la force de la France : c'était malheureusement une double erreur, comme on l'a vu par la suite.

Le général Mangin, à la suite de ses entretiens avec le docteur Dorten, reçut plusieurs chefs du mouvement, entre autres les députés Kastert et Kuckhoff, le 17 mai 1919. Ils lui remirent un exposé des vœux des Rhénans, qui devait être porté à la connaissance des Alliés et servir de thème à la proclamation projetée et qui fut transmis par les mêmes députés Kastert et Kuckhoff à M. Scheidemann. Celui-ci, pour prévenir la proclamation, fit publier le document qui lui avait été communiqué confidentiellement, en en falsifiant le texte. Ce fut un tolle; les deux députés donnèrent leur démission et s'en retournèrent sur le Rhin.

Et c'est ce qui rendit nécessaire la proclamation. Il est ridicule d'affirmer que le général Mangin l'a provoquée. Elle fut résolue par les commissaires réunis à Aix-la-Chapelle le 20 mai 1919. Une prise de contact immédiate avec les autorités belges locales montra qu'elles ne laisseraient pas proclamer la

République rhénane dans cette ville. On songea alors à Coblence, où les délégués rhénans devaient être convoqués. La demande, présentée par l'entremise du général Mangin aux autorités américaines, fut également repoussée. Là-dessus le docteur Dorten demanda et obtint du général Mangin la permission de faire afficher dans la zone française la proclamation votée par la commission rhénane, le 1er juin 1919. Puis il la notifia à la Conférence de la paix, aux puissances occupantes et au gouvernement du Reich.

La situation ne permettait pas de songer à des manifestations publiques en faveur de l'autonomie, encore moins à des actes révolutionnaires. Le général américain Liggett, dans sa réponse, avait indiqué nettement qu'il serait obligé de s'opposer à toute tentative de ce genre, car il avait reçu de son gouvernement l'ordre de respecter la souveraineté, non seulement du Reich, mais aussi de la Prusse, sur le Rhin, et de réprimer tout mouvement en sens contraire. Le représentant belge à Aix-la-Chapelle avait déclaré qu'il ferait arrêter les auteurs de la proclamation si des manifestations avaient lieu. Les chefs du mouvement savaient aussi que tout acte auquel ne s'associerait pas Adenauer se heurterait à l'opposition anglaise. Il ne restait donc qu'à procéder à l'affichage de la proclamation et à empêcher toute manifestation.

Le gouvernement de Scheidemann, cela va sans dire, profita de la situation. Il mit en branle les groupements syndicalistes. Comme les Alliés croyaient encore que les socialistes étaient les seuls pacifistes en Allemagne, ils laissèrent le champ libre aux fonctionnaires prussiens, qui ne permirent que les manifestations hostiles à l'autonomie.

Évidemment : toute autre attitude n'eût-elle pas été, de la part des Alliés, une atteinte à la souveraineté du gouvernement prussien et une immixtion dans la politique intérieure?

Mais que pensait de tout cela le peuple rhénan? et comment accueillait-il la proclamation? La terreur prussienne qui règne encore dans le pays ne permet pas de tout dire. L'attentat contre Joseph Smeets est un exemple des châtiments réservés à ceux qui osent manifester trop ouvertement leur sentiment. En France, l'opinion publique a été émue

par ce crime, mais elle ne sait pas que la persécution sévit là-bas sur tous les patriotes : la diffamation, le boycottage, la menace, l'assassinat, tous les moyens sont employés pour les intimider. Il faut donc éviter de les compromettre par trop de précisions, mais voici ce que l'on peut dire.

Immédiatement après la proclamation, le docteur Dorten reçut des déclarations provenant des groupements politiques et économiques, dûment signées et scellées, témoignant que plus d'un million d'électeurs rhénans ont salué cet acte avec enthousiasme. Nous publions plus loin quelques-uns de ces documents, mais il est nécessaire de les éclairer par une courte explication.

Dans les textes qu'on va lire, il est toujours question d'un État rhénan « dans le cadre de l'Empire allemand ». Cette expression est souvent mal comprise en France. Les Rhénans entendent par « Empire », non pas un État centralisé à Berlin, mais une Confédération des vieilles nations allemandes, complètement indépendante de la Prusse.

Le souvenir du Saint-Empire romain des Allemagnes est encore très vivant sur le Rhin : c'était la société de toutes les nations allemandes gagnées à la civilisation romaine. La Prusse n'a jamais été une nation allemande. A l'est de l'Elbe vivaient des Slaves qui furent colonisés par des Francs venus du Rhin. La maison de Hohenzollern rassembla toutes ces colonies autour de la marche de Brandebourg, pour former artificiellement l'État prussien, qui, créé par le sabre, s'est toujours agrandi par le sabre; puis, elle a voulu remplacer le Saint-Empire romain des Allemagnes par le nouvel « Empire allemand de nation prussienne », expression qui enveloppe une contradiction. Les Rhénans ne veulent pas de cet Empire-là; mais ils ne renonçaient pas à vivre dans une Allemagne fédéralisée.

On sait que cette tendance est représentée par les partisans du docteur Dorten, tandis que ceux de Joseph Smeets veulent un État rhénan neutre; mais les deux partis restaient unis dans la lutte contre la Prusse. D'ailleurs Dorten « le romain » fait, dans son pays, figure de francophile, plus encore que le « neutre » Smeets. Et puis, au bout du compte, la forme de l'État rhénan devait dépendre, non de discus-

sions théoriques, mais de la marche des événements et des possibilités pratiques. Aujourd'hui, il s'agit de réunir toutes les forces en vue d'un résultat.

Voici maintenant les textes :

Les Commissaires soussignés déclarent que 52 000 personnes, appartenant à toutes les classes de la population d'Aix-la-Chapelle et de ses environs, ont souscrit à une pétition demandant un plébiscite pour la fondation d'une République de l'Allemagne occidentale (rhénane) au sein de l'Empire Allemand.

Aix-la-Chapelle, 1er juillet 1919.

Sceau. *Signatures.*

Les secrétaires soussignés de ... pour Coblence-ville et Coblence-campagne affirment que 42 000 signatures ont été recueillies en huit jours pour la pétition en faveur d'une République allemande occidentale (rhénane) dans le sein de l'Empire. Cette pétition a rencontré des adhésions dans une région beaucoup plus étendue qu'on ne l'espérait

Coblence, le 9 juillet 1919.

Timbre et signatures.

Le soussigné, connaissant bien la situation des partis dans tout le district de Cologne, affirme que, si l'on instituait un plébiscite, presque tous les 160 000 électeurs du Centre et un nombre important des membres des autres partis voteraient pour l'établissement d'une République rhénane au sein de l'Empire allemand.

Cologne, le 16 juillet 1919.

Sceau. *Signature d'un ancien député et président du parti du Centre.*

Pleins pouvoirs à M. le docteur Dorten, de Wiesbaden, pour obtenir un plébiscite au sujet de la République rhénane.

20 000 électeurs paysans du cercle de Bitburg chargent M. le docteur Dorten, de Wiesbaden, de faire en leur nom les démarches nécessaires pour obtenir un plébiscite au sujet d'une République rhénane faisant partie de l'Empire allemand.

Bitburg, le 25 août 1919.

Sceau. *Signatures.*

... L'association paysanne de ... comprenant 35 000 membres qui représentent au moins 150 à 180 000 électeurs, a réclamé depuis le

début une Rhénanie libre dans le sein de l'Empire allemand. Elle demande un plébiscite au sujet de la Rhénanie.

25 juillet 1919.

Le Président de l'association paysanne de...

Sceau. *Signature.*

RÉSOLUTION

Dans une séance du conseil directeur du parti de ... représentant plus de 160 000 électeurs, les membres présents ont résolu de réclamer un plébiscite immédiat au sujet de la République rhénane.

... le 25 juin 1919.

le

Sceau. *Signature.*

Le comité directeur du Parti de ... a pris le 2 juillet 1919 à ... la résolution suivante :

« Le comité directeur du parti de ... se déclare partisan inébranlable de la République rhénane et considère qu'un plébiscite s'impose d'une façon urgente. Il considère donc que la coopération du parti de ... et de ... est indispensable dans cette question et donne pleins pouvoirs à son président, M. ... pour une action commune.

La résolution ci-dessus est transmise à M. le docteur Dorten à Wiesbaden à toutes fins utiles.

... le 8 juillet 1919.

Sceau. *Signature.*

Résolution prise dans plusieurs assemblées populaires.

1° La Prusse n'a plus le droit d'exister sous sa forme actuelle après l'éloignement de la dynastie.

2° La Rhénanie, unie à la Prusse par la contrainte, réclame son affranchissement, pour pouvoir, comme d'autres populations allemandes, se créer, au sein de l'Empire allemand, l'existence nationale autonome à laquelle elle a droit.

3° Nous refusons la soi-disant autonomie provinciale promise par le Gouvernement prussien, car elle ne représente aucune indépendance réelle.

4° En conséquence nous réclamons un plébiscite prochain.

le 24/31 août 1919.

Sceau. *Signature.*

RÉSOLUTION

Plusieurs centaines de membres des partis les plus différents, assemblés dans le hall d'hiver de ..., et représentant une population de 40 000 âmes en chiffre rond, se déclarent pour la fondation d'une

République rhénane au sein de l'Empire allemand. Ils dénient au gouvernement du Reich et au gouvernement hessois le droit de se prononcer, contrairement au sentiment de la population des territoires occupés, contre la fondation d'un État rhénan. Ils réclament une Rhénanie libre, État confédéré de l'Empire allemand, dans lequel l'ordre moral sera sauvegardé. Ils repoussent de toutes leurs forces une domination de violence, qui veut asservir les deux puissances morales, l'Église et l'École, et ils rendent hommage au courage des hommes qui, le 1er juin 1919, par la proclamation de Wiesbaden, se sont faits les champions de la liberté et du bonheur du peuple rhénan.

Le Nassau, la Province rhénane, la Hesse rhénane et le Palatinat rhénan, aux Rhénans! Vive la République rhénane!

... le 25 juin 1919.

Sceau. *Signature.*

RÉSOLUTION

Un grand nombre d'hommes et de femmes de tout le territoire rhénan occupé, réunis dans la ... à Cologne, représentant des millions d'électeurs, et appartenant aux confessions et aux partis politiques les plus différents, protestent ici contre le délai imposé à l'application de l'article 18[1] de la nouvelle constitution du Reich, qui vise principalement les pays rhénans, et aussi contre les efforts du gouvernement prussien pour faire voter ce délai.

Ils réclament au contraire : la consultation immédiate de la population rhénane, au moins dans les territoires occupés, sur la création d'un État rhénan membre de l'Empire allemand. La population rhénane luttera en masse et sans répit contre cette décision, qui a été prise contrairement à la volonté des électeurs. Les amis de la République rhénane sont priés de s'organiser immédiatement pour passer à l'action et réaliser l'idée de l'État libre. La Rhénanie libre aux libres Rhénans!

Cologne, le 6 août 1919.

Sceau. *Signature.*

Ce choix de documents doit suffire à montrer quels échos la proclamation du 1er juin 1919 a trouvé dans tout le pays du Rhin. L'assentiment de ses concitoyens encourageait le

1. L'article 18 de la Constitution du Reich donne à toute région de l'Allemagne peuplée de plus d'un million d'habitants le droit de libre disposition, c'est-à-dire le droit de se constituer par plébiscite en État autonome séparé de la Prusse. La Prusse obtint par ses manœuvres un vote du Parlement qui imposait un délai de deux ans à l'application de cet article.

docteur Dorten à soutenir la lutte pour la liberté de sa patrie, et l'on voit combien le général Mangin avait raison de protéger ces efforts et de donner la parole aux patriotes rhénans. Mais, hélas! l'énergique général, dont le souvenir a résisté sur le Rhin à la terreur prussienne, fut rappelé à l'instigation de Lloyd George. Ce fut le premier grand coup porté au prestige de la France. Pour la liberté rhénane, ce fut une catastrophe. Car aux yeux du monde entier c'était une condamnation de la politique de Mangin, donc du mouvement autonomiste. Il était clair que celui-ci, livré à ses seules forces, en face de la Prusse munie de tous les moyens d'oppression, ne pourrait atteindre son but.

LA RÉACTION PRUSSIENNE

Dès que le gouvernement de Berlin eut compris cette situation, il donna à ses représentants les instructions les plus sévères pour la répression. Pour disposer d'un personnel plus sûr, on remplit des administrations entières de fonctionnaires venant d'au delà de l'Elbe, sous prétexte de donner des places aux « expulsés » d'Alsace-Lorraine, de Haute-Silésie et des Colonies; puis on tripla le nombre des employés des chemins de fer, des postes et télégraphes, etc.

Non seulement la Haute Commission interalliée n'usa pas de son droit de veto contre ces nominations, mais elle laissa remplacer par un Prussien un sous-préfet rhénan, nommé par le maréchal Foch pendant l'armistice. La Haute Commission ayant déclaré qu'elle n'était compétente que pour les questions intéressant l'occupation et non pour les affaires politiques, la Prusse s'est hâtée d'exploiter cet excessif scrupule : comme par enchantement, toutes les affaires sont devenues politiques. Si un patriote rhénan persécuté demandait protection à la Haute Commission, il était éconduit. Comment intervenir en effet? « Affaire politique », eût objecté le commissaire d'Empire posté là tout exprès, et il n'eût pas manqué de renvoyer la Haute Commission à ses moutons. Enfin le gouvernement d'Empire introduisit en Rhénanie le *Heimatdienst*, organe officieux de combat contre le mouve-

ment autonomiste, véritable Tcheka prussienne, destinée à terroriser les Rhénans récalcitrants.

Peut-être les termes de la convention relative à la Rhénanie, et surtout le persistant désaccord entre les puissances occupantes, ne laissaient-ils au président de la Haute Commission aucun moyen efficace de combattre les menées de Berlin; il n'en reste pas moins que la France, à ce jeu, perdit son prestige, qui passa à la Prusse. Vouloir occuper un pays pendant quinze années en s'abstenant de politique, c'est s'interdire tout contrôle et s'avouer d'avance vaincu. Car il suffit à l'adversaire, pour triompher, de porter la lutte sur le terrain où il est sûr de n'être pas suivi.

Les partis. — D'abord les partis politiques locaux furent décapités de leurs chefs rhénans et reçurent dorénavant leurs directions de Berlin. Ce fut le Centre qui résista le dernier. Jusqu'au milieu de l'année 1921 il continua à réclamer la fédéralisation de l'Allemagne. La Prusse insinua peu à peu dans la direction du parti des chefs à tendance unitaire, en se servant surtout de l'opposition entre les syndicalistes chrétiens aiguillés à gauche et les intellectuels aiguillés à droite, achetant par de grasses prébendes la complaisance de quelques entêtés, et enfin profitant de la détresse de la presse pour mettre la main sur tous les journaux quotidiens.

Les écoles. — Puis on s'adressa à l'élément moral. Dans les écoles, on fit aux maîtres un devoir d'exalter l'esprit patriotique des élèves, c'est-à-dire leur esprit de revanche. L'enseignement dans les écoles supérieures eut surtout pour objet d'apprendre à la jeunesse la haine contre la France « sadique ». Cette propagande devint si éhontée qu'à la fin de 1922, la Haute Commission des Territoires Rhénans fut obligée d'établir une surveillance scolaire. Elle fit une ordonnance, mais il semble qu'elle s'en soit tenue là et n'ait pas veillé à son exécution. Car on a pu lire au début de 1923, dans les Écoles supérieures de Coblence, résidence de la Haute Commission des Territoires Rhénans, l'édifiante affiche que voici, s'étalant à la barbe des commissaires.

Les Dix Commandements allemands.

1° Tu garderas fidélité à ton peuple et à ta patrie.

2° Tu seras allemand en pensées, en paroles et en actions.

3° Tu honoreras les grands hommes de ta nation.

4° Tu défendras par tes paroles et par tes actes la liberté de la sainte nation allemande.

5° *Tu briseras les chaînes dont l'ennemi héréditaire a osé charger ta patrie.*

6° TU HAIRAS ÉTERNELLEMENT LA FRANCE.

7° Tu mépriseras du fond du cœur les Français, leurs manières, leurs mœurs et leur génie welche.

8° *Tu entretiendras dans l'âme de tes enfants la soif de vengeance sanguinaire.*

9° *Tu attiseras la torche ardente des représailles.*

10° Tu attendras avec confiance le jour qui vient : il apporte la paix et la vengeance.

Et il y a un « Contrôle scolaire » des Alliés!

Les milieux intellectuels. — Tous les milieux intellectuels furent travaillés de la même façon. Les sociétés chorales reçurent l'ordre de raviver le sentiment « patriotique » par des chants appropriés. Les sociétés de gymnastique, de canotage, et d'autres groupements sportifs reçurent des primes pour « services patriotiques ». Jusque dans les plus petits villages il y eut des agents de propagande désignés par le Heimatdienst et pourvus de traitements.

C'est à peine si, à la fin de 1922, on pouvait trouver dans tout le pays rhénan un seul « Verein » qui ne fût pas subventionné par la direction du Heimatdienst.

Et cette direction où était-elle? prenait-elle la peine de se cacher? En aucune façon. Elle siégeait à Coblence, dans la résidence même de la Haute Commission et son chef suprême n'était autre que M. le Commissaire d'Empire!

Le clergé. — Depuis le Kulturkampf, la Prusse avait eu beaucoup de peine à apprivoiser le clergé catholique, qui demeurait hostile à l'État protestant. Mais là encore elle vint à bout de ses desseins. On mit d'abord la main, non sans peine, sur la presse catholique, l'approvisionnement en papier fut placé sous le contrôle de l'État, de façon que les journaux indépendants ne pussent s'en procurer que difficilement; ils furent privés des subventions officielles, des abonnements des communes et des annonces des grandes entreprises, si bien que leurs propriétaires et leurs rédacteurs, aux abois, durent passer sous les fourches caudines. Alors, peu à peu, on glissa

dans les journaux catholiques des articles soulignant les avances faites au catholicisme par le nouveau gouvernement prussien; grande liberté d'action laissée au clergé, abolition des lois contre les ordres religieux, admission des prêtres aux emplois publics. On ne manqua pas d'opposer à cet état de choses la situation navrante de l'Église catholique en France. On fit ressortir l'esprit laïque de la législation française, dont le clergé d'Alsace commençait déjà à sentir les effets.

Il arriva ce qui semblait impossible : le clergé se laissa égarer. Ajoutez que la cherté croissante de la vie réduisait les prêtres à une situation misérable, d'où le Gouvernement voulut bien les tirer par des augmentations de traitement, après qu'ils eurent montré patte blanche.

L'Industrie. — Enfin les sociétés industrielles furent à leur tour attirées dans l'orbite de la Prusse. Mais cela n'alla pas tout seul.

Les intérêts de la grande industrie rhénane sont si intimement liés à ceux de tout le pays qu'ils jouèrent un rôle actif.

La Prusse vit le danger menaçant : la perspective de participer à la reconstruction des régions dévastées en Belgique et en France pouvait être un puissant élément de rapprochement franco-rhénan. Et de fait, les industriels rhénans ont tout mis en œuvre pour l'opérer.

L'industrie qu'on appelle « rhéno-westphalienne » est surtout « rhénane », car la partie située en Westphalie est de beaucoup la plus petite. Le territoire de la Ruhr n'est pas en Westphalie. Si l'on trace une ligne parallèle au Rhin, passant à peu près à égale distance d'Essen et de Dortmund, toute la région située à l'ouest de cette ligne a toujours fait partie de la Rhénanie, au point de vue politique, intellectuel et économique. Essen, Elberfeld, Barmen, sont des villes rhénanes. La haute direction de la grande industrie n'était pas à Dortmund, mais à Dusseldorf, celle du Kohlensyndicat à Essen. Le port rhénan de Ruhrort-Duisburg est le centre du mouvement commercial qui s'est toujours dirigé à l'ouest et non à l'est. Les principaux chefs, Thyssen, Stinnes, Kirdorf sont nés dans le pays, et descendent de vieilles familles rhénanes, et non westphaliennes. Ils sont plus ou moins orientés vers la

Prusse, selon les nécessités de leur existence, et c'est en somme une question de prestige.

L'industrie rhénane est conçue sur un plan de dimensions telles, qu'elle a besoin pour vivre de faire partie d'un vaste ensemble, appuyé lui-même sur la force d'un grand État tel que l'Empire allemand d'avant guerre. Sinon, elle ne peut affronter la concurrence sur le marché mondial, pour lequel elle est créée. Son existence est donc liée au prestige de la Société dont elle est solidaire.

Après la défaite, l'industrie rhénane, privée de ses mines de fer, fut inquiète de son avenir. Il n'existait pour elle qu'une alternative : ou bien poursuivre résolument sa collaboration avec Berlin, rester orientée vers l'est, et par conséquent employer toutes ses forces à accroître le prestige de la Prusse pour rendre à l'Allemagne son ancienne situation dans le monde; ou bien s'orienter à l'ouest, tenter d'associer ses intérêts avec ceux de l'industrie franco-belge dont la force s'en trouverait accrue, et paraître avec elle, toutes forces réunies, sur le marché mondial.

Le prestige de la France fut tel à l'heure de la victoire, que l'industrie rhénane lui fit d'abord des ouvertures. Est-il vrai, comme on l'a dit, que ce sont les industriels français qui les ont repoussées, par crainte de la concurrence? En ce cas leur inquiétude viendrait d'une idée fausse, que nous allons brièvement rectifier.

C'est à Berlin et en Saxe, et non sur le Rhin, que se trouvent les grandes fabriques de matières ouvrées qui peuvent concurrencer l'industrie française. Il va de soi qu'une collaboration eût nécessité des deux parts quelques sacrifices momentanés, comme la transformation de certaines entreprises; mais ils eussent été largement et rapidement compensés par un essor gigantesque de tous les associés. Le charbon va au fer, et le fer au charbon. Que l'on réalisât en temps utile cette combinaison, que l'on réussît à tourner d'est en ouest toute la vie économique de la Rhénanie, et tous les problèmes étaient résolus d'un seul coup.

En effet le problème des réparations se trouvait bien simplifié si l'on entreprenait immédiatement la reconstruction des pays dévastés. Une dérivation vers l'ouest diminuait le

prestige de la Prusse, et sa force de résistance au règlement de comptes définitif. L'association économique de la Rhénanie et de la France devenait une assurance *mutuelle* contre de nouvelles tentatives de la Prusse, avec des garanties durables.

Tout cela n'a pas été compris. — L'industrie rhénane, repoussée, s'est rejetée dans les bras de la Prusse. Et l'on constate aujourd'hui dans la Ruhr les conséquences de cette faute. On sait que Fritz Thyssen fit, au premier jour de l'occupation de la Ruhr, une dernière tentative pour s'entendre avec la France, comment il échoua, et ce qu'il advint.

L'ÉTAT ACTUEL DE LA RHÉNANIE

Telle était la situation en juin dernier, et depuis les événements ont suivi leur chemin. Ils ont fait ressortir davantage encore toute l'importance que prend le prestige sur le Rhin. La résistance dite « passive » vient d'être « officiellement » abandonnée. Toutes les fourberies et les combinaisons occultes du gouvernement de Berlin se sont heurtées au calme et à la logique impitoyable du grand mathématicien en matière politique qu'est M. Raymond Poincaré. C'est certainement à lui qu'est due la capitulation de Berlin.

Cependant il ne faut pas oublier que l'élan du mouvement rhénan a contribué à précipiter cette débâcle. De son aveu, la crainte d'une désagrégation du Reich a poussé Gustave Stresemann à capituler sans condition. Que l'on doute ou non de la sincérité de la soumission de Berlin, une chose est certaine : c'est qu'il fallait absolument avoir les mains libres à l'extérieur pour éteindre l'incendie qui commençait à faire ses ravages à l'intérieur du Reich. Car, si les Alliés avaient consenti la moindre aide au mouvement rhénan, — chose à laquelle ils eussent été pleinement autorisés en cas de continuation de la résistance —, il est certain que les États allemands se fussent détachés de l'arbre bismarckien comme les feuilles se détachent de l'arbre sous la bise d'automne. C'est bon gré mal gré que Gustave Stresemann dût courber l'échine pour maintenir la fiction d'un Reich encore capable et seul compétent en matière de politique étrangère.

Lorsque le Docteur Dorten a fait il y a quelques mois un séjour à Paris, il a eu tout d'abord l'intention d'éclairer l'opinion publique française sur la force et les intentions du mouvement rhénan; ensuite il voulait y voir clair dans les aspirations de la France à l'égard de la Rhénanie et dans l'attitude qu'elle prendrait vis-à-vis du mouvement séparatiste. Son séjour prolongé lui aura apporté la preuve des intentions éminemment honnêtes de la France. A son retour il donna l'ordre à ses partisans d'aller de l'avant. Ce n'était pas uniquement pour prouver la force de son mouvement, mis en doute par certains, que Dorten donna ce signal. Sûr à l'avance de l'acharnement avec lequel ses adversaires prussiens lutteraient pour leur existence sur le Rhin; d'autre part, pleinement conscient des responsabilités qu'il portait, le leader rhénan a fort probablement considéré le moment comme propice et même décisif pour faire triompher la cause rhénane.

Les manifestations séparatistes qui se sont suivies sans discontinuer depuis son retour sont les étapes d'un projet mûrement réfléchi et soigneusement calculé. Les Prussiens l'ont parfaitement saisi. Plus ces manifestations ont crû en importance, plus leur attaque a augmenté en brutalité.

La première réunion qui eut lieu le 29 juillet à Coblence et où assistaient plus de 6 000 délégués de la « Rheinische Volksvereinigung » surprit complètement les Prussiens qui ne purent donc rien y opposer. Ils durent assister impuissants au spectacle de ces milliers de délégués chantant l'hymne rhénan, acclamant Dorten et jurant de lutter et de mourir pour la liberté rhénane.

Le premier résultat heureux de cette réunion fut l'union de tous les partis séparatistes rhénans, signée à Coblence le 15 août. Tout le monde tomba d'accord sur le séparatisme intégral. La prussianisation toujours plus intense du Reich décida les fédéralistes à renoncer à leur projet primitif qui consistait à ne se séparer que de la Prusse. Le cri « Los von Berlin » signifie actuellement la séparation d'avec le Reich devenu irrémédiablement prussien. La première assemblée de l'Union des partis séparatistes rhénans (« Vereinigte rheinische Bewegung ») eut lieu le 29 août à München-

Gladbach. Ce jour-là les Prussiens avaient mobilisé toutes leurs forces disponibles pour troubler la manifestation. Malgré tout, la réunion put avoir lieu et ne fit que renforcer la volonté des séparatistes de continuer la lutte à tout prix. Alors que la police prussienne avait encore aidé les contre-manifestants à München-Gladbach, ceci lui fut absolument impossible le 9 septembre, à Trèves, où la ville était noire de séparatistes qui, après avoir acclamé les orateurs, parcoururent les rues de la vieille cité romaine, drapeaux déployés.

Le 23 septembre fut marqué par deux nouvelles démonstrations aussi magnifiques l'une que l'autre. Pendant qu'à München-Gladbach un cortège de 20 000 Rhénans put, sans se laisser inquiéter par la police, parcourir triomphalement la ville, une masse enthousiaste composée surtout de Nassoviens et Palatins, acclamait, à Wiesbaden, dans les vastes salles et jardins de Kurhaus le Docteur Dorten qui exposait longuement son programme. Toute allusion à une réconciliation et à l'amitié avec la France était saluée d'interminables applaudissements.

La « Journée rhénane » du 30 septembre, à Dusseldorf, devait être plus grandiose encore, que toutes les manifestations précédentes. La Prusse épouvantée de la répercussion que pouvait avoir une démonstration de plus de 50 000 personnes prépara le guet-apens sanglant dont on connaît l'histoire.

A Berlin, on connaît mieux qu'à Paris la force réelle du mouvement rhénan. On sait qu'il est grand temps d'agir si l'on veut éviter la proclamation d'un État francophile sur le Rhin. Le remède, le seul, c'est de prévenir cette proclamation par un autre. Berlin fait, de son côté, de sérieux efforts pour mettre sur pied une république rhénane proclamée et dirigée par des créatures prussiennes du genre de Konrad Adenauer. Cette République, véritable camouflage prussien, ne pourrait naturellement offrir aucune espèce de garantie durable. La question rhénane est mûre. Mais il convient d'insister sur le fait, qu'elle ne peut être résolue sans l'assentiment de la France. Si cet assentiment ne vient au plus tôt, il y a danger de voir Stresemann devancer les choses en « sa » République rhénane à Cologne. Celui qui

aura recours le premier à une action énergique sur le Rhin y gagnera la partie. Le peuple rhénan est faible, indécis. Il s'abrite naturellement derrière la force, qu'il ne faut pas confondre avec la violence, et comme beaucoup d'autres peuples, va à quiconque possède l'esprit de décision.

Que l'on nous permette ces dernières réflexions : L'industrie nationale de la Prusse, selon le mot très juste de Mirabeau, c'est la guerre. Les contrats, les signatures, la parole donnée, rien ne compte pour le Prussien. C'est toujours à l'épée qu'il a recours dès que le moment lui semble favorable. La France ne trouvera la paix et l'amitié que sur le Rhin, que dans une entente sincère et loyale avec le peuple rhénan. Les paroles prononcées par le Docteur Dorten dans le dernier adieu qu'il fit aux morts de Dusseldorf, aux martyrs de la cause rhénane, sont l'expression de la pensée rhénane. Nous les citerons sans y rien modifier :

Mes frères rhénans,

Laissez-moi devant vos tombeaux encore ouverts, prononcer non pas des paroles de haine mais des paroles d'amour. Vous avez été, il est vrai, les victimes de la haine, alors que vous-mêmes n'étiez animés que d'amour lorsque vous êtes venus tendre vos poitrines aux balles prussiennes pour témoigner de votre volonté de conquérir votre liberté. Vous étiez remplis de cet amour pour votre patrie rhénane qui doit être une terre de paix.

Deux antagonismes luttent aujourd'hui sur le Rhin : celui de la violence et de l'intolérance, donc de la haine et de la vengeance, — et celui de l'entente pacifique et de l'esprit de tolérance, donc de l'amour et de la réconciliation.

— D'un côté vos assassins, de l'autre vous, les victimes. — Vous, mes frères, vous êtes non seulement des martyrs, vous êtes un symbole. N'ayant que des intentions pacifiques, vous avez cru pouvoir compter sur la protection des puissances qui se réclament de la liberté et de la fraternité. Cette protection est venue trop tard pour vous sauver. Mais votre sacrifice nous l'acquerra. Le monde entier comprend aujourd'hui qu'il s'agit d'un combat entre la haine et l'amour. Il ne permettra plus que la violence prussienne reste maîtresse du Rhin. C'est l'offrande de votre sang qui nous vaudra la victoire. Mais une chose est encore nécessaire : Un élément plus fort que le Prussianisme doit imposer d'une façon impitoyable son prestige aux esclaves prussiens sur le Rhin et préparer ainsi le terrain où votre amour fera germer la paix et la concorde entre les peuples de l'Europe.

LA PRUSSE REVIENDRA-T-ELLE SUR LE RHIN?

C'est l'éternelle question, toujours pareille et toujours neuve : lequel des deux prestiges est le plus grand? A celui qui collabore avec elle, la France peut-elle garantir sa protection contre les représailles de la Prusse? C'est la question à laquelle le Gouvernement français devait être prêt à répondre le jour où il décidait d'occuper la Ruhr. Fritz Thyssen la posa, comme c'était son devoir vis-à-vis de son personnel. Il ne reçut aucune réponse, et lorsqu'il obéit ensuite aux ordres venus de Berlin, il fut châtié.

Si l'on veut pourtant obtenir l'obéissance aux ordres des autorités françaises, qui sont contradictoires avec les ordres prussiens, il faut acquérir dans le pays un prestige tel que la population s'incline devant lui.

Les actes de violence communiste dans la Ruhr sont des éclairs qui annoncent l'orage. Dans tout le pays du Rhin, l'atmosphère est chargée d'électricité. La pénurie des vivres, coïncidant avec l'effondrement du mark, menace de rendre la vie impossible. Le peuple est capable de tout quand il est réduit à la misère; il devient facilement le jouet des extrémistes.

Les éléments qui poussent la population à l'émeute sont tous d'origine étrangère : émissaires de la Russie soviétique, professeurs de la révolution universelle, ou bien agents de la Prusse assoiffée de revanche. Le peuple rhénan est foncièrement hostile à tout mouvement révolutionnaire, mais il ne faut pas méconnaître qu'il est près du désespoir. Seule la France, en lui inspirant confiance dans son prestige, peut l'aider à trouver le chemin du salut.

Pour cela, il faut qu'elle change de méthode et adopte une politique favorable aux aspirations des Rhénans; qu'elle s'efforce de mieux comprendre l'esprit de ce peuple, nourri comme le sien de culture latine, mais encore trop étouffé par l'esprit prussien.

La collaboration des patriotes rhénans est indispensable; il faut les accueillir avec reconnaissance. Ce qui ne veut pas dire les payer en argent comptant : c'est alors qu'ils seraient vrai-

ment, comme Berlin les en a accusés, des traîtres à leur patrie. Un vrai Rhénan est fier du grand passé de son pays natal. Il sait que l'ancienne splendeur de la civilisation rhénane ne pourra retrouver son éclat que si le Rhin devient le rempart de la paix. C'est pourquoi il veut en éloigner la Prusse, cette perturbatrice de la paix, et c'est pourquoi il tend une main loyale à ses voisines d'Occident, la Belgique et la France, et veut travailler avec elles, dans la paix et l'amitié, pour le plus grand bien de l'Europe.

Cette Europe, la guerre mondiale y a laissé tant de ruines, que toutes ses forces réunies suffisent à peine à achever l'œuvre gigantesque de sa reconstruction. Rassembler toutes les nations de bonne volonté pour y rétablir l'ordre, telle est la grande tâche de l'avenir. A l'esprit dissolvant du bolchevisme, destructeur de la morale, il faut opposer l'esprit de la civilisation romaine. Dans ce but, il s'agit de fonder les États-Unis d'Europe, grande communauté spirituelle, qui sera une digue contre l'esprit de l'est et en même temps un contre-poids aux États-Unis d'Amérique, dont la noble rivalité ne fera que hâter la marche du progrès.

La Prusse est justement l'obstacle à l'union des peuples pacifiques. Elle voulait leur imposer, par le sang et par le feu, son hégémonie avec son machinisme, qui fait horreur au monde civilisé. C'est la France, la plus grande puissance latine, qui sera le médecin de l'Europe. Mais à condition qu'elle y rétablisse son prestige, et d'abord sur le Rhin. Car c'est là que les deux génies s'affrontent, là que l'un d'eux doit succomber.

Le peuple rhénan avait conscience du grand rôle qui lui revenait dans cette lutte de l'ouest contre l'est. Hélas! ses efforts pour conquérir son indépendance, et par là contribuer à l'œuvre de salut, ont été sabotés. Des circonstances malheureuses ont obligé la France à assister inactive à l'enchaînement de la liberté rhénane. Mais l'heure décisive approche. La Prusse s'arme jusqu'aux dents. Sentant qu'il lui fallait l'alliance, ou tout au moins la neutralité du peuple rhénan, elle n'a rien négligé, depuis le jour de l'armistice, pour asseoir et grossir son prestige sur le Rhin.

La France veut-elle empêcher que la Rhénanie soit immolée

à l'ambition de la Prusse? Alors que sans tarder des mains énergiques prennent le soin de son prestige. Jamais l'heure n'a été si propice aux « gesta Dei per Francos »; jamais ne s'est offerte à la France une plus magnifique occasion d'accomplir sa mission traditionnelle en sauvant sur le Rhin la race franque, qui lui a donné son nom, et avec elle la civilisation commune, héritage de Charlemagne.

Et n'oublions pas que le sort de l'Europe, comme celui de la Rhénanie, dépend de la réponse à cette question :

Oui ou non, la Prusse reviendra-t-elle sur le Rhin?

RHENANUS

UN HOMME PLEURAIT...

FRAGMENT INÉDIT DE TOLSTOÏ[1]

Albert, œuvre assez peu connue en France, a été écrit en 1857 et en 1858. Comme pour *Anna Karénine*, *La Mort d'Ivan Ilitch*, *Maître et Serviteur*, etc., la vie même a fourni à Tolstoï le sujet de son récit.

Au commencement du mois de janvier 1857, Léon Nicolaiévitch entendit à Saint-Pétersbourg un violoniste de grand talent, Kizewetter. Il apprécia son jeu, rencontra plusieurs fois l'artiste, écouta son histoire et fut profondément ému par le sort misérable de ce maniaque de génie » : c'est ainsi qu'il le désigne dans son journal.

Le 12 janvier, Tolstoï quittait la Russie. C'est à l'étranger qu'il commença à écrire *Albert*. Dès le 1er mars, à Dijon, il lut à Tourgueniev un premier texte qu'il remania trois fois avant la publication de l'ouvrage dans la revue le « *Contemporain* » (Sovrémennik, 1858). A chaque remaniement Tolstoï introduisit de nouveaux personnages dans le récit. Quant au titre, six fois il le changea.

Les pages que nous publions sont tirées de la première version de la fin du chapitre II. Elles furent écrites au mois de septembre 1857. Le journal de Tolstoï permet de préciser non seulement la date, mais aussi bien les circonstances dans lesquelles il composa ces deux cents lignes, petit chef-d'œuvre, pensons-nous, au jugement de la postérité. A la date du 14 septembre, Tolstoï prend une note hâtive :

1. La *Revue de Paris* doit la communication de ces pages, dont les lettrés apprécieront l'intérêt, à M. Charles Salomon, qui en a fait la traduction avec M. Th. Tutchev. M. Charles Salomon a déjà tiré de ses archives Tolstoï *le Récit de Novicov*, *Dernière Nuit à Iasnaia-Poliana*, *la Lettre de la Comtesse Tolstoï à Koni*, racontant le départ de son mari, et tout récemment, pour les *Cahiers Verts*, le récit d'une paysanne corrigée par Tolstoï et publiée sous le titre *Ma Vie*. Il est aujourd'hui l'un des hommes qui en France connaissent le mieux l'histoire et les œuvres de Tolstoï. A. C.

« Ce dont se souvint D...[1] aux sons de la valse. Comment il avait dansé et s'était mis tout en nage; le baiser. Vieux déjà, tout ce qui l'entoure a la nudité d'un désert; autrefois, arbre, nuage, tout lui semblait entouré de poésie. »

Le lendemain, 15 septembre, Tolstoï part de Iasnaïa-Poliana. Il se rend à la foire aux chevaux d'Efrémov, petite ville de district dans le Gouvernement de Toula. Il y achète une vingtaine de « rosses » et puis, installé dans une mauvaise auberge, entouré de maquignons, au milieu du bruit et du désordre d'un marché de campagne, « il se jette sur du papier et écrit quatre feuillets très réussis et pleins de feu ».

Sous le coup de l'émotion qu'il a ressentie, telle est sa première appréciation. Elle sera, croyons-nous, partagée par le lecteur.

Aux sons du violon d'Albert, Déléssov est envahi par les souvenirs de sa jeunesse. L'artiste qu'était Tolstoï révèle ici sa maîtrise tout entière; le lecteur lui aussi se sent emporté malgré lui — il ne saurait résister à tant de jeunesse, de fraîcheur et d'amour.

Dans *Albert*, Tolstoï s'est contenté de noter rapidement la scène; il a réservé tout le récit qu'il avait écrit, et s'est exprimé en ces termes :

Un des invités qui avait bu plus que les autres, était couché sur un divan, il cachait sa figure. Il tâchait de ne pas bouger de crainte qu'on ne s'apercût de son émotion. Déléssov éprouvait une sensation qu'il ne connaissait pas. C'était comme si quelque chose de froid lui serrait la tête, un cercle qui tantôt relâchait, tantôt resserrait son étreinte. Il sentait la racine de ses cheveux. Un frisson glacé courait rapide le long de son dos. Quelque chose montait dans sa gorge, toujours plus haut, et finissait par le piquer au nez et au voile du palais comme avec la pointe d'une aiguille acérée. Et des pleurs invisibles mouillaient ses joues. Il sursautait, cherchant à retenir ses larmes, à les cacher, à les essuyer, mais il en venait d'autres et elles coulaient le long de son visage.

Par une étrange association d'idées, les premiers appels du violon d'Albert transportèrent Déléssov dans le passé, aux jours de sa première jeunesse. Et voilà cet homme déjà mûr, épuisé et fatigué par la vie, redevenu jeune : il a dix-sept ans, il est beau et il le sait, il est dans un état de béatitude, un peu sotte, et d'heureuse inconscience. Il revoit son premier amour, sa cousine en robe rose. Il assiste au premier aveu dans l'allée

1. Déléssov, un des principaux personnages du récit.

des tilleuls. Il sent la chaleur et l'attrait inattendu d'un baiser donné par hasard; il se souvient de l'enchantement et des charmes mystérieux des lieux qui l'entouraient. Et elle : son imagination, qui l'entraîne dans le passé, la fait apparaître lumineuse, dans une brume, où se mêlent espoirs confus, désirs inexpliqués, confiance absolue en la possibilité d'un impossible bonheur. Chaque minute d'heures alors trop peu goûtées, chaque minute l'une après l'autre, il les revit — non pas comme les instants sans valeur du temps présent qui s'enfuit, mais elles lui apparaissaient comme des images permanentes et douloureusement évocatrices d'un passé aboli.

Il les contemplait avec délices et il pleurait. Il pleurait non par regret du temps passé, du temps perdu (s'il pouvait revivre sa vie, il ne jurerait pas de la mieux employer). S'il pleurait sur les jours passés, c'est seulement parce qu'ils étaient passés sans retour, parce que jamais plus ils ne reviendraient. Les souvenirs revenaient l'un après l'autre et le violon d'Albert répétait toujours les mêmes paroles : « Il est passé pour toi et pour toujours le temps de la force, de l'amour et du bonheur. Jamais plus il ne reviendra. Pleure-le donc, verse sur lui toutes les larmes de tes yeux. Meurs en le pleurant. La vie ne te réserve pas d'autre ni de plus grand bonheur... »

Mais Tolstoï avait conservé les feuillets qu'il n'avait pas publiés dans son roman et qu'il trouvait « réussis et pleins de feu ». Ils forment un récit inédit, dont seules les sept lignes imprimées ci-dessous en italiques ont été maintenues dans le texte de l'édition complète des *Œuvres de Tolstoï*, édition de la comtesse Tolstaïa, Moscou, 1911, t. III, p. 170 et 171, que nous avons consultée. Ces pages ont paru pour la première fois, en russe, il y a quelques mois dans la revue *En pays étranger* (Na tchoujoi Storoniè). En voici la traduction :

Couché sur un divan, un homme pleurait. Pourquoi? Sur quoi pleurait-il? Voici.

Il avait trente-cinq ans. Il était fort riche. Depuis longtemps il s'ennuyait. S'ennuyer était presque devenu pour lui sa raison d'être dans la vie. Et c'était là où l'on devait s'amuser, qu'il était surtout pris par la tristesse et par l'ennui. Et puis il était à peu près chauve et ses cheveux continuaient de tomber. Il souffrait d'hémorroïdes, de rhumatismes aux

jambes. Chaque jour s'écoulait pour lui dans un sentiment de mécontentement qui lui laissait comme un remords. Et ce remords le tourmentait du matin au soir. Il était bon, et cependant il ne pouvait plus aimer personne et il éprouvait un profond dégoût de lui-même.

Pourtant il avait été jeune et beau. Il avait aimé. Il avait cru qu'il était créé pour quelque chose, pour quelque chose d'exceptionnel et qui serait très grand.

Et voici que les premières mesures d'un air d'autrefois, la « Mélancolie », évoquent devant lui les jours passés, les jours heureux. En lui les impressions se succèdent et se pressent. Soudain il revoit une grande pièce au plancher rugueux, une table ronde, celle autour de laquelle il courait enfant. Aujourd'hui elle est divisée, cette table, et chaque moitié en est poussée contre le mur. Huit bougies éclairent la salle. Quatre Juifs forment un orchestre. Tout est en fête. C'est un bal, un bal rustique, un bal de noces.

Il revoit sa mère. Elle porte le bonnet des grands jours. Elle sourit d'un sourire de vieille. Ses lèvres muettes expriment de la joie à la vue d'une belle fille et d'un grand gaillard, son fils. Cette jolie fille, rayonnante de joie et de beauté, c'est sa sœur. Il reconnaît tous ceux qui sont là, de braves voisins, des amis. Les domestiques de tous âges, fillettes et jeunes gars, se pressent aux portes pour admirer leur jeune seigneur. Et certes il était alors un gai luron, le sang à fleur d'une peau fine et blanche. Il était beau. On l'admirait. Il le sentait .Et il en était ému et heureux.

Mais la voici, enfin, la belle des belles, Lise Toukhmatchev. Elle porte une robe rose avec des franges. La jolie toilette! L'autre, celle du matin, la robe de toile grise, n'est pas mal non plus. Mais la rose est mieux. D'abord c'est celle qu'elle porte en ce moment. Et puis elle laisse voir en arrière, sur la nuque, la fossette d'un cou charmant, et des bras que dore un léger duvet, des bras en général soigneusement cachés.

Lise ne cesse de sourire. Un sourire qui est presque un rire. De quelle joie sereine s'illumine son frais visage tout rose où perlent des gouttes de sueur. De ses dents blanches, de ses yeux brillants, de l'incarnat de ses joues, de ses che-

veux luisants, de la blancheur de son cou, de toute la personne de Lise se dégage un incomparable éclat : c'est un éblouissement. Elle a eu chaud. Mais cela même est charmant. C'est une fille des champs : il se dégage d'elle quelque chose de sain et de fort. De légers frisons aux tempes et sous sa lourde tresse brillent collés à sa peau; ses joues empourprées sont constellées de diamants; une chaude atmosphère de volupté l'entoure; près d'elle on brûle. Il a déjà dansé vingt valses avec elle et il n'est pas satisfait. Encore, toujours, éternellement, pour obtenir d'elle quelque chose, quelque chose d'impossible.

A peine a-t-il fait un pas vers elle en s'éloignant de la porte, qu'elle lui sourit et fixe sur lui des yeux ardents. Il s'approche, elle le sait : il va de nouveau la saisir par la taille et une fois encore l'entraîner dans le tourbillon de la valse. Le thème de cette valse se développe et se répète. Il échauffe le sang des jeunes cœurs et doucement les fait battre. Et comment Lise ne saurait-elle pas que c'est à elle qu'il vient? Certes il y en a d'autres dans la salle, un dizaine de couples, jeunes gens et jeunes filles, d'autres encore. Mais est-ce que cela existe quand il est là, lui, le beau garçon, et elle, la belle Lise? Chacun le sent. Il n'y a qu'eux; le reste n'est qu'apparence.

Il n'y a qu'une Lise, la mienne. Et elle est à moi parce que je suis, moi, à elle tout entier, que je suis prêt à mourir à l'instant sur place, dans les tortures, pour elle, pour Lise.

Je m'approche d'elle. Le Juif qui tient le premier violon attaque les premières notes grêles d'une valse entraînante. Maman et tous les autres, tous, tous, nous regardent et disent : le voilà le couple incomparable, unique au monde. Et ils n'ont pas tort. A peine suis-je près d'elle, qu'elle est levée; elle a déjà arrangé les plis de sa robe. Qu'est-ce qu'elle recouvre cette petite robe? que cache-t-elle aux yeux? Je ne le sais pas. Je ne veux rien en savoir. Ses jambes? Peut-être... Mais peut-être rien de cela. Après tout, c'est possible. Et il vaut mieux le penser... Elle lève son bras. A la jointure du coude se forme un pli et une petite main potelée, mais ferme, se pose légère sur ma robuste épaule.

J'aspire l'air chaud qui l'entoure. Quelque part sous sa

robe de petits pieds s'agitent et tout fuit devant mes yeux : et les Juifs, et maman, et, tout souriants, ma sœur et son fiancé. Voici que Lise me regarde. M'a-t-elle vraiment regardé? Je ne sais, mais quelque chose s'est passé en elle et en moi. Est-ce l'effet d'un regard? Peut-être même pas. En tous cas, un miracle s'est fait : il est arrivé ce que je n'osais souhaiter, et ce que cependant je désirais de toute mon âme. Nos pieds ne touchent plus terre, son bras, sa poitrine, elle-même, où est tout cela? Où suis-je? Quelqu'un le sait-il? Nous volons, nous volons. Quelque chose brille. Je perçois des sons (je ne sais ce que c'est et ne veux rien savoir), des mots aussi, un murmure plutôt. Je ne l'entends pas. Je ne veux pas l'entendre. Elle me serre la main pour me tirer de mon rêve. Je vois un heureux sourire. Et elle dit pour la seconde fois : « Allons, allons tout droit au salon. »

Pourquoi ce sourire qui ne la quittait pas? C'est qu'elle ne pouvait le maîtriser. Et je le comprenais bien alors. Mes forces sont triplées, décuplées. Tous mes nerfs vibrent tendus dans un inutile effort. Nous sommes emportés malgré nous. Il semble que nous devions nous heurter aux montants de la porte et au groupe des femmes de service. Mais non. Nous évitons tout : domestiques et chambranles. Dansant toujours, nous pénétrons tout droit dans le salon.

Une chandelle qui charbonne éclaire faiblement le salon. On entend à peine les violons. Le long des murailles, des chaises. Elle est là dans le salon et moi j'y suis aussi. Nous nous arrêtons. Elle rit. Un profond soupir de bonheur soulève sa poitrine. Un instant, ses yeux quittent mes yeux baissés... et puis, de nouveau, je la regarde. Ses yeux disent : « Eh bien? » Les miens répondent : « Est-ce possible? Ce serait trop de bonheur. » Et tandis que les yeux dans les yeux nous nous rapprochons étrangement l'un de l'autre, nos lèvres se cherchent et se trouvent et nos mains réunies se pressent.

A ce moment même, quelqu'un, l'air sérieux, traverse le salon sous prétexte de moucher la chandelle. Ce n'est que Joseph. Lise me regarde avec des yeux rieurs et passe au petit salon. Moi, fredonnant d'un air dégagé, je rentre dans la salle.

Mon front est baigné de sueur. Je suis tout rouge. Je prends

mon mouchoir de soie et je m'essuie en rejetant en arrière mes cheveux (ils sont beaux et épais, et je le sais). Je rejoins les danseurs en me frayant un chemin au milieu des femmes de chambre qui obstruent l'entrée de la salle de bal. Matriocha fait partie de ce groupe. Elle est précisément sur mon chemin. Elle tourne vers moi son joli visage illuminé d'un sourire provocant. Je lui jette un regard dur qui veut dire : « Je ne veux pas comprendre. » Je passe, hautain, en évitant de la toucher.

Lise, elle aussi, rentre dans la salle. Nous échangeons un regard encore plus gai que tout à l'heure. Pourquoi serions-nous honteux? Et de quoi? Nous sommes très fiers de ce que nous avons fait. Que pouvions-nous faire de mieux? Qu'y a-t-il au monde de plus délicieux que cela?

Sans doute, Joseph racontera à Agafia Mikhailovna ce qu'il a vu et celle-ci le redira à maman et maman en fera la confidence aux voisins, leur demandera conseil sur ce qu'elle doit faire. Et ils vont pousser des ah! et des oh! et tomber d'accord avec elle sur la nécessité de faire le secret sur pareille aventure. Après tout, que m'importent les voisins? Tout cela, est-ce que cela existe? Pour moi une seule chose existe dans le monde : Lise, Lise ma chérie, Lise fraîche comme une pêche, ses yeux, ses lèvres, ses dents, tout ce que j'ai touché et senti ce soir même. Ce que je veux, c'est danser avec elle, encore et encore. Pour moi, nulle autre, rien d'autre n'existe dans le monde.

Pourtant je sortis sur le perron pour respirer un instant. J'allais rentrer. Je me heurtai à Matriocha. Ah! chez elle aussi que de charmes! La main sur le bouton de la porte, je restai un peu de temps auprès d'elle. Je lui dis quelques mots à voix basse, puis je fis deux ou trois pas, volontairement bruyants, pour faire croire dans l'antichambre que j'entrais sans m'être arrêté au perron. Matriocha me menaça du doigt, éclata de rire et se sauva. Je rentrai dans la salle.

Dieu! Quelle joie de vivre! Que de gaîté, que d'entrain, de force, d'esprit, et de joie un peu sotte, je sentais en moi tout ensemble! Je fis une culbute, je pris dans mes bras mon

futur beau-frère et le portai jusqu'à sa place au souper; d'un bond je franchis la table. Je me sentais fort et voulais le faire voir. On me regardait, on m'admirait et on riait. Je le sentais, mais surtout j'étais très satisfait de moi-même. Ce soir-là, je n'aurais reculé devant rien : je pouvais tout réussir. J'aurais marché la tête en bas et les pieds au plafond, s'il m'en avait pris fantaisie.

J'entendis tout d'un coup, je m'en souviens, un tintement de sonnailles : c'était la voiture de Lise et de sa mère. Quel doux et triste émoi je ressentis! Je décidai qu'elles ne partiraient pas. Et elles ne partirent pas. « Maman demandez-leur donc de rester. » Ma bonne mère sourit avec malice et s'en fut bien vite pour les en prier. Et elles acceptèrent. Ma bonne vieille, ma délicieuse maman, où te chercher maintenant?

Elles restèrent, mais elles montèrent dans leur chambre. Et pourquoi vraiment? A mon avis on pouvait très bien se passer de dormir. Mais elles allèrent se coucher. Tout échauffé encore, tout en sueur, j'enlevai mon col et je sortis dans la cour. Je me promenai dans l'herbe couverte de rosée blanche en regardant les fenêtres de *sa* chambre, me demandant ce que je pourrais bien encore faire? Aller me baigner, sauter à cheval et faire dix verstes pour gagner la ville et autant pour rentrer à la maison, me coucher là au seuil de la porte, y dormir et lui dire : c'est pour toi que j'ai fait cela? Le veilleur de nuit, lui aussi, je m'en souviens, errait dans la cour. Je m'aperçus soudain que je l'aimais beaucoup, ce brave paysan de notre village. « Il faut que je lui donne quelque chose, » me dis-je. Et j'allai causer avec lui. Ce que je lui disais n'était pas bien spirituel, mais que tout cela était charmant! Et Lise et moi-même et la nuit, tout n'était que félicité, et la face barbue du brave homme elle-même, me semblait-il, reflétait mon bonheur.

Tels étaient les souvenirs qu'évoquaient dans la mémoire de celui qui était là couché sur le divan les sons du violon d'Albert et voilà ce qui le faisait pleurer. *S'il pleurait, ce n'était pas regret du temps passé, du temps perdu. S'il pouvait*

revivre sa vie, il ne jurerait pas de la mieux employer. Il pleurait sur les jours passés parce qu'ils étaient passés, parce que jamais plus ils ne reviendraient.

Si l'archet du musicien faisait revivre dans son souvenir cette nuit tout entière dans ses plus petits incidents, c'est peut-être que le violon d'Albert rappelait le son de celui du Juif, premier violon à cette soirée de noce. C'est peut-être aussi parce que ces temps-là, comme l'art même d'Albert, n'étaient que force et beauté.

A travers la magie des sons, il ne cessait de percevoir les mêmes paroles :

« Le temps passé est passé. *Jamais plus il ne reviendra. Pleure-le donc. Verse sur lui toutes les larmes de tes yeux. Meurs en le pleurant. La vie ne te réserve pas d'autre, ni de plus grand bonheur.* »

Il pleurait. Ses larmes étaient douces.

LÉON TOLSTOÏ

14 septembre 1857.

Traduction de Théodore Tutchev et Charles Salomon.

Les droits de reproduction et de traduction sont réservés en tous pays.
Copyright T. Futchev et Ch. Salomon, 1923.

QUE VAUDRA LE MARK NOUVEAU ?

L'Allemagne se débat pour sortir du chaos où l'ont plongée sa folle résistance au Traité de Versailles et sa politique d'inflation désordonnée. La crise du mark a tout désorganisé chez elle : finances publiques et finances privées sont dans un égal désarroi; la vie sociale et la vie politique sont complètement désaxées. Ceci est particulièrement grave, car il en résulte forcément de très sérieuses difficultés pour arrêter, d'abord, et ensuite, imposer au malade, le traitement qui conviendrait à son état.

On avait tout d'abord pensé faire table rase du passé et vouer au balayeur les feuilles mortes jetées dans la circulation par les rotatives de la Reichsbank. A la dernière minute, on y a renoncé. Malgré les pleins pouvoirs que lui a conférés le Reichstag, le Chancelier Stresemann a reculé devant une mesure aussi radicale. Son ordonnance du 15 octobre se borne à créer un mark nouveau que seules, au début tout au moins, les Caisses publiques recevront obligatoirement. A l'heure où nous écrivons ces lignes, ce mark nouveau ne circule pas encore. En attendant, la Reichsbank continue de multiplier sans arrêt le mark ancien. Sa dépréciation a pris une allure vertigineuse : il faut en donner de 5 à 6 *milliards* pour obtenir un dollar. Autant dire qu'il ne vaut plus rien.

D'ailleurs, depuis quelque temps, tous les milieux économiques l'ont répudié. S'il s'est maintenu dans la circulation, c'est uniquement en vertu de l'obligation légale de le recevoir en paiement; mais ceux qui le reçoivent n'ont qu'un souci : s'en défaire au plus vite et s'assurer, dans la plus large mesure possible, contre la réduction progressive de son pouvoir d'achat.

C'est ainsi qu'ouvriers et fonctionnaires ont exigé que l'on ajustât la rémunération de leurs services par des coefficients fréquemment revisés et fondés sur l'indice de dépréciation du signe monétaire. Le commerce de détail s'en tire tant bien que mal, en majorant ses prix dans de fortes proportions et en escomptant largement le coût de remplacement des marchandises vendues. Le commerce de gros s'en est presque complètement affranchi : depuis longtemps déjà, il pense en dollars, compte et facture en dollars ou en changes appréciés; la plupart du temps, il règle ses fournisseurs en devises, dont il a fait ample provision afin de consolider ses recettes. Les mesures restrictives, les dispositions réglementaires destinées à empêcher cette répudiation, se sont avérées impuissantes. Il a fallu, sinon renoncer officiellement à leur maintien, du moins fermer les yeux et suspendre, en fait, leur application.

La répugnance de l'agriculture à accepter le billet mark est pire encore que celle qui se manifeste dans les villes. C'est de ce côté qu'est venue la pression la plus forte en faveur d'une nouvelle monnaie. Les agriculteurs menaçaient de refuser leurs approvisionnements et d'affamer les centres urbains si on ne leur donnait pas une monnaie stable en échange de leurs denrées. Les emprunts « seigle » ont trouvé, chez eux, grande faveur; ils réclamaient à cor et à cri une « monnaie seigle », dont la valeur suivrait le prix de cette céréale. L'adoption des procédés de calcul en valeur réelle ou en marks-or est maintenant générale. La Reichsbank a fini par s'y rallier pour ses comptes courants et ses crédits. L'État lui-même a adopté le mark-or comme base de perception de ses droits de douane et de ses autres impôts, consacrant ainsi le discrédit de la monnaie légale.

Tout cela était prévu. Qu'il nous soit permis de rappeler que nous avions indiqué le processus de cette évolution dans

nos articles de l'automne et du printemps derniers [1]. Nos prévisions se sont réalisées point par point; les réactions que provoque irrémédiablement l'abus du papier-monnaie se sont développées, avec plus ou moins de retard, c'est entendu, mais avec d'autant plus de violence, qu'on s'est efforcé plus longtemps de les dissimuler sous des expédients financiers ou des mensonges politiques. Dans sa course éperdue à la recherche d'un refuge qui se dérobait constamment, l'ancien mark a poussé vers l'abîme l'ensemble de l'économie allemande. Aujourd'hui, la dislocation est complète.

Comment sortir de ce chaos?

L'impossibilité d'un replâtrage monétaire par des interventions de soutien sur le marché des changes est, désormais, un fait acquis. L'expérience d'avril, celle, plus récente, qui vient d'être faite en centralisant le commerce des devises et en le réglementant de façon extrêmement sévère, sont, à cet égard, édifiantes. Au lendemain de ces tentatives, le mark s'est retrouvé dans une situation pire qu'avant; elles n'ont réussi qu'à accentuer sa dépréciation. L'Allemagne se rend compte que, si elle veut s'arrêter sur la pente qui la conduit à l'abîme, elle devra changer de politique et de méthode.

Y est-elle décidée? Il semblait que oui à en juger par le langage des médecins appelés en consultation au chevet du mark ou qui s'y sont présentés d'office. On en est moins sûr maintenant qu'on connaît leurs ordonnances.

Dans ces derniers mois, les suggestions se sont multipliées. Nous ne pouvons songer à analyser les nombreux projets qui ont vu le jour et qui vont de la monnaie marchandise à l'étalon d'or. Leur discussion a d'ailleurs empli les journaux allemands. Selon leur tendance ils en ont fait l'apologie ou la critique. Tous sont inspirés par des partis pris politiques ou des arrière-pensées d'intérêt. Cela se comprend un peu. Les sauveteurs d'aujourd'hui ne sont-ils pas, pour la plupart, les naufrageurs d'hier? On les sent préoccupés, avant tout, de dégager leur responsabilité dans la catastrophe sans en sacrifier les profits. Cette observation générale n'est pas inutile pour guider notre jugement sur la réforme que vient

1. Voir la *Revue de Paris* des 1er novembre, 1er décembre 1922, 1er janvier, et 1er avril 1923.

d'ordonner M. Stresemann, car elle a beaucoup emprunté à ces diverses suggestions.

Nous ne pouvons rester indifférents ni à la façon dont cette réforme est conçue, ni à la façon dont elle sera conduite. Nous avons notre mot à dire. La Commission des Réparations devra probablement autoriser l'affectation éventuelle de certains éléments du patrimoine de notre débiteur à la garantie de sa nouvelle monnaie. D'un autre côté, nous ne devons pas négliger l'influence que le rétablissement de la santé monétaire de l'Allemagne — d'une santé même relative — pourrait avoir sur la réorganisation de sa production et de son commerce, partant, sur sa capacité de prestations. A certains moments, on a eu tendance à exagérer peut-être cette influence et à lier trop étroitement les possibilités de paiement du Reich aux vicissitudes de sa monnaie. Ce faisant, on a fortifié les calculs de ceux qui mettaient leurs espoirs de non-exécution du Traité de Versailles dans la faillite du mark. Il ne faudrait pas tomber aujourd'hui dans l'excès contraire.

Pour qui veut bien réfléchir aux incidences de la crise monétaire allemande, il n'est pas contestable que au point où en sont les choses, que sa solution nous intéresse au premier chef et par ses répercussions nationales et par ses répercussions internationales. Selon ce que sera cette solution, elle peut réagir très différemment sur les conditions de la concurrence que l'Allemagne fait aux autres pays sur les grands marchés commerciaux. Les conditions et possibilités de recouvrement de notre créance réparations peuvent également s'en trouver affectées, que ce recouvrement soit poursuivi par des arrangements directs avec le Reich ou par l'exploitation des gages que nous avons saisis.

Nous devons suivre, par conséquent, avec une attention et un esprit critique soutenus, le développement des initiatives du Gouvernement de Berlin dans ce domaine.

***

Quelles sont les directives de la réforme actuellement en voie d'exécution?

On n'en connaît pas encore tous les détails. Nous n'avons sous les yeux, pour le moment, que l'ordonnance du 15 octobre qui laisse en suspens certaines questions très importantes. Il est donc probable qu'elle subira quelques changements et additions. Mais les grandes lignes resteront, sans doute, ce qu'elles sont et elles nous suffisent pour apprécier l'ensemble du système.

La pièce maîtresse de l'édifice sera la *Deutsche Rentenbank*, chargée de l'émission d'un nouveau billet libellé en *Rentenmarks* et gagé par une hypothèque ou des obligations-or, que fourniraient les milieux économiques (agriculture, industrie, métiers et commerce, y compris l'industrie des transports et celle des banques). C'est dans l'affectation et l'organisation de cette garantie qu'est l'innovation essentielle. Les billets de la Rentenbank *seront reçus comme instruments de paiement* par les Caisses publiques. Hors de là, leur circulation sera libre et leur acceptation facultative. Le mark ancien garde, au contraire, son cours légal; il continuera d'être émis par la Reichsbank, rendue complètement indépendante des finances de l'État et rétablie dans les fonctions normales d'émission.

Le projet adopté par le Reichsrat et qui avait été déposé au Reichstag au début d'octobre prévoyait la disparition du mark ancien. On lui laissait jusqu'à son retrait, le pouvoir libératoire légal; *seulement, ce pouvoir aurait été mesuré en fractions du mark nouveau* et cette valeur de conversion devait servir de base *pour la liquidation de tous engagements antérieurs à la mise en application de la réforme.*

« Le montant des sommes dues en vertu d'engagements exprimés en Reichsmarks, — était-il dit à l'article 23 du projet, — sera converti en neumarks d'après la relation de valeur fixée en vertu de l'article 18, paragraphe 2 ». — C'est l'article qui prévoyait la détermination du rapport monétaire d'échange des marks anciens contre les marks nouveaux.

Ces deux textes consacraient la faillite ou, pour employer un euphémisme à la mode, la *dévaluation* du mark, en même temps que l'expropriation des créanciers au profit des débiteurs, des rentiers de l'État au profit de la collectivité.

En ce qui concerne les contrats privés, il est possible que

cette expropriation n'eût pas soulevé d'oppositions trop violentes. Voilà longtemps que l'Allemagne est transformée en une vaste association de débiteurs. La liquidation envisagée n'aurait pénalisé, au fond, que les naïfs qui, au dedans ou au dehors, n'ont pas su jouer le jeu inflationniste et se sont attardés dans la position de créanciers de marks. Il en serait sans doute différemment en ce qui concerne les rentiers de l'État. Ceux-ci n'auraient certainement pas accepté, sans se récrier, la consolidation des pertes qu'on leur a fait subir jusqu'ici et, quelque passivité qu'on leur prête, il fallait s'attendre à des résistances de ce côté.

A-t-on eu peur d'affronter ces résistances? A-t-on craint de donner comme fondement à une nouvelle monnaie légale la faillite officiellement reconnue de l'ancienne? Il faudra bien qu'on se décide un jour à cette liquidation et il semble que le chancelier Stresemann la prépare. Mais, en attendant, il a laissé au *Reichsmark* ses prérogatives, sans même l'obliger à les partager avec le *Rentenmark*.

La Reichsbank, allégée d'une partie de ses engagements, grâce à certains arrangements dont nous parlerons plus loin, affranchie, d'autre part, de l'obligation de couvrir le déficit des finances du Reich, va pouvoir travailler à la réfection de son crédit. Elle reste la réserve de demain. Désormais, elle n'escomptera plus de bons du Trésor et n'émettra plus de billets que contre de l'or effectif, contre des devises ou des traites à court terme correspondant à des opérations commerciales.

Ici encore, un changement important a été fait au projet primitif. Celui-ci prévoyait que la Reichsbank, dont la circulation actuelle aurait été liquidée par voie de remboursement des Reichsmarks en marks nouveaux, n'émettrait plus, pour son compte, que des billets *libellés en marks-or* et uniquement contre des garanties de tout premier ordre : *or, devises ou traites-or* à court terme. Le caractère d'instruments de paiement légaux ne devait pas être conféré, pour l'instant, à ces billets; ils devaient vivre et circuler par leur propre crédit, tout comme les billets de l'ancienne Reichsbank déclarés monnaie légale seulement en 1909 et qui, depuis sa fondation, en 1873, circulaient librement. Mais l'exposé des

motifs faisait grand fond sur le développement progressif de leur utilisation pour réaliser la suprême étape du redressement monétaire et revenir à la monnaie-or. C'est d'ailleurs pourquoi on s'était attaché à les préserver de toute suspicion, tant à l'intérieur qu'au dehors, en réglementant strictement leur émission.

Cette idée sera peut-être reprise, mais elle ne paraît pas avoir été conservée dans l'étape actuelle. La Reichsbank reste la grande dispensatrice du crédit; toutefois, elle n'offrira à ses emprunteurs que des marks papier qu'elle continuera à émettre ou des Rentenmarks que lui avancera la Rentenbank.

Voyons maintenant comment sera organisée la *Rentenbank*.

Son capital est fixé, au début, à 3 200 millions de marks-or à constituer pour moitié par l'agriculture et pour moitié par l'industrie, le commerce et les métiers. Ultérieurement, les propriétaires fonciers urbains et les chefs d'exploitations nouvelles seront appelés à fournir une contribution supplémentaire, en vue de renforcer le capital initial. Celui-ci sera représenté par une hypothèque libellée en marks-or ou par des obligations-or, lorsqu'une prise d'hypothèque ne sera pas possible, en raison de la nature des avoirs du participant. Le montant de la garantie à fournir sera calculé d'après la Contribution militaire et fixé à 4 p. 100 de la valeur de cette contribution. Il ne pourra être augmenté que par une nouvelle loi.

Sur la base de ces hypothèques et de ces obligations-or, qui porteront intérêt à 6 p. 100 l'an, la *Rentenbank* émettra des titres de rente de 500 marks-or productifs d'un intérêt de 5 p. 100 l'an et, contre ces titres de rente, des *rentenmarks* à raison de 500 *rentenmarks* pour 500 marks-or de rente. Le total des émissions ne pourra donc excéder le montant du capital garanti. A tout instant, les billets de la *Rentenbank* seront convertibles en titres de rente émis par ladite banque et, réciproquement, les titres de rente pourront être échangés contre des rentenmarks, sur la base du nominal des titres. Les auteurs de ce système attachent la plus grande importance à cette convertibilité d'une nature spéciale. Les charges en capital et intérêts des obligations et des hypothèques, ainsi que celles des titres de rente, étant fixées d'après le prix de

l'or sur le marché mondial, ils considèrent que les garanties du rentenmark seront indépendantes de son cours. Les titres de rentes constituant un placement à valeur fixe, seraient dès lors, demandés, en échange des *rentenmarks,* si ceux-ci venaient à se déprécier. Il y aura là, espère-t-on, une sorte de régulateur automatique de la circulation des *rentenmarks.*

Au profit de qui se feront les émissions?

Le principal bénéficiaire sera d'abord le Reich. La *Rentenbank* lui consentira, dans les deux années à venir, au fur et à mesure de ses besoins, des crédits pour un montant fixé d'avance à 900 millions de *rentenmarks,* et portant intérêt à 6 p. 100. Elle lui remettra en outre, immédiatement, sous la forme d'avances permanentes sans intérêt, 300 millions de *rentenmarks* afin de lui permettre de rembourser les bons du Trésor escomptés par la Reichsbank. Celle-ci devra, en conséquence, échanger ses billets, actuellement en circulation, contre des *rentenmarks* lorsque cet échange lui sera demandé. Si cette somme de 300 millions de *rentenmarks* était insuffisante pour rembourser la totalité des engagements du Reich envers la Reichsbank, une avance supplémentaire portant intérêt serait mise à la disposition du gouvernement.

Le surplus des possibilités d'émission de la *Rentenbank* est destiné à satisfaire les besoins de crédit de l'économie privée. A cet effet, la Rentenbank, fera des avances à la Reichsbank et aux autres banques d'émission privées; elle recevra, pour ce service, une bonification de 10 p. 100 du taux d'escompte de la Reichsbank, cette bonification devant, dans tous les cas, représenter, au minimum, le montant des frais d'administration occasionnés par ces opérations.

Ajoutons une dernière particularité des statuts, qui précise le caractère provisoire et de la nouvelle monnaie et de la nouvelle institution.

Dans le cas de rétablissement de l'étalon d'or et du remboursement des avances consenties au Reich, par la *Rentenbank,* celle-ci devra disparaître. Le droit d'émission des *rentenmarks* lui sera alors supprimé et elle devra retirer ses billets de la circulation. On avait prévu, tout d'abord, une période de deux années, pour la durée de la nouvelle banque. L'ordonnance n'est pas aussi catégorique. La question de durée est

laissée dans le vague. Il est dit seulement que le droit d'émission accordé à la Rentenmark pourra être supprimé sans indemnité par une loi du Reich, laquelle réglera, en même temps, les conditions de la dissolution.

Arrêtons-là cette analyse. Elle n'est pas complète et certains points que nous avons indiqués ne sont même probablement pas définitifs. Au surplus — et nous en avons fait déjà l'observation — l'ordonnance est muette sur plusieurs questions, dont quelques-unes sont capitales pour juger de l'avenir de la réforme. On n'y trouve rien, notamment, en ce qui concerne les conditions dans lesquelles joueront les deux instruments de paiement, le *Reichsmark* et le *Rentenmark*, dans les rapports réciproques des deux instituts d'émission, d'une part, de la Reichsbank et de sa clientèle d'autre part.

Une foule de points d'interrogation se présentent à l'esprit dès qu'on essaie de se rendre compte du mécanisme pratique de ces relations. La *Rentenbank* fera, dit-on, des avances en *Rentenmarks* à la Reichsbank pour les besoins de Crédit de l'économie privée; elle lui remettra, en outre, pour le compte du Reich, 300 millions de *Rentenmarks* destinés au remboursement des bons du Trésor qu'elle détient ou détiendra dans son portefeuille. Sur quelle base de conversion la Reichsbank recevra-t-elle ces versements? Pour combien de *Reichsmarks* prendra-t-elle le *Rentenmark* au Reich ou aux particuliers? Comment l'entrera-t-elle dans son actif? A quel taux le décomptera-telle lorsqu'elle le remettra à ses emprunteurs en contre-partie d'escomptes ou de crédits, ou lorsqu'on viendra lui demander l'échange contre des Reichsmarks en vue de se procurer de la monnaie libératrice à cours légal? Sera-t-elle tenue — comme ce sera le cas vraisemblablement pour les caisses publiques — de le traiter comme *mark-or* et de lui faire, par conséquent, une situation privilégiée par rapport à son propre billet? Lui appliquera-t-elle, au contraire, un change qui pourra être essentiellement variable? Quels risques dans le premier cas; quelles complications dans le second?

Ces questions ont très certainement été envisagées. Elles étaient réglées dans le premier projet de gouvernement; il serait bien singulier qu'on ait cru pouvoir les négliger ou même simplement ajourner leur réponse avec le nouveau pro-

gramme. La vérité, c'est qu'on n'a pas voulu faire connaître de suite la solution qu'on se proposait de leur donner, parce qu'il y en a qu'une d'acceptable : *l'extension du cours légal au rentenmark et la fixation d'un rapport légal d'échange avec le reichsmark.* C'est cette solution que l'on avait d'abord adoptée. On y reviendra parce qu'on ne peut guère faire autrement; mais on espère que d'ici là le Reichsmark aura reçu, du fait même de la réforme, un appui, que sa valeur se sera relevée et que sa liquidation deviendra plus facile. Sans le cours légal, quel parti le Reich pourrait-il tirer des avances en *rentenmarks* qu'il s'est fait consentir pour combler ses déficits? Quand cette nouvelle étape sera franchie, le *rentenmark* apparaîtra ce qu'il est en réalité : *le mark ancien allégé de ses zéros inutiles.* Dans ces conditions, que penser des principes généraux de la nouvelle politique monétaire du Reich?

***

Dans son objectif final, la réforme amorcée par l'ordonnance du 15 octobre est des plus ambitieuses : il ne s'agit de rien moins que de rétablir l'étalon d'or intégral. Elle est plus modeste, plus réservée dans ses prétentions immédiates : elle se présente comme une étape préparatoire de la transformation radicale qui doit redonner à l'Allemagne tous les bénéfices d'une saine monnaie. *Le mark nouveau ne sera qu'un mark provisoire et auxiliaire.*

De ceci, il n'y a pas à se montrer surpris. Le redressement de la situation monétaire allemande n'est pas un problème aussi simple que certains l'imaginent. On n'est devant une table rase qu'en apparence. Le passé continue, malgré tout, de peser sur l'avenir, ne fût-ce que par certaines habitudes qu'il lui lègue et auxquelles ne renonceront pas facilement ceux qui en ont longtemps profité. Il y pèse aussi par les mauvais souvenirs qu'il laisse derrière lui, par les scepticismes et les suspicions qui s'attachent aux promesses souvent trompeuses d'une plus sage conduite dans l'utilisation des émissions.

M. Stresemann, qui a entrepris cette tâche, sentant combien la débâcle du mark a été préjudiciable à son pays, est forcé de compter avec cela et avec le temps. A vouloir trop presser les choses, il risquerait de tout compromettre. Il doit ménager des transitions qui permettront à l'économie de s'adapter progressivement. N'oublions pas qu'il est en face de ce dilemme : *pas de monnaie stable sans budget en équilibre*; *pas de budget en équilibre sans monnaie stable.* Nos propres difficultés, dans ce même domaine, nous interdisent de sous-estimer les siennes. Nous concédons, bien volontiers, qu'il ne peut pas tout faire en un jour, ni atteindre d'un coup à la perfection. Mais cette concession ne saurait nous empêcher de relever les défauts de sa réforme, d'en souligner les points dangereux à bien des égards et pour l'Allemagne et pour ses créanciers dont nous sommes.

Le ver est dans le fruit. *Si le mark nouveau n'est, en réalité, qu'un mark ancien dont on a supprimé les zéros inutiles,* il importe, dès son apparition, de se demander comment et jusqu'où l'émission en sera poussée. Or, nous voyons tout de suite que la raison première de sa création a été le maintien à l'État de possibilités d'emprunt à la circulation que le mark ancien ne lui assurait plus. C'est donc, en perspective, de l'inflation de papier-monnaie. « Inflation gagée », dira-t-on; inflation artificiellement rajeunie par un camouflage; inflation limitée et temporaire si les promesses actuelles sont tenues, si la volonté de redresser les finances et de rétablir la situation dans l'ordre ne fléchit pas; mais inflation tout de même pour l'avenir immédiat, avec toutes les conséquences intérieures et extérieures que nous connaissons bien.

Serrons de plus près cette critique qui, pour nous, est essentielle et justifie la réserve avec laquelle il y a lieu d'accueillir la réforme monétaire de M. Stresemann.

En somme, le nouveau régime comporte deux instruments de paiement; l'un, principal, le *Reichsmark*, avec cours légal; l'autre, auxiliaire, le *Rentenmark* dont l'acceptation obligatoire est limitée aux caisses publiques. Leur solidarité quelque peu lointaine et imprécise, au début, ira se resserrant progressivement jusqu'à l'absorption de l'instrument principal par l'instrument auxiliaire. On compte, en effet, évincer peu à peu

le *Reichsmark* au profit du *Rentenmark*. Que vaut et surtout que vaudra ce dernier?

Théoriquement, il équivaudra à un certain poids d'or, le même poids d'or que celui auquel équivaut, en théorie, le mark actuel : 0 gr. 358 d'or fin. Dans la réalité pratique le *rentenmark* ne sera accroché à l'or que de façon tellement indirecte et lointaine, que cet accrochage n'est, au fond, qu'une simple fiction monétaire. Il sera émis, en effet, contre des garanties foncières ou des reconnaissances de dettes libellées en marks-or, et qui serviront de base à la création de titres de rentes libellées en marks-or également en capital et intérêt. C'est sur ces titres de rente, considérés comme couverture, que reposeront les émissions, mais sans aucune certitude de convertibilité éventuelle contre de l'or ou des devises.

Dans le premier projet du gouvernement, le billet-mark nouveau était conjugué avec le billet-or que la Reichsbank devait émettre en lui maintenant toujours comme couverture, de l'or ou des devises appréciées pour partie, et, pour le surplus un portefeuille commercial de traites libellées en or et remboursables, à leur échéance, en billets-or. Nous ne savons pas jusqu'à quel point aurait été assurée la convertibilité effective de ces billets nouveaux de la Reichsbank en or ou en devises. Il est possible qu'on l'eût limitée, pendant un certain temps tout au moins, aux besoins justifiés des porteurs, pour les règlements au dehors. La Reichsbank aurait, alors, joué comme une sorte de Caisse de Conversion, garantissant à sa clientèle privilégiée *un étalon d'or de change* avec contrôle de l'emploi et l'on pouvait peut-être espérer qu'indirectement, le mark nouveau bénéficierait du crédit du billet-or.

Dans le système adopté, le *Rentenmark* est conjugué avec le *Reichsmark*, c'est-à-dire avec une monnaie en plein discrédit, et la *Rentenbank* ne donnera aux porteurs de ses billets que la faculté d'opter, à tout instant, pour leur transformation en titres de rente par la voie de simple échange sur la base du pair. Mais cette convertibilité spéciale ne saurait être ni un régulateur efficace des émissions, ni une garantie suffisante de la stabilité de valeur des nouveaux billets. Lorsque le détenteur aura besoin de les transformer en instruments de paie-

ments internationaux, il devra s'adresser au marché du change. Là, il subira la loi du contrôle étranger. Selon l'appréciation qui sera faite, au dehors, de la valeur du *rentenmark*, il s'échangera contre les autres monnaies, sur une base plus ou moins éloignée de sa parité théorique.

Sur quoi sera fondée cette appréciation de l'étranger? Sur la valeur des garanties appuyant l'émission? Non. Ces garanties n'entreront pas elles-mêmes en ligne de compte ou très peu, parce qu'elles ne sont pas réalisables au profit du porteur. Le porteur de rentenmarks, qu'il soit allemand ou étranger, n'a d'autre faculté que d'en réclamer l'échange contre les titres de rente émis par la Rentenbank. Il est créancier de la dite banque et rien de plus : créancier de rentes ou créancier de billets à son choix, il ne peut pas demander à être mis en possession du titre, hypothèque ou obligation-or, sur lequel est fondée sa créance. Il détient une parcelle d'hypothèque globale sans droit propre d'exécution. Sa garantie s'évanouit dès qu'il veut la saisir.

La Rentenbank, sa débitrice, n'est d'ailleurs pas beaucoup mieux partagée. La créance résultant des hypothèques et obligations qui lui seront transférées, aura rang de priorité sur tous autres engagements, est-il dit dans le projet de statuts. Et, sans doute pour sauvegarder les droits des créanciers de l'Allemagne au titre des réparations, on a ajouté : « dans la mesure où des conventions n'auront pas été passées avec d'autres États ». En fait, ce privilège conféré à la Rentenbank est vide de réalités. Ses possibilités de recours contre les participants à la constitution de son capital sont tout à fait illusoires. Sans doute, on lui donne le droit de procéder, sur simple réquisition, à une exécution forcée immédiate de sa créance; mais ce droit, elle ne pourra guère l'exercer que pour recouvrer les intérêts de 6 p. 100 l'an, que doivent verser les souscripteurs des hypothèques et des obligations, non pour réaliser le capital.

Il est vrai que les statuts lui imposent de prélever, chaque année, sur ses produits nets, 40 p. 100 au minimum, afin de constituer une réserve d'amortissement. Cette réserve aura peut-être une valeur certaine de liquidation; elle n'a aucune valeur actuelle pour le porteur. Pour que les titres de rente,

contre lesquels les nouveaux billets seront échangeables, puissent effectivement jouer le rôle régulateur et de l'émission et de la valeur du *rentenmark*, il faudrait qu'ils fussent exportables et pour être exportables, il faudrait qu'ils présentassent un attrait d'intérêt et de sécurité. Ils ne présentent ni l'un ni l'autre. Le gage du *rentenmark* est, avant tout, un gage moral et son appréciation devient, par là même, extrêmement élastique.

L'étranger ne pourra pas faire plus de fond sur la solidité du pouvoir d'achat représenté par les billets de la *Rentenbank*. Comme nous l'avons observé plus haut, on ne trouve pas, à la base de la réforme projetée, le ferme propos de renoncer au financement des déficits de l'État par de nouvelles émissions de papier-monnaie. Au contraire, le rentenmark est créé principalement pour cet office. L'aveu est formel. Il est dans l'exposé des motifs, il est dans la loi, il est dans les statuts de la Rentenbank : celle-ci devra, obligatoirement, mettre à la disposition du Reich 1 200 millions de neumarks.

Qu'est-ce à dire, sinon qu'entre hier et demain, en ce qui concerne les erreurs de la politique monétaire, il n'y aura d'autre différence que la promesse du gouvernement de n'y point persévérer. Or que vaudra cette promesse, une fois lancée cette nouvelle inflation dont les réactions sur l'organisme économique et sur les esprits, seront tout aussi nocives que celles du mark ancien, que l'on prétend relever? L'État jettera dans la circulation des *rentenmarks* au lieu d'y jeter des *reichsmarks*, mais dans des conditions identiques. La vignette aura beau être différente, se présenter sous les apparences d'une valeur solidement appuyée sur une couverture foncière, l'effet monétaire sera le même. Il y aura multiplication de pouvoir d'achat sans création correspondante et antérieure de richesses consommables.

Il en résultera donc une demande de produits supérieure à celle qu'autoriserait le processus normal de la production. Ce pouvoir d'achat parasitaire fera monter les prix, baisser le change et le rentenmark dévalera bientôt sur la pente où le mark a déjà dévalé; après avoir supprimé les zéros, il est à craindre qu'il ne faille les rétablir. En principe, le nouveau

billet est voué à la dépréciation, en raison même des conditions dans lesquelles son émission est prévue. Plus cette dépréciation s'accentuera, plus les quantités qui seront nécessaires au Reich pour payer ses fournisseurs et ses fonctionnaires seront grandes et plus se creusera le déficit du budget.

Le gouvernement aura-t-il assez de volonté et d'autorité politique pour résister aux sollicitations, dont il sera l'objet de la part de ceux qui ont ou croient avoir intérêt à l'inflation, alors que lui-même éprouvera les pires difficultés pour faire face à ses embarras de trésorerie? Sans lui faire, dès à présent, un procès de tendance, on peut redouter qu'il ne cède. N'y sera-t-il pas incité par la fiction de la couverture foncière qui n'est, en réalité, qu'un trompe-l'œil, nous l'avons vu, mais qu'il aura lui-même présentée à l'opinion publique comme une garantie certaine? Le danger d'une couverture de cet ordre pour le papier-monnaie est qu'elle prête facilement à l'extension. Ici, ce danger apparaît d'autant plus grand qu'une simple loi suffira pour l'élargir.

Dans ces conditions, et si les craintes que l'on est en droit d'avoir pour l'avenir immédiat du rentenmark se réalisent, comment pourront coexister les deux billets : le billet-mark de la Reichsbank et le rentenmark?

L'un chassera l'autre. Les grandes affaires opteront pour celui qui leur permettra de réaliser le plus de profits par sa dépréciation; ce serait leur supposer un bien grand désintéressement que de croire qu'elles agiront avec le Rentenmark différemment qu'avec le Reichsmark. La dualité de circulation ne profite jamais qu'à la mauvaise monnaie. Quant aux espoirs que l'on avait fondés, avec le premier projet, de revenir à la monnaie d'or par la diffusion progressive du billet-or émis par une Reichsbank rénovée, ils seront ruinés, dès que l'État utilisera ses premières avances en rentemmarks.

*
* *

Il y aurait encore bien des choses à dire, bien des observations à faire sur la réforme monétaire du chancelier Stresemann.

Nous nous en tiendrons, pour le moment, à ces quelques critiques essentielles.

L'ordonnance du 15 octobre apporte à l'Allemagne de vagues espérances entourées de beaucoup d'illusions. Les germes de déception y sont plus nombreux que les certitudes de redressement financier. La réalité d'une réforme y est sacrifiée à l'apparence. En somme, l'ancien papier-monnaie sera remplacé par un nouveau et le résultat qu'il faut craindre de cette substitution, c'est qu'on croie qu'une modification fondamentale aura été, de ce fait, opérée dans les errements antérieurs du Reich. Peut-être ces modifications fondamentales sont-elles dans les intentions du Chancelier; nous voulons même croire qu'il aura la volonté de les pousser jusqu'au terme nécessaire. Toutefois, ce n'est pas sa création du rentenmark qui pourrait suffire à nous en persuader. Nous attendrons autre chose.

JULES DECAMPS

SOUVENIRS[1]

III

COMMENT JE SUIS PARTI EN RUSSIE POUR LE COURONNEMENT DU TSAR. — INCIDENTS DE ROUTE ET PREMIÈRES IMPRESSIONS. — ENTRÉE SOLENNEI LE DE L'EMPEREUR A MOSCOU. — LA CÉRÉMONIE RELIGIEUSE. SON CARACTÈRE GRANDIOSE. — FÊTE NOCTURNE AU PALAIS. — FÊTE A L'AMBASSADE DE FRANCE. — LE GÉNÉRAL FRANÇAIS ET LE PRINCE HENRI DE PRUSSE. — ESQUISSE DE MON TABLEAU. SCÈNES RELIGIEUSES DE MOSCOU.

C'est en me promenant à l'Exposition des Pastellistes, chez Georges Petit, en 1896, que je fus mis sur le chemin de la Russie. Je rencontrai là en effet un Belge grand amateur d'art. Je causais tout naturellement avec lui du grand événement du jour, celui qui faisait tourner toutes les têtes et remplissait les colonnes des quotidiens, le rapprochement franco-russe. L'approche des fêtes du couronnement qui allait avoir lieu, donnait encore à toutes ces questions un regain d'actualité.

Soudain, se tournant vers moi, mon ami me dit brusquement :

— Êtes-vous homme à partir tout de suite pour Moscou?

— Moi! — m'écriai-je stupéfait.

Puis après une seconde de réflexion :

— Pourquoi pas, après tout!

1. Voir dans la *Revue de Paris* du 15 octobre, la première partie des Souvenirs de M. Gervex et l'article où M. Jules Bertaut explique comment il les a recueillis.

— Vous assisteriez au couronnement, — me dit mon ami, — vous recueilleriez des documents et vous prépareriez pour l'Exposition de 1900 un grand tableau qui, vu l'enthousiasme franco-russe, peut être pour vous un immense succès. Si vous vous décidez, je suis votre bailleur de fonds.

— Eh bien, c'est entendu, j'accepte. Le temps de boucler ma valise, de prendre un passeport et je suis votre homme...

Sept jours plus tard, me voilà dans le train international bondé de voyageurs dont beaucoup partaient comme moi pour assister aux fêtes. Mes poches étaient bourrées de lettres de recommandations, mon portefeuille gonflé de roubles papier, défraîchis et terriblement encombrants. Hélas! je ne devais pas tarder à être allégé plus rapidement que je n'eusse souhaité de cette monnaie indésirable.

Entre Varsovie et Moscou, en effet, un de mes compagnons de route, qui était souffrant et ne pouvait descendre aux buffets des gares prendre des boissons chaudes, me pria, à un arrêt, de lui apporter un verre de ce bon thé parfumé et bouillant comme on en boit seulement en Russie, autour d'un samovar. J'acceptai, bien entendu, de lui rendre ce petit service et descendis chercher sa tasse de thé. Au moment de payer, embarrassé par la quantité de billets qui encombraient mes poches, ne comprenant absolument rien à ce qu'on me disait, troublé tout à coup en entendant le sifflet du train qui allait repartir, je me précipite dehors, non sans avoir été violemment bousculé par un individu qui venait en sens inverse. Je retrouve mon compartiment, je suis sauvé! Hélas! une demi-heure après, tâtant mes poches, je m'aperçois que j'ai été bel et bien volé par l'homme du buffet. De tout mon paquet de roubles il ne me restait que quelques rares billets!

Un peu inquiet de ce mauvais début de voyage, je fus rasséréné presque tout de suite par l'accueil que je reçus partout. J'avais toutes sortes de lettres de recommandations, j'avais aussi l'inestimable chance et le grand honneur d'être l'ami du comte et de la comtesse de Montebello, et ceci valait toutes les lettres d'introduction de la terre.

Avec une courtoisie charmante, ils m'offrirent l'hospitalité dans une dépendance de l'ambassade. Sans cette

prévenance, je ne sais comment j'aurais trouvé un logis. La ville était littéralement envahie par une foule arrivant de tous les coins de l'immense pays et ces hordes de Russes déambulant par les rues dans les costumes les plus pittoresques n'étaient pas le côté le moins original du spectacle. A pied, en voiture, à cheval, en chemin de fer, ils étaient accourus du fond de leurs steppes pour voir le Petit Père, baiser la trace de ses pas et rapporter chez eux, en souvenir, un de ces gobelets qu'on jette au peuple, par milliers, le jour du couronnement.

Grâce à la haute protection de M. de Montebello, j'ai pu voir de près toutes les fêtes éblouissantes qui se succédèrent pendant plus d'un mois. J'ai rencontré aussi une aide très efficace dans la personne du grand-duc Wladimir.

Stévens et moi l'avions connu au moment de notre *Panorama du Siècle* auquel il s'était intéressé. Nous avions été frappés de son goût et de la réelle culture artistique qu'il possédait. Aussi, un de mes premiers soins, à mon arrivée en Russie, fut-il de demander au grand-duc une audience.

Quelques jours plus tard il m'invitait avec sa cordialité habituelle à venir le voir. On me fit entrer dans un très beau petit salon qui avait une porte vitrée. Derrière cette porte, j'apercevais des gens qui allaient et venaient. Soudain que vois-je? Le Grand-Duc lui-même, le torse nu, en train de changer de chemise. A ce moment il leva la tête et m'aperçut, lui aussi, de l'autre côté de la glace. Je l'entendis éclater de rire.

— Entrez, entrez, — cria-t-il de sa voix puissante. — Je change de flanelle, mais je pense qu'un homme nu ne vous fait pas peur : les peintres en voient bien d'autres!

« Je rentre d'une revue », me dit-il, et, tout en s'habillant devant moi, il m'interrogea sur le but de ma visite à Moscou et me rappela plusieurs souvenirs communs.

Je profitai de ses bonnes dispositions à mon égard pour lui adresser une requête qui me tenait fort à cœur : c'était une faveur jalousement enviée et qu'il était presque impossible d'obtenir, m'avait-on dit, celle d'une invitation pour la cérémonie religieuse du couronnement dans l'église de l'Assomption. Seuls, les membres de la famille impériale, les princes étrangers, les représentants des puissances et les

hauts dignitaires de la cour avaient le droit d'être présents. Cependant, c'était celle-là même que je sollicitais, mais croyez bien que ce n'était pas seulement pour le vain plaisir de pouvoir dire en rentrant : « J'y étais. » C'était, avant tout, pour prendre sur place les croquis nécessaires à l'exécution de mon tableau. De même, je demandai et j'obtins que la décoration intérieure du sanctuaire fût conservée intacte pendant plusieurs semaines encore après la cérémonie.

Enfin il me restait à avoir l'autorisation d'assister à l'entrée de l'Empereur par la Porte Sainte. Ce fut par un charmant compagnon de voyage, le baron de Baye, qui connaissait à fond la Russie et me présenta à un architecte de ses amis, que je remportai cette nouvelle victoire.

Ainsi, combinant l'influence des uns et des autres, je parvins à participer à toutes les fêtes publiques et privées qui eurent lieu à l'occasion du couronnement et pour lesquelles les invitations étaient prises d'assaut.

On peut dire que j'ai vécu là des heures incomparables, mais achetées au prix d'une fatigue écrasante. Au reste, on va pouvoir en juger à la seule évocation de ces grandes journées de fêtes dont le souvenir éblouissant m'apparaît aujourd'hui tout éclaboussé de sang, maintenant que nous connaissons la tragédie qui en a été le couronnement.

On se souvient que c'est le 18 mai 1896, jour anniversaire de la naissance du Tsar, que l'Empereur et l'Impératrice arrivèrent à Moscou. Je vous ai dit deux mots de la décoration de la ville, mais il faudrait des pages et des pages pour rendre le tableau extraordinaire de cette cité byzantine, parée, enguirlandée, harnachée des plus somptueuses décorations. Toits verts ou rouges, dômes dorés, clochers de toutes les couleurs, partout des oriflammes immenses claquant au vent, quelques-unes descendant du haut des toits jusqu'à terre, les balcons tous drapés aux couleurs nationales, et, à chaque pas, de merveilleux tapis d'Orient aux tons chauds recouvrant des façades de maisons entières... Là-dessus, il eût fallu un soleil éblouissant : nous l'avons eu le jour du couronnement, mais, hélas! pendant la semaine qui l'a précédé, la température a été exécrable et le ciel voilé.

Avant d'entrer à Moscou, l'Empereur et l'Impératrice

s'étaient arrêtés aux portes de la ville sainte et avaient passé, selon la coutume, quelques jours dans la retraite au palais Petrowski.

Le 18 mai, au matin, j'étais posté à l'entrée de la ville pour voir ce cortège solennel. Des troupes et encore des troupes dans les rues, sur les places, à toutes les issues. La foule était si énorme, si prodigieuse, qu'il avait fallu mobiliser, paraît-il, plus de 50 000 hommes sous les ordres du grand-duc Wladimir pour essayer de la maîtriser. Depuis la barrière Tverskaïa (arc Alexandre) jusqu'au Kremlin, c'était une haie ininterrompue de soldats de tous les régiments et de tous les uniformes. L'Empereur, à cheval, fut reçu, à la sortie du palais, par le grand-duc Serge, gouverneur de Moscou, autant qu'il me souvient. Son arrivée avait été précédée d'un cortège extrêmement pittoresque composé d'escadrons de cosaques de la Mer Noire et surtout de députations des peuples asiatiques dont l'ensemble constituait le plus merveilleux tableau de races barbares que j'aie jamais contemplé! Race blanche, race jaune, race noire, métis, Mongols, Circassiens, j'ai eu sous les yeux des échantillons de tous les peuples de l'Asie.

Tous ces gens défilèrent sous nos yeux gravement, religieusement. Ils furent suivis d'un autre cortège non moins pittoresque, celui des possesseurs des hautes charges de la Cour et des hauts dignitaires de la couronne dans des phaétons de gala attelés à six chevaux. Puis vinrent les piqueurs, les musiciens, les chasseurs de la garde, enfin l'Empereur apparut. Il était seul, en avant, monté sur un cheval presque blanc. Il portait l'uniforme de colonel de régiment de Préobajensky. De la main droite il faisait sans cesse le salut militaire, répondant aux acclamations qui, de l'Arc Alexandre jusqu'au bout, le saluèrent sans discontinuer.

Cet homme isolé et seul sur son cheval blanc, très pâle, regardant de ses yeux très doux, la foule immense qui l'encadrait de tous côtés, s'enlevait d'une façon étonnante sur le fond bariolé des constructions polychromes qui l'entouraient. A chaque instant de ces heures inoubliables, c'étaient autant de tableaux divers qui se succédaient devant mes yeux et m'incitaient à les reproduire par le pinceau.

La suite de l'Empereur n'était ni moins importante ni moins brillante que l'avant-garde : c'étaient tous les princes de la famille impériale et les princes étrangers qui en formaient le noyau principal.

Ensuite venait un carrosse magnifique, attelé de huit chevaux, où avaient pris place l'impératrice douairière Maria Féodorowna et sa fille la grande duchesse Olga, suivi d'une autre voiture de gala occupée par l'impératrice Alexandra Féodorowna. Toutes étaient vêtues de blanc, les deux souveraines ayant une petite couronne sur la tête et la dernière portant le grand cordon de Sainte-Catherine en sautoir. Que vous dirai-je de toutes ces splendeurs?... Elles défilaient devant nous et c'était comme un rêve que nous vivions. Hélas! nous le vivions par un temps épouvantable de froid et de pluie. Le printemps, cette année-là, était affreux en Russie, justifiant le dicton populaire qui dit que « dans le pays il fait neuf mois d'hiver et trois de mauvais temps ».

Heureusement nous nous rattrapâmes largement quelques jours plus tard lorsque arriva la fête suprême, celle pour laquelle nous étions tous là : le couronnement dans l'église de l'Assomption. Il faisait un temps magnifique, un soleil radieux qui illuminait les centaines de dômes dorés de la ville : la cité entière était dans la rue, le canon tonnait, les cloches sonnaient, une allégresse indescriptible était dans l'air.

J'ai dit par quelles démarches j'étais parvenu à obtenir une entrée dans l'église. A la porte où se trouvaient, pareils à deux statues, deux chevaliers-gardes sabre au clair, j'eus, avant de pénétrer dans l'édifice, l'occasion d'apercevoir les voitures de gala qui amenaient les ambassadeurs, en particulier celle de la France.

Elle était de la plus grande élégance. L'équipage du comte de Montebello à la livrée amarante et verte, soutachée d'or, faisait sensation. Le carrosse du général de Boisdeffre à la caisse bleue et au train rouge et or était aussi fort bien. La livrée qui l'accompagnait était en habit bleu de France couturée de galons d'or, bas blancs, souliers à boucle et tricorne aux armes de la France. La tradition était, vous le voyez, respectée!

L'intérieur de l'église était d'une beauté qui défie toute description. J'en ai fait une esquisse, — je dirai tout à l'heure dans quelles circonstances et au milieu de quelles difficultés.

Sur un fond rouge sombre s'érigeait une sorte d'autel que garnissaient des bas-côtés où l'or, le rouge cramoisi, les mille feux renvoyés par les vitraux étincelants faisaient une symphonie de toute beauté. La profusion des icônes mettait une multitude de points d'or qui étaient comme autant d'étoiles sur le ciel.

Imaginez ces bas-côtés, emplis de la foule des princesses et grandes dames, portant toutes le costume de cour avec le cacochnick sur le front et les voiles tombant sur les épaules. Auprès d'elles se tient l'élite de la société féminine étrangère. Toutes sont décolletées, beaucoup portent des costumes resplendissants. La comtesse de Montebello avait adopté celui de l'impératrice Joséphine le jour de son couronnement, exacte reproduction du tableau de David. Autant qu'il m'en souvient, la robe devait être en satin paille recouverte de tulle brodé de paillettes d'or. Le manteau de cour était impressionnant, brodé en vert, or et pierres fines.

De l'autre côté, les ambassadeurs, les grands dignitaires, les missions spéciales étrangères. J'avais eu la chance d'être placé et je fus un des rares Français qui pût voir le spectacle se dérouler dans tous ses détails.

La cérémonie commença très exactement à 9 heures. Les portes de la cathédrale s'ouvrirent brusquement et le bruit d'une immense acclamation pénétra jusqu'à nous. Ce fut quelque chose d'instantané, qui se mêla soudain à la grande voix du canon, au son argentin des cloches et au mugissement des orchestres. Une pâleur m'envahit et je sentis, d'émotion, les larmes me monter aux yeux.

L'impératrice mère s'avance la première. Figure grave, une sensation poignante doit l'étreindre, car je vois ses mains qui tremblent. Sa traîne est portée par quatre chambellans. Elle prend place lentement sur un trône surmonté d'un dais.

Après elle, ce sont les insignes impériaux : le Collier de l'Ordre de Saint-André, le Glaive de l'Empereur, l'Étendard de l'Empire, le Sceau de l'Empire, le Globe, le Sceptre, portés et présentés par de grands personnages de la cour.

L'Empereur apparaît immédiatement derrière eux. Tous les yeux sont braqués sur lui. Encore une fois il porte le costume du régiment de Préobajenski avec un grand cordon en sautoir. Il est extrêmement pâle et paraît ému au dernier point. Il laisse tomber sur l'assistance un regard d'une douceur infinie. Derrière lui sont ses deux assistants, les grands-ducs Wladimir et Michel. Il va s'asseoir sur un trône doré recouvert de velours grenat.

L'impératrice qui le suit prend place sur un trône en ivoire. Elle est tout en blanc et porte l'ordre de Sainte-Catherine. Les grands-ducs Serge et Paul lui servent d'assistants.

Dès que les deux souverains sont installés, la cérémonie commence. Chacune de ses phases est curieuse, beaucoup sont très émouvantes. Celle que j'ai choisie pour sujet de mon tableau est aussi celle qui impressionnait le plus les Russes, parce qu'elle enferme en elle, en quelque sorte, le symbole de la toute-puissance des tsars. Il s'agit de la minute solennelle où, le métropolite, ayant présenté la couronne à sa Majesté, celui-ci s'en empare et la place *lui-même* sur sa tête, montrant ainsi qu'il réunit dans sa personne les souverains pouvoirs d'Empereur et de chef de l'Église.

D'autres détails n'étaient pas moins étonnants et je n'avais en somme que l'embarras du choix entre tant de scènes extraordinaires qui pouvaient enthousiasmer un peintre. Deux me sont particulièrement restées dans la mémoire. L'une est celle où l'Empereur pose la couronne sur la tête de l'Impératrice. Celle-ci, simple et belle, se tient auprès du tsar, sans bijoux ni manteau. Elle s'agenouille devant son époux qui la considère un instant avec une affection profonde. Enfin il place la couronne impériale sur ses beaux cheveux blonds. Aussitôt, avec une rapidité surprenante, elle est revêtue par ses dames d'honneur du grand manteau d'hermine, et parée de magnifiques bijoux. Elle se redresse alors toute-puissante : c'est comme une vie nouvelle que vient de lui insuffler son auguste époux.

L'autre scène n'est pas moins frappante dans sa majesté religieuse. Le Tsar, la couronne sur la tête, le sceptre à la main, tombe à genoux, tandis que tous les assistants demeu-

rent debout, et, à haute voix, formule une prière pour son peuple. J'en ai conservé la traduction. La voici :

O Seigneur, roi des rois, Dieu de mes Pères!

Il t'a plu de m'élire souverain et juge de l'orthodoxe Empire Russe. Je confesse être toujours sous ton regard vigilant, quoique invisible : aussi me voilà prosterné devant ta suprême Majesté. Je t'implore, ô mon Seigneur et mon Maître! Daigne m'assister pour ma formidable tâche! Octroie-moi la sagesse qui émane de ton trône afin que je conçoive toujours ce qui est agréable à tes yeux! Fais-moi suivre, ô Seigneur, la vérité dans tes commandements! Prends mon cœur dans ta main, ô mon Dieu. Et que je règne pour le bonheur de mes peuples en te bénissant toujours! Que ton saint nom soit glorifié avec ton Fils miséricordieux et ton Esprit créateur en toute éternité. Amen!

Enfin il y a aussi cet instant magnifique où l'impératrice mère va lentement vers son fils et l'embrasse avec une effusion respectueuse. Le visage de l'Empereur était inondé de larmes et beaucoup de témoins pleuraient.

Quand ces manières de félicitations sont terminées, un diacre monte à l'autel, et, alors, commence la cérémonie religieuse proprement dite. Elle paraît assez longue à mon souvenir. Je revois l'Empereur et l'Impératrice, debout, tandis que les assistants sont agenouillés. Puis les voici qui descendent de leur trône et se dirigent vers la porte sainte de l'Iconostase. Personne n'a le droit de pénétrer à l'intérieur : seul, l'Empereur y a accès et y reçoit la communion. Quand il reparaît, l'Impératrice se dirige, à son tour, vers la porte sainte, mais elle ne peut la franchir, et c'est du dehors qu'elle reçoit la communion.

A partir de ce moment on peut dire que la cérémonie est virtuellement terminée. Tout au moins ma mémoire n'a plus gardé le souvenir que des derniers chants liturgiques, de la sortie de l'église, grandiose comme avait été l'entrée, et enfin et surtout, quand nous débouchâmes sur la place, de l'immense masse du peuple agenouillé devant l'Assomption avec une dévotion surprenante.

***

Est-il besoin de dire que les faveurs dont je jouissais m'attirèrent toutes sortes de jalousies?... Par contre, le

simple fait d'avoir été invité au couronnement me conféra tout de suite une espèce de petit prestige qui ne m'a pas nui, lorsque j'ai voulu, plus tard, faire de nouvelles démarches pour la réussite de mon tableau.

Aussi bien les autorités russes nous avaient-elles gratifié d'une sorte d'insigne qui était une manière de « Sésame, ouvre-toi » et nous donnait accès dans beaucoup de cérémonies et de lieux de réjouissances. Ces insignes étaient une petite décoration ovale, émail et or, où étaient gravées les initiales de l'Empereur et de l'Impératrice, surmontées de la couronne impériale.

Grâce à elles je pus me glisser dans le cortège qui sortait par la grande porte de l'Assomption après le couronnement. A un certain moment, je me trouvai même tout près de l'Empereur, moi, pauvre civil, vêtu d'un habit noir, entouré d'uniformes resplendissants et de cosaques sabre au clair, dont les petits chevaux nerveux marchaient à mes côtés. Les figures basanées de ces soldats, si fiers d'être les protecteurs de leur dieu, prenaient, par instant, des expressions extraordinaires. Une ligne entière poussait tout à coup des cris sauvages auxquels répondait la foule. Tout donnait à ce tableau un caractère grandiose.

La fête au palais ne fut pas moins impressionnante. Le bal donné par Leurs Majestés est demeuré dans ma mémoire une chose éblouissante qui échappe presque à la description. Les représentants étrangers, chamarrés d'or et de décorations, étaient là dans leurs uniformes de gala. De l'or partout et encore de l'or!... Un ruissellement de joyaux aux cous et sur les robes de cour des princesses et de leurs dames d'honneur. Des provinces les plus lointaines de la Russie, étaient venus des représentants dans leurs pittoresques costumes nationaux. Tout cela se reflétant sur les parquets cirés et dans les diverses glaces. Une sensation écrasante rappelant des images de l'histoire, faisant songer à la splendeur des fêtes de Louis XIV.

Sur l'immense balcon du palais s'étaient placés des invités dans l'attente d'un spectacle unique. On avait imaginé de réserver à l'Impératrice la joie d'éclairer elle-même tout Moscou en pressant un bouton électrique. En une

seconde la ville entière fut ainsi illuminée, églises, palais, maisons profilant sur le ciel d'encre leurs lignes étincelantes et la sombre Moskowa réfléchissait dans ses eaux le palais éclairé *a giorno*. Des milliers de spectateurs au-dessous de nous poussaient dans les rues des vivats sans fin.

Au bal, les Français avaient la joie de voir le Tsar prendre la main de la comtesse de Montebello et danser avec elle la première mazurke, marque précieuse de sympathie pour notre pays.

Enfin, si l'on veut, un souvenir personnel, un incident assez amusant me revient à la mémoire... J'étais, hélas! en frac noir comme les Américains. (Que n'avais-je déjà l'habit vert? J'eusse été chamarré comme les autres!) Et ce costume démocratique, très rare parmi les uniformes, faisait, je dois le reconnaître, assez vilain effet et m'attirait des regards sévères de la part des grands dignitaires cousus d'or. Aussi, lorsque l'Empereur fut annoncé et que les portes des salons s'ouvrirent devant Leurs Majestés et la comtesse de Montebello, le prince Troubetzkoi, sa grande canne de chambellan à la main, voyant ma modeste tache noire devant le trône où le hasard m'avait placé, fondit-il sur moi :

— Retirez-vous — me dit-il à mi-voix d'un ton courroucé, — vous tournez le dos au trône.

— Mais, — lui répliquai-je, — si je suis face au trône, je tourne le dos à l'Empereur!

Devant ma logique, le prince, ne pouvant se tirer de cette difficulté protocolaire, m'abandonna, furieux, regrettant, je suis sûr, de ne pouvoir me faire disparaître d'un coup de baguette magique. J'ajoute que nous fîmes plus tard meilleure connaissance et qu'il posa pour moi, avec la plus parfaite bonne grâce du monde, une des principales figures de mon tableau.

Voulez-vous que nous parlions maintenant de la fête, somptueuse elle aussi, qui fut donnée à l'ambassade de France et qui fit époque dans les fastes russes? Monsieur et madame de Montebello organisaient ces réceptions avec un goût, un luxe et un raffinement qui faisaient l'admiration de tous. Celle qu'ils donnèrent en l'honneur de l'Empereur les surpassa toutes. On avait voulu que, ce soir-là, l'ambassade de France écrasât par son éclat les autres palais étrangers.

Notre concurrent direct, si j'ose dire, dans cet ordre de choses, était l'Ambassade d'Autriche, à la tête de laquelle se trouvait un diplomate charmant, le prince Lichtenstein, très affable, riche et fort généreux. C'était un homme superbe, très grand, qui disait de lui-même en riant : « Je suis un géant qu'on peut voir gratis. » Son frère, dont la fortune était encore plus considérable, lui avait envoyé, disait-on, la somme rondelette d'un million « pour ses menus plaisirs ». En réalité, on se liguait pour empêcher que la France fût trop somptueuse et nouât trop aisément les liens d'une alliance qu'on redoutait par-dessus tout. Ainsi, quand le quai d'Orsay envoyait une tapisserie à son ambassadeur, la cour d'Autriche en envoyait une autre au sien. Quand nous donnions un dîner de gala, on en commandait un à la maison d'en face; quand nous étions fastueux, on s'efforçait de l'être plus que nous. Mais je dois avouer qu'à la fin l'ambassadeur d'Autriche dut se déclarer vaincu!

Dans la circonstance, du reste, le hasard nous favorisa, car, peu de jours avant les fêtes, la mort de l'archiduc Charles-Louis d'Autriche, qui devait représenter François-Joseph au couronnement, força le prince de Lichtenstein à suspendre ses réceptions, et fit tomber ainsi d'un seul coup toutes les prétentions de notre concurrent à nous éclipser. Cependant, on va voir, nous n'étions pas au bout de nos aventures. La fête que l'on préparait devait, je l'ai dit, dépasser en éclat toutes les précédentes. Le Tsar n'était pas venu à l'ambassade depuis un an et demi et les préparatifs de l'alliance franco-russe soulignaient la portée de cette manifestation. Or dans la journée qui précéda le bal, une nouvelle se répandit tout à coup parmi nous : les fils électriques avaient été coupés dans les caves de l'ambassade! C'était l'absence d'éclairage ou du moins un éclairage de fortune, la fête ratée, et tout le monde dans la désolation. Quelques jours plus tard, nous avons su que la main qui avait exécuté ce sabotage était la main de l'Allemagne. Ce fut le grand-duc Alexis qui nous tira d'affaire en dépêchant ses marins, lesquels rétablirent le courant électrique, réparèrent les dégâts et demeurèrent de garde pendant la soirée.

Au moment où l'on commençait à respirer, autre nouvelle, bien plus terrifiante, celle d'une catastrophe qui venait de se produire en plein Moscou. A l'entrée du champ Kodynsky, où avait lieu une immense fête populaire, une rangée de baraques avait été construite pour la distribution des victuailles au peuple. Cette rangée qui s'étendait sur plus d'un *kilomètre* avait été placée, par une négligence incroyable, à quelques pas seulement d'un ravin large de cinquante mètres et profond de près de dix, formant comme le lit d'un fleuve desséché.

Ce ravin fut cause de la catastrophe. Sous la poussée de la masse, cette masse dont aucune foule, en France, ne peut donner idée, les baraques cédèrent sur un certain point et tout le monde fut entraîné, pêle-mêle, avec les débris de planches et les victuailles, dans le ravin. Les premiers tombés furent étouffés; ceux qui suivirent les piétinèrent sans merci, la foule combla finalement le fossé. Tout cela au milieu des cris, des injures, des râles des mourants, des supplications atroces des blessés.

Eh bien, l'affluence était telle que la moitié des gens qui se trouvaient à la fête n'entendirent pas les appels des victimes et que les réjouissances continuèrent à l'autre bout du champ, comme si rien ne s'était passé.

Cependant la rumeur publique répandit bientôt par la ville les échos de l'effroyable chose et elle parvint tout de suite à l'ambassade de France. On se transmettait des détails atroces dont quelques-uns furent malheureusement confirmés : plus de mille cadavres gisaient au fond de ces fossés. On parlait de présages funestes, on évoquait l'effroyable accident de la Place Louis XV au mariage de Louis XVI, on était atterré...

Dans notre consternation, nous étions également anxieux de savoir si l'Empereur consentirait à paraître à la soirée de notre ambassade. Nul doute que, dans son entourage, des esprits mal intentionnés à notre égard ne lui eussent conseillé de s'abstenir. Mais avec ce scrupule de la parole donnée qu'il a toujours eu, le Tsar ne voulut rien entendre et vint quand même.

La fête fut splendide et se termina à l'aube. J'avais été

chargé de dessiner le menu du souper qui termina le bal. Ce petit travail parut fort du goût de l'Empereur qui demanda à me connaître et me félicita chaleureusement.

Ce n'est pas la seule joie que devait me réserver cette soirée. Au cours d'une conversation intime entre l'ambassadeur de France et Nicolas II, ce dernier promit au comte de Montebello que, s'il allait à Berlin, il se rendrait également à Paris.

La nouvelle était d'importance, et l'on me chargea personnellement d'emporter à Paris la lettre qui la contenait et de la remettre en mains propres à M. Hanotaux, ministre des Affaires étrangères.

Que vous dire de plus sur cette belle fête?... des anecdotes?... En voici quelques-unes que je vous garantis authentiques.

Deux vieilles demoiselles que je revois dans mon souvenir et qui sont sans doute des personnes fort respectables, que l'on présente à l'Empereur. Elles sont ravies, troublées, transportées, elles parlent avec délire de la beauté de la cérémonie du couronnement, et, enthousiasmée, l'une d'elles laisse échapper ce pataquès :

— Notre plus grande joie, Sire, serait d'en voir un autre avant de mourir.

Voici maintenant un général français faisant partie de la mission Boisdeffre qui est présenté à un officier portant l'uniforme d'amiral russe. Présentation rapide dans le brouhaha de la fête. Le général français n'a certainement pas entendu le nom de son interlocuteur, mais c'est un officier russe et cela suffit. L'autre l'interroge sur les travaux militaires que fait la France à ce moment.

— A quoi travaillez-vous, général?

— A la revanche, — répond fièrement le Français. — Nous ne pensons qu'à elle.

Et le voilà tout étonné de voir l'amiral qui lui tourne le dos.

Au même instant il se sent frappé sur l'épaule. C'est le général de Boisdeffre qui a tout entendu :

— Malheureux, — lui dit-il à l'oreille, — savez-vous à qui vous venez de parler? Au prince Henri de Prusse, frère du Kaiser!

***

Au milieu de ces réjouissances, je n'oubliais pas mon tableau.

Les croquis que j'avais pu prendre n'étaient pas suffisants. Heureusement je pus les compléter de la façon la plus simple du monde grâce à l'obligeance des autorités russes. On donna l'ordre de conserver intacte la décoration de la cathédrale de l'Assomption et j'eus ainsi plusieurs jours de répit pendant lesquels je pus achever et même fignoler ce que j'avais entrepris. Mais quel travail rapide et exténuant il me fallut faire!

Songez que, après m'être couché à une heure invraisemblable de la nuit, je devais le lendemain, à l'aube, aller travailler dans l'église, car il m'était interdit de troubler aucune des cérémonies religieuses. J'arrivais au petit jour et je me heurtais à la longue, à l'interminable file de pèlerins arrivant du fond de la Sainte Russie avec leurs souliers en écorce de bouleau, un bâton à la main et un sac sur le dos. Toute cette théorie de pauvres gens défilait déjà dans l'église et allait baiser le tapis rouge où l'Empereur avait posé les pieds. Quelle ferveur sur ces visages de moujiks, quelle religiosité dans toute leur attitude! Parfois je n'avais pas le courage de m'arracher à mon travail, et, même les popes arrivés pour officier, je demeurais en place. On me faisait aimablement signe de rester et j'avais la grande joie d'entendre de merveilleux chants liturgiques entonnés d'une belle voix grave.

On ne saurait imaginer à quel point la religion du peuple russe touche à la superstition. C'est ainsi que dans une chapelle de Moscou, il y a, ou plutôt, il y avait alors — mais qu'en a fait la révolution? — une icône fameuse, vierge miraleuse qui guérissait les malades. Lorsque ceux-ci paraissaient perdus, on venait en voiture chercher l'icône pour la porter à leur chevet.

Dès que les passants apercevaient le véhicule avec son cocher toujours tête nue et le voyaient s'arrêter devant la chapelle en question, ils se précipitaient devant la porte, s'attroupaient et, lorsque l'image sainte paraissait, se ruaient

pour la baiser avec une dévotion gloutonne. C'était une mêlée sauvage, une ruée extraordinaire!...

Pour revenir à nos séances religieuses du matin dans l'église de l'Assomption, la première qui suivit le couronnement fut l'occasion d'un curieux incident. A peine m'étais-je installé avec ma toile et mes pinceaux que j'aperçois devant mon chevalet quelque chose qui brillait sur le tapis. Je me baissai et je ramassai un merveilleux diamant. Évidemment ce devait être un des assistants de la cérémonie de la veille qui l'avait égaré. Je le remis entre les mains du bedeau, et, moins d'une heure après, je voyais un officier et une dame surgir à l'improviste, parler avec animation et se baisser çà et là dans la chapelle. J'ai su depuis que c'était le grand-duc et la grande-duchesse Constantin qui avaient, en effet, perdu cette pierre précieuse. On la leur remit de ma part quelques instants plus tard.

Voilà à peu près les impressions que j'ai conservées de mon premier voyage en Russie. Elles furent excellentes et le souvenir des fêtes auxquelles il me fut donné d'assister est demeuré gravé en moi.

Que pourrais-je ajouter? La vie extérieure de Moscou m'est apparue bruyante et même tapageuse en ces jours de fêtes populaires. Partout la France était chaleureusement acclamée. Plusieurs fois, en me promenant dans les rues avec le comte de Montebello, je vis la foule reconnaître la livrée aux couleurs françaises et arrêter notre voiture pour faire une ovation à l'ambassadeur.

Chez les riches marchands de Moscou qui constituent la classe aisée de la ville je fus très souvent invité à dîner et je pus observer d'un peu près leurs mœurs simples et raffinées tout à la fois.

Dans des intérieurs très ordinaires et ne comportant aucun luxe d'ameublement, il y avait des tables formidables et dignes de Gargantua. Des cochons de lait servis entiers et dépecés sous nos yeux. Des morceaux énormes, des chapelets de volailles de toutes tailles. Enfin des beuveries qui duraient des heures...

Un des luxes de ces enrichis consistait à parcourir les rues de Moscou à toute vitesse dans des voitures attelées de trot-

teurs magnifiques. Le maître conduisait lui-même en blouse, avec la casquette nationale, et ayant auprès de lui sa femme en habit de gala. Un autre consistait à allumer dans des restaurants de nuit des cigares avec des billets de cent roubles et même de mille, puis à casser des glaces pour avoir le plaisir de régler l'addition!

Veut-on enfin connaître la dernière impression que j'emportai de Moscou? Dans le train qui m'emmenait, le regard suprême que je jetai sur la ville fut pour le cimetière. Il paraissait tout neuf. Treize cents tombes avaient été creusées pour les victimes de la catastrophe de la place Kodynski L'image de ces treize cents croix funéraires érigées aux portes de la ville sainte m'est longtemps apparue comme un sinistre présage pour le règne du nouvel empereur et lorsque je me remémore les fêtes éblouissantes auxquelles j'ai assisté, ce sont toujours, malgré moi, ces taches toutes blanches qui forment le fond du tableau...

Je rentrai ravi mais brisé par l'effort fourni. Heureux tout de même du travail accompli, des amitiés nouées pour un prochain voyage et de la cérémonie unique, la dernière peut-être de l'histoire russe, à laquelle j'avais assisté.

IV

DEUXIÈME VOYAGE EN RUSSIE. — SCÈNE CURIEUSE A BERLIN. — NOTRE INSTALLATION A PÉTERSBOURG. — L'AMBASSADE DE FRANCE ET LES MONTEBELLO. — PRÉSENTATION DE MON ESQUISSE A L'EMPEREUR. — PORTRAIT DE L'IMPÉRATRICE. CARACTÈRE DE SA MAJESTÉ. COMMENT ELLE POSAIT. GRANDE SIMPLICITÉ DU MÉNAGE IMPÉRIAL. — PROPOS DE COUR ET DE PROTOCOLE. — REPRÉSENTATION AU THÉATRE CHINOIS DU TSAR. — LES PAQUES RUSSES. — FÊTES SPLENDIDES DONNÉES PAR LE COMTE ET LA COMTESSE DE MONTEBELLO. — MON TABLEAU A L'EXPOSITION DE 1900.

Après ce premier séjour en Russie, je demeurai un an à Paris, et, à l'aide des précieux documents rapportés de là-bas, je me mis à la composition de mon tableau. La toile était d'importance, c'était un travail considérable qui deman-

dait tous mes soins. Bientôt je m'aperçus qu'un nouveau séjour dans l'empire des tsars serait indispensable et je résolus de repartir au mois de février 1898.

Cette fois, je retournais, accompagné de ma femme, mais hélas! nous laissions à la maison ma fillette âgée de trois ans : nous ne voulions pas l'exposer aux rigueurs de l'hiver russe.

Nous refîmes le trajet que j'avais déjà accompli une fois, mais nous nous arrêtâmes à Berlin. Cette très courte halte nous amena à être témoins d'une scène vraiment curieuse et symptomatique de l'état d'esprit allemand à cette époque.

Ayant quelques heures à perdre avant le départ du Nord-Express, l'idée nous vint d'entrer dans un music-hall. Milieu assez vulgaire, public mêlé se gorgeant de bière et de saucisses comme d'habitude. Après divers « numéros » de cirque et différents « tours de chant », nous aperçûmes que l'on faisait sur la scène des imitations de silhouettes connues. Des applaudissements plus ou moins nourris accueillaient les plus sympathiques d'entre elles. Tout à coup, grosse émotion : on crie, on hurle, on monte sur les chaises, on escalade les tables. Que se passe-t-il? On vient d'annoncer : *Zola!* Nous étions au lendemain de la fameuse lettre : *J'accuse!* en pleine affaire Dreyfus.

A partir de Berlin, notre voyage ne fut plus qu'une longue traversée de plaines et de forêts ensevelies sous la neige. Des étendues immensément blanches avec, de temps en temps, la vision d'un traîneau noir qui filait, ou, aux stations, la silhouette de malheureux moujicks marchant péniblement, drapés dans une vieille pelisse en peau de mouton.

Nous commencions à geler dans le train, car, malgré les bons conseils de nos amis russes, nous étions partis mal équipés pour un froid de 25° au-dessous de zéro. Je me souviens qu'un de mes compagnons de route s'amusait à plaisanter mon chapeau melon et ma pelisse de loutre.

— C'est un vêtement pour l'été, vous pouvez l'emporter, — m'avait dit, à Paris, le grand-duc Wladimir.

Et vraiment, il me fut en effet très utile au printemps pour les délicieuses promenades aux Iles, mais, pour l'instant, il ne me protégeait guère plus qu'une feuille de papier.

Ce fut bien autre chose lorsque nous arrivâmes à Péters-

bourg. Je me souviens d'une heure passée dans la grande gare à attendre nos bagages, la tête piquée, aurait-on dit, de mille aiguilles glacées et madame Gervex battant de la semelle pour réchauffer ses pieds morts de froid... Aussi, avant même de nous rendre à notre hôtel, notre première visite fut-elle pour les marchands de bonnets de fourrure, de bottes fourrées et de pelisses en peau de mouton. Une impression étonnante de l'hiver en Russie, que nous éprouvâmes au sortir de la gare, était celle du silence absolu, du silence total dont les choses étaient enveloppées et comme ouatées, sensation que je n'avais pas perçue depuis Venise.

Les snow-boots amortissaient les pas, la neige ensevelissait d'un linceul passants et voitures, les gens qui étaient dans la rue parlaient peu et à voix basse. Le sentiment d'éloignement, de dépaysement aurait donc été complet et j'aurais été le premier à en souffrir beaucoup sans la fréquence avec laquelle on entendait parler notre langue. A chaque pas, des syllabes françaises frappaient les oreilles et l'on ne saurait croire combien cette petite particularité nous ravissait à une telle distance de la mère patrie.

Aussitôt installés, je me mis en quête d'un atelier pour travailler. Il me fallait aussi, chose plus difficile, les portraits et photographies de deux cents personnages différents ayant assisté au couronnement, dont la place exacte était marquée sur mon esquisse.

Toutes ces démarches me furent grandement facilitées par l'inépuisable obligeance du comte et de la comtesse de Montebello qui nous aidèrent de leur puissante autorité à nouer toutes les relations.

Dire ce qu'était l'ambassade de France à ce moment, est chose impossible. Les belles fêtes auxquelles j'avais assisté à Moscou, je les retrouvais à Pétersbourg, mais données d'une façon régulière en quelque sorte. Les soupers succédaient chaque jour aux dîners, tous plus somptueux les uns que les autres. Les grands-ducs y honoraient d'une amitié particulière nos ambassadeurs et venaient bien souvent terminer la soirée chez le comte et la comtesse de Montebello. Ainsi nous vîmes défiler dans ces beaux salons du quai français tout ce qui avait un nom à Pétersbourg et

je pus obtenir la faveur d'une pose ou d'une photographie de tous ceux que je devais représenter sur ma toile.

Le grand-duc Wladimir, directeur des Beaux-Arts, ayant aimablement mis à ma disposition une grande salle dans l'Académie de Peinture, j'allais, chaque jour, de l'autre côté de la Néva, travailler dans ce magnifique édifice. Que de fois l'aurai-je fait, ce trajet en traîneau sur la glace, dans le silence infini de l'immense ville endormie sous son manteau de neige!..

***

Un jour, je fus averti par le grand-duc Wladimir que l'Empereur me ferait l'honneur de venir voir mon esquisse. Vous jugez quel intérêt j'attachais à cette visite qui était de la plus haute importance pour l'accueil que la cour et la ville réserveraient à mon travail.

Nicolas II arriva, très simple, dans son uniforme de Préobajenski, accompagné d'une dame de tournure fine et gracieuse qu'une vague ressemblance me fit prendre pour la sœur de Sa Majesté. Elle me parla longuement, s'informa de mille détails, et ce n'est que lorsqu'elle fut partie que j'appris que c'était l'Impératrice Mère qui avait daigné s'intéresser à mon œuvre.

J'ai su, depuis, qu'on lui avait conté mon erreur et qu'elle avait été à la fois flattée et amusée d'avoir été prise pour sa fille. Il paraît qu'elle s'écria d'un ton comique : « Oh! pauvre Xénia! »

J'eus d'ailleurs, dans la suite, l'occasion de revoir l'Impératrice au Palais Rouge où elle m'avait donné rendez-vous pour une séance de portrait. Et c'est même un des souvenirs les plus amusants de mon séjour à Pétersbourg.

Imaginez-vous que Sa Majesté avait eu l'extrême obligeance, afin que je pusse avoir des documents très exacts, de faire venir du musée de Moscou le manteau, la robe et les bijoux dont elle était parée le jour du couronnement et elle s'en était revêtue pour la séance de pose qu'elle m'accordait... Et moi, je trouvai le moyen d'arriver en retard! Il

est vrai que ce ne fut pas tout à fait ma faute comme on va voir.

J'étais parti de bon matin en habit, cravate blanche avec toutes mes décorations, ma toile et ma boîte à la main. Arrivé à la porte du Palais, un factionnaire me barre le chemin, intrigué sans doute par mon attirail de peintre. J'essaie de me faire comprendre, d'expliquer ma présence à cette heure insolite, mais le soldat me répond par des *Niet!... Niet!...* de plus en plus énergiques. Puis, devant mon insistance croissante, mes gestes et la volubilité de mes paroles, il finit par me faire signe de le suivre, me conduit dans une petite salle et m'y enferme tout simplement.

Vous concevez mon affolement à la pensée que je suis là, que l'heure passe et que l'Impératrice m'attend. Je tape à la porte comme un sourd, tant et si bien qu'on finit par accourir, mais, encore une fois, il m'est impossible de me faire comprendre et les soldats qui m'entourent me regardent avec une défiance de plus en plus grande lorsque, heureusement un nègre, cuisinier au Palais, vient à passer. Il sait le français : je suis sauvé!

Effectivement je puis m'expliquer, et quelques minutes plus tard je suis conduit avec de grands signes de respect dans les appartements de Sa Majesté. Je suis en retard, je m'excuse en contant mon aventure qui fait la joie de la grande-duchesse Xénia et du grand-duc Michel, très jeunes alors tous les deux, et qui ne peuvent retenir leurs éclats de rire malgré les observations de leur précepteur français.

J'ai connu plus tard un détail bien curieux sur mon sauveur nègre. C'était un descendant authentique des noirs amenés par Napoléon Ier avec ses mamelucks pendant la campagne de Russie et, de père en fils, on avait conservé l'usage du français dans sa famille.

***

Quelques jours après cette séance mémorable, une lettre du Ministre de la Cour me prévint que la jeune Impératrice m'accordait, elle aussi, l'honneur de plusieurs séances de pose.

Encore une fois il me fallut endosser mon habit de grand matin après avoir fait, la veille, à l'aide de photographies, une esquisse de Sa Majesté.

Tous ceux qui, comme moi, ont connu l'Impératrice Alexandra à ses débuts dans le rôle écrasant de Tsarine de toutes les Russies et qui l'ont vue si peu audacieuse, si effacée, n'aimant que la vie bourgeoise entre son mari et ses enfants, ont eu peine à imaginer qu'elle ait pris, plus tard, une part si active dans les affaires de l'État et joué un rôle si important à la veille de la Révolution.

Lorsqu'elle devait faire avec l'Empereur une entrée dans une fête, elle rougissait jusqu'aux épaules. Il est vrai qu'elle avait une peau d'une finesse remarquable, exagérée, état vraiment maladif se communiquant dans sa famille par les femmes et provoquant chez les enfants mâles des hémorragies souvent mortelles. On sait que c'était l'affection dont était atteint l'infortuné Tsaréwitch et qui causa tant d'angoisse à son entourage.

Des preuves de cette timidité, on en avait tous les jours à la Cour, et il me fut donné, pour mon compte, d'en connaître une.

Un jour où elle daignait poser pour moi, je croyais pouvoir peindre sans souci de l'heure. Or elle devait assister à un déjeuner officiel et commençait déjà de se trouver en retard, mais elle craignait de gêner mon travail en me donnant congé et réprima seulement quelques gestes d'impatience. C'est moi qui, les ayant aperçus, me levai tout de suite en m'excusant.

J'ai été témoin aussi, une autre fois, de la grande simplicité du ménage impérial. C'est encore à propos de mon tableau. Le Tsar m'avait accordé une séance de pose, mais avait négligé d'endosser l'uniforme exact qu'il portait le jour du couronnement. Je me permis de le lui faire observer, et j'osai lui demander s'il ne lui serait pas possible de changer de vêtement.

— Mais certainement, — me répondit-il avec sa bonne grâce habituelle.

Et il passa rapidement dans la chambre voisine, laissant la porte entr'ouverte. Je vis ainsi l'Impératrice qui, sans

plus de façon, l'aidait à enfiler les manches de son nouvel uniforme!

Cette petite scène très bourgeoise était soulignée étrangement par la présence de deux cosaques, sabre au clair, qui se tenaient devant la porte. Un tel appareil militaire se retrouvait à chaque pièce du palais et il paraît qu'il avait fort impressionné l'Impératrice dans les premiers temps de son mariage. Du moins, elle-même m'a raconté qu'ayant voulu passer de son appartement dans celui de l'Empereur, elle s'était heurtée à chaque porte à des cosaques et qu'*elle n'avait pas osé sortir de chez elle!*

Je la vois encore, lorsqu'elle assistait aux séances de pose de son Impérial époux, debout devant les larges fenêtres regardant rêveusement la Néva couler sous ses yeux, ou bien regardant distraitement la Forteresse Saint-Pierre-et-Saint-Paul...

Un jour le peintre Becker, qui avait peint le couronnement d'Alexandre III, obtint la permission de venir avec moi photographier Nicolas II. Nous apportâmes un appareil, et, aidés d'un spécialiste, nous nous mîmes en devoir d'opérer afin de posséder un document précis sur l'Empereur.

Becker qui était haut comme une botte se baissait chaque fois qu'il passait devant l'objectif, croyant qu'il gênait l'opérateur. Cette mimique me paraissait si cocasse que je ne pus m'empêcher de lui crier :

— Tiens-toi donc droit, tu n'as rien à craindre!

Amusés par cette petite scène, Leurs Majestés éclatèrent de rire.

Ils étaient si jeunes, tous les deux, et ils avaient si peu l'occasion de se divertir!

— Comme je me sens vieux! — dit devant moi Nicolas II le jour de ses trente ans.

Une autre fois, le soir, à la sortie du théâtre, comme nous passions près de lui, il m'interpella familièrement :

— Vous allez maintenant prendre du thé autour d'une table ronde, n'est-ce pas? — me dit-il. — Et moi, savez-vous ce que je vais faire? Je vais signer des permissions une partie de la nuit.

Car on lui donnait à signer les permissions des officiers de

sa maison, tout comme à un capitaine! Et ceux qui quittaient la Russie ne disaient pas qu'ils s'en allaient en France, en Allemagne ou en Angleterre, mais bien en *Europe*! On saisit la nuance, elle explique bien des choses.

Comme la vie de cour et les exigences du protocole devaient leur peser, à l'un et à l'autre! L'ennui, la timidité, la tristesse même se peignaient sur leurs traits à chaque instant.

L'Impératrice évitait les fêtes le plus possible, ce qui occasionnait bien des regrets autour d'elle. On soupirait en songeant au règne si brillant de l'Impératrice mère, où les dîners, les bals, les grandes réceptions se succédaient pendant tout l'hiver et une partie de l'été, où les souverains étaient pleins d'entrain pour le plaisir et façonnés, pour ainsi dire, de longue date, à cette existence d'apparat.

A ce propos, la grande duchesse Wladimir nous contait une anecdote amusante. Elle nous parlait de l'éducation que les princesses appelées à régner devaient recevoir pour éviter toute gaucherie et toute timidité. Elle nous disait, en particulier, comment, dans sa jeunesse, on la forcait à faire le tour d'une des salles du palais de son père, le duc de Mecklembourg, à s'adresser à chaque chaise vide garnissant les murs et à dire un mot aimable à chacune, comme si ces sièges étaient occupés par des personnages de cour, des princes ou des ambassadeurs!...

Etait-ce le résultat de cette éducation? J'ai rarement vu recevoir avec une aisance et une grâce comparables à celles de S. A. la grande-duchesse Wladimir. Ceux qui ont eu l'honneur d'être de ses amis n'oublieront jamais son bienveillant accueil, non plus que la noblesse de son maintien.

L'Impératrice fit à madame Gervex le grand honneur de lui accorder une audience particulière. Sa réception fut pleine de bonne grâce et de simplicité. Elle s'informa de notre fillette laissée à Paris, de mes travaux, du tableau du couronnement dont on commençait à parler beaucoup à Pétersbourg. Elle fut charmante comme toujours, mais avec cette nuance de tristesse qui la caractérisait. Cependant le départ de sa visiteuse fut marqué d'un petit incident qui amena sur le visage de la souveraine un sourire amusé.

Le protocole était de faire trois révérences à reculons en prenant congé et à aucun moment bien entendu il ne fallait tourner le dos à Sa Majesté. Consciencieusement madame Gervex s'occupait à faire ses trois révérences en reculant de plus en plus, mais ayant aperçu en entrant une multitude de petites tables encombrées de bibelots qui se trouvaient maintenant derrière elle, la terreur lui vint d'en renverser une et de provoquer une catastrophe. Aussi, tout en regagnant la porte, elle jetait entre ses saluts des regards inquiets à droite et à gauche, ce qui parut divertir beaucoup Sa Majesté.

***

Ce printemps-là, les dernières fêtes de la Cour n'eurent pas lieu en raison de la rougeole qu'avait contractée l'Impératrice, mais nous eûmes l'occasion d'assister encore à de bien beaux spectacles et à de brillantes réceptions.

C'est ainsi que nous fûmes les spectateurs d'une délicieuse représentation donnée aux environs de Pétersbourg dans le joli petit théâtre chinois du Tsar qui n'avait pas été ouvert depuis Catherine II et qui venait d'être réparé sur les indications de grand-duc Wladimir. La pièce était jouée à merveille par des amateurs parlant le français avec cette pureté et cette gravité d'intonation qu'ont les Russes.

A la gare, nous trouvâmes pour les invités des voitures de la cour très originales et si basses que les pieds touchaient presque terre... On était assis comme dans un omnibus, mais dos à dos... Les gros cochers avaient des toquets entourés de plume de paon. C'était d'un pittoresque inouï. Quelle vision d'élégance et de luxe!

Il y avait ainsi devant moi, à chaque pas, des tableaux à faire, mais j'étais trop pris par mes portraits et mes recherches documentaires pour me mettre à des études de cette sorte.

Nous vivions une sorte de féerie aux cent actes divers qui, commencée l'après-midi, se prolongeait fort avant dans la nuit. Nous partions alors en troïka pour les Iles voir se coucher et se lever le soleil sur la mer illuminée de mille reflets. Tristesse du jour qui meurt d'un côté, éblouissement

joyeux de l'aurore qui se lève de l'autre. Un promeneur, sur un banc, lit son journal. Je tire ma montre : Deux heures du matin!...

Et la nuit de Pâques? Quel souvenir inoubliable!... Il est bientôt minuit, la ville est sous son manteau de neige et la cathédrale Isaac profile sa masse sombre et ses colonnades dans la nuit. L'église est comble. Nous avons heureusement été invités dans la tribune diplomatique, nous pourrons voir se dérouler la cérémonie dans toute son ampleur.

A l'intérieur du temple, chacun tient à la main une petite bougie non allumée et l'immense nef est à peine éclairée d'une faible lueur.

Dehors, le peuple en prière attend, stoïque, malgré le froid intense et l'avalanche de neige. Le spectacle de ces multitudes immobiles et qui prient tout bas est infiniment émouvant.

Enfin voici la minute sacrée. Suivi du clergé, le métropolite fait le tour de Saint-Isaac et frappe à la porte d'airain. Elle s'ouvre et, aussitôt, l'édifice s'illumine, les milliers de petites bougies s'allument, et la foule clame : « Le Christ est ressuscité! » « Le Christ est ressuscité! » On s'embrasse, on se félicite, la joie déborde, c'est la victoire de la vie sur la mort, et la fin du carême si dur au pauvre moujick : du poisson fumé avec un peu de thé pendant quarante jours! Aussi quelle orgie toute la nuit! La vodka coulera à flots, et, demain matin, les *gardavoï* ramèneront paternellement chez eux les pauvres bougres tombés ivres dans la neige et qu'on aura, au préalable, enlevés dans un isvochik, faute de quoi ils seraient voués à une mort certaine.

Quant à nous, un merveilleux souper chez d'aimables amis russes termine cette belle nuit de Pâques. De ravissants petits œufs, vrais bijoux trouvés sous nos serviettes, sont des souvenirs que nous conserverons précieusement en témoignage de l'hospitalité si large que nous avons reçue là-bas.

Que de belles fêtes nous attendent encore, que de soupers, de carrousels et de galas dans les palais grand-ducaux et à l'ambassade de France!... Un soir, nous étions déjà couchés, fatigués de tant de mondanités; on nous apporte un mot de la comtesse de Montebello : le grand-duc et la grande-duchesse Wladimir soupent tout à l'heure au quai Français, nous

sommes désignés parmi les convives. Vite, on s'habille, on saute dans un traîneau, quittant sans regret la chaleur du lit pour l'air glacé de la nuit. Dans le tourbillon des plaisirs, ce tourbillon qui rappelait si bien la vie de chez nous à la Cour sous l'ancien régime, on n'avait plus le temps matériel de penser à soi!

Je n'en finirais pas, s'il fallait énumérer toutes les fêtes auxquelles nous assistâmes. Je ne veux retenir que le souvenir d'une seule qui balance dans ma mémoire la réception du Tsar lors du couronnement. Ce fut le dîner donné en l'honneur de Delcassé, de passage à Pétersbourg, par le comte et la comtesse de Montebello. Soixante couverts, trente laquais en livrée marron et or, culottes courtes, chemises à jabot, tête poudrée, et, derrière la maîtresse de maison, son courrier avec son bicorne à plumes aux couleurs de l'ambassade! Je vous jure que cela avait grand air... Ajoutez à ce tableau des femmes en toilettes éblouissantes, toilettes presque toutes signées de la rue de la Paix (le pensionnat Paquin, disait-on) et les pierreries, les uniformes, tout l'apparat d'une grande fête de Cour...

Dans ce tourbillon notre ambassadeur trouvait encore le loisir de me mettre en relation avec tous ceux qui pouvaient me servir pour ma vaste entreprise. C'est ainsi que je fis la connaissance de M. Coniar, grand maître du protocole, qui me guida dans le dédale des préséances, des uniformes et des décorations. J'en avais souvent grand besoin, car plus d'une petite mésaventure m'était arrivée, — celle-ci, en particulier, dont le souvenir m'amuse toujours lorsque je l'évoque.

J'avais eu l'honneur d'être nommé commandeur de Sainte-Anne, et un soir de gala, tout fier, j'arborais ma cravate. Je remarquai qu'on me regardait d'une drôle de façon et qu'un léger sourire s'esquissait à mon passage. Tout à coup, je vois le grand-duc Alexis qui me fait signe et j'entends sa voix sonore à mon oreille :

— Dites donc, Gervex, quand on a l'honneur d'avoir la croix de Sainte-Anne, on ne la met pas à l'envers!...

J'ajoute que certains Russes, imbus d'idées nationalistes poussées à l'extrême, voyaient d'un mauvais œil l'encou-

ragement donné par Nicolas II et le grand-duc Wladimir à une œuvre étrangère comme la mienne et espéraient me trouver en défaut. On pensait démolir mon tableau par les petits détails, me prendre en flagrant délit d'inexactitude, et les plus enragés contre moi étaient les artistes russes qui avaient reçu des commandes de l'État pour le couronnement, avaient touché des avances et ne faisaient rien.

Après quelques mois passés à Pétersbourg, nous reprîmes le chemin de Moscou pour étudier au Musée les insignes, les bijoux et les manteaux déposés dans les vitrines, puis nous rentrâmes à Paris.

Mon travail était loin d'être achevé. Pendant plusieurs années, je dus m'atteler à cette immense toile qui ne mesurait pas moins de dix mètres de haut. Il fallait être prêt pour l'exposition de 1900. Je le fus, mais je n'étais pas au bout de mes peines.

M. Picard m'avait promis une concession. Au dernier moment, impossible de l'obtenir! Je fis démarches sur démarches. Enfin, lassé des atermoiements de mon gouvernement, je m'adressai à nos amis russes et j'obtins de M. Witte, par l'intermédiaire de M. Raffalowitch, attaché commercial à Paris, le don d'une salle au premier étage du pavillon de l'Asie Russe au Trocadéro. On y avait édifié une reconstitution de l'Église de l'Assomption et mon tableau faisait la toile de fond.

L'ensemble avait bon air, mais le tout, maintenant, était d'y attirer des visiteurs. Fatigués de tant d'attractions, les promeneurs entraient au pavillon de l'Asie Russe comme dans beaucoup d'endroits de l'Exposition, déjà lassés, la curiosité émoussée. Or mon tableau se trouvait au premier étage. Comment contraindre ces gens éreintés par des heures de marche à travers les stands à grimper encore un escalier?...

J'eus une idée : installer là-haut un orgue qui jouerait toute la journée des chants russes et religieux. Attirés par la musique, les promeneurs montaient et, une fois là-haut, regardaient. C'était tout ce que je désirais.

Aussi dans cette Exposition qui ne fut pas lucrative pour les exposants, je fus un des rares à ne pas avoir perdu

complètement le fruit de mes efforts. Mon ami belge fut ravi, et, estimant avec raison que la Russie pouvait être un champ beaucoup plus fertile encore, me demanda d'y retourner, cette fois avec la mission d'y promener mon œuvre dans les grands centres du vaste empire. Il fut décidé que nous commencerions par Pétersbourg afin que leurs Majestés en eussent la primeur et que leur haute protection en assurât le succès.

C'est ainsi que fut décidé mon troisième voyage en Russie.

HENRI GERVEX

(*A suivre.*)

LE DUEL[1]

II

Il n'y réussit pas mieux que le reste de la garnison et la société tout entière. Les deux jeunes gens, dont on avait fait, jusque-là, assez médiocre cas, devinrent l'objet d'une curiosité universelle, qui s'attachait au motif de leur querelle. Le salon de madame de Lionnel était le centre des hypothèses ingénieuses : cette dame elle-même fut, pendant quelque temps, assaillie de questions pour avoir été la dernière à parler à ces deux malheureux et téméraires jeunes gens avant leur départ pour le jardin fermé où ils s'étaient livré, à la nuit tombante, ce duel féroce. Elle affirmait n'avoir rien observé d'inaccoutumé dans leur attitude. Évidemment, le lieutenant Féraud était marri de se voir éloigné du salon. Rien de plus naturel : un homme n'aime jamais être dérangé dans une conversation avec une dame réputée pour son élégance et sa sensibilité. Mais, à vrai dire, le sujet importunait madame de Lionnel, car les bavardages les plus audacieux ne trouvaient à établir aucune relation entre cette affaire et sa personnalité. Et elle s'irritait d'entendre avancer qu'il devait bien y avoir une femme au fond de l'histoire. Cette irritation, qui ne tenait ni à son élégance ni à sa sensibilité, mais à un côté plus instinctif de sa nature, devint si forte qu'elle finit par interdire toute allusion au sujet sous son toit. Près de son divan, on lui obéissait, mais dans le

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 octobre.

salon, à l'écart, on continuait à soulever plus ou moins le manteau d'un silence imposé. Un personnage à qui son long et pâle visage donnait un air ovin, opinait, en hochant la tête, qu'il s'agissait d'une affaire ancienne, envenimée par le temps. On lui objectait que les deux adversaires étaient trop jeunes pour justifier une telle théorie, et venaient, au surplus, de régions lointaines et bien différentes de la France. Il y avait encore d'autres impossibilités matérielles. Un sous-intendant militaire, célibataire aimable et cultivé en culotte de casimir, bottes à la Hessouse et tunique bleue brodée d'argent, qui affectait de croire à la transmigrations des âmes, suggérait que les jeunes gens avaient pu se rencontrer dans une existence antérieure. Leur discorde datait d'un passé oublié. Elle pouvait rester parfaitement inconcevable dans l'état présent de leur être, mais leurs âmes qui se souvenaient de leur haine, manifestaient un antagonisme instinctif. L'intendant développait ce thème sur le mode plaisant. Mais, à tout prendre, l'affaire était si absurde, tant du point de vue militaire et mondain que de celui de l'honorabilité et de la sagesse, que cette explication fantastique paraissait plus raisonnable que toute autre.

Les deux officiers n'avaient fait à personne de confidences précises. L'humiliation d'avoir eu le dessous dans un combat singulier et le sentiment inquiet d'avoir été attiré dans une mauvaise affaire par l'injustice du sort, imposaient au lieutenant Féraud un mutisme féroce. Il se méfiait de toutes les sympathies qui devaient d'ailleurs aller naturellement au freluquet d'état-major. Dans son lit il déversait ses imprécations dans le sein de la jolie soubrette qui le soignait avec dévouement et assistait avec terreur à ses affreux délires. Elle trouvait parfaitement juste que le lieutenant d'Hubert dût un jour « payer tout cela », mais sa préoccupation première était que Féraud ne s'excitât pas trop. Il paraissait si admirable et si fascinant à l'humilité de son cœur que son seul souci était de le voir promptement rétabli, dût-il reprendre aussitôt ses visites au salon de madame de Lionnel.

Le lieutenant d'Hubert garda le silence pour la raison bien claire qu'il n'avait personne, en dehors d'un jeune brosseur stupide, à qui parler. Au surplus il sentait que

l'épisode, si grave professionnellement, avait aussi son côté comique. En y réfléchissant, il se disait encore qu'il eût aimé tordre le cou au lieutenant Féraud. Mais c'était là façon de parler plus imagée que précise, et qui traduisait un état d'esprit plutôt qu'une impulsion physique véritable. Il y avait en même temps, chez ce jeune homme, un sentiment de camaraderie et une bienveillance naturelle qui lui faisaient répugner à aggraver la situation du lieutenant Féraud. Il n'allait pas parler à droite et à gauche de cette maudite histoire. A l'enquête, il devrait dire la vérité pour se défendre, et cette seule perspective l'agaçait.

Mais il n'y eût pas d'enquête, car l'armée entra en campagne. D'Hubert, relâché sans observations, prit son service au régiment, et Féraud, avec son bras à peine sorti de l'écharpe, retrouva sa place dans l'escadron, et sans essuyer de questions indiscrètes, acheva sa convalescence dans la fumée des champs de bataille et la fraîcheur des bivouacs nocturnes. Ce traitement fortifiant lui réussit si bien, qu'aux premières rumeurs d'un armistice, il put songer sans crainte à son duel particulier.

Cette fois, il s'agissait d'un combat en règle. Il dépêcha deux amis au lieutenant d'Hubert dont le régiment campait à petite distance du sien. Ces amis n'avaient posé aucune question à leur commettant. « Il me doit une revanche, le bel officier d'état-major », avait-il dit d'un ton sombre, et ils étaient tranquillement partis pour leur mission. D'Hubert n'eut pas de peine à trouver deux amis également discrets et dévoués à leur camarade. « Voilà un énergumène qui a besoin d'une leçon », déclara-t-il sèchement, et ils ne demandèrent pas de meilleures raisons.

Dans ces conditions, une rencontre à l'épée de combat fut décidée pour un matin, dans un champ propice. A la troisième reprise, d'Hubert se trouva allongé sur le dos, dans l'herbe humide de rosée, avec un trou dans le côté. Un clair soleil se levait à sa gauche, sur un paysage de prés et de bois. Un chirurgien, pas l'amateur de flûte mais un autre, se penchait sur lui pour examiner la blessure.

— Vous l'avez échappée belle, mais ce ne sera rien, — affirma-t-il.

D'Hubert entendit ces paroles avec plaisir. Un de ses témoins, assis dans l'herbe mouillée, lui soutenait la tête sur ses genoux, en disant :

— C'est la fortune de la guerre, mon pauvre vieux! Que veux-tu? Vous feriez mieux de vous réconcilier comme deux bons bougres, allons!

— Tu ne sais pas ce que tu demandes, — murmura le lieutenant d'Hubert, d'une voix faible. — Pourtant, s'il...

Dans un autre coin de la prairie, les témoins de Féraud le pressaient d'aller serrer la main de son adversaire :

— Vous êtes quittes, que diable! Il n'y a rien de mieux à faire. Ce d'Hubert est un brave garçon...

— Je les connais, ces beaux favoris de généraux! — grommelait entre ses dents le lieutenant Féraud, dont la sombre expression découragea chez ses amis toutes tentatives de réconciliation.

Les témoins se saluèrent de loin en emmenant leurs hommes. L'après-midi, le lieutenant d'Hubert, qu'une grande bravoure unie à un caractère franc et égal rendait très populaire, reçut de nombreuses visites. On remarqua que, contrairement à l'habitude, Féraud ne sortit guère pour recevoir les compliments de ses amis. Les félicitations ne lui auraient pourtant pas fait défaut, car lui aussi était aimé pour l'exubérance de sa nature méridionale et la simplicité de son caractère. Partout où les officiers avaient coutume de se réunir à la fin de la journée, on discuta, à tous points de vue, le duel du matin. Bien que le lieutenant d'Hubert eût eu cette fois le dessous, on louait fort son jeu, à coup sûr très serré et très scientifique. On chuchotait même que, s'il avait été touché, c'était pour avoir voulu épargner son adversaire. Maints connaisseurs affirmaient pourtant que la vigueur et le cran du lieutenant Féraud étaient irrésistibles.

On discutait ouvertement les mérites des deux officiers comme combattants, mais on passait évidemment et avec circonspection sur leur attitude après le duel. Ils paraissaient irréconciliables, et tout le monde le déplorait.

Mais ils savaient bien, somme toute, ce que leur dictait le souci de leur honneur, et ce n'était pas aux camarades à aller fourrer le nez dans leurs affaires. Quant à l'origine de

la querelle, l'impression générale était qu'elle devait dater de leur séjour à Strasbourg. Cette opinion faisait pourtant hocher la tête au chirurgien flûtiste : c'était une affaire bien plus ancienne, à son sens.

— Mais voyons! Vous devez connaître toute l'histoire, — crièrent plusieurs voix avec une ardente curiosité. — De quoi s'agissait-il donc?

Il leva délibérément les yeux au-dessus de son verre :

— A supposer que je connusse les faits, vous ne pourriez pas me demander de vous les raconter, quand les deux intéressés ne veulent rien en dire!

Il sortit en laissant derrière lui une atmosphère de mystère. Il ne pouvait s'attarder davantage, car l'heure magique de la flûte était proche.

Après qu'il fut parti, un jeune officier déclara solennellement :

— C'est évident; il a les lèvres scellées.

Personne ne discuta la haute probabilité d'une telle assertion qui ajouta encore à l'impressionnant secret de l'affaire. Guidés par leur seule bienveillance et leur désir de bonne harmonie, plusieurs anciens des deux régiments proposèrent de constituer un Tribunal d'honneur, auquel les deux jeunes gens s'en remettraient du soin de leur réconciliation. Malheureusement, ils s'adressèrent d'abord à Féraud, qu'ils pensaient devoir trouver apaisé par sa victoire récente, et porté à la modération.

Le raisonnement était plausible, mais la tentative fut malheureuse. Grâce à ce relâchement de la tension morale qui suit une satisfaction de vanité, Féraud avait, dans le secret de son cœur, consenti à revenir sur le cas, et était arrivé à douter, sinon de la justice de sa cause, au moins de la sagesse de sa conduite. Mais il n'en répugnait que mieux à parler de l'affaire. La proposition des anciens le mettait dans une situation délicate. Il en fut agacé, et, par une logique paradoxale, cet agacement réveilla son animosité contre le lieutenant d'Hubert. Allait-il être éternellement poursuivi par cet individu qui avait un talent infernal pour circonvenir le public? Il était pourtant difficile de s'opposer tout net à une médiation sanctionnée par le code de l'honneur.

Il se tira de cette difficulté par une attitude de sombre réserve. Il tortillait ses moustaches en proférant des paroles dilatoires. Le cas était parfaitement clair, et il n'aurait pas plus de vergogne à l'exposer devant un Tribunal d'honneur qu'à le défendre sur le terrain. Il ne voyait pas de raisons de sauter sur la proposition avant de savoir comment son adversaire allait l'accueillir.

Plus tard dans la soirée, il déclara en public, dans un renouveau d'exaspération, « que ce serait la meilleure solution pour le lieutenant d'Hubert, car, à la prochaine rencontre, il ne devait pas compter s'en tirer avec trois pauvres semaines de lit ».

Cette vantardise aurait pu être dictée par le plus pur machiavélisme. Les natures méridionales cachent souvent sous une exubérance apparente de gestes et de langage un certain degré de cautèle.

Féraud qui se méfiait de la justice des hommes n'avait que faire d'un tribunal d'honneur, et les paroles qui s'accordaient si bien avec son tempérament, avaient aussi l'avantage de travailler pour lui. Prononcées à bon escient ou non, elles furent rapportées en moins de vingt-quatre heures au lieutenant d'Hubert. Aussi le blessé, soutenu sur son lit par un tas d'oreillers, opposa-t-il le lendemain aux offres de conciliation l'assurance que l'affaire n'était pas de nature à supporter la discussion.

La pâleur du jeune officier, la faiblesse d'une voix qu'il devait encore ménager, et la dignité courtoise de son accent impressionnèrent fort les auditeurs. Ces détails, rapportés en tous lieux, firent plus pour épaissir le mystère que les fanfaronnades de Féraud. Celui-ci fut très soulagé d'une telle conclusion. Il commençait à goûter fort la curiosité générale, et se plaisait à l'aiguiser par son attitude de discrétion farouche.

Le colonel du lieutenant d'Hubert était un vieux soldat grisonnant et tanné qui envisageait très simplement ses responsabilités : « Je ne puis, se disait-il, laisser les meilleurs de mes subalternes se faire abîmer pour rien. Il faut que je tire moi-même cette affaire-là au clair. Il parlera, quand le diable y serait. Le colonel doit être mieux qu'un père pour ces jeunes gens. » Et il portait, en réalité, à tous ses hommes

l'affection que le père d'une nombreuse famille peut éprouver pour chacun de ses membres. Si une erreur de la Providence faisait naître les humains sous l'espèce de simples pékins, ils renaissaient au régiment comme les enfants d'une même famille, et cette naissance militaire comptait seule.

A la vue du visage blême et des yeux creux du lieutenant d'Hubert, le cœur du vieux soldat ressentit une compassion sincère. Toute sa tendresse pour son régiment — ce corps qu'il tenait dans sa main pour le lancer ou le ramener en arrière à son gré, qui exaltait son orgueil et résumait toutes ses pensées — se concentra en un instant sur la personne de ce jeune subalterne si riche de promesses. Il s'éclaircit la gorge de façon menaçante et fronça des sourcils ténébreux :

— Vous comprenez, — commença-t-il, — que je me moque parfaitement de la vie du dernier de mes hommes. Je vous lancerais au galop dans un abîme de perdition, avec vos chevaux, les huit cent quarante-trois cavaliers que vous êtes, sans plus de remords que je n'en ai à tuer une mouche!

— Oui, mon colonel. Et vous nous montreriez le chemin, — fit d'Hubert avec un pâle sourire.

Le colonel, qui sentait la nécessité de la diplomatie, faillit éclater.

— Je veux vous faire comprendre, lieutenant d'Hubert, que je saurais, s'il le fallait, rester à l'écart et vous laisser tous tomber en enfer. Je suis homme à faire pareil sacrifice si le bien du service et mon devoir envers la patrie l'exigeaient. Mais c'est chose inconcevable et ce n'est pas la peine d'en parler. — Il roulait des yeux féroces, mais son accent s'adoucit. — Vous avez encore une goutte de lait sur votre belle moustache, mon garçon. Vous ne savez pas ce dont un homme comme moi est capable. Je me cacherais derrière une meule de foin si... Ne ricanez pas comme cela, jeune homme. Vous osez? S'il ne s'agissait pas d'une conversation d'homme à homme, je vous.... Écoutez! Je suis responsable des vies qui me sont confiées, et ne dois les consacrer qu'à la gloire de notre patrie, et à l'honneur du régiment. Comprenez-vous cela? Eh bien, à quoi diable songez-vous, en vous laissant embrocher de la sorte par un lieutenant du 7e hussards? C'est une véritable honte.

D'Hubert éprouvait une mortification excessive. Il haussa légèrement les épaules, mais ne répondit rien. Il ne pouvait ignorer tout ce qu'il portait de responsabilités.

Le colonel baissa les paupières et adoucit encore sa voix.

— C'est déplorable, — murmura-t-il. — Puis changeant d'attitude : — Voyons! — fit-il, d'un ton persuasif, mais avec cet accent d'autorité qui appartient aux vrais meneurs d'hommes; — il faut arranger cette affaire. Je veux en être informé tout au long. Je demande, comme votre meilleur ami, à savoir.

La haute puissance de l'autorité, l'influence persuasive de la bonté affectèrent fort le blessé qui sortait de son lit de douleur. La main que d'Hubert appuyait sur le pommeau d'une canne trembla légèrement. Mais son tempérament de septentrional, sentimental mais prudent, et clairvoyant dans son idéalisme, contint le désir qui le poussait à raconter toute la monstrueuse et imbécile affaire. Selon le précepte d'une sagesse transcendante, il tourna sept fois sa langue dans sa bouche avant de parler, et ne prononça que des paroles de gratitude.

Le colonel l'écoutait, intéressé d'abord, puis il parut intrigué. A la fin, fronçant les sourcils :

— Vous hésitez, mille tonnerres? Ne vous ai-je pas dit que je consentais à discuter avec vous, en ami?

— Oui, mon colonel! — répondit doucement d'Hubert. — Mais j'ai peur qu'après m'avoir écouté en ami, vous n'agissiez en supérieur.

Le colonel fit claquer ses mâchoires d'un air soucieux.

— Et alors, — fit-il nettement. — L'affaire serait-elle donc si terriblement honteuse?

— Pas du tout, — déclara d'Hubert d'une voix faible mais nette.

— Évidemment j'agirai pour le bien du service. Rien ne saurait m'en empêcher. Pourquoi pensez-vous que je vous demande de me raconter votre histoire?

— Je sais que ce n'est pas par vaine curiosité, — protesta le lieutenant. — Je suis sûr que vous agirez pour le mieux. Mais songez au bon renom du régiment.

— Il ne saurait être compromis par une folie juvénile de lieutenant — remontra sévèrement le colonel.

— C'est vrai, mais il peut l'être par les ragots. On dira qu'un lieutenant du 4e hussards se cache derrière son colonel pour ne pas rencontrer un adversaire. Et ce serait pis que de se mettre derrière une meule... pour le bien du service. Je ne puis y consentir, mon colonel.

— Personne n'oserait rien dire de pareil, — commença le colonel avec fureur, mais sa phrase s'acheva en un murmure dubitatif.

La bravoure du lieutenant d'Hubert était bien connue. Mais le colonel savait parfaitement que le courage en duel, en combat singulier, passe, à tort ou à raison, pour un courage d'espèce particulière. Et il était éminemment nécessaire qu'un officier de son régiment possédât toutes les espèces de courage et le prouvât aussi. Le colonel avança la lèvre inférieure, en fixant au loin un regard immobile. C'était là chez lui marque de perplexité, expression pratiquement inconnue à son régiment, car la perplexité est un sentiment incompatible avec les fonctions de colonel de cavalerie. L'officier était accablé par la nouveauté déplaisante d'une telle sensation. Comme il n'était pas habitué à réfléchir, en dehors de questions professionnelles, ayant trait au bien-être des hommes et des chevaux, et de leur utilisation sur le champ de gloire, ses efforts intellectuels dégénéraient en une simple répétition d'expressions violentes : « Mille tonnerres! pensait-il, Sacré nom de nom! »

D'Hubert fut secoué par une quinte de toux douloureuse et ajouta, d'un ton las :

— Il y aura assez de méchantes langues pour dire que j'ai eu peur. Et je pense que vous ne me demanderez pas de laisser passer une telle accusation. Je puis me trouver, d'un moment à l'autre, avec une douzaine de duels sur le bras au lieu de cette unique affaire.

La simplicité directe d'un tel argument frappa le colonel. Il regarda fixement son subordonné.

— Asseyez-vous, lieutenant, — grommela-t-il, — voilà une sacrée diable de... Asseyez-vous!

— Mon colonel, — reprit d'Hubert, — je n'ai pas peur des mauvaises langues. Il y a une façon de les faire taire. Mais songez à ma tranquillité d'esprit. Je ne pourrais me

défaire de l'idée que j'aurais causé la perte d'un camarade.

» Si vous agissez, l'affaire ira plus loin. L'enquête a été abandonnée; n'en parlons plus. Elle aurait été absolument fatale à Féraud!

— Hein? Vous dites? Il s'est donc si mal conduit?

— Oui, assez mal! — murmura d'Hubert, à qui sa faiblesse persistante donnait une envie de pleurer.

Comme l'autre officier n'appartenait pas à son régiment, le colonel n'eut pas grand'peine à croire son subordonné. Il se mit à arpenter la pièce. C'était un bon chef, un homme capable de discrète sympathie. Mais il était homme aussi et le laissa voir, car il était étranger à tout artifice.

— Le diable, lieutenant, — bredouilla-t-il, dans la simplicité de son cœur, — c'est que j'ai déclaré mon intention d'aller jusqu'au fond de l'affaire. Et quand un colonel affirme une chose, vous comprenez...

— Mon colonel, — interrompit vivement d'Hubert, — laissez-moi vous supplier de vous contenter de ma parole d'honneur. Je vous affirme avoir été entraîné dans une maudite histoire qui ne me laissait pas de choix; il n'y avait pas d'autre alternative compatible avec ma dignité d'homme et d'officier. Voilà, en somme, le fond de l'affaire, mon colonel; je vous le montre. Le reste n'est que détails sans importance.

Le colonel s'arrêta court. La réputation de bon sens et de bonne humeur du lieutenant d'Hubert pesait dans la balance. Tête froide, cœur chaud et sincère. Toujours correct dans sa conduite. Il fallait lui faire confiance. Le colonel contint virilement une immense curiosité.

— Hum! vous affirmez que comme homme et comme officier... Vous n'aviez pas le choix dites-vous?

— Comme officier, officier du 4e hussards, surtout, — insista d'Hubert. — Non, mon colonel; et c'est le fond de l'affaire.

— Soit! Mais tout de même, je ne vois pas pourquoi, à votre colonel... Un colonel est un père, que diable!

Le colonel n'aurait pas dû laisser échapper d'Hubert, qui prenait, avec humiliation et désespoir, conscience de son insuffisance physique. Mais il cédait à un entêtement

de malade, et sentit avec terreur ses yeux se remplir de larmes. L'affaire était trop lourde pour lui. Une larme roula sur sa joue pâle et amaigrie.

Le chef se détourna brusquement; on eût entendu tomber une épingle :

— C'est une histoire stupide de femme, sans doute?

En prononçant ces paroles, le colonel se retourna vivement, pour surprendre la vérité, qui n'est pas une belle femme cachée au fond d'un puits, mais un oiseau timide que la ruse seule peut saisir. Ce fut le dernier effort de sa diplomatie. Il discerna l'incontestable vérité dans l'attitude du lieutenant, qui levait au ciel ses yeux et son bras affaibli, en une protestation suprême.

— Pas une histoire de femme, hein? — gronda le colonel, avec un regard perçant. — Je ne vous demande ni quoi ni quelle. Tout ce que je veux savoir, c'est s'il y a une femme dans l'affaire?

Les bras du lieutenant tombèrent, et d'une voix brisée :

— Rien de pareil, mon colonel!

— Sur votre honneur? insista le vieux soldat.

— Sur mon honneur!

— Très bien! — fit le colonel, en se mordant la lèvre d'un air pensif. Les arguments du lieutenant, joints à son propre penchant pour le jeune homme, l'avaient convaincu. Il retint encore un instant d'Hubert, puis le congédia avec bonté.

— Gardez le lit quelques jours de plus, lieutenant. A quoi diable a pu penser le major, qui vous dit en état de reprendre votre service?

Au sortir de l'entrevue, d'Hubert ne dit rien à l'ami qui l'attendait pour le ramener chez lui. Il ne dit rien à personne; le lieutenant n'était pas communicatif. Mais ce soir-là, en se promenant sous les ormes qui poussaient près de son logis, en compagnie de son second, le colonel ouvrit les lèvres :

— Je connais le fin mot de l'histoire, — affirma-t-il.

Le lieutenant-colonel, petit bonhomme sec et noir, à favoris courts, dressa l'oreille, sans laisser échapper un signe de curiosité.

— Ce n'est pas une vétille, — ajouta le colonel, avec gravité.

L'autre attendit un long moment, avant de murmurer :

— Vraiment, mon colonel?

— Pas une vétille! — répéta le chef, en regardant droit devant lui. — Mais j'ai interdit à d'Hubert d'envoyer un défi à ce Féraud, ou d'en relever un avant un an.

Il avait trouvé cette échappatoire pour sauvegarder son prestige. Cette interdiction eut pour résultat de donner un sceau officiel au mystère dont s'enveloppait la terrible querelle. D'Hubert opposa un silence glacial à toutes les tentatives faites pour lui arracher la vérité. Féraud, secrètement inquiet d'abord, retrouva peu à peu son assurance. Il dissimulait sous des éclats de rire sardoniques son ignorance des raisons de la trêve imposée comme s'il avait trouvé un motif de joie dans des faits qu'il entendait garder pour lui seul. « Qu'est-ce que tu vas donc faire? » lui demandaient ses camarades, pour s'entendre répondre avec un accent farouche : « Qui vivra verra. » Et chacun admirait sa réserve.

Avant la fin de la trêve, le lieutenant d'Hubert obtint sa compagnie. C'était une promotion bien méritée, mais personne ne semblait l'attendre. Quand Féraud apprit la nouvelle, dans une réunion d'officiers, il grommela entre ses dents : « Ah! vraiment? » Saisissant son sabre accroché près de la porte il l'agrafa soigneusement, et quitta le cercle sans un mot. Il rentra chez lui à pas mesurés, battit le briquet et alluma sa chandelle. Puis empoignant un malheureux verre sur la cheminée il le jeta violemment à terre.

Maintenant que d'Hubert était son supérieur, il n'y avait pas à songer au duel. Les adversaires n'eussent pu envoyer ou relever un appel sans encourir le conseil de guerre, et c'était chose impossible. Féraud qui n'éprouvait plus depuis longtemps aucun désir sincère de rencontrer d'Hubert les armes à la main, s'emporta à nouveau contre l'injustice systématique du sort. « Alors il espère s'en tirer comme cela? » se disait-il avec indignation. Il voyait dans cette promotion une intrigue, une conspiration, une lâche manœuvre. Le colonel savait bien ce qu'il faisait; il s'était dépêché de recommander son favori pour l'avancement. Il était

scandaleux qu'un homme pût échapper, de cette façon sournoise et tortueuse, aux conséquences de ses actes.

Joyeux luron jusque-là, et de tempérament plus combatif que militaire, le lieutenant Féraud s'était contenté de donner et de recevoir des coups par simple goût de violence et sans grand souci d'avancement, quand une ambition ardente lui poussa tout à coup. Ce sabreur de vocation décida de saisir toutes les occasions de se faire valoir, et de briguer, comme un intrigant, la faveur de ses chefs. Il se savait aussi brave que quiconque et n'avait jamais douté de son charme personnel. Pourtant ni la bravoure ni le charme ne semblaient agir bien vite. L'exubérance de bon garçon qui valait des amitiés à Féraud, fit place chez lui à une humeur chagrine. Il se mit à accabler d'allusions amères « les malins qui sont capables de tout pour avancer plus vite ». L'armée en était pleine, disait-il; il n'y avait qu'à regarder autour de soi. En disant cela, il ne pensait pourtant qu'à un seul homme, à son adversaire, à d'Hubert. Un jour, il déclara à un ami sympathique : « Moi, vois-tu, je ne sais pas faire les courbettes; ça n'est pas dans mon caractère. »

C'est seulement après Austerlitz qu'il fut promu. La cavalerie légère de la Grande armée eut des semaines de belle besogne sur les bras. Dès que fut un peu calmée la fièvre des opérations militaires, le capitaine Féraud se mit en mesure d'organiser une rencontre sans perdre de temps. « Je connais mon oiseau », fit-il remarquer d'un air sombre; si je n'ouvre pas l'œil, il s'arrangera pour avancer en passant par-dessus la tête d'une douzaine de camarades. Il a le chic pour ce genre de choses. »

Le duel eut lieu en Silésie. S'il ne fut pas poussé à mort, il dura au moins jusqu'à épuisement des deux adversaires. L'arme était le sabre de cavalerie, et l'adresse, la science, la vigueur et la résolution déployées par les deux hommes forcèrent l'admiration des spectateurs. Le duel défraya les conversations sur les deux rives du Danube, jusqu'aux garnisons de Gratz et de Laybach. Il comporta sept reprises. Malgré maintes estafilades d'où le sang coulait abondamment, les deux officiers refusèrent plusieurs fois, et avec une apparence d'effroyable haine, de laisser arrêter le combat.

Cette fureur tenait chez le capitaine d'Hubert au désir naturel d'en finir, une fois pour toutes, avec cette triste histoire, et chez Féraud à une exaltation extrême de ses instincts combatifs, comme à l'incitation d'une vanité blessée. A la fin, échevelés, chemises en lambeaux, couverts de sang, et à peine capables de se tenir debout, ils furent emmenés de force par leurs témoins muets d'horreur et d'épouvante. Plus tard, assaillis par des camarades avides de détails, ces messieurs déclarèrent que l'on ne pouvait laisser se poursuivre indéfiniment une telle boucherie. Quand on leur demanda si la querelle était enfin vidée, ils laissèrent entendre qu'un différend pareil ne pouvait se terminer que par la mort de l'un des adversaires. L'intérêt que suscita la rencontre passa d'un corps d'armée à l'autre, et gagna jusqu'aux petits détachements cantonnés entre Rhin et Save. Dans les cafés de Vienne, on estimait en général, d'après les derniers détails, que les adversaires pourraient se rencontrer dans quelque trois semaines. On escomptait quelque chose de transcendant, en fait de duel.

Cette attente fut trompée par les nécessités du service qui séparèrent les deux officiers. On n'avait prêté aucune attention officielle à leur discorde, qui était devenue la chose de l'armée, et dont on ne pouvait se mêler à la légère. Mais l'histoire du duel, ou plutôt de la rage de combat des deux ennemis dut nuire un peu à leur avancement, car la guerre de Prusse les trouva encore tous les deux capitaines, quand elle les réunit. Détachés, après Iéna, à l'armée du Nord, sous les ordres du maréchal Bernadotte, prince de Ponte Corvo, ils entrèrent ensemble à Lubeck.

C'est seulement après l'occupation de cette ville que le capitaine Féraud trouva le loisir de songer à sa conduite future vis-à-vis de d'Hubert qui venait d'être nommé troisième aide de camp du maréchal. Il y réfléchit une grande partie de la nuit et, au matin, pria deux amis éprouvés de venir causer avec lui.

— J'ai examiné l'affaire avec le plus grand calme, — fit-il, en fixant sur eux des yeux las et injectés de sang, — et je vois qu'il me faut en finir avec cet intrigant. Le voilà qui a réussi à s'insinuer dans l'état-major personnel du

maréchal. C'est une provocation directe à mon endroit. Je ne puis tolérer une situation qui m'expose, d'un jour à l'autre, à recevoir un ordre par son intermédiaire. Et Dieu sait quel ordre, encore! Cette sorte d'affaire s'est déjà produite une fois, et c'est une fois de trop. Il s'en rend parfaitement compte, soyez tranquilles. Je ne puis vous en dire plus, mais vous savez ce qu'il vous reste à faire.

La rencontre eut lieu en dehors de Lubeck, sur un terrain découvert spécialement choisi pour complaire au sentiment général de la division de cavalerie attachée au corps d'armée, qui estimait que cette fois les deux officiers devaient se battre à cheval. Après tout, ce duel était affaire de cavaliers, et en s'obstinant à combattre à pied, les adversaires paraîtraient faire fi de leur arme. Les seconds, surpris de la nouveauté d'une telle perspective, se hâtèrent d'en référer à leurs hommes. Le capitaine Féraud adoptait l'idée avec enthousiasme. Pour quelque raison obscure, dépendant sans doute de sa psychologie, il s'estimait invincible à cheval. Seul entre les quatre murs de sa chambre, il se frottait les mains, en grommelant d'un ton triomphant : « Ah! mon bel officier d'état-major. Je te tiens cette fois! »

Quant à d'Hubert, après avoir longuement regardé ses amis avec de grands yeux, il haussa légèrement les épaules. Cette affaire avait stupidement et désastreusement compliqué son existence. On n'en était plus à une absurdité près, et toutes les absurdités lui déplaisaient fort; mais avec son urbanité habituelle, il eut un sourire légèrement ironique et dit de sa voix calme : « Ça sera évidemment une façon de rompre la monotonie de l'affaire. »

Laissé seul, il s'assit à sa table et se prit la tête dans les mains. Il ne s'était pas ménagé, depuis quelque temps, et le maréchal avait beaucoup exigé de ses aides de camp. Les trois dernières semaines d'une campagne menée par un temps affreux avaient affecté sa santé. Quand il était surmené, il souffrait d'un point dans son côté blessé, et cette sensation gênante l'accablait toujours. « C'est encore la faute de cette brute », se disait-il amèrement.

Il avait reçu la veille une lettre de France, qui lui annonçait le mariage de sa sœur unique. Il réfléchit que depuis son départ

pour Strasbourg, quand il avait vingt-six ans et elle dix-neuf, il ne l'avait aperçue que deux fois, à la hâte. Dans leur jeune âge, ils avaient été grands amis et confidents et maintenant, on la donnait à un homme, très digne garçon, sans doute, mais certainement pas de moitié assez bon pour elle. Il ne reverrait jamais sa chère Léonie. Elle avait une petite tête solide et beaucoup de tact; elle saurait mener son mari, à coup sûr. Il était rassuré sur son bonheur futur, mais se sentait évincé de la première place dans un cœur qui avait été à lui depuis que la fillette avait su parler. Un regret nostalgique de ses années d'enfance attrista le capitaine d'Hubert, troisième aide de camp du prince de Ponte Corvo.

Il jeta de côté la lettre de félicitations qu'il avait commencée sans aucun enthousiasme, puis prenant une feuille de papier blanc, il y traça ces mots : *Mon testament et mes dernières volontés.* Absorbé devant son papier, il s'abandonna à des réflexions douloureuses; le pressentiment qu'il ne reverrait jamais les scènes de son enfance pesait sur son esprit pondéré. Mais bondissant tout à coup, et repoussant sa chaise, il bâilla longuement, pour bien se prouver qu'il n'attachait pas la moindre importance aux pressentiments. Il se jeta sur son lit et s'endormit. Pendant la nuit, il frissonna, à diverses reprises, sans s'éveiller. Au matin, il sortit de la ville, en parlant de choses indifférentes avec ses deux témoins, et en jetant, avec un détachement apparent, les yeux à droite et à gauche, sur le lourd brouillard du matin qui couvrait les prairies plates, bordées de haies. Il sauta un fossé et aperçut plusieurs silhouettes de cavaliers dans la brume. « Il paraît que nous allons nous battre en public », murmura-t-il, amèrement.

Ses seconds s'inquiétaient de l'état de l'atmosphère, mais bientôt un pauvre soleil pâle émergea des vapeurs, et d'Hubert distingua dans le lointain trois cavaliers, un peu à l'écart des autres. C'étaient le capitaine Féraud et ses témoins. Il tira son sabre pour s'assurer qu'il était bien fixé à son poignet. Les seconds qui s'étaient réunis au centre du terrain, en rapprochant les têtes de leurs chevaux, se séparèrent au petit galop, en laissant un vaste champ libre entre les deux adversaires. D'Hubert regarda le soleil pâle et les champs

tristes, et l'imbécillité de ce nouveau duel le remplit d'une immense désolation. D'un coin éloigné du champ, une voix de stentor lançait des commandements à intervalles réguliers : *Au pas... au trot... Charrrgez!...* On n'a pas pour rien des pressentiments de mort, se dit d'Hubert en éperonnant son cheval.

Aussi fut-il plus que surpris lorsque dès le premier choc il vit le capitaine Féraud affligé d'une balafre au front qui l'aveuglait de sang et le mit hors de combat ; le duel se terminait avant même d'être sérieusement entamé. On ne pouvait songer à continuer. Le capitaine d'Hubert laissa sur le terrain son ennemi qui jurait horriblement et vacillait sur sa selle entre ses témoins atterrés. Il sauta à nouveau le fossé et trotta jusqu'à son logis avec ses deux amis qui paraissaient très frappés d'une issue aussi expéditive. Le soir, d'Hubert termina la lettre de félicitations qu'il écrivait à sa sœur pour son mariage.

Il l'acheva à une heure avancée. C'était une longue lettre et d'Hubert lâcha la bride à sa fantaisie. Il disait qu'il allait se sentir un peu solitaire après un tel changement dans la vie de sa sœur ; mais l'heure viendrait sans doute bientôt pour lui de se marier aussi. En fait, il envisageait déjà l'époque où il n'y aurait plus personne à combattre en Europe et où le règne des guerres serait terminé. « *J'espère à cette heure-là,* écrivait-il, *me trouver à distance raisonnable du bâton de maréchal. Toi, qui seras une épouse d'expérience, tu me chercheras une femme. Je serai sans doute chauve et un peu blasé. Il me faudra une jeune fille, jolie bien entendu et dotée d'une grosse fortune, pour m'aider à clore ma glorieuse carrière avec une splendeur adéquate à mon rang élevé.* » Il racontait pour terminer qu'il venait de donner une leçon à un imbécile hargneux et importun qui croyait avoir sujet de se plaindre de lui. *Mais si tu entendais jamais au fond de ta province, accuser ton frère d'un tempérament querelleur, n'en crois rien. On ne peut jamais savoir quel ragot pourrait atteindre tes oreilles innocentes. En tout cas, dis-toi bien que ton frère toujours tendre n'a rien d'un bretteur.* Sur quoi le capitaine d'Hubert froissant la feuille de papier sur laquelle il avait écrit : *Mon testament et mes dernières volontés,* la jeta au feu

avec un grand éclat de rire. Il se moquait bien de ce que pouvait faire l'énergumène. Il venait d'acquérir la soudaine conviction que son adversaire ne saurait en rien affecter sa vie, si ce n'est pour mettre une animation particulière dans les intervalles joyeux et charmants qui séparaient les campagnes.

Mais, de ce moment, il ne devait plus y avoir d'intervalle paisible dans la carrière du capitaine d'Hubert. Il vit les champs de bataille d'Eylau et de Friedland, fit marches et contremarches dans la neige, la boue et la poussière des plaines de Pologne, acquit honneurs et avancement sur toutes les routes de l'Europe septentrionale. Cependant, le capitaine Féraud, envoyé en Espagne avec son régiment, y prenait part à une guerre odieuse. C'est seulement quand commencèrent les préparatifs de la campagne de Russie, qu'il repartit pour le Nord. Il quitta sans regret le pays des mantilles et des oranges.

Les premières atteintes d'une calvitie qui n'était pas messéante, donnaient au front du colonel d'Hubert une ampleur nouvelle. Son visage n'était plus blanc et lisse comme au temps de sa jeunesse; le regard ouvert et doux de ses yeux bleus s'était un peu durci, à percer la fumée des batailles. La toison d'ébène du colonel Féraud, rude et feutrée comme un casque de crin, était semée de nombreux fils d'argent près des tempes. Une guerre détestable d'embuscades et de surprises sans gloire n'avait pas amélioré son caractère. La courbure de son nez aquilin s'encadrait rudement de plis profonds qui descendaient de chaque côté de sa bouche. Des rides irradiaient autour de ses orbites ronds. Plus que jamais il évoquait l'image d'un oiseau irritable, aux yeux fixes, croisement de perroquet et de hibou. Il clamait toujours avec la même acrimonie sa haine pour « les intrigants », et se prévalait de toutes les occasions pour affirmer qu'il n'avait pas ramassé ses galons dans les antichambres des maréchaux. Les malavisés, civils ou militaires, qui, pour être aimables, demandaient au colonel où il avait ramassé la cicatrice très visible qui lui barrait le front, étaient surpris de s'entendre rabrouer de façons diverses, tantôt avec une simple grossièreté, tantôt sur un ton de mystère sardonique.

Les jeunes officiers se laissaient conseiller par leurs anciens, mieux instruits, de ne pas regarder trop fixement la cicatrice du colonel. Il fallait, d'ailleurs, qu'un officier fût bien neuf dans le métier, pour ne pas connaître l'histoire légendaire de cette discorde, née d'une offense mystérieuse et impardonnable.

III

La retraite de Russie submergea tous les ressentiments particuliers sous un océan de désastres et de misères. Colonels sans régiments, d'Hubert et Féraud portaient le fusil dans les rangs du fameux bataillon sacré, formé d'officiers de toutes armes, qui n'avaient plus de troupes à commander. Dans ce bataillon, les colonels tenaient lieu de sergents, les généraux commandaient les compagnies, et avaient à leur tête un maréchal de France, prince de l'Empire. Tous s'étaient munis de fusils ramassés en route et de cartouches dérobées aux morts. Dans la destruction générale des notions de discipline et de devoir, qui cimentent compagnies, bataillons, régiments, brigades et divisions d'une armée, cette petite troupe mettait son orgueil à conserver un semblant d'ordre et de formation. Les seuls traînards étaient ceux qui tombaient pour céder au froid leurs âmes épuisées. Ils marchaient sans que leur passage troublât le mortel silence des plaines baignées de la lumière livide des neiges, sous un ciel de cendres. Des rafales qui couraient sur les champs, se jetaient à l'assaut de la sombre colonne, en l'enveloppant d'un tourbillon de grêlons, puis s'apaisaient, pour la laisser ramper sur la route tragique, sans le rythme et la cadence du pas militaire. Elle se frayait un rude chemin; les hommes n'échangeaient paroles ni regards; des rangs entiers marchaient coude à coude, jour après jour, sans jamais lever les yeux du sol, perdus dans des réflexions désespérantes. Dans les noires forêts muettes, on n'entendait que le craquement des branches surchargées. Souvent, de l'aube au crépuscule, personne n'avait élevé la voix, d'un bout à l'autre de la colonne. On eût dit d'une armée macabre de

cadavres marchant vers une tombe lointaine. Seule une attaque de Cosaques réveillait dans les yeux un semblant de résolution martiale. Le bataillon faisait face et se déployait ou formait le carré sous le vol incessant des flocons de neige. Une nuée de cavaliers coiffés de toques de fourrure abaissaient leurs longues lances et poussaient des « Hourra ! Hourra ! » autour du mur immobile, d'où, avec des détonations assourdies, des centaines de flammes rouges dardaient à travers l'air épaissi de neige. Très vite, les cavaliers s'évanouissaient, comme emportés par la tempête, et debout sous les bourrasques, seul et immobile, le bataillon sacré écoutait les hurlements du vent, dont les rafales le glaçaient jusqu'au cœur. Alors, avec un ou deux cris de « Vive l'Empereur ! » il reprenait sa marche, en laissant derrière lui quelques corps rigides, taches minuscules sur l'immensité blanche des neiges.

Bien que marchant souvent dans les rangs, ou combattant côte à côte dans les bois, les deux officiers s'ignoraient, moins par intention hostile que par totale indifférence. Ils n'avaient pas trop de toute leur énergie morale pour résister à l'hostilité terrifiante de la nature et au sentiment écrasant d'un irrémédiable désastre. Jusqu'au bout, ils comptèrent parmi les plus actifs, les moins démoralisés des officiers du bataillon; leur ardente vitalité leur donnait, aux yeux de leurs camarades, la réputation de deux héros. Et ils n'échangèrent jamais que de rares paroles indifférentes, sauf le jour où, luttant en avant du bataillon contre une harcelante attaque de cavalerie, ils se trouvèrent traqués dans un bois par une petite bande de Cosaques. Une vingtaine de cavaliers velus et couverts de fourrures tournaient autour d'eux et brandissaient leurs lances dans un silence impressionnant; mais les deux officiers n'entendaient pas poser les armes, et le colonel Féraud éleva tout à coup une voix rauque et grondante en épaulant son fusil :

— Chargez-vous du premier de ces crétins-là, colonel d'Hubert; je réglerai l'affaire de son voisin; je tire mieux que vous.

D'Hubert acquiesça par-dessus son fusil. Leurs épaules s'appuyaient au tronc d'un gros arbre; d'énormes tas de

neige les protégeaient contre une attaque de front. Deux coups bien visés déchirèrent l'air glacé, et deux Cosaques chancelèrent sur leurs selles. Les autres, jugeant que le jeu ne valait pas la chandelle, se groupèrent autour de leurs camarades blessés, et s'enfuirent hors de portée. Les deux officiers purent rejoindre leur bataillon au bivouac nocturne. Pendant l'après-midi, ils s'étaient plus d'une fois appuyés l'un sur l'autre, et vers le soir, le colonel d'Hubert, dont les longues jambes facilitaient la marche sur la neige molle, avait, d'autorité, pris à Féraud son fusil pour le porter sur l'épaule, tandis qu'il se servait du sien en guise de canne.

Aux confins d'un village à demi enfoui sous la neige, une vieille grange de bois brûlait avec une flamme claire. Le bataillon sacré de squelettes vêtus de haillons se pressait ardemment à l'abri du vent et tendait vers la flamme des centaines de mains gourdes et osseuses. Personne n'avait remarqué l'arrivée des deux officiers. Avant d'entrer dans le cercle de lumière qui jouait sur les visages hâves et les yeux vitreux, le colonel d'Hubert parla à son tour :

— Voici votre fusil, colonel Féraud; je marche plus facilement que vous.

Féraud fit un signe de tête approbatif et se fraya un chemin jusqu'à la chaleur. Pour agir moins brutalement, le colonel d'Hubert ne mit pas moins d'énergie à se faire une place au premier rang. Ceux qu'ils coudoyaient accueillirent par un faible vivat le retour des deux indomptables compagnons d'activité et d'endurance. Ces qualités viriles n'avaient peut-être jamais obtenu tribut plus haut que ces pauvres acclamations.

Telle est la relation fidèle des phrases échangées, pendant la retraite de Russie, entre les colonels d'Hubert et Féraud. La taciturnité de Féraud était la marque d'une fureur concentrée. Court, velu, le visage noir de crasse et d'une poussée de rude barbe, une main gelée en écharpe et enveloppée d'ignobles chiffons, il accusait le sort d'une perfidie sans pareille à l'égard de l'homme sublime du destin. D'Hubert, ses longues moustaches pendant en glaçons de chaque côté de ses lèvres bleuies et fendues, les paupières enflammées par l'éclat des neiges, portait, comme principale pièce de

costume, une peau de mouton, péniblement arrachée au cadavre d'un traînard gelé dans une charrette abandonnée; il considérait les événements avec plus de sérénité. Son beau visage aux traits réguliers se dissimulait à demi sous une capote de femme en velours noir, par-dessus laquelle il faisait entrer à force un bicorne ramassé sous les roues d'un fourgon militaire qui devait avoir contenu le bagage d'un officier général. Trop courte pour un homme de sa taille, la peau de mouton finissait très haut, et laissait voir, à travers les loques de son pantalon, la peau bleuie de ses jambes. Ce spectacle ne provoquait, d'ailleurs, ni raillerie ni pitié. Nul ne se préoccupait de la mine ou des misères de son voisin. Quant à d'Hubert, il était endurci à la peine, mais son amour-propre souffrait fort de l'indécence lamentable de son costume. On pourrait croire étourdiment qu'avec une véritable armée de morts semés sur le chemin de la retraite, il ne fût pas difficile de suppléer à de telles défectuosités. Mais il n'est pas aussi facile en pratique qu'en théorie d'arracher une paire de bretelles à un cadavre gelé. Il faut s'attarder pendant que les camarades avancent, et le colonel d'Hubert se serait fait scrupule de rester en arrière. Une fois sorti du rang, il n'était jamais sûr de rejoindre son bataillon, et l'horrible perspective d'un cadavre opposant à sa violence une inflexible rigidité, répugnait à la délicatesse de ses sentiments. Par bonheur, un jour qu'il creusait un monticule de neige, entre les baraques d'un village, dans l'espoir de trouver une pomme de terre gelée ou quelque débris de légume à se mettre sous la dent, le colonel d'Hubert découvrit une paire de ces nattes dont les paysans russes garnissent les côtés de leurs charrettes. Débarrassées de la neige gelée qui les recouvrait, pliées autour de son élégante personne et fixées autour de sa taille, elles formèrent une sorte de jupe raide, en forme de cloche, qui donna au colonel d'Hubert un aspect parfaitement décent, mais attira encore plus l'attention sur sa personne.

Ainsi accoutré, il acheva la retraite, sans jamais douter de son salut personnel, mais avec un cœur assailli de craintes. La belle foi de sa jeunesse était éteinte. Lorsqu'une route de gloire menait à des passages aussi imprévus, on pouvait

se demander, — et il aimait à réfléchir —, si le guide était tout à fait digne de confiance. C'était là, chez lui, tristesse patriotique, mêlée aussi de quelque souci personnel, et tout à fait différente de l'indignation féroce contre les hommes et les choses que nourrissait le colonel Féraud. Dans la petite ville d'Allemagne où il reprit des forces, pendant trois semaines, le colonel d'Hubert fut surpris de découvrir en lui un désir de repos. Sa vigueur recouvrée était étrangement pacifique dans ses aspirations. Il méditait en silence sur ce bizarre changement d'humeur. Maints de ses camarades éprouvèrent probablement le même sentiment. Mais ce n'était pas le moment d'en parler. Dans une de ses lettres à sa sœur, d'Hubert écrivait :

Tous tes plans pour me faire épouser la charmante voisine que tu as dénichée dans ton voisinage, paraissent plus que jamais éloignés, ma chère Léonie. La paix n'est pas encore là; l'Europe a besoin d'une nouvelle leçon. Ce sera pour nous une rude tâche, mais nous en viendrons à bout, car l'Empereur est invincible.

C'est en ces termes que de Poméranie, le colonel d'Hubert écrivait à sa sœur Léonie établie dans le Midi de la France. Jusque-là, ses sentiments n'auraient pas été désavoués par le colonel Féraud, qui n'écrivait à personne, dont le père avait été un forgeron illettré, qui n'avait ni frère ni sœur, et que nul ne souhaitait ardemment d'unir pour la vie à une charmante jeune fille. Mais la lettre du colonel d'Hubert comportait aussi quelques généralités philosophiques, touchant l'incertitude de tous les espoirs personnels, quand ils sont exclusivement liés à la prestigieuse fortune d'un homme incomparablement grand à coup sûr, mais homme pourtant dans sa grandeur. Cette restriction eût semblé au colonel Féraud une affreuse hérésie, et il aurait tenu pour haute trahison, l'expression prudente de pressentiments mélancoliques sur l'avenir des opérations militaires. Au contraire, Léonie, la sœur du colonel d'Hubert, en accueillait la lecture avec une satisfaction profonde, et se disait, en pliant pensivement sa lettre : « qu'Armand allait finir par devenir raisonnable. »

Depuis son mariage dans une famille du Midi, elle avait

acquis une foi ardente dans le retour du souverain légitime. Pleine d'anxieux espoir, elle priait matin et soir et faisait brûler des cierges dans les églises pour le salut et la prospérité de son frère.

Elle eut tout lieu de croire que ses prières avaient été entendues. Le colonel d'Hubert passa par Lutzen, Bautzen, et Leipzig sans une égratignure et en acquérant une réputation nouvelle. Adaptant sa conduite aux nécessités de cette période désespérée, il n'avait jamais soufflé mot à quiconque de ses appréhensions. Il les dissimulait sous la courtoisie enjouée d'un caractère si aimable que ses interlocuteurs étaient tentés de se demander si le colonel d'Hubert saisissait bien toute la portée des désastres. Ses regards, pas plus que son attitude ne témoignaient d'aucun trouble. La calme aménité de ses yeux bleus déconcertait tous les mécontents et faisait hésiter le désespoir même.

Ce calme fut remarqué avec faveur par l'Empereur en personne, car le colonel d'Hubert, maintenant attaché à la personne du Major Général, eut plusieurs fois l'honneur d'attirer le regard impérial. Mais il exaspérait la nature impétueuse du colonel Féraud. En passant à Magdebourg, pour affaires de service, ce dernier se permit, en dînant mélancoliquement chez le Commandant de Place, de dire de son adversaire : « Cet homme-là n'a jamais aimé l'Empereur! » et cette déclaration fut accueillie dans un profond silence par les autres convives. Troublé dans sa conscience par l'atrocité d'une telle accusation, le colonel Féraud éprouva le besoin de l'étayer d'un argument solide : « Je puis bien le connaître », cria-t-il, en jurant; « on étudie son adversaire. Je l'ai rencontré une demi-douzaine de fois sur le terrain, comme toute l'armée le sait. Que demandez-vous de plus? Si cela ne suffit pas au dernier des imbéciles pour juger son homme, je veux que le diable m'emporte! » Et il lançait autour de la table un regard têtu et farouche.

Plus tard, à Paris, où il était fort occupé à réorganiser son régiment, Féraud apprit que le colonel d'Hubert venait d'être nommé général. Fixant sur son informateur un regard incrédule, il croisa les bras, et marmonna en tournant le dos :

— Rien ne me surprend, de la part de cet homme!

Et il ajouta à haute voix, par-dessus son épaule :

— Vous m'obligeriez fort en disant au général d'Hubert à la prochaine occasion, que cet avancement le sauve, pour un temps, d'une belle rencontre. Je n'attendais que son arrivée!

L'autre officier se récria :

— Pouvez-vous y songer, mon colonel, à une époque où toutes les vies devraient être consacrées à la gloire et au salut de la France!

Mais la déception des revers militaires avait aigri le caractère du colonel Féraud. Comme bien d'autres, le malheur le rendait méchant.

— Je ne puis considérer que l'existence du général d'Hubert ait rien à voir avec la grandeur ou le salut de la France, — lança-t-il sèchement. — Vous n'allez pas prétendre le connaître mieux que moi, peut-être, moi qui l'ai rencontré une demi-douzaine de fois sur le terrain!

Son jeune interlocuteur fut réduit au silence. Féraud arpentait rageusement la pièce.

— Ce n'est pas le moment de mâcher ses paroles, — dit-il. — Je ne puis croire que cet homme-là ait *jamais* aimé l'Empereur. Il a ramassé ses étoiles sous les bottes du maréchal Berthier. Parfait! Je gagnerai les miennes d'autre façon, et nous règlerons une affaire qui a trop longtemps traîné!

Indirectement informé de cette attitude, le général d'Hubert fit un geste d'ennui comme pour repousser un importun. Il était sollicité par des soucis plus graves. Il n'avait pas eu le temps d'aller voir sa famille. Sa sœur, dont les espoirs royalistes prenaient de jour en jour plus de force, regrettait un peu, malgré sa fierté, l'avancement récent de son frère. où elle voyait une marque évidente de la faveur de l'usurpateur, qui pourrait par la suite nuire à sa carrière. D'Hubert lui répondit qu'un ennemi irréconciliable pouvait seul attribuer sa promotion à la faveur et quant à sa carrière, il ne regardait pas plus loin dans l'avenir, que la prochaine bataille.

Commençant la campagne de France dans cette disposition chagrine, le général d'Hubert fut blessé au second jour de la bataille de Laon. Comme on l'emportait, il apprit que le colonel Féraud, promu général à l'instant, venait d'être envoyé pour le remplacer à la tête de sa brigade. Il se laissa aller à mau-

dire sa malchance, sans voir du premier coup d'œil, tous les avantages d'une mauvaise blessure. C'est pourtant par cette héroïque méthode que la Providence assurait sa fortune. En gagnant lentement avec un vieux domestique de confiance la maison de sa sœur, le général d'Hubert échappait aux contacts humiliants et aux perplexités de conduite qui assaillirent les serviteurs de l'Empire au jour de sa chute. Couché sur son lit, avec les fenêtres de sa chambre larges ouvertes au soleil de Provence, il comprit l'évidente faveur conférée par ce fragment déchiqueté d'obus prussien qui, en tuant son cheval et en déchirant sa cuisse, lui avait épargné un conflit actif de conscience. Après quatorze années passées en selle et sabre au clair, et avec le sentiment du devoir accompli jusqu'au dernier jour, le général d'Hubert trouva dans la résignation une vertu facile. Sa sœur était ravie de sa sagesse. « Je me remets entièrement entre tes mains, ma chère Léonie », lui avait-il dit.

Il était encore couché lorsque, grâce au crédit de la belle famille de sa sœur, il reçut du gouvernement royal non seulement la confirmation de son grade, mais l'assurance de son maintien en activité. A cette faveur s'ajoutait l'octroi d'un congé de convalescence illimité. L'opinion défavorable nourrie sur son compte par les cercles bonapartistes ne reposait sur rien de plus solide que les affirmations sans fondement du général Féraud, et fut pourtant cause du maintien de d'Hubert sur la liste d'activité. Quant au général Féraud, son grade lui fut également confirmé. C'est plus qu'il n'osait espérer, mais le maréchal Soult, alors ministre de la Guerre de la Restauration, tenait en faveur les officiers qui avaient servi en Espagne. Seulement, la protection même du maréchal ne put le faire garder en activité. Il resta irréconciliable, oisif, sinistre. Il cherchait, dans des restaurants obscurs, la société d'autres demi-soldes, qui gardaient sur leur poitrine de vieilles cocardes tricolores ternies mais glorieuses, et boutonnaient avec des boutons aux aigles interdits, leurs uniformes fripés, en se déclarant trop pauvres pour supporter les frais du changement imposé.

Le triomphal retour de l'Ile d'Elbe, fait historique aussi merveilleux et aussi incroyable que les exploits de quelque

demi-dieu de la mythologie, trouva le général d'Hubert toujours incapable de monter à cheval. Il ne marchait encore qu'avec difficulté. Ces incapacités que madame Léonie tenait pour providentielles, l'aidèrent à retenir son frère loin de tout. Pourtant elle remarqua avec terreur que son état d'esprit à l'époque, était loin d'être raisonnable. Cet officier général, encore menacé de la perte d'un membre, fut trouvé un soir dans les écuries du château par un domestique qui, voyant une lumière, avait semé l'alarme. Sa béquille jetée dans la litière d'un box, d'Hubert sautillait sur une jambe autour d'un cheval apeuré qu'il s'efforçait de seller. Tels étaients les effets du charme impérial sur un tempérament calme et un esprit pondéré. En proie, sous la lueur des lanternes, aux pleurs, aux prières, aux indignations, aux remontrances et aux reproches de sa famille, il se tira d'un pas difficile en s'évanouissant dans les bras de ses proches et fut emporté dans son lit. Il n'en sortit pas avant que le second règne de Napoléon, les Cent-Jours d'agitation fiévreuse et d'effort suprême n'eussent passé comme un rêve terrifiant. La tragique année 1815 commencée dans le trouble et l'inquiétude de conscience se terminait en proscription vengeresse.

Comment le général Féraud échappa aux griffes de la commission spéciale, et au suprême office du peloton d'exécution, il ne le sut jamais lui-même. Il le dut en partie au rôle effacé qui lui avait été assigné pendant les Cent-Jours. L'Empereur ne lui donna pas de commandement actif, mais l'employa au dépôt de cavalerie de Paris, à remonter et à expédier vivement au front les troupiers exercés. Considérant sa tâche comme indigne de ses talents, il s'en acquitta sans zèle excessif. Mais ce qui contribua surtout à le sauver des excès de la réaction royaliste, ce fut l'intervention du général d'Hubert.

Encore en congé de convalescence, mais en état de voyager, ce dernier avait été dépêché par sa sœur à Paris, pour se présenter à son souverain légitime. Comme personne ne pouvait avoir eu vent, dans la capitale, de l'épisode de l'écurie, il fut reçu avec honneur. Militaire au fond de l'âme, la perspective de s'élever dans sa carrière le consolait de se trouver en butte à la malveillance des Bonapartistes, qui le pour-

suivait avec une inexplicable insistance. Toute la rancœur de ce parti aigri et persécuté désignait en lui l'homme qui n'avait jamais aimé l'Empereur, une sorte de monstre pire que le dernier des traîtres.

Le général d'Hubert haussait les épaules sans colère devant cette féroce calomnie. Repoussé par ses anciens amis, et fort méfiant des avances de la société royaliste, le jeune et beau général (il avait quarante ans à peine) adopta une attitude de froide et cérémonieuse courtoisie que le moindre soupçon d'hostilité transformait en une hauteur sévère. Ainsi armé le général d'Hubert vaqua à ses affaires, éprouvant en secret ce bonheur particulier qui soulève les cœurs très amoureux. La charmante fille trouvée par sa sœur était entrée en scène, et l'avait conquis, comme une jeune fille conquiert un homme de quarante ans, en se contentant de paraître. Ils devaient se marier dès que le général d'Hubert aurait obtenu sa nomination à un poste promis.

Un soir, à la terrasse du café Tortoni, d'Hubert apprit, en écoutant la conversation de deux étrangers assis à une table voisine, que le général Féraud, compris dans la fournée d'officiers supérieurs arrêtés après le second retour du roi, était en danger de passer devant la Commission spéciale. Comme la plupart des amoureux dans l'attente, d'Hubert passait tous ses moments perdus en avance d'un jour sur la réalité, et dans un état d'hallucination éthérée, et il ne fallait rien moins que le nom de son ancien adversaire, lancé à voix haute, pour arracher le plus jeune des généraux de Napoléon à la contemplation mentale de sa fiancée. Il jeta les yeux autour de lui. Les étrangers portaient des effets civils. Maigres et hâlés, renversés sur leurs chaises, ils regardaient les gens avec une hauteur morose et méfiante, par-dessous leurs chapeaux tirés bas sur les yeux. Il n'était pas difficile de reconnaître en eux deux officiers de la Vieille Garde, démissionnaires par force. Comme la bravade ou l'insouciance leur faisait élever la voix, le général d'Hubert qui ne voyait pas de raison de changer de place, entendit toute leur conversation. Ils ne paraissaient pas être des amis personnels du général Féraud, et ne prononçaient son nom que parmi d'autres. En entendant ce nom, les tendres anticipations

de bonheur domestique que le général d'Hubert parait de grâces féminines, furent traversées par le regret de son passé guerrier, de ce fracas d'armes prolongé et grisant, unique dans la grandeur de sa gloire et de ses désastres, œuvre prodigieuse et propriété particulière de sa génération. Il se sentit une tendresse irraisonnée pour son éternel adversaire et chérit dans son cœur l'absurdité meurtrière que leur discorde avait imposée à sa vie. C'était comme une pincée d'épices dans un plat chaud, dont il évoquait le parfum avec une mélancolie soudaine. Il ne retrouverait jamais tout cela; c'était fini! « Je crois que c'est d'être resté tout de son long dans le jardin qui l'avait si fort exaspéré contre moi, » songeait-il avec indulgence.

Les deux étrangers de la table voisine s'étaient tus, après avoir, pour la troisième fois, prononcé le nom de Féraud. Tout à coup, le plus âgé des deux, reprenant la parole avec un accent d'amertume, affirma que le compte du général était réglé. Et pourquoi? Simplement parce qu'il n'était pas un de ces grands personnages qui n'aimaient qu'eux-mêmes. Les royalistes savaient bien qu'il n'y avait rien à en tirer. Il aimait trop l'Autre.

L'Autre, c'était l'Homme de Sainte-Hélène. Les deux officiers hochèrent la tête et trinquèrent avant de boire à un impossible retour. Alors, celui qui venait déjà de parler, ajouta, avec un rire sardonique :

— Son adversaire s'est montré plus habile!

— Quel adversaire? — demanda le plus jeune, d'un air intrigué.

— Vous ne savez pas? Ils étaient hussards tous les deux. A chacune de leurs promotions, ils se sont battus. Vous n'avez pas entendu parler de ce duel, poursuivi depuis 1801?

L'autre connaissait naturellement l'histoire et comprenait maintenant l'allusion. Le général baron d'Hubert allait pouvoir vivre en paix de la faveur de son gros roi.

— Grand bien lui fasse! — grommela le vieux. — C'étaient deux braves. Je ne connais pas ce d'Hubert, une espèce de bel intrigant, m'a-t-on dit; mais je n'ai aucune peine à croire ce que Féraud dit de lui, qu'il n'a jamais aimé l'Empereur!

Ils se levèrent et partirent.

Le général d'Hubert éprouva l'horreur d'un somnambule, qui sort d'un rêve de délicieuse activité pour se trouver au milieu d'une fondrière. Un dégoût profond du terrain sur lequel il marchait le submergea. Une image charmante fut même balayée de sa vue par ce flot de détresse morale. Tout ce qu'il avait été ou souhaitait devenir aurait un goût amer d'ignominie s'il ne pouvait sauver le général Féraud du sort qui menaçait tant de braves. Sous l'impulsion de ce besoin presque morbide d'assurer le salut de son adversaire, d'Hubert travailla si bien des pieds et des mains qu'en moins de vingt-quatre heures il avait trouvé le moyen d'obtenir une audience particulière du ministre de la Police.

Le général baron d'Hubert fut introduit brusquement et sans préliminaires dans un cabinet semé de chaises et de tables. Derrière un bureau, entre deux faisceaux de bougies brûlant dans des candélabres, il aperçut dans la pénombre un personnage revêtu d'un uniforme somptueux et occupé à faire des mines devant un grand miroir. Le vieux conventionnel Fouché, sénateur de l'Empire, traître à tous les hommes, à tous les principes, à tous les mobiles de la conduite humaine, duc d'Otrante, et artisan diabolique de la seconde Restauration, essayait un costume de cour sous lequel sa jeune et charmante fiancée avait manifesté l'intention de faire peindre son portrait sur porcelaine. C'était un caprice, une fantaisie exquise, à quoi le premier ministre de la Police de la seconde Restauration était désireux de complaire. Car cet homme que son astuce fit souvent comparer au renard, mais dont l'épithète de lâche chacal suffit seule à symboliser la morale, était autant que le général d'Hubert possédé par l'amour.

Vexé de se voir ainsi trahi par la balourdise d'un domestique, il surmonta sa petite gêne avec l'impudence caractéristique qui lui avait toujours si bien servi dans les intrigues sans fin de son ambitieuse carrière. Sans bouger d'un pouce, avançant une jambe gainée de soie et la tête légèrement tournée sur l'épaule gauche, il dit d'un ton calme :

— Par ici, général. Voulez-vous approcher. En bien? Je suis tout attention.

Tandis que d'Hubert, mal à l'aise comme s'il avait exposé une de ses petites faiblesses, présentait aussi brièvement que

possible sa requête, le duc d'Otrante continuait à examiner le tour de son col, à lisser ses revers, à tourner la tête pour jeter un coup d'œil sur les basques brodées d'or de son frac. Son visage immobile, ses yeux attentifs n'auraient pas exprimé un intérêt plus marqué s'il avait été seul.

— Soustraire aux opérations de la Commission spéciale un certain Féraud, Gabriel-Florian, général de brigade de la promotion 1814? — répéta-t-il avec un léger accent de surprise. Puis tournant le dos au miroir : — Et pourquoi celui-là précisément?

— Je suis surpris que Votre Excellence, si compétente dans l'évaluation des hommes de son temps, ait jugé nécessaire de porter son nom sur la liste.

— Un Bonapartiste enragé!

— Comme le dernier grenadier et le dernier troupier de l'armée, ainsi que le sait Votre Excellence. Et l'individualité du général Féraud ne peut avoir plus de poids que celle d'un grenadier quelconque. C'est un homme sans portée mentale, sans aucune capacité. Il est inconcevable qu'il ait jamais pu avoir la moindre influence.

— Il a la langue bien pendue, au moins, — déclara Fouché.

— Il est bavard, je le concède, mais pas dangereux.

— Je ne discuterai pas avec vous. Je ne sais à peu près rien de lui. C'est à peine si je connais son nom.

— Pourtant, Votre Excellence doit présider la Commission chargée par le Roi de désigner les inculpés — fit d'Hubert avec une emphase qui n'échappa pas aux oreilles du ministre.

— Oui, général, — fit-il, en se dirigeant vers la partie sombre de la vaste pièce, et en se jetant dans un grand fauteuil qui l'enfouit tout entier, et ne laissa voir que la lueur douce des broderies d'or et la tache pâle de son visage.

— Oui, général. Asseyez-vous là.

Le général d'Hubert s'assit.

— Oui, général, — reprit le maître dans l'art de l'intrigue et des trahisons, dont la duplicité, comme si elle lui fût par moments devenue intolérable, se soulageait par des explosions de cynique franchise. — J'ai hâté la formation de ce Tribunal, en en prenant la présidence. Et savez-vous pourquoi? Uniquement par crainte, si je ne la prenais pas tout

de suite en mains, de trouver mon propre nom en tête de liste. Voilà les temps où nous vivons. Mais je suis encore ministre du Roi, et je vous demande franchement pourquoi vous souhaitez de me voir rayer de la liste le nom de cet obscur Féraud? Vous vous étonnez qu'il y ait été inscrit. Est-il possible que vous connaissiez si mal les hommes? Mon cher général, à la première séance de la Commission, les noms sont tombés sur nous comme la pluie sur le toit des Tuileries. Des noms! Nous en avions des milliers au choix! Comment savez-vous si le nom de ce Féraud, dont la vie ou la mort importent si peu à la France, n'en écarte pas un autre?

La voix se tut. D'Hubert restait immobile, sombre et silencieux. Son sabre seul était animé d'un léger tremblement. La voix reprit, du fauteuil :

— Et nous devons nous efforcer de satisfaire aux exigences des souverains alliés, encore. Pas plus tard qu'hier, le prince de Talleyrand m'avertissait que Nesselrode l'avait officiellement informé du mécontentement de Sa Majesté l'empereur Alexandre, devant le petit nombre d'exemples que le gouvernement royal se propose de faire, — surtout parmi les militaires; — je vous dis cela en confidence.

— Ma parole, — gronda entre ses dents le général d'Hubert, — si Votre Excellence daigne me faire encore des confidences de ce genre, je ne sais ce que je ferai. Il y a de quoi briser son épée sur son genou, et en jeter les morceaux.

— Quel gouvernement croyez-vous donc servir? — interrompit sèchement le ministre.

Après une brève hésitation, la voix abattue du général d'Hubert répondit :

— Le gouvernement de la France!

— C'est une façon de payer de mots votre conscience, général. La vérité, c'est que vous servez un gouvernement d'anciens exilés, d'hommes qui ont vécu vingt ans sans patrie. D'hommes aussi qui viennent de subir une terreur affreuse et fort humiliante... Ne vous faites donc pas d'illusions à ce sujet.

Le duc d'Otrante se tut. Il était soulagé et avait atteint son but, en blessant un peu l'amour-propre de l'homme qui l'avait malencontreusement trouvé en train de faire des

poses devant un miroir, dans son costume de cour brodé d'or. Mais ces militaires étaient des têtes chaudes; il songea qu'il serait fâcheux qu'un officier général de bonnes dispositions, reçu en audience sur la recommandation d'un des Princes, fît un affreux scandale au sortir d'une entrevue particulière avec le ministre. D'un ton changé, il alla droit au fait et s'enquit :

— Un de vos parents, ce Féraud?

— Non, pas du tout.

— Un ami intime?

— Intime, oui... Il y a entre nous un lien intime qui m'impose comme un point d'honneur de tenter...

Sans écouter la fin de la phrase, le ministre tira une sonnette. Quand le valet fut parti, après avoir apporté sur le bureau une paire de lourds candélabres d'argent, le duc d'Otrante se leva, la poitrine ruisselante d'or sous l'éclat des flambeaux, et sortant un papier d'un tiroir, le tint ostensiblement à la main, en disant avec une douceur persuasive :

— Ne parlez plus de briser votre épée sur votre genou, général; vous pourriez n'en pas trouver d'autre! L'Empereur ne reviendra plus, cette fois-ci. Diable d'homme! Il y a un moment, ici à Paris, où il m'a effrayé. On aurait dit qu'il était prêt à tout recommencer. Heureusement, les choses ne recommencent jamais! Ne songez pas à briser votre épée, général.

Le général d'Hubert, le visage baissé, fit de la main un geste désolé, de renoncement. Le ministre de la police détourna les yeux, et parcourut délibérément le papier qu'il n'avait pas cessé de tenir.

— On n'a désigné que vingt officiers généraux pour faire un exemple. Vingt : un nombre rond! Et voyons... Féraud... Ah! le voici! Gabriel-Florian... Parfaitement! Voilà votre homme! Eh bien, il n'y aura que dix-neuf exemples!

Le général d'Hubert se redressa, avec le sentiment de sortir d'une maladie épuisante.

— Je prierai Votre Excellence de garder le plus profond secret sur mon intervention. J'attache la plus grande importance à ce qu'il n'apprenne jamais...

— Qui pourrait donc l'informer, je voudrais le savoir? — dit Fouché en levant un regard curieux sur le visage figé et

immobile de d'Hubert. — Prenez une de ces plumes, et passez-la vous même sur le nom. Cette liste est unique. Si vous avez soin de prendre assez d'encre, personne ne pourra lire le nom qui a été biffé. Mais par exemple, je ne suis pas responsable de ce que Clarke fera de lui. S'il continue à être enragé, il recevra du ministre de la Guerre l'ordre d'aller résider dans une ville de province, sous la surveillance de la police.

Quelques jours plus tard, le général d'Hubert disait à sa sœur, après les premières expansions du retour :

— Ah! ma chère Léonie, il me semblait que je ne pourrais jamais quitter Paris assez vite.

— Effet de l'amour? — suggéra-t-elle avec un sourire malicieux.

— Et de l'horreur, — ajouta d'Hubert avec une profonde gravité. — J'ai failli mourir là-bas, mourir de nausée.

Son visage se contractait de dégoût. Et sous le regard attentif de sa sœur, il poursuivit :

— J'ai dû voir Fouché; j'ai obtenu une audience et j'ai été dans son cabinet. D'avoir eu le malheur de respirer dans la même pièce que cet homme, on conserve un sentiment de dignité diminuée, un sentiment inquiet de n'être pas en somme tout à fait aussi propre qu'on le croyait. Mais tu ne peux pas comprendre...

Elle hocha vivement la tête, à plusieurs reprises. Elle comprenait parfaitement, au contraire. Elle connaissait son frère à fond, et l'aimait tel qu'il était. Au surplus, le mépris et le dégoût de l'humanité s'attachaient au jacobin Fouché, qui, exploitant au mieux de sa fortune, toutes les faiblesses, toutes les vertus, toutes les illusions généreuses des hommes de sa génération, en fit éternellement des dupes, et mourut obscurément duc d'Otrante.

— Mon pauvre Armand, — fit-elle avec compassion, — que pouvais-tu demander à un homme pareil?

— Rien moins qu'une vie — répondit d'Hubert. — Et je l'ai obtenue. Il le fallait! Mais il me semble que je ne pourrai jamais pardonner cette épreuve à l'homme que j'ai voulu sauver.

Le général Féraud, parfaitement incapable de comprendre ce qui lui arrivait (c'est le cas de la plupart d'entre nous),

reçut du ministre de la Guerre l'ordre de se rendre sans délai dans une petite ville du centre de la France. Il donna libre cours à ses sentiments, avec roulements d'yeux furieux et sauvages grincements de dents. La cessation de l'état de guerre, seule condition d'existence qu'il eût encore connue, et l'affreuse perspective d'un monde en paix l'épouvantaient. Il gagna sa petite ville avec la conviction arrêtée qu'un tel état de choses ne pouvait durer. Il apprit, en arrivant dans sa nouvelle résidence, sa radiation des cadres de l'armée, et que l'octroi de sa pension (calculée sur l'échelle du grade de colonel) dépendrait de la correction de sa conduite et des rapports favorables de la police. Ne plus faire partie de l'armée! Il se sentait singulièrement étranger à la terre, comme un esprit désincarné. Impossible de vivre dans de telles conditions. Mais, pour commencer, il réagit par pure incrédulité. Cela ne pouvait pas être! Il attendait tonnerre, tremblements de terre et cataclysmes naturels, mais ne vit rien venir. Le manteau de plomb d'une irrémédiable oisiveté tomba sur le général Féraud, qui, ne trouvant en lui aucune ressource, sombra dans un état d'hébétude terrifiante. Il parcourait les rues de la petite ville, en fixant devant lui des yeux sans éclat et ne voyait pas les chapeaux levés sur son passge; les gens se poussaient du coude et chuchotaient :

— Regardez le pauvre général Féraud. Il a le cœur brisé. Voyez comme il aimait l'Empereur.

Les autres ruines de la tempête napoléonienne se groupaient avec un respect infini autour du général Féraud. Il se croyait lui-même le cœur broyé par le chagrin. Il éprouvait, en succession rapide, des besoins de pleurer, de hurler, de se mordre les poings jusqu'au sang, de passer des journées entières sur son lit, la tête sous l'oreiller. Mais tout cela n'était que de l'ennui, l'angoisse d'une immense, d'une indescriptible, d'une inconcevable nostalgie. Son incapacité à comprendre la nature désespérée et définitive de son mal le sauva du suicide. L'idée ne l'en effleura jamais. Mais il perdit l'appétit et la difficulté qu'il éprouvait à exprimer son accablement (les plus furieux jurons n'y réussissaient pas) le réduisit au silence, sorte de mort pour un tempérament méridional.

Grande fut donc la sensation parmi les anciens militaires, habitués d'un petit café infesté de mouches, quand par un lourd après-midi, « ce pauvre général Féraud » lâcha tout à coup une bordée de jurons formidables.

Tranquillement assis dans un coin privilégié, il parcourait les gazettes de Paris, avec l'intérêt qu'un condamné pourrait apporter, la veille de son exécution, aux nouvelles du jour. Un groupe de figures bronzées et martiales, dont l'une n'avait qu'un œil et une autre montrait un nez à demi gelé en Russie, l'entourèrent avec sollicitude :

— Qu'y a-t-il, général?

Très droit le général Féraud tenait la feuille pliée à bout de bras, pour mieux distinguer les petits caractères. Il lut et relut la nouvelle qui avait déterminé ce que l'on pourrait appeler sa résurrection.

— *Nous apprenons que le général d'Hubert, actuellement en congé de convalescence dans le Midi, va être appelé au commandement de la* 5e *brigade de cavalerie, à...*

Il laissa tomber le journal, avec accablement... « Appelé au commandement... » puis se frappant violemment le front :

— Je l'avais presque oublié! — grommela-t-il avec remords.

Un vétéran à la large poitrine cria à travers le café :

— Encore une nouvelle infamie du Gouvernement, mon général?

— Les infamies de ces coquins ne se comptent plus, — tonna Féraud. — Une de plus ou de moins... — Il baissa la voix. — Mais il y en a au moins une à laquelle je mettrai bon ordre.

Et regardant tout autour de lui :

— Voilà un officier d'état major, un de ces mignons frisés et pommadés des maréchaux qui ont vendu leur père pour une poignée d'or anglais. Il s'apercevra bientôt que je vis encore, — déclara-t-il d'un ton dogmatique. — Mais c'est une affaire particulière, une vieille affaire d'honneur. Bah! notre honneur ne compte pas. On nous parque ici, l'oreille fendue, comme un troupeau de chevaux réformés, bons pour l'équarisseur. Mais ce serait une façon de frapper un coup pour l'Empereur. Messieurs, j'aurai besoin de deux d'entre vous.

Tous s'offrirent. Profondément touché de cette démonstration, le général Féraud choisit avec émotion le cuirassier borgne et l'officier de chasseurs à cheval qui avait laissé le bout de son nez en Russie. Il s'excusa auprès des autres.

— C'est une affaire de cavalerie, vous comprenez.

Un tumulte d'acclamation lui répondit :

— Parfaitement, mon général... C'est juste... Parbleu, c'est connu...

Tout le monde était satisfait. Les trois hommes quittèrent le café, salués par des souhaits de « Bonne chance ».

Dans la rue ils se prirent le bras, le général au milieu. Les trois chapeaux roussis portés en bataille avec une obliquité sinistre, barraient presque entièrement la rue étroite. Surchauffée, la petite ville aux murs gris et aux toits rouges dormait son sommeil d'après-midi provincial sous le ciel bleu. Les coups sonores et réguliers d'un tonnelier qui cerclait une futaille se répercutaient entre les maisons. Le général retira un peu son pied gauche dans l'ombre du mur.

— Ce maudit hiver de 1813 m'est rentré jusqu'au fond des os. N'importe; on prendra des pistolets, voilà tout. Un peu de lumbago. Des pistolets, oui. Cela fera du beau gibier pour ma carnassière. J'ai l'œil aussi vif que jamais. J'aurais voulu que vous me vissiez, en Russie, décrocher au vol des Cosaques avec un vieux fusil d'infanterie. J'ai des dons naturels de tireur.

Le général pérorait, redressant sa tête aux yeux de chouette et au nez d'oiseau de proie. Simple combattant toute sa vie, cavalier, sabreur, il concevait la guerre avec la plus grande simplicité, comme une foule de combats singuliers, une sorte de duel collectif. Et voilà qu'il retrouvait sa propre guerre. Il revivait. L'ombre de la paix s'écartait de lui comme une ombre de mort. C'était la résurrection merveilleuse du nommé Féraud, Gabriel-Florian, engagé volontaire de 1793, général de 1814, enterré sans cérémonie par un ordre de service du ministère de la Guerre de la seconde Restauration.

JOSEPH CONRAD

(Traduction PH. NEEL.)

(*A suivre.*)

MARIE KALERGIS-MOUKHANOW

NÉE NESSELRODE[1]

VII

LES SUCCÈS DE SALONS A PARIS

Une des thèses romantiques que madame Kalergis défendait avec le plus de chaleur, c'est que les parentés ne devaient plus se déterminer selon le hasard de la naissance, qui nous disperse trop capricieusement à la surface de la planète, mais selon une sympathie incontestable de facultés et de goûts.

Un soir qu'elle soupait chez madame Jaubert en compagnie de Musset, Marie Kalergis faisait observer que l'on dit couramment, dans la plupart des langues européennes : « C'est un esprit de la même famille que Voltaire ou Montaigne. » Elle ajoutait : « Ne serait-ce pas charmant de jouir, de son vivant, d'un droit de parenté semblable? [2] »

En discourant ainsi, elle songeait à elle-même. Et peut-être lançait-elle à Musset une œillade furtive...

Sans doute, si elle avait pu choisir, madame Kalergis aurait élu ses proches parmi les poètes, les musiciens et les peintres, dont elle composait son entourage habituel; mais le sort en avait décidé autrement. La femme-cygne de la *Symphonie en blanc majeur*, avant d'être l'inspiratrice de Théophile Gautier et de Henri Heine, l'élève de Chopin, l'amie de Liszt,

1. Voir la *Revue de Paris* des 1er et 15 octobre.
2. *Souvenirs de madame Jaubert*, p. 113-114.

et la protectrice de Wagner, était surtout, pour l'Europe élégante et cosmopolite, la nièce du chancelier comte Nesselrode.

En arrivant à Paris, elle héritait des connaissances assez nombreuses de sa famille. La comtesse Charles, pendant ses séjours en France, avait noué certaines relations diplomatiques et politiques, destinées à servir les projets de son souverain. Tout en réduisant ses rapports avec la France au strict indispensable, Nicolas Ier tenait à suivre de près l'opinion française. Aussi vérifiait-il les comptes rendus de ses agents par mille correspondances secrètes. Une grande dame russe désirait-elle prolonger son séjour à Paris, il y avait pour elle un moyen fort simple d'obtenir l'autorisation impériale : cela consistait à écrire régulièrement à une personne honorée de la confiance du tzar, telle que la comtesse Charles Nesselrode, ce qu'elle voyait et entendait dans les milieux parisiens. Et c'est ainsi que Nicolas Ier, entre la chute de Charles X et la guerre de Crimée, possédait à Paris, en même temps que des représentants officiels, une ambassade occulte, au personnel exclusivement féminin [1].

Leur doyenne d'âge, madame Swetchine, toujours penchée sur les Saintes Écritures, ne prétendait nullement s'entendre aux affaires temporelles. Ses innocentes pattes de mouches n'offraient d'intérêt que pour l'amitié fidèle de la comtesse Charles. Néanmoins, afin de conserver la faveur du maître, elle se croyait obligée de commenter, de temps à autre, les discours parlementaires, les combinaisons ministérielles et les publications les plus récentes. Comme tous les Russes de distinction établis à Paris, madame Kalergis se rendait volontiers en pèlerinage au n° 71 de la rue Saint-Dominique. Elle aimait à revoir Sophie Swetchine, avec ses minuscules yeux bleus irréguliers, son nez kalmouck et son bonnet à ruches, assise près de son samovar. Si la maîtresse de maison ne passait pas pour très instruite, elle savait beaucoup de choses que l'on n'apprend que par le cœur. Marie Kalergis respectait les personnes de solide piété et de haute vertu qui venaient se recueillir en ce lieu indéfinissable, salon monastique

1. Cf. sur cette ambassade de femmes, la conversation de l'Impératrice Eugénie avec le maréchal de Castellane, *Journal du maréchal de Castellane*, Plon, Paris, V, p. 113.

et oratoire profane. Mais les propos d'une invariable sublimité qu'elles échangeaient sur les questions du jour, ces méditations un peu routinières auxquelles une imagination ardente eût souhaité plus de fougue, la décourageaient par ce relent affadi qui s'exhale des magasins d'objets de piété.

Une déception plus douloureuse encore l'attendait faubourg Saint-Honoré, chez une petit-nièce de Potemkine, la vieille princesse Bagration, née Skawionska. Marie Kalergis n'y allait que parce que sa tante Nesselrode s'informait avec insistance de cette sémillante Catherine Pawlowna, qui, trente années auparavant, émerveillait l'Europe par ses boucles blondes et sa taille de dryade. Des sculpteurs illustres la comparaient alors à la Vénus de Médicis. A genoux devant son sopha, les peintres la suppliaient de se laisser peindre en Hébé ou Terpsichore. Le prince Clément de Metternich languissait d'amour à ses pieds; mais elle l'avait exaucé très gracieusement, et l'on racontait partout qu'elle en avait eu une fille nommée Clémentine, aussi belle que le jour, qui épousa plus tard un diplomate autrichien. Devenue en secondes noces la femme de sir John Hobart Caradoc, deuxième lord Howden, elle continuait à porter le nom de Bagration. Et Marie Kalergis, pour s'expliquer tant de conquêtes, examinait d'un œil rêveur les délicieux portraits de la galante princesse que peignirent vers 1815 Wladimir Borowikowsky et Isabey.

Hélas! de nos jours, les déesses elles-mêmes ne sont plus des immortelles. En vain, une forêt d'arbustes odoriférants et d'épais rideaux de damas jonquille abritaient son visage des rayons du soleil. En vain, fidèle aux modes et aux meubles de jadis, la princesse Bagration fermait obstinément les yeux sur la fuite des années. Depuis les congrès d'Aix-la-Chapelle et de Vérone, sa demeure parisienne sommeillait comme un Bois-Dormant. Le visiteur, à peine introduit en ce château mystérieux, cherchait des yeux la Belle, puis, ne la voyant pas, suffoquait de tristesse.

Toutes les fois que madame Kalergis franchissait le seuil de la princesse Bagration, un suisse à carrure herculéenne heurtait, de sa lourde hallebarde, le dallage du vestibule. A ce signal, une demi-douzaine de laquais, poudrés et l'épée au côté, pareils à des revenants des fêtes de Potemkine, surgissaient

comme par enchantement et conduisaient madame Kalergis, sans le moindre bruit, auprès de leur maîtresse.

Dans la pénombre d'une vaste chambre à coucher, artistement voilée par des tentures, où les glaces et les bronzes du magnifique mobilier Empire accrochaient à peine quelques reflets de lumière, madame Kalergis, hésitante, guidée par un frémissement d'étoffes légères et une voix frêle, se dirigeait vers une ottomane recouverte de satin bouton d'or. Une forme indistincte remuait faiblement sur cette couche. Était-ce une petite fille? On aurait pu le croire : mais ce n'était qu'une très vieille femme, attifée en adolescente.

Celle que les plénipotentiaires de Vienne surnommaient autrefois le « bel ange nu » ne souffrait autour de sa gorge que des tissus vaporeux, les plus souples, les plus fins, les plus transparents. Elle portait la ceinture très haute, comme au temps de Marie-Louise, et toujours des gazes, des batistes, des mousselines de l'Inde. Tuniques flottantes et claires, chemises négligemment attachées par des rubans rose tendre ou bleu pâle, écharpes aériennes comme des zéphyrs, ces voiles immatériels, qui seyaient si bien à sa jeunesse, au lieu de révéler la grâce voluptueuse d'un corps frais et potelé, n'en trahissaient plus que l'horrible décadence. La princesse Bagration ne ressemblait plus guère à une vivante. Pas une goutte de sang ne circulait dans ses veines. Madame Kalergis voyait une momie sèche et décharnée, à la peau presque aussi jaune que la soie des bergères. Et, pour comble de disgrâce, cette momie prenait des poses langoureuses, souriait, minaudait, gazouillait comme un colibri malade, puis, mordue par le démon de la curiosité, l'interrogeait sur la politique... Marie la considérait avec effroi. Puisque tout s'altère et se corrompt ici-bas, serait-elle un jour pareille à cette Parque? Non, non, plutôt cent fois mourir!... Le calorifère exhalait une chaleur suffocante; les parfums musqués et capiteux des pays tropicaux erraient avec lenteur dans l'air irrespirable, et tandis que Marie Kalergis craignait de défaillir, le spectre, caressant de ses doigts osseux le bras charmant de la visiteuse, la harcelait de questions importunes.

En effet, Catherine Pawlowna épiait avec soin ce qui se passait chez une autre princesse russe, sexagénaire comme

elle et de tout temps sa concurrente, qu'il s'agît de fixer le cœur volage de Metternich, de renseigner la chancellerie de Pétersbourg, ou de tenir salon à Paris. Mais plus la princesse Bagration souhaitait d'apprendre le déclin de sa rivale, plus elle constatait par les réponses de madame Kalergis, que la princesse Lieven conservait intact son prestige...

***

Si jamais cette ambassade de femmes avait dû ployer le genou devant une reine, toutes ces sibylles fussent venues s'incliner devant la redoutable Dorothée Benckendorff, princesse Lieven. Elle les éclipsait par la splendeur de ses titres. Après avoir forcé l'admiration de l'Angleterre pendant vingt-deux années, non comme épouse de l'ambassadeur de Russie à Londres, car la nullité du prince Lieven faisait la risée du Foreign Office, mais comme le véritable et unique ambassadeur de son souverain, elle s'était fixée à Paris, malgré la défense de Nicolas Ier. Depuis lors, elle traitait de plain-pied avec l'orgueilleux despote, dont elle se déclarait néanmoins en paroles la très humble et très obéissante sujette. La princesse Lieven n'avait peur de rien ni de personne, et ses rivales se sentaient incapables de lui porter ombrage. A Sophie Swetchine, cette dévote qui se prenait pour une mystique, Dorothée Lieven abandonnait bien volontiers le royaume des cœurs; à Catherine Bagration, cette odalisque du paradis de Mahomet, le royaume des sens. Elle-même se réservait le royaume de l'esprit. Aucune de ses compatriotes n'aurait pu signer à sa place les fameuses lettres sur papier vert qu'elle expédiait ponctuellement à la tzarine sous le couvert de la comtesse Nesselrode, lettres que Sa Majesté elle-même présentait à Nicolas Ier pendant le déjeuner impérial!...

Dans un salon où se négocient entre haut et bas des affaires aussi sérieuses, rien de plus favorable aux conciliabules, surtout chez une maîtresse de maison à peu près septuagénaire, que l'influence d'une jeune et jolie femme. La princesse Lieven savait à quoi s'en tenir sur la fragilité des grands de la terre. Avec quelle allégresse ces imposants personnages ne dépouillent-ils pas leur gravité, dès qu'ils ne craignent plus de se

compromettre! Elle n'eut pas plutôt jeté les yeux sur madame Kalergis qu'elle devina le parti qu'on pouvait tirer de cette merveille. Certes, la princesse Lieven, cette femme d'État, n'était nullement portée aux effusions sentimentales. Le peu de tendresse dont son cœur restait susceptible après sa liaison avec Metternich, elle le consacrait à M. Guizot par un pacte d'amitié déjà ancien et respecté de toute l'Europe. Mais personne ne recevait de meilleure grâce, avec une politesse plus distinguée selon les rangs, lorsqu'elle tenait à plaire. Du premier jour, à l'accueil dont elle bénéficia chez la princesse, madame Kalergis comprit qu'elle en était agréée et adoptée.

Un si puissant patronage compensait les froideurs des Nesselrode. Grâce à cet appui, Marie Kalergis allait pouvoir vivre à Paris sans redouter les médisances de Varsovie et de Pétersbourg. Elle prit pied chez la princesse, qu'elle aidait à dispenser les honneurs de son salon. Sur la fin de l'hiver, on la rencontrait tous les soirs en cet entresol de la rue Saint-Florentin que la princesse Lieven avait loué au baron James de Rothschild après la mort de Talleyrand. Les chaleurs venues, Marie Kalergis, avant de partir pour Bade, se rendait plusieurs fois par semaine au cottage de Beau-séjour, près de Versailles, où l'Égérie de M. Guizot s'établissait pendant l'été.

Cependant, madame Kalergis avait trop de cœur pour que ses attachements pussent s'expliquer par un calcul d'intérêt. Si cette jeune femme se donnait pour disciple à l'antique Isis de la diplomatie européenne, c'est qu'elle la vénérait très sincèrement. Élevée par le chancelier Nesselrode dans le respect religieux des cabinets et des cours, elle se fiait encore à la sagesse des vieillards. Elle ne recueillait pas sans émotion, sur des lèvres déjà décolorées par le froid de la mort, le souvenir des époques disparues, les traditions que nos aînés tiennent d'une longue suite d'ancêtres, leurs commentaires, leurs confidences et jusqu'à leurs anecdotes un peu prolixes...

D'autre part, madame Kalergis avait le goût des personnages célèbres. La sympathie qui l'entraînait vers le talent, son culte passionné pour le génie, ne l'empêchaient nullement d'éprouver un caprice à l'égard de l'homme du jour, de la femme à la mode, dont les gazettes nous rebattent les oreilles. Elle souhaitait de les connaître.

Or, un fauteuil chez la princesse Lieven, c'était un observatoire de choix, d'où madame Kalergis pouvait étudier sans fatigue le spectacle bigarré que formaient tant de figures de la société parisienne, ministres, diplomates, savants, financiers et grands seigneurs, enchantés de se rapprocher les uns des autres sur un terrain neutre, au point que des adversaires politiques irréconciliables trouvaient parfois avantageux d'avoir une conférence rue Saint-Florentin.

Parmi les hommes d'État, le comte Molé séduisait particulièrement madame Kalergis par sa tournure aristocratique, son profil de médaille, sa gravité de consul romain [1]. Mais loin de lui sacrifier les autres conseillers de Louis-Philippe, elle causait volontiers avec chacun d'eux, sans tenir compte de leurs tendances. Elle obéissait en cela à la princesse Lieven qui, très sagement, refusait d'intervenir dans les luttes intérieures de la France. « Tous les partis, toutes les couleurs se rencontrent chez moi », déclarait-elle. Libre à son incomparable ami M. Guizot de lui rendre visite trois fois par jour! La princesse n'en ouvrait pas moins sa porte, indistinctement, à M. Thiers, à M. Berryer, au duc de Noailles, à M. Molé, à M. Duchâtel, à M. de Rémusat, au duc Victor de Broglie et à son fils Albert. Rue Saint-Florentin, on pouvait croire la « fusion » accomplie, tant les partisans de la branche cadette semblaient près de s'entendre avec les fidèles du comte de Chambord.

***

L'exemple était instructif, et madame Kalergis trop fine pour ne point le suivre. Lorsqu'elle inaugura ses réceptions personnelles, 8, rue d'Anjou, les plus illustres amis de la princesse Lieven lui accordèrent leur parrainage. Les douairières du faubourg Saint-Germain et quelques nobles dames étrangères, léguées par sa famille, prêtèrent à son salon un air de

1. La duchesse de Sagan écrivait de Würzbourg, le 17 août 1851, à M. de Barante : « J'ai vu arriver à Baden la blonde madame Kalergis, qui y annonçait, qui y attendait M. Molé ». *Souvenirs du baron de Barante*, Paris, Calmann-Lévy, 1899, tome VII, p. 551. — Et le comte de Hubner inscrivait dans son journal, le 29 septembre 1852 : « Fort agréable dîner chez madame Kalergis avec M. Molé qui traverse Paris, allant de Champlatreux au Marais ». *Neuf ans de Souvenirs d'un ambassadeur d'Autriche à Paris*, Paris, Plon, 1904, I, p. 37.

majesté. Parallèlement, comme la crainte de l'ennui allait chez elle jusqu'au cauchemar, elle suppliait sa cousine, la baronne Mary Seebach, et ses deux grandes amies, mesdames de Contades et de Hatzfeldt, filles de celui qui allait être bientôt le maréchal de Castellane, de lui amener ce que la jeunesse parisienne comptait de vif, d'enjoué, de gai et d'élégant. Les littérateurs et les artistes y venaient fréquemment, Liszt et Musset en tête, conquis par sa beauté, son esprit et ses dons de musicienne. Enfin, de même que chez la princesse Lieven, les légitimistes ne refusaient pas de frayer avec des orléanistes chez madame Kalergis. Une autre s'en fût contentée. Mais elle se piqua de leur associer des bonapartistes, tels que Persigny, le général Canrobert, les colonels Fleury et Espinasse, et puis encore une élite de républicains.

Après la révolution de 1848, qui chassa M. Guizot et la princesse Lieven en Angleterre, Marie essaya d'abord de se tenir à l'écart. Mais ses nombreux amis, ne voulurent pas en entendre parler. Gagnée par l'effervescence universelle durant les semaines orageuses qui s'écoulèrent à Paris entre la fin février 1848 et les émeutes de juin, Marie oublia qu'une sujette russe devait rester, jusqu'au bout, discrètement effacée et silencieuse. Lourde faute. Mais les meilleurs esprits s'affolent dans l'atmosphère électrique des révolutions. Madame Kalergis n'avait que vingt-cinq ans. Son cœur bouillonnait d'enthousiasme. Polonaise, par conséquent deux fois romantique, elle bravait audacieusement la logique. C'est ainsi qu'elle put caresser cette absurde chimère de mériter à la fois la confiance des deux grands chefs de parti : Louis-Napoléon Bonaparte et Eugène Cavaignac.

Un éclectisme aussi étrange déconcerta les contemporains. Pouvait-elle rester impartiale entre ces deux forces rivales, comme jadis la princesse Belgiojoso entre Thalberg et Liszt? Mais la politique n'a rien de commun avec la musique. Les Parisiens, à l'unanimité, condamnèrent ce double engouement comme un scandale. Ils lui passaient, à la rigueur, son entraînement pour le prince Louis, puisque le nom de Bonaparte est inépuisable en prestiges; mais comment la nièce du chancelier Nesselrode pouvait-elle bien s'enticher du général Cavaignac?

Grand, maigre, les yeux sévèrement enfouis sous les sourcils en broussaille, le geste saccadé, la parole cassante, le dictateur ne semblait avoir nulle chance de lui plaire. Aucun républicain ne rendait la république moins aimable. Et pourtant, explique qui pourra, ce farouche démocrate n'eut pas plutôt aperçu Marie Kalergis qu'il tomba à ses pieds, fou d'amour. Ces deux êtres, si dissemblables, qu'ils eussent toujours dû rester aux antipodes l'un de l'autre, n'aspirèrent qu'à s'unir. Assidu aux réceptions de madame Kalergis, le général Cavaignac y trônait comme le maître de maison [1]. Puis, un beau matin, on apprit avec stupeur que tout était rompu.

Le bruit courut alors que la vieille madame Cavaignac, inquiète de voir son fils enchaîné à une étrangère, comme M. Guizot, blâmait en termes très durs cette inclination dangereuse. Enfin, quand elle découvrit que madame Kalergis professait une égale bienveillance pour Louis-Napoléon, cette femme clairvoyante ne recula point devant une mesure décisive. Très malade, n'espérant plus guérir, elle usa de l'autorité que lui conférait sur le général, non seulement sa tendresse maternelle, mais encore sa réputation de sagesse, pour lui faire jurer qu'il ne reverrait plus madame Kalergis. Et le général, ayant prêté ce serment, mit toute son énergie à le tenir en soldat...

La défection du général Cavaignac aurait consterné Marie Kalergis, au dire de madame Jaubert. Inconsolable d'avoir perdu son ami, le héros des journées de juin, elle aurait commencé par condamner sa porte afin de se livrer entièrement à sa douleur. Elle ne se soutenait qu'à force de thé et de cigarettes russes. Le sommeil la fuyait. Elle passait des nuits blanches à errer dans son appartement. Les larmes, les sanglots, les pâmoisons épouvantèrent. Puis, ce fut un accablement, une torpeur de mort que rien ne pouvait guérir. Enfin, cette furie calmée, elle aurait adressé à madame Jaubert quelques lignes plaintives :

Concevez-vous qu'on se laisse aller ainsi? Et la fortune, et l'ambition, et l'avenir?... Il repousse tout, comme il a repoussé mon affection [2]!

1. D'après le maréchal Canrobert. Cf. Germain Bapst, *le Maréchal Canrobert*, I, p. 503.
2. *Souvenirs de madame Jaubert*, p. 222-224.

Les regrets de Marie Kalergis eurent-ils jamais tant d'acuité? Nous hésitons à le croire. En ce même billet que madame Jaubert cite comme un aveu, il n'est question que de dîners, de réjouissances et d'auditions musicales. Loin d'être interrompue par un deuil, la vie mondaine de madame Kalergis bat son plein. La fée blanche s'excuse de ne pouvoir se transporter chez madame Jaubert le mercredi, étant priée ce soir-là chez le prince Poniatowski. Et mardi, ajoute-t-elle sur un ton détaché, elle dînera chez le Prince Président...

***

Après ces festins de l'Élysée, Marie s'en allait conter ses impressions à madame Jaubert. Et cette bonne âme de noter aussitôt sur son carnet, non sans une pointe d'ironie, les détails les plus suggestifs :

« Le futur empereur avait placé près de lui la lumineuse comtesse; le soir même, elle me confia qu'il lui avait adressé un compliment charmant sur son regard, en comparant ses prunelles à deux violettes de Parme. « Il sait parler aux femmes », ajouta-t-elle d'un air réfléchi[1].

En fait, malgré son attachement pour Cavaignac, madame Kalergis ne tenait point à se brouiller avec Louis-Napoléon. Les diplomates signalaient à leurs gouvernements sa présence à toutes les fêtes du Prince Président. Et plus d'un s'en félicitait. L'ambassadeur d'Autriche, revenant de dîner à l'Élysée entre madame Kalergis et lady Martin Joy, le 10 mars 1851, s'extasiait sur les perfections sculpturales de ses voisines, « deux statues d'albâtre, mais statues animées [2] »...

Quoiqu'elle feignît de maugréer contre ces « corvées réactionnaires », madame Kalergis n'en manquait pas une. Au fond, tout en restant libérale, elle avait très vite cessé de croire à l'avenir de la république. Dès que la lutte s'engagea entre le Prince Président et l'Assemblée, madame Kalergis pressentit la victoire de Louis-Napoléon. « Heureusement

1. *Souvenirs de madame Jaubert.*
2. Comte de Hübner, *Neuf ans de souvenirs d'un ambassadeur d'Autriche à Paris*, I, p. 12.

pour le Président, — écrivait-elle à son cousin Dmitri, — ses adversaires lui fournissent tous les prétextes possibles pour qu'il ose tout, et, en fin de compte, le monde appartient toujours aux audacieux [1]. » Chez elle, les officiers de la maison du Président, les initiés et les partisans fanatiques du coup d'État, comme le colonel Espinasse, prêchaient ouvertement le recours à la force [2]. D'après le comte de Hübner, elle applaudit aux « opérations de police un peu rudes » du 2 décembre. Et même, le soir du 2 décembre 1851, comme le ministre de Naples se présentait chez la princesse Lieven avec un visage défait, Marie donna le signal des éclats de rire. Deux mois plus tard, l'ambassadeur d'Autriche, voulant organiser chez lui un dîner d' « Élyséens purs », savait être agréable au ministre de la guerre et à madame de Saint-Arnaud en les invitant avec madame Kalergis.

Aussi les bonapartistes ne se scandalisaient-ils pas de ses velléités républicaines. La nièce du chancelier de l'Empire russe, la cousine du ministre de Saxe, l'amie intime de la princesse Lieven, pouvait-elle s'attarder de l'autre côté de la barricade? Allons donc! Simple caprice, lubie de grande dame, dont il convenait de sourire avec indulgence. Les artisans du Second Empire ne négligeaient aucun moyen de se concilier madame Kalergis. Ils l'étourdissaient de prévenances et d'hommages. Quand elle assistait à un défilé militaire, au Carrousel, au Champ-de-Mars ou bien à Satory, les aides de camp assignaient à sa voiture une place spéciale, bien en vue.

A la vérité, les relations s'espacèrent d'elles-mêmes, quand la cour, ayant émigré de l'Élysée aux Tuileries, crut devoir s'entourer d'une étiquette plus rigoureuse. Madame Kalergis n'en conserva pas moins à l'Empereur l'admiration qu'elle portait au Prince Président. Elle croyait fermement à son génie, de sorte que les critiques la choquaient comme une marque d'ignorance ou d'ingratitude [3].

1. Papiers Nesselrode, Archives des Affaires étrangères, lettre inédite, Kissingen, 30 juin 1851.

2. *Mémoires de Charles Bocher*, II, p. 144.

3. Contredite par Tourguénew, elle écrivait à sa fille : « Je me trouve en guerre avec tout le monde à propos de ce grand homme pour lequel mon

Richard Wagner s'en aperçut, lorsqu'il traversa Paris en automne 1853. Pour revoir madame Kalergis, qu'il n'avait plus rencontrée depuis la création du *Tannhäuser*, il s'en fut dîner rue d'Anjou. Mais à table, comme ses voisins échangeaient force pronostics sur la carrière merveilleuse de Napoléon III, il s'étonna tout haut que l'on fondât d'aussi vastes espérances sur un personnage incapable d'inspirer de l'amour à une femme [2]. Cette boutade jeta un froid parmi les convives, Wagner étant probablement seul à ignorer le culte de madame Kalergis pour Napoléon III.

Chez les artistes de son cénacle, plus d'un partageait son enthousiasme. Liszt saluait en Napoléon III une des plus nobles figures de l'histoire contemporaine. Quant à Hans de Bülow, tout « pianiste de la cour de Sa Majesté le roi de Prusse » qu'il était, et malgré les foudres des hobereaux prussiens et saxons auxquels il appartenait par sa naissance, il dédia bravement à Napoléon III l'*Ouverture héroïque* et la *Marche* qu'il avait composées pour le *Jules César* de Shakespeare...

Si véhémentes que fussent alors les adulations prodiguées à un souverain en qui l'on ne voit plus aujourd'hui que le vaincu de Sedan, madame Kalergis mettait une sourdine à l'expression de ses sentiments, vis-à-vis des orléanistes et des légitimistes. Cette modération de bon goût lui valut de ne point se brouiller avec eux.

Quelques semaines après le coup d'État, madame Kalergis osa ce que de bons juges, tels que mesdames de la Redorte, Le Hon, de Tracy et Delessert, estimaient impossible. La première, elle rouvrit ses salons. Et comme les Parisiens s'ennuyaient à périr, tout le monde s'y précipita. Le 4 mars 1852, un diplomate russe, M. Balabine, signalait au comte Dmitri Nesselrode cet événement capital :

Jeudi dernier, madame Kalergis ouvrait ses salons que les guerres intestines de ses nombreux amis l'avaient obligée de tenir fermés jusqu'à présent. Pour la première fois, on y voyait réunis, sous le même toit, MM. Molé, Albert de Broglie, madame d'Haussonville

enthousiasme n'a plus de bornes. » Cf. La Mara, *Correspondance avec la* comtesse Coudenhove, décembre 1863, p. 124.

1. Richard Wagner, *Mein Leben*, II, p. 597.

avec M. de Persigny et quelques aides de camp du Prince Louis, le tout entremêlé de Blacas, de Nadaillac, de Vogüé et d'autres de la même couleur. On ne s'est point tendu la main, bien entendu, mais la merveilleuse dextérité de la maîtresse de maison aidant, nul n'aurait deviné, s'il n'était dans le secret, qu'il se trouvait en présence des éléments les plus hostiles et que, s'il ne dansait pas sur un volcan, il marchait sur de la poudre. On eût pu croire que l'harmonie qu'on entendait — il y avait musique — était descendue des oreilles dans les cœurs [1].

L'harmonie était descendue des oreilles dans les cœurs!... Ne dirait-on pas que madame Kalergis avait renouvelé, en plein XIXe siècle, le fabuleux exploit d'Orphée?... Qu'importe si l'on évitait de se tendre la main chez elle!... Dans la vieille légende païenne non plus, les loups ne font pas la cour aux panthères, ni les lions aux ourses, pendant que s'épanche la mélodie de la grande lyre miraculeuse. Mais la douceur des chants pénètre peu à peu dans leurs esprits farouches, si bien que les monstres, immobiles et en silence, se résignent à respecter la trêve sacrée des Muses...

Victoire aussi éclatante qu'éphémère, qui ne durait pas au delà d'un air de Mozart ou d'un *Concerto* de Chopin... Tandis que des personnages de tout rang et de toute nuance se groupaient autour de son piano, madame Kalergis se faisait illusion. Elle n'observait pas que M. de Rémusat affectait de ne pas reconnaître M. de Persigny; mais elle se flattait d'avoir accompli un tour de force interdit à une Française, une prouesse que même la plus experte, la plus subtile, la plus tenace des étrangères, Dorothée Lieven, n'avait réussi qu'à moitié.

Marie Kalergis vécut alors dans une longue fête. Durant ce mois de mars 1852, les cercles aristocratiques ne s'entretinrent que des raouts musicaux et politiques de la rue d'Anjou. Chacun voulait approcher cette femme extraordinaire que ses amis et compatriotes dépeignaient comme le

1. *Souvenirs et papiers du comte Charles de Nesselrode*, t. X, p. 175. — M. Balabine a fait le récit de cette réception en termes presque identiques dans le second volume de son journal, encore inédit, que M. Georges Daudet a bien voulu nous communiquer : « Ier Mars 1852. Je dois dire un mot sur une soirée de musique donnée jeudi dernier par madame Kalergis : 80 personnes environ, une demoiselle Lagrua qui va débuter à l'Opéra et une demoiselle Krauss, pianiste... ».

type accompli de la Polonaise. Dans leur enthousiasme, ils ne parlaient d'elle qu'en style de cantate. Fort heureusement, elle leur donnait raison, quand elle apparaissait « dans une robe blanche toute vaporeuse, une large ceinture rouge flottant autour de la taille, une écharpe en dentelle blanche avec une rose dans ses cheveux dorés. Le dessin de ses traits était régulier, la bouche fine, les yeux bleus et vifs, le teint éblouissant de blancheur, la taille élevée, bien faite, grasse sans l'être trop, le cou long, se dégageant avec élégance des épaules larges mais admirablement découpées, la tête petite et élégante, sur toute sa personne un air de grande dame [1]... » Et un observateur qui ne se laissait pas facilement subjuguer par les femmes, le prince Clovis de Hohenlohe, celui-là même qui fut plus tard ambassadeur à Paris et chancelier de l'empire allemand, écrivait alors : « Parmi les dames dont j'ai fait jusqu'ici la connaissance, madame Kalergis se distingue par sa beauté [2]... ».

***

Cependant, ses amis se demandaient tout bas quelle pouvait être la vie intime d'une femme tant courtisée. Livrée à elle-même en un monde où ses succès, sa beauté resplendissante, le cœur le plus vibrant, une fantaisie sans frein multipliaient les tentations, pouvait-elle renoncer définitivement au bonheur qui lui manquait? Pouvait-elle, parmi les hommages qui s'élevaient autour d'elle comme un parfum et comme une musique, écouter du matin au soir tant de discours passionnés, recevoir les implorations de regards aussi brûlants, sans ressentir le moindre trouble?

Un diplomate anglais, fonctionnaire réfléchi et circonspect, sir Horace Rumbold, affirmait que madame Kalergis avait déjoué jusqu'au bout les embûches de l'amour. « Soit que cette créature merveilleusement brillante eût la froide impassibilité du marbre où elle semblait sculptée; soit qu'elle fût

1. Vicomtesse de Janzé, *Études et récits sur Alfred de Musset*, Paris, Plon, 1381, p. 208-208.

2. Paris, 15 décembre 1850, *Mémoires du prince Clovis de Holenlohe*, Paris, Gonard, 1909, t. I, p. 74.

préservée par cet instinct de dignité et de pureté, privilège inné des femmes les plus nobles, j'ai la ferme conviction qu'elle a su traverser indemne les hasards d'une existence bien singulière. Elle avait, peut-être, encore plus d'imagination que de sentiment [1]. »

Sir Horace Rumbold reproche à madame Kalergis d'avoir rêvé d'une affection strictement platonique. Il lui reproche de n'avoir pas compris qu'elle faisait ainsi son propre malheur et le désespoir d'autrui. Hélas! pourquoi s'acharnait-elle après un paradis artificiel avec cet appétit de chimères qui tourmente si bizarrement l'intelligence des Slaves?

Tandis que cet Anglo-Saxon proclamait de bonne foi la pureté de madame Kalergis, beaucoup de Parisiens souriaient d'un air fin et sceptique. Dans les pays de race latine, quand une jeune femme séparée de son mari est très belle, on doute qu'elle supporte longtemps les tristesses de la solitude. Après le don de la *Symphonie en blanc majeur*, on s'attendait à la voir récompenser Théophile Gautier. Mais madame Kalergis n'y songea pas une minute. Et comme son indifférence sautait aux yeux, les recherches s'orientèrent dans un autre sens, car les Parisiens eussent admis n'importe quelle aberration, plutôt que d'attribuer à madame Kalergis une vertu inexpugnable.

On observa qu'elle subissait l'ascendant de Cavaignac. Mais le dictateur cessa bientôt de la voir, et ce qu'on murmurait de l'interdiction imposée par madame Cavaignac mère, sans compter le mariage du général, fit croire que ce roman n'avait jamais dépassé les premiers chapitres.

Les curieux se rabattirent sur Alfred de Musset. Ne le rencontrait-on pas très régulièrement chez madame Kalergis, tandis qu'on gémissait ailleurs de ses absences? Madame Jaubert, certaine d'avoir deviné l'énigme du « sphinx blanc », en colporta le mot partout : oui, c'était bien Alfred de Musset! La nouvelle voltigea rapidement de bouche en bouche. Et plusieurs la crurent. Mais avec le temps, il fallut reconnaître que l'on faisait fausse route. Musset quittait son air maussade en entrant chez madame Kalergis, et Marie l'accueillait chaque fois avec un empressement joyeux : oui certes, et

1. Sir Horace Rumbold, *Recollections of a Diplomatist*, t. I, p. 221-222.

chacun s'en apercevait. Mais qu'il y avait loin de ces relations amicales à une liaison d'amour! Les mauvaises langues, de guerre lasse, finirent par se taire, et le « sphinx blanc » garda son secret.

Cependant, il existait alors, à Paris, un homme d'âge et d'expérience qui faisait collection pour ses mémoires des plus vains bavardages. Toute rumeur paraissait vraisemblable au comte Horace de Viel-Castel, pourvu qu'elle fût désobligeante. Avec quels transports ne commençait-il pas un alinéa par une phrase de ce genre : *J'ai su aujourd'hui un très grand scandale qu'on se raconte sous le manteau!...* Il aimait la calomnie comme un savant aime la science, comme un philosophe aime la sagesse...

Or, d'après M. de Viel-Castel, non seulement madame Kalergis se serait prêtée aux fantaisies libertines d'Alfred de Musset, mais on lui aurait découvert une aventure avec un jeune révolutionnaire du faubourg Saint-Antoine. Ce parfait héros de roman-feuilleton, démagogue pendant la nuit, se métamorphosait de jour en un inoffensif commis de magasin.

Ce n'est point tout. M. de Viel-Castel affirme que la « princesse Kalerdjy » et deux de ses cousines auraient fondé, sous la haute direction d'Alexandre Dumas fils, une sorte d'association secrète en vue de leurs plaisirs. Mais ici, le malveillant chroniqueur estropie les noms de façon tellement bouffonne qu'il trahit son ignorance. M. de Viel-Castel n'a jamais rien su de madame Kalergis ni de ses prétendues complices. Tous ces racontars ont été récoltés par lui uniquement pour leur noirceur et parce que, les voyant si venimeux, il eût été inconsolable de ne pas leur trouver une place en son armoire aux poisons. Quant à Alexandre Dumas fils, très épris de la comtesse Dmitri Nesselrode pendant les années 1849 à 1850, il a fait un portrait extrêmement respectueux de madame Kalergis dans son roman autobiographique *La Dame aux perles*. Et tout Paris put reconnaître madame Kalergis sous les traits de « cette belle cousine... qui vivait retirée du monde au sein du monde même [1]... et dont la vie,

1. Alexandre Dumas fils, *la Dame aux perles*, Paris, Librairie nouvelle, 1857, p. 133.

toute jeune encore, était déjà un poème d'amour poétique, de résignation et de dévouement [1]... »

Entre ces deux témoignages contraires, l'un émanant de sir Horace Rumbold, fort lié avec madame Kalergis, l'autre du comte Horace de Viel-Castel, qui ne l'avait jamais vue, l'hésitation n'est point permise. Certes nous ne garantirons pas la sagesse de la fée blanche avec autant d'assurance que sir Horace Rumbold. Mais il est certain que madame Kalergis n'a point mis le public dans la confidence de ses caprices. On ne lui connaît ni galanteries faciles, comme à la princesse Bagration, ni liaisons solennelles, comme à la princesse Lieven. Les poètes déploraient sa sérénité hautaine. Ils la tenaient pour implacable, et Théophile Gautier se demandait même si quelque chose d'humain battait sous cette armure étincelante :

> Sous la glace où, calme, il repose,
> Oh! qui pourra fondre ce cœur!
> Oh! qui pourra mettre un ton rose
> Dans cette implacable blancheur!

Le caractère altier et vraiment royal de sa beauté pouvait, d'autre part, décourager les empressements vulgaires. Heine la jugeait trop majestueuse, quand il la surnommait « la cathédrale de l'amour ».

C'est ainsi qu'un piquant minois a souvent plus de succès qu'une beauté sculpturale. Un biscuit du XVIIIe siècle trouve plus d'amateurs qu'un marbre grec. L'admiration, passé un certain point, impose aux cervelles légères un fardeau insupportable. Et justement, il entrait trop de respect dans l'admiration que suscitait Marie Kalergis.

Bref, la fée blanche ne fut peut-être pas une sainte selon l'idéal de madame Swetchine. Mais elle n'avait pas non plus la prétention de faire refleurir, sous Louis-Philippe et Napoléon III, les vertus de la *Légende Dorée*. Au XIXe siècle, le nombre des saintes est infiniment petit. Ce qu'on peut affirmer sans risque d'erreur, c'est que madame Kalergis fut irréprochable selon le monde.

1. *La Dame aux perles*, p. 83.

VIII

LA DIPLOMATIE EN CRINOLINE

La renommée de madame Kalergis eut à souffrir plus sérieusement de certaines insinuations perfides auxquelles les âmes naïves trouvaient un air de vraisemblance. A mesure qu'elle se passionnait davantage pour des querelles strictement françaises et qu'elle attirait chez elle, avec un empressement suspect, force ministres, parlementaires, journalistes et fonctionnaires, on chuchotait qu'une curiosité aussi vorace ne pouvait être désintéressée et que la nièce du chancelier de l'Empire russe devait sûrement appartenir à cet essaim d'informateurs que le tzar Nicolas Ier avait lâché sur Paris.

Certes, lorsqu'on accusait madame Kalergis de renseigner son oncle Nesselrode, on la classait dans la catégorie la plus élevée des informateurs. Mais elle n'avait pas, comme la princesse Lieven, l'excuse d'avoir figuré jadis dans une ambassade officielle, et l'on sait que le public n'aime guère les simples particuliers qui se mêlent de faire le métier des diplomates. C'est pourquoi les mêmes personnages qui ne refusaient pas l'absolution à la princesse Lieven, ex-ambassadrice, bientôt septuagénaire, incapable de vivre sans un certain « fumet d'affaires », jetaient feu et flammes à l'idée que la jeune et belle madame Kalergis exploitait peut-être leur confiance au profit du cabinet de Pétersbourg.

Ainsi, d'après madame Jaubert, Berryer demeurait « absolument insensible aux charmes et aux agaceries que lui prodiguait madame Kalergis ». Encore tout ému du piège dans lequel avait failli l'attirer, plusieurs années auparavant, une autre beauté russe, il s'était juré, mais un peu tard, de se conduire avec prudence. Il n'en appréciait pas moins la grâce de madame Kalergis, car il restait friand « des brillantes étrangères que leur naissance ou leur situation acquise mettait en évidence [1] ». D'ailleurs, tout le monde ne partageait pas ses préventions. Si l'orateur légitimiste se tenait sur ses

1. Vicomtesse de Janzé, *Berryer, souvenirs intimes*, Plon, Paris, 1881, p. 173.

gardes, un homme d'État plein d'expérience, le comte Molé, traitait madame Kalergis en amie et ne craignait pas de causer politique en sa présence.

Qui des deux avait raison? Et que faut-il penser des artifices de la fée blanche?

Cette question demeurait sans réponse, tant que l'on ne possédait de madame Kalergis que ses épîtres à sa fille et à Liszt, où la politique ne tient que peu de place. Mais depuis que le comte A. de Nesselrode, éditeur des souvenirs et papiers de son grand-père, le chancelier, a déposé au ministère des Affaires étrangères français la correspondance inédite de sa famille, il n'y a plus aucune imprudence à se prononcer sur l'activité diplomatique de madame Kalergis.

***

Eh bien! les contemporains se sont singulièrement mépris sur le rôle de cette jeune femme. Pendant les dix premières années de sa vie indépendante, elle visait, avant toutes choses, à se « faire une position » et à préparer à sa fille une existence plus heureuse que la sienne. C'est à quoi elle se flattait de parvenir en élargissant le plus possible le cercle de ses relations, tout en conservant les bonnes grâces de son oncle le chancelier.

Désireuse de distraire ce vieillard, elle lui rendait compte de ses voyages. Ses narrations, grâce à leur allure primesautière ne faisaient pas double emploi avec les *lettres vertes* de la princesse Lieven, encore moins avec les dépêches officielles de l'ambassadeur de Russie. Le comte Nesselrode les communiquait souvent, avec force éloges, à son fidèle ami, le baron Pierre Meyendorff. Peut-être en a-t-il soumis de courts extraits à Nicolas Ier, mais rien n'autorise cette hypothèse. En tout cas, les ambitions de Marie ne dépassaient guère le cadre de sa famille. Quel orgueil, lorsque le chancelier en personne lui faisait compliment de sa finesse et se plaignait de la lire trop rarement!...

Elles sont rares, mais elles sont charmantes, les lettres de la fée blanche. La tienne, chère Marie, nous a tous ravis. Pendant six

mois de l'année, je me fâche. Je te revois, une lettre de toi arrive, et tout est oublié [1]...

Puisqu'on l'exhortait à écrire le plus possible, elle griffonnait ses lettres au petit bonheur, sans aucune recherche de style. En été, les Nesselrode se faisaient une fête d'aller rejoindre Marie aux stations thermales d'Allemagne ou d'Autriche, à Bade, Kissingen, Ems, Schlangenbad, Gastein ou Ischl, car les récits de la jeune femme suffisaient à chasser l'ennui que dégagent les villes d'eaux. Tandis que le chancelier écoutait, dans un paisible enchantement, les histoires de cette nouvelle Sheherazade, la comtesse Charles, elle-même, complètement reconquise, s'extasiait sur les talents de sa nièce Kalergis. Le 21 juillet de cette année 1849 si fertile en révolutions et qui fut la dernière de sa vie, la vieille dame écrivait :

Marie Kalergis est des nôtres depuis avant-hier; elle a fait son voyage sans la moindre difficulté, elle a vu des troupes et a traversé les lieux où l'agitation règne le plus sans avoir à en souffrir... Marie est du plus haut intérêt, c'est une histoire vivante de tout ce dont elle a été le témoin, il n'y a pas de dépêches qui puissent mieux satisfaire la curiosité de ses récits. Meyendorff prétend que c'est une sirène et qu'on ne peut faire une bonne cure dans sa société [2]...

Ainsi, non contente de fermer les yeux sur la vie errante et plutôt tourmentée que sa nièce menait depuis dix ans l'épouse du chancelier lui décernait un brevet de compétence politique.

***

Il faut bien ramener ces succès de famille à leurs justes proportions. La correspondance publiée ou inédite de madame Kalergis justifie assez mal la réputation que lui faisaient ses parents et amis. La plupart de ses missives au comte Charles Nesselrode, celles-là mêmes qui auraient dû offrir un intérêt capital, ne contiennent qu'un verbiage affectueux ou spirituel, à telles enseignes qu'on se demande si le chancelier n'a pas pris soin d'en détruire les plus significatives. Madame

1. Papiers Nesselrode, archives des Affaires étrangères, lettre inédite du chancelier Nesselrode à madame Kalergis, Pétersbourg, 16, 28 avril 1860.

2. *Souvenirs et papiers du comte Charles de Nesselrode*, t. IX, p. 269-270.

Kalergis n'échangeait pas avec son oncle des dépêches diplomatiques. Elle écrivait à la diable des lettres auxquelles on trouvait la beauté du diable et qui passaient ensuite de main en main, non pas à cause de leurs révélations, mais parce qu'elles étaient aimables et amusantes.

Citons, à titre d'exemple, ce qu'elle mandait à son père, le 16 mai 1860, en débarquant à Vienne [1] :

Chaleur, poussière, famine, voilà mes impressions de voyage... Arrivée ici après avoir dormi toute la nuit dans le wagon, j'ai trouvé un climat délicieux, ma chambre (au *Roemischer Kaiser*) remplie de bouquets des plus belles fleurs et, sur ma table, des billets de loges pour tous les théâtres...

Heureuse de l'excellent accueil qu'elle reçoit à Vienne, elle décrit sa vie chez la princesse Schoenburg, chez les Schwartzenberg et surtout au palais Dietrichstein. Le temps est magnifique; les rues regorgent de jolies femmes qui ne pensent qu'à se divertir, et, sans l'expédition Garibaldi, nul ne se soucierait de politique. « En un mot, si l'Autriche croule, il faut venir à Vienne pour ne pas s'en apercevoir. »

A l'inauguration du monument de l'archiduc Charles, Marie Kalergis se trouve placée dans la tribune diplomatique, à côté de l'ambassadeur de France. Tout près, le nonce du Pape cause amicalement avec le prince Callimachi, ambassadeur de Turquie. Et quand l'empereur vient dire quelques mots au nonce en italien, Marie Kalergis en profite pour l'examiner à loisir : décidément, François-Joseph a l'air triste et prématurément vieilli. Puis, non loin du corps diplomatique, elle aperçoit la tribune particulière des vétérans, que préside le maréchal Wallmoden, âgé de quatre-vingt-douze ans, entouré du maréchal Nugent, âgé de quatre-vingt-trois ans, et du terrible maréchal Radetzky, l'ancien tyran de la Lombardie.

Le soir même de son arrivée à Vienne, le comte Rechberg, ministre des Affaires étrangères, l'invite dans sa loge, au

1. Papiers Nesselrode, archives des Affaires étrangères, lettre citée par le comte Frédéric Nesselrode au chancelier, Varsovie, 19 mai 1860. Cette lettre est en grande partie inédite. Un fragment en a toutefois paru dans *Souvenirs et papiers du comte Charles de Nesslrode*, mais avec une erreur de date : 1er juin 1853, au lieu de 1860. Cf. t. IX. p. 226-228.

théâtre de la Burg. Elle se félicite d'avoir réussi à joindre cet homme d'un accès difficile. Enfin, passant aux événements politiques, elle annonce :

Le Reichsrath va se réunir après-demain. Les séances ne seront pas publiques, mais on publiera les protocoles, sans en rien retrancher. L'on a bon espoir, mais il y a des difficultés insurmontables en ce qui concerne la Hongrie. On ne saurait croire à quel point l'esprit constitutionnel a pris racine chez eux. Tout ce qu'on leur accorde, fût-ce même dans le sens de leurs anciennes traditions, leur semble insuffisant et même illégal. Ils redemandent tout, ou bien n'acceptent rien...

J'ai vu hier le comte d'Escars (marié à la comtesse Lebzeltern), légitimiste et proche parent du maréchal Mac-Mahon. Il arrive directement de Paris et assure que présentement l'empereur Napoléon n'a rien autre chose en tête qu'une invasion en Belgique et sur le Rhin, qu'il n'en fait pas mystère et qu'on discute les moyens d'agression. Je ne rapporte cela que parce que le comte d'Escars est un personnage, mais j'ai de la peine à y croire. Cela ressemble si peu à Napoléon!... Mais d'un autre côté... peut-on mentir à ce point?

Pour terminer, il faut que je vous communique un mot de Rothschild. Le comte Tassilo Festeticz le consultait sur le placement d'une somme considérable.

— Monsieur le comte, — lui dit-il, — voulez-vous votre capital sans intérêts, achetez des terres. Voulez-vous des intérêts sans capital, achetez des actions.

La scène se passait à Paris, mais c'est vrai pour l'univers entier.

Le comte Frédéric, ayant recopié de sa main les morceaux les plus curieux de cette chronique, les envoyait à son cousin le chancelier avec cet avant-propos : « Voici quelques extraits de la dernière missive de Marie qui peuvent avoir quelque intérêt pour vous. »

Ainsi madame Kalergis triait avec goût les dernières nouvelles des parlements, des cabinets et des cours; elle les panachait d'anecdotes piquantes; puis, ayant assaisonné ce mélange d'une poignée d'informations mondaines, elle en confectionnait une espèce de salade russe, propre à stimuler l'appétit de quelques vieux gourmets de chancelleries. Pourquoi s'alarmer d'un passe-temps inoffensif? Dans le salon international qu'était l'Europe avant la constitution de l'unité italienne et allemande, on pouvait écouter avec indulgence ce gentil babillage d'une femme à la mode, fière de montrer à ses proches qu'elle avait réussi à étendre ses

relations, par la seule supériorité de son esprit, jusqu'aux ministres et chefs de gouvernements.

***

Madame Kalergis n'était donc pas un agent secret du tzar.

Au reste, en admettant même qu'elle fût affiliée à la diplomatie occulte de Nicolas Ier, sa mission n'aurait pas manqué de prendre fin avec la guerre de Crimée.

La rupture de la France et de l'Angleterre avec la Russie éclata, pour toutes ces dames, comme un coup de tonnerre. La princesse Lieven n'avait pas cessé de garantir à la Tzarine que pareille catastrophe ne viendrait jamais à se produire. Son optimisme s'accordait si bien avec les vues personnelles du tzar, que Nicolas Ier tançait son ambassadeur à Paris, M. Kisselew, de lui transmettre des informations inutilement inquiétantes.

Mais l'Égérie de M. Guizot, privée de tout contact avec les dirigeants français, à partir de 1848, ne touchait au nouveau gouvernement que par Marie Kalergis. Encore ne la croyait-elle qu'à demi, se défiant de son incorrigible penchant à l'enthousiasme. Depuis son retour d'Angleterre, elle s'obstinait à puiser ses informations dans un cénacle de diplomates étrangers, toujours les mêmes, et chez des royalistes tellement désireux de réconcilier les deux branches de la maison de France qu'ils en oubliaient des problèmes plus urgents. Condamnée à partager leur aveuglement, puisqu'elle ne voyait que par leurs yeux, elle se figurait que l'empereur des Français, mal assuré sur son trône, n'oserait jamais passer des menaces à l'exécution. Napoléon III lui infligea un démenti terrible, le jour où il tira l'épée. Et c'est pourquoi l'impératrice Eugénie ne ménageait pas les critiques aux salons russes de Paris, après la rupture. Elle déclarait péremptoirement au maréchal de Castellane :

Oui, c'est cette ambassade de femmes qui a fait la guerre. Les personnes importantes qui allaient dans les salons de mesdames de Lieven, Narishkine, Kalergis, disaient que la guerre était impossible, qu'il y aurait trop d'intérêts en jeu, que l'industrie était poussée trop loin pour que la guerre pût avoir lieu. Kisselew, croyant que l'Empereur

était très capable de la faire et que l'alliance anglaise était probable, écrivait dans un sens opposé. Cela lui valut des avertissements de sa cour. Il n'osait plus s'exprimer, ou du moins, il n'exprimait plus que timidement son opinion [1].

Ces accusations étaient-elles fondées? L'ambassade féminine avait-elle vraiment « fait la guerre »?

Que de fois l'ex-impératrice a dû regretter ces imprudentes paroles pendant les cinquante dernières années de sa vie, alors que le destin avait si impitoyablement frappé en elle la souveraine, l'épouse et la mère! Qu'on se garde bien de rejeter sur les femmes l'odieux du sang répandu : ce sont les hommes qui déclarent la guerre, et quand ils prétendent ne pas en avoir eu l'initiative, ils se couvrent de ridicule. En 1854, bien loin de souhaiter un conflit armé, les dames russes de Paris l'estimaient impossible : tout leur crime se réduisait à une erreur d'appréciation. Leur reprocherait-on de s'être substituées aux conseillers responsables du Tsar? Oui certes, mais alors l'impératrice Eugénie était malvenue à leur en faire grief, puisque Napoléon III suivait à cet égard les mêmes méthodes que Nicolas Ier, au grand désespoir des représentants de la France à l'étranger. Les Tuileries avaient leur « secret de l'Empereur », tout comme le Versailles de Louis XV avait eu jadis son « secret du Roi ».

La princesse Lieven expia cruellement son imprévoyance. Eplorée et gémissante, elle dut quitter son cher entresol de la rue Saint-Florentin et se réfugier à Bruxelles, le moins loin possible de M. Guizot. Or, pendant ce temps, personne ne songeait à expulser madame Swetchine, cette mère de l'Église, ni même la princesse Bagration, devenue sujette britannique par son second mariage. C'est à Bruxelles que Marie Kalergis retrouva la princesse Lieven au mois de septembre 1854. Elle écrivait à son cousin Dmitri Nesselrode que sa vieille amie, entourée des épaves de l'ambassade russe de Paris, faisait effort pour se résigner à son exil :

Nous avons ici Seebach, Kisselew, Baïabine et la pauvre princesse Lieven, que je console deux fois par jour. Elle a pourtant foi dans

1. Cf. *Journal du maréchal de Castellane*, t. V, p. 113.

l'avenir, puisqu'elle vient de faire un nouveau bail de neuf ans, avec Rothschild, son avide propriétaire [1].

***

Plus heureuse, car elle n'avait point perdu les bonnes grâces de Napoléon, madame Kalergis obtint sans difficulté l'autorisation de séjourner en France pendant la guerre, Le général marquis de Castelbajac, ambassadeur de France à Pétersbourg, avait mandé à M. Thouvenel que cette belle dame n'hésitait pas à prendre ouvertement et très chaleureusement le parti de la France chez son oncle Nesselrode.

Si nous avons des ennemis, nous avons aussi des défenseurs, et de la plus belle espèce. Avant-hier, dans un dîner chez M. de Nesselrode, la femme d'un ministre allemand disait que ses enfants et elle-même s'étaient fort amusés, la veille, chez lady Seymour. « Comment, — dit un courtisan très connu, un peu en riant, à la vérité, — vous avez conduit votre famille en Angleterre? » La dame est Italienne et très connue de vous, mon cher collègue. Elle répondit qu'elle n'était l'ennemie ni de la France ni de l'Angleterre. Là-dessus, moitié en riant, moitié sérieusement, on parla politique, et madame Kalergis (nièce du chancelier Nesselrode) prit chaudement le parti de la France, mais surtout de l'empereur Napoléon et de l'impératrice Eugénie. S'adressant à M. de Seniavine, moscovite et orthodoxe pur sang : « Vous ne semblez pas de mon avis? dit-elle. — Pas tout à fait, je l'avoue. — Eh bien, repartit madame Kalergis, vous avez tort, car tout ce que je viens de dire de l'empereur Napoléon et de l'impératrice Eugénie, comme homme, comme femme, comme souverains, est de la plus exacte vérité et je ne puis en rabattre. » M. de Nesselrode mit fin à la discussion en plaisantant l'*animation* de sa nièce contre Seniavine, mais sans la moindre mauvaise humeur et en approuvant tout le bien qu'elle dit de l'empereur et de l'impératrice [2].

Cette anecdote fit la meilleure impression aux Tuileries. D'autre part, le diplomate chargé des intérêts russes en France, après le départ de l'ambassade, n'était autre que le baron Seebach, ministre de Saxe royale et cousin par alliance de Marie Kalergis. Il était fort en faveur auprès de l'Empereur et de l'Impératrice, qui appréciaient sa bonhomie et sa finesse.

1. Papiers Nesselrode, archives des Affaires étrangères, lettre inédite du 16 septembre 1854.

2. Lettre du 9 janvier 1854, cf. L. Thouvenel, *Nicolas Ier et Napoléon III*, Paris, Calmann-Lévy, 1891, p. 300-301.

L'air éveillé, très bon enfant, paraissant Français plutôt que Saxon, le visage respirant la franchise, il n'avait rien du caractère un peu gourmé des diplomates allemands [1].

Il aidait loyalement Napoléon III à maintenir entre les belligérants ces ménagements, ces procédés généreux, ces traditions courtoises et chevaleresques qui étaient autrefois l'honneur et la dignité de la guerre. Enfin, le jour où le baron Seebach vint faire au comte Walewski des ouvertures décisives en vue de la paix, il eut à Paris cet immense succès qui accompagne partout les messagers des heureuses nouvelles... Il avait donc beau jeu pour plaider la cause de madame Kalergis. La permission fut accordée de bonne grâce, et madame Kalergis rentra à Paris en octobre 1854.

Grande fut la joie parmi ses nombreux amis qui craignaient de ne point la revoir avant la fin de la guerre. Mais soit qu'elle eût mûri depuis 1848, soit qu'on lui eût fait la leçon, Marie déclara tout net qu'elle venait seulement embrasser sa fille, élevée au couvent des Oiseaux, et qu'elle mènerait une existence fort retirée. Elle tint parole, ne recevaut qu'un petit nombre d'intimes, choisis parmi les plus indispensables, et les quelques artistes dont elle ne pouvait se passer. D'ailleurs, accablée par la lecture des bulletins militaires, elle ne jouissait de rien, ainsi qu'elle l'avouait à Liszt :

Les événements de la guerre laissent tout en suspens. Cette lutte désastreuse et stérile m'inspire une invincible horreur. Nous sommes à la onzième heure. On pourrait encore y mettre fin; la victoire morale du catholicisme en Orient réparerait dans l'avenir les maux déchaînés par la folie humaine, mais si l'esprit d'orgueil souffle sur les Tuileries, nous en aurons pour longtemps encore, et je vois la décadence faire suivre des catastrophes sans une réservation... A Paris, je n'ai rien entendu qui m'ait ébranlée... Félicien David m'a fait entendre des fragments de son opéra, *La Fin du Monde*. Sujet tiré de l'*Apocalypse* par M. Méry... M. Méry et l'*Apocalypse*!... En somme, il n'y a pas grand monde à admirer. Les généraux, les diplomates, etc., pataugent dans le médiocre : les fautes des uns font tout le succès des autres. La Providence avait permis une longue paix, sans doute afin qu'elle fût féconde. On n'en a guère profité, car je n'appelle pas progrès la victoire de l'homme sur la nature et ce développement matériel dont notre siècle est si vain [2]...

1. *Mémoires de Charles Bocher*, t. II, p. 365.
2. La Mara, *Briefe hervorragender Zeitgenossen an Franz Liszt*, Leipzig, Breitkopf et Haertel, 1895, 8 février 1855 (et non 1854) I, n° 210, p. 317-319.

Marie Kalergis craignait surtout que l'Autriche, oublieuse des services rendus par la Russie pendant la période révolutionnaire de 1848 à 1849, ne sortît brusquement de la neutralité en faveur des cabinets de Londres et de Paris. Aussi conjurait-elle ses parents russes de ménager à tout prix, l'Autriche, plutôt que de fournir un nouvel allié à la coalition ennemie.

Il y a une chose, cependant, dont je reste sûre, c'est que la neutralité de l'Autriche les embarrasse plus qu'ils ne veulent l'avouer et qu'ils ne le savent eux-mêmes. Au nom du Ciel, conservez-la! Faites-leur des avantages de commerce, de navigation, presque de territoires; gardez la marque de l'amitié quoi qu'ils fassent, ne leur déclarez pas la guerre et mettez-les dans l'impossibilité de la commencer! Tout est là; sinon, les conséquences seraient incalculables, et on pourrait bien, quelque jour, lâcher la Galicie en échange des Principautés [1].

Toutefois, malgré sa tristesse, elle rendit visite à son ami, le comte Molé, et c'est du château de Champlatreux qu'elle écrivit à son cousin Dmitri Nesselrode, le 4 novembre 1854, cette lettre plutôt malicieuse :

Votre lettre du 26, mon cher Dmitri, me trouve à Champlatreux, où rien ne justifie vos prévisions. Dans ce manoir solennel, la reproduction est nulle, malgré les efforts des deux ménages La Ferté et d'Ayen, qui voudraient bien offrir des petits-enfants à M. Molé. En revanche, on n'y songe pas à anéantir la Russie.

Je m'aperçois même d'une partialité mal dissimulée en faveur des assiégés de Sébastopol. Le chauvinisme ne va point jusqu'à s'identifier aux doctrines des aigles impériales. Nous attendons chaque soir l'arrivée du courrier avec une vive émotion, mais sans hostilité, et les vœux que je forme tout haut ne choquent personne.

Mon séjour à Paris est ainsi des plus tranquilles. Je vis de musique, de littérature, entourée d'un petit nombre d'amis parlementaires qui viennent me soigner à la française, de quatre à six. Ils gémissent des mœurs de la guerre et s'occupent davantage de la prochaine séance de l'Académie que de la prise de Sébastopol. C'en est même drôle! On dirait, au milieu des fléaux qui désolent le monde, un Décaméron d'épiciers littéraires et rentiers...

Peut-être le printemps me ramènera-t-il vers vous. Je ne le ferai, cependant, que si cela se concilie avec mes devoirs de mère et mes nécessités d'économie. Ma fille est désolée de mon prochain départ et ne s'est calmée qu'à la promesse de me voir revenir en avril. Les

1. Papiers Nesselrode, archives des Affaires étrangères, lettre inédite de madame Kalergis au comte Dmitri Nesselrode, Bruxelles, 16 septembre 1854.

premiers jours de décembre, je me mets en route pour Varsovie. D'ici là, je continuerai mon modeste genre de vie; les personnes officielles ne me recherchent pas, et je les écarte. On me trouve très enragée, et cependant, auprès de Marie Seebach, je passe pour tiède.

L'empereur Napoléon s'impatiente des lenteurs du siège; il est sombre et silencieux, embarrassé peut-être de l'avenir. Rien ne l'affaiblira dans le pays, mais des vices et l'entêtement à poursuivre la guerre pourraient lui nuire dans l'esprit public, qui lui est aujourd'hui merveilleusement favorable. La stérilité d'Eugénie les chagrine tous deux. Le prince Napoléon n'a aucune foi dans l'avenir et refuse de chercher femme. A moins d'un échec honteux, on se jettera en hiver dans la voie des négociations. Si Sébastopol est pris, ou seulement détruit, l'Angleterre sera satisfaite et proposera des conditions très modérées, afin que, si on les rejette, les contingents futurs retombent de tout leur poids sur le gouvernement russe. Ce serait là une véritable bonne fortune pour l'empereur Napoléon. Il aurait encore une fois l'approbation du pays et le plaisir de commander une armée sur le Rhin contre la Prusse récalcitrante.

Les plaisirs de la capitale sont médiocres, en ce moment. On se marie, preuve de détente. Deux ou trois moutards songent à épouser des Mogador. Les précédents font école...

L'Empereur vient d'envoyer à l'armée le petit G..., pour l'empêcher de donner son nom et deux cent mille francs de rente à mademoiselle Constans. La famille, toute légitimiste, a dû recourir à l'intervention arbitraire de l'*usurpateur* pour éviter un scandale, et mademoiselle Constans est enfermée à Saint-Lazare. Le lion à la mode, qui séduit toutes les femmes, est un petit duc de V... dont on cite de fort laides aventures...

Dites à mon oncle que M. Molé qui aime et cultive les fleurs veut lui faire hommage par mon entremise de quelques boutures de *passiflora*, dont il est très fier. Je n'en avais jamais vu de pareilles, d'un rouge violet et très odoriférantes. Demain, le jardinier de céans organisera cette expédition ou la remettra au printemps, s'il juge la saison trop avancée...

A propos, votre rêve de portrait va s'accomplir. Un artiste de grand talent s'est enthousiasmé de ma triste personne et veut me produire à l'exposition, persuadé, dit-il, que je ferai sa réputation. C'est presque fini, et on le trouve admirable...

Quelle surprise pour des esprits tout frémissants encore des souvenirs de 1870 et de 1914 que de voir la nièce du chancelier de Russie paisiblement installée à Paris, tandis que les troupes françaises se font tuer sur la mer Noire! On croit rêver en apprenant que cette belle dame recevait à Champlatreux l'hospitalité du comte Molé, ancien ministre de Louis-Philippe, ancien pair de France, membre de l'Académie

Française, qui se préoccupait de faire tenir des boutures de *passiflora* au chancelier de l'Empire russe, alors que les batteries de Sébastopol crachaient encore la mitraille. Eh bien! nul ne s'en étonnait, en ce temps-là... Canrobert, lui-même, se réjouissait de recevoir en Crimée une lettre par laquelle madame Kalergis l'assurait des sentiments d'admiration et d'estime du comte Molé pour sa personne[1].

Pourtant, il y eut un peu de surprise quand la princesse Lieven obtint du gouvernement l'autorisation de rentrer à Paris. « Hier, malgré la guerre, — écrivait le baron de Hübner le 31 décembre 1854, — la princesse de Lieven est revenue et redescendue dans son ancien appartement, rue Saint-Florentin. Le prétexte est l'état de sa santé; la vérité, c'est qu'elle ne peut vivre qu'à Paris. »

La vérité, c'est que jamais deux peuples ne se firent la guerre avec plus de bravoure et moins d'animosité que les Français et les Russes pendant la campagne de Crimée. Tant la différence est profonde entre une guerre politique et une guerre nationale...

***

Ainsi, les événements dérangeaient assez peu les habitudes de madame Swetchine, de la princesse Bagration, de la princesse Lieven et de madame Kalergis, puisque ces dames auraient pu se rencontrer à Paris, avant la fin de l'année 1854, si elles en avaient eu la moindre envie. Cependant, la guerre équivalait pour leur ambassade officieuse à une faillite retentissante dont elles ne se relevèrent jamais. Et le coup de grâce leur fut porté le 15 avril 1856, quand, après le traité de Paris, le comte Charles Nesselrode pria le tzar Alexandre II d'agréer sa démission. Avec le vieux chancelier s'effondrait définitivement le système de renseignements adopté par le cabinet russe depuis le congrès de Vienne.

On crut d'abord que le prince Gortchakow, successeur du comte Nesselrode aux Affaires étrangères, ne licencierait pas le personnel diplomatique féminin. Liszt exprimait cette opinion le 13 août 1856 :

1. *Mémoires de Charles Bocher*, t. II, p. 294.

Je doute que le prince Gortchakow parvienne à se défaire du *corps diplomatique* composé d'âmes subtiles, éthérées et féminines, et je ne suppose même pas qu'il gagnerait quoi que ce soit à procéder avec brutalité à cet égard. La diplomatie en crinoline vaut tout autant, au moins, que celle du paletot. Elles continueront à s'entr'aider réciproquement, à travers les changements de costumes et de personnages, et quant à madame Kalergis, je doute qu'elle se laisse débouter, même par le prince Gortchakow [1].

Mais le prince Gortchakow ne fit rien pour reconstituer l'ambassade féminine à Paris, après la mort de mesdames Swetchine, Lieven et Bagration. La carrière diplomatique de madame Kalergis était close à tout jamais, malgré les prédictions de Liszt.

Comme elle y tenait médiocrement, elle y renonça de bonne grâce. Dix ans après la retraite du chancelier Nesselrode, elle déclarait à sa fille :

Quand je vous vois prendre si fort à cœur les questions de politique, je retrouve en vous *mon passé* et quelque peu de mon présent. Il ne faut pas se laisser emporter ni aveugler, mais tâcher d'*agir* par les moyens réservés aux femmes : l'influence, l'exemple, la vérité, l'indépendance des opinions, l'autorité du jugement [2].

Elle disait encore, avec beaucoup de philosophie :

Je ne changerais mon sort contre celui de personne, et le passé n'existe plus pour moi. Je l'ai enterré avec les aspirations, les ambitions, les regrets qui m'ont bouleversée pendant vingt années. Je recommence tout à nouveaux frais : j'ai tué une première madame Kalergis; évidemment, la seconde a plus de chance [3].

Quoique cette renonciation fût entière et de bonne foi, les contemporains se refusaient à croire que madame Kalergis eût quitté la scène politique sans esprit de retour. On s'obstinait à lui attribuer des menées importantes et souterraines. Des journalistes en quête d'informations tapageuses la signalaient comme une *éminence grise*, particulièrement funeste au repos de l'Europe. La *Presse* de Londres, journal de Disraëli, ne l'accusait-elle pas d'avoir fait assassiner le tzar Nicolas Ier, avec la complicité de son cousin, le comte Michel

1. *Correspondance de Franz Liszt*, vol. III, p. 36.
2. La Mara, *Correspondance avec la comtesse Coudenhove*, p. 184-185.
3. *Ibid.* p. 103.

Chreptowitch? Tout en ne se laissant pas abuser par ces légendes ridicules, certains hommes d'État continuaient à lui prêter une influence qu'elle avait certainement perdue sous le prince Gortchakow. Ils lui confiaient des messages pour les rois et les empereurs. « Rappelez ces paroles à qui de droit! » lui recommandait solennellement M. Thiers en 1859. Et il ne l'en croyait pas, lorsqu'elle lui répondait avec une spirituelle mélancolie : « Mais je n'en ai pas le droit! »

Plus tard, en 1866, lorsque la reine Augusta de Prusse reconnut que la guerre contre l'Autriche allait éclater, malgré ses supplications et ses larmes, c'est madame Kalergis qu'elle prit à témoin de son désespoir. Elle ne pensait pouvoir mieux placer sa confiance qu'en cette femme illustre par ses talents autant que par sa beauté, fort répandue dans la société polie de l'Europe, et que ses parentés et amitiés rattachaient à un grand nombre de pays. Et certes, si l'expérience des affaires, la familiarité de plusieurs cours, un coup d'œil prompt et souvent juste, sans compter ces dons de musicienne qui la secondaient efficacement dans tous les ordres de négociations, — la mesure, le tact le plus délicat, un doigté infaillible, l'art de lire à première vue dans les âmes comme dans les partitions —; si tant d'avantages constituaient des titres, valables, Marie Kalergis aurait dû laisser une trace lumineuse dans les annales du XIXe siècle.

***

Pourquoi donc cette figure appartient-elle aujourd'hui à la chronique mondaine plutôt qu'à l'histoire?

Il lui manquait une seule chose, mais essentielle : une patrie... Marie Kalergis cherchait son pays, comme Pierre Schlemihl cherche son ombre, dans le conte fameux de Chamisso. « Allemande de naissance (en tant que Nesselrode), Grecque par son mariage[1], Russe d'éducation et Polonaise

1. Ayant fort peu vécu avec son mari, madame Kalergis ne s'intéressa jamais aux affaires grecques. C'est avec quelque ironie, probablement, qu'elle écrivait à son oncle le chancelier, en mars 1862 : « Et ma Grèce qui s'insurge? Et le *Nord* qui approuve la révolte?... » Elle ne semble pas avoir connu personnellement le général Dimitri Kalergis, parent de son mari, qui fut ministre de

de cœur (par sa mère) », voilà comment la définissait sir Frederick Saint-John, diplomate anglais et son cousin par les Hompesch[1].

Tous ceux qui l'ont approchée lui trouvaient le type slave, le tempérament slave, le charme et les défauts slaves. M. Édouard Schuré, qui l'a vue à Munich en 1869 et à Weimar en 1870, nous affirme qu'elle n'avait rien de germanique. Elle goûtait fort peu, cependant, ses frères de race. « Demain, — écrit-elle, — je repars pour Kissingen, où la pensée de trouver des Slaves me soulève le cœur[2]. » Ailleurs : « Hélas! j'ai le mauvais goût de trouver les langues slaves lourdes et leurs plaisanteries triviales[3]. » Elle prétendait ne se sentir vraiment chez elle qu'en Allemagne. Résolue à n'accepter pour gendre qu'un homme de race germanique, elle veillait à ce que sa fille ne négligeât pas la langue allemande, alors même que son éducation se poursuivait à Paris, au couvent des Oiseaux : « Vous y oubliez l'anglais, sans faire de progrès dans la langue à laquelle je tiens le plus. J'y tiens, parce que c'est celle de ma famille paternelle et qu'un jour ou l'autre, j'espère vivre et vous établir dans ce pays[4]. » Pourtant, il lui arrivait de dire avec une ironie amère, après un trop long séjour en Allemagne : « Plus on voit les familles et les patries des autres, plus on devient indulgent pour les siens... Dans ce pays-ci, j'ai fait des études psychologiques, la maladie m'en a laissé le temps; elles m'ont rendue plus douce que je ne l'étais envers les Slaves, et Dieu sait que ceux-ci ne sont pas à mes yeux l'idéal de la création[5]. »

En somme, à force d'avoir couru l'Europe, madame Kalergis ne savait plus rien de sa patrie. Pourquoi donc, vers la même époque, son égale en beauté, sinon en intelligence, la « divine comtesse », la comtesse de Castiglione, exerçait-elle une influence décisive? Par la chaleur de ses convictions patrio-

Grèce à Paris sous Napoléon III. Et cette voyageuse infatigable ne songea pas une seule fois à entreprendre un voyage en Grèce.

1. Cf. Sir Frederick Saint-John, *Reminiscences of a retired diplomat*, London, Chapman and Hall, 1905, p. 40.
2. La Mara, *Correspondance avec la Comtesse Coudenhove*, p. 71.
3. *Ibid.*, p. 259.
4. *Ibid.*, p. 8
5. *Ibid.*, p. 189-190.

tiques, car madame de Castiglione était Italienne de la tête aux pieds. Marie Kalergis aurait pu s'assurer de même une place légitime dans l'histoire, à condition de rester Polonaise. Mais, hélas! elle dut payer le prix d'une éducation brillante et disparate. Arrachée dès l'enfance à son terroir de Varsovie, transplantée à Pétersbourg chez des Russes de fraîche date qui se souvenaient involontairement de leur Allemagne natale, au point de traiter les Slaves comme une race inférieure, cette Polonaise, vers trente ans, n'était plus guère qu'une cosmopolite.

***

Ainsi s'expliquent les contradictions de ses dernières années. C'est en vain que, depuis la campagne de Crimée, madame Kalergis lutte pour recouvrer son équilibre moral. La reine des neiges semble condamnée à ce glissement imperceptible qui entraîne les glaciers sans cesse vers on ne sait quel but mystérieux. Quand, pour oublier ses chagrins, le vide de son cœur éternellement dépareillé, elle rêve d'édifier à Paris la maison où elle pourra vieillir en paix, aimée et respectée de quelques grands artistes, les catastrophes se multiplient autour d'elle. La guerre, la retraite du comte Nesselrode puis tant de morts successives, d'abord Chopin, ensuite le comte Molé, Alfred de Musset, Henri Heine, madame Swetchine, enfin sa vieille et chère amie la princesse Lieven; la séquestration de Liszt par la princesse Wittgenstein, le mariage de sa fille, le bouleversement produit dans la société parisienne par le Second Empire : de si graves changements la laissèrent bien solitaire. Elle s'en aperçut à temps, et, plutôt que de fonder sur le sable, renonça à se choisir un refuge à Paris. Les mécomptes et les déceptions l'y eussent assaillie plus impitoyablement que partout ailleurs. Même murmurées à voix basse, certaines épithètes malsonnantes parvenaient quelquefois jusqu'à elle, car les musiciens ont l'oreille fine. Berryer ne conseillait-il pas à ses amis de surveiller leur langage en présence de l'étrangère?...

Or, trop souvent, chez les personnes à imagination bouillonnante, les sentiments les plus chaleureux se refroidissent,

sitôt qu'on les prive des secours de la présence réelle. Madame Kalergis n'était pas oublieuse, mais les brusques écarts de sa fantaisie, le flux et le reflux d'un cœur toujours inassouvi ne lui laissaient de loisirs que pour une fidélité intermittente. Après avoir négligé ses amis français, elle se jetait dans leurs bras avec des pleurs de tendresse. Comme ses visites en France devaient être discrètes et relativement courtes pendant la guerre de Crimée, elle comprit qu'il fallait transporter ailleurs son observatoire politique, littéraire et artistique de la rue d'Anjou. Elle se trouva dès lors rejetée sur le pays de ses ancêtres paternels et, tout en voltigeant d'une petite cour germanique à l'autre, elle établit son quartier général à Bade.

Toutes les aristocraties de la terre semblaient alors entretenir en permanence une délégation de choix en ce casino bucolique, où l'Europe élégante aimait à se réunir. C'est là que madame Kalergis souffrait le moins de ne plus vivre rue d'Anjou. Elle y retrouvait, en grand nombre, ses amis parisiens : le comte Molé, Thiers, Mignet, la duchesse de Sagan, M. de Bacourt, qui travaillait sans hâte aux mémoires de Talleyrand, Delacroix, Berlioz, madame Viardot, Saint-Saëns, Méry, les Duchatel, la plupart des diplomates français accrédités auprès des principicules des environs. Mais, à la longue, ces influences françaises ne suffisaient plus à contrebalancer l'attraction quotidienne des cours allemandes, de la société allemande, de la pensée allemande, de la musique allemande. Marie Kalergis, qui s'y abandonnait sans inquiétude, s'imaginait de très bonne foi obéir à l'appel de ses hérédités paternelles. Mais nous ne sommes pas toujours ce que nous croyons. Et comme elle tenait bien plus de sa mère polonaise que de son père tudesque, madame Kalergis, par ce rapprochement tardif avec l'Allemagne, ne fit que se précipiter au fond du tourbillon cosmopolite dont le centre était à Bade.

On se demande comment elle put rester fidèle, dans ces conditions, à Napoléon III, malgré l'antagonisme de leurs tendances. L'empereur des Français, en favorisant les aspirations patriotiques de l'Italie et de l'Allemagne, ne détruisait-il pas ce magnifique salon européen où la famille ger-

mano-russe des Nesselrode avait fait si longtemps bonne figure et où il restait toujours une petite place pour la diplomatie en crinoline? Quelle incompatibilité radicale entre le triomphe des nationalités tel que le rêvait Napoléon III et le cosmopolitisme transcendant, cher à Marie Kalergis! Celle-ci fulminait contre l'unité italienne, car elle n'y voyait qu'une machine de guerre destinée à saper l'autorité du Saint-Siège et à dépecer le patrimoine de l'empereur d'Autriche. Quant à l'unité allemande, elle la croyait encore éloignée, dans le temps même où la Prusse achevait de la réaliser contre l'Autriche. Mais les premières brutalités de Bismarck ne la scandalisèrent pas moins que les manèges de Cavour. Élève du chancelier Nesselrode, elle s'en tenait aux axiomes de Nicolas Ier, qui déclarait en 1849 au général Le Flô :

L'Allemagne se consumera dans la recherche de l'unité, ce rêve absolu de quelques professeurs. Je n'augure guère mieux de l'Italie. L'unité italienne est une chimère, et quant à Charles-Albert, après s'être remué dans la fange, il tombera dans la boue (*sic*)[1].

Prête à condamner une nation entière plutôt que l'homme qu'elle avait honoré de sa bienveillance Marie Kalergis accusait l'ensemble des Français, démagogues incorrigibles, de forcer la main à leur empereur. Après Sedan, elle déplorait que la Province n'eût pas assigné à Napoléon III un autre trône que celui de France. Et Liszt, de crier alors au paradoxe, malgré son admiration pour les lumières politiques de sa belle amie :

Madame Moukhanow me disait à Munich qu'elle plaçait Napoléon III bien plus haut dans son estime que tout le reste des Français et que, pour le complet déploiement de son génie, il eût été à désirer qu'il gouvernât un autre peuple que l'impertinent peuple gaulois! L'idée me paraissait singulière, — Napoléon, empereur d'Autriche ou de Russie!...

Mais pourquoi donc cette vive irritation contre les Français? C'est que madame Kalergis ne leur pardonnait pas d'avoir défendu par les armes le principe des nationalités.

1. *Correspondance politique*, archives des Affaires étrangères, vol. 202, p. 223 Saint-Pétersbourg, 13 février 1849, M. Ferrière-Le-Vayer à M. Drouyn de Lhuys.

***

Ses prédilections instinctives la portaient, en effet, vers l'État le plus composite et le plus cosmopolite qu'il y eût alors en Europe : l'empire d'Autriche-Hongrie. Elle mettait toutes ses complaisances dans cet assemblage de peuples disparates, incrustés sur les possessions héréditaires des Habsbourg à la façon de ces mosaïques byzantines un peu barbares qui s'enlèvent sur des fonds d'or ruisselants de lumière. Un État où l'on pouvait voyager de Presbourg à Padoue, de Vienne à Venise, de Trévise à Temesvar, sans cesser de parler la même langue; où il importait assez peu qu'on fût Allemand, Hongrois, Tchèque, Dalmate, Serbe, Valaque, Polonais, Italien, Slovaque, Ruthène ou même Turc, à condition de communier dans un même loyalisme à l'égard de la personne sacrée de l'Empereur : un État de ce genre la charmait comme un chef-d'œuvre. Après avoir fait épouser à sa fille un Autrichien, le comte Franz Coudenhove, elle se préoccupait d'assurer pareillement le bonheur de sa petite-fille : « Ne mariez Thecla qu'à un cosmopolite! » conseillait-elle à la comtesse Coudenhove en mars 1868. Et vers la fin de sa vie, le suprême éloge qu'elle pût décerner à ses amis, c'était de leur reconnaître un tempérament cosmopolite[1].

Passe encore si cette manie avait eu l'avantage de la rendre insensible aux haines de races! Mais auprès de madame Kalergis, cette Slave qui entrait subitement au service de l'Allemagne, la logique perdait presque toujours ses droits. En 1870, ses amis français apprirent avec stupeur qu'elle se laissait contaminer par le fanatisme allemand. Et madame Kalergis, qui n'était pas rentrée à Paris depuis décembre 1864, eut sans doute raison de ne pas s'y montrer sous la Troisième République. Outre qu'il n'est jamais agréable de reparaître en duègne sur le théâtre où l'on a joué avec succès ingénues et les grandes amoureuses, elle se fût

1. Il lui arrivait même d'écrire : *cosmopolitain*. Ainsi de madame Craven, née de la Ferronays, auteur du *Récit d'une Sœur*. « On n'est pas plus aimable, plus sirène que madame Craven, qui est très cosmopolitaine, équitable, fort intéressante. » Cf. La Mara, *Correspondance avec la comtesse Coudenhove*, p. 276.

exposée à des avanies mortifiantes. De toutes les fautes commises en 1870 par le gouvernement impérial, la plus néfaste, assurément, fut de laisser retomber sur la France, aux yeux du monde, la responsabilité de l'agression. Mais enfin, une étrangère aussi longtemps comblée des délices de l'hospitalité française, et qui n'était pas Allemande, se devait de témoigner plus de reconnaissance à une nation illustre et malheureuse. Cette ingratitude serait même inexplicable, si l'on ne savait à quel point madame Kalergis subissait depuis 1870 l'envoûtement germanique. Pendant ses séjours en Allemagne, elle se mettait au diapason de son entourage. Et comme ses parents et amis, fort experts en généalogie, ne cessaient de lui démontrer qu'elle était Allemande, elle essayait, malgré son tempérament slave, de se conduire en conséquence.

Quelques semaines de réflexion, et son exaltation tombait d'elle-même. La comtesse Coudenhove, élevée en France, lui reprocha vigoureusement de subir les influences de Berlin. Et madame Kalergis se défendit avec un embarras qui perce dans ses excuses.

Mon enthousiasme admiratif pour l'Allemagne ne saurait gêner personne. Je suis fort émue et attendrie de l'attitude de Paris...

Fort heureusement, madame Kalergis n'était pas de ces femmes qui s'obstinent dans leurs erreurs. Une fois soustraite aux incantations tudesques et rentrée à Varsovie, elle s'y employa avec beaucoup de zèle à organiser une collecte au bénéfice des Français prisonniers de guerre en Allemagne.

J'ai tout plein d'ennui pour avoir voulu collecter (*sic*) pour les prisonniers français, — beaucoup plus de désagréments que d'argent. Les Russes haut placés craignent de se compromettre...

Il y aurait de l'injustice à ne pas oublier l'ardente bonne volonté dont elle fit preuve en janvier 1871.

Au reste, pendant ce même hiver tandis que la victoire allemande aboutissait à l'apothéose d'un Hohenzollern dans la galerie des Glaces de Versailles, la « doctrinaire libérale » se réveilla tout d'un coup. Madame Kalergis protesta contre la précipitation du roi Guillaume à s'emparer d'un titre qui n'était « ni sa glorification personnelle, ni celle de la Prusse,

mais un symbole ». Elle blâma le nouvel empereur de n'avoir pas convoqué, pour son investiture, « des gens en frac et des députés » au lieu de militaires. Et peut-être eut-elle le vague pressentiment qu'avec le triomphe de la Prusse commençait une ère bien plus défavorable que l'époque du Second Empire aux illusions romantiques de sa jeunesse, une ère terriblement positive de soldats et d'hommes d'affaires, où la diplomatie en crinoline n'aurait plus aucune chance de pénétrer dans les chancelleries de l'Europe.

***

Ces enthousiasmes successifs et contradictoires, ces revirements injustes, cet attachement aveugle à une société cosmopolite qui achevait de mourir dans la seconde moitié du XIXe siècle, sont-ils vraiment compatibles avec les qualités d'une « femme d'État »? Nous nous refusons à le croire. Pour mériter cet éloge, il faut un patriotisme plus ferme et une imagination moins inquiète. Sans doute, la nièce du chancelier Nesselrode pouvait donner le change, de son vivant, à ses contemporains. Mais, nous qui ne sommes plus éblouis de sa beauté ni charmés par son gracieux babillage, qui pouvons la juger enfin sur ses écrits, madame Kalergis nous considérons comme une muse égarée dans le labyrinthe de la politique européenne, — triste labyrinthe où elle n'avait que faire et dont elle ne fut certainement pas l'Ariane.

CONSTANTIN PHOTIADÈS

(A suivre.)

LA ZONE FRANCHE DE LA HAUTE-SAVOIE

La question de la Zone franche de la Haute-Savoie, discutée par une presse parfois mal informée, est restée pleine d'obscurités pour l'opinion publique. Trop souvent, on a confondu zone franche et territoire neutralisé. L'une résultant uniquement d'un contrat bilatéral entre la Savoie du Nord et la France; l'autre établie par les traités de Vienne et de Turin. Ceux-ci, et celui de 1860, ne peuvent être interprétés sans faire la part de la Suisse et celle de la Savoie. Nous nous bornerons à parler des relations qu'ils ont avec cette dernière, ainsi que de la situation qui lui est faite par la convention non encore ratifiée du 7 avril 1921.

La zone franche de la Haute-Savoie ou Savoie du Nord, comprend un territoire d'environ 3 150 kilomètres carrés avec une population atteignant 180 000 habitants. Borné au nord et nord-ouest par le Léman, le canton de Genève et le Rhône; au midi, par la rivière des Usses et la ligne de partage des eaux entre Arve et Fier; à l'est par la chaîne du Mont Blanc et la frontière du Valais.

Un simple coup d'œil sur sa topographie permet de constater que les eaux de cette région, conductrices naturelles des routes, tendent toutes, soit vers le Léman, soit vers Genève où l'Arve, son principal cours d'eau, se confond avec le Rhône.

Il appert aussi, que ce pays, essentiellement agricole dans une proportion de 85 p. 100, est dépourvu d'agglomérations

importantes et séparé politiquement de Genève et des villes de la rive nord du Léman. Les cultures y sont diverses, la terre fertile; vignes, champs, pâturages, forêts, se partagent le sol de la façon la plus heureuse et l'ensemble des productions est le plus propre à subvenir aux besoins des cités, qui lui offrent un marché à ses portes.

Historiquement, la zone franche est formée des trois anciennes provinces du duché de Savoie, dont elles étaient les plus beaux fleurons, le Chablais, le Faucigny, le Haut-Genevois. Cette dernière province, avant le XVIe siècle, avait pour capitale Genève et s'étendait de cette ville jusqu'à Annecy. Actuellement, ces provinces sont réparties dans les trois arrondissements de Thonon, Bonneville, Saint-Julien.

Ainsi, la nature des lieux, l'histoire, sont concordantes pour faire de Genève la capitale naturelle de cette région. Et, si les événements politiques du XVIe siècle en ont détaché la principale ville, la nécessité des relations commerciales, commandée par un voisinage immédiat, ont conduit les deux peuples séparés par la politique, à conclure des traités, dont la base a été la liberté réciproque des échanges.

C'est dans ce sens que furent signés les traités de Saint-Julien (1530), celui de Lausanne (1564), de Saint-Julien (1603), de Turin (1754). De 1798 à 1814, l'union de ces territoires se reconstitua sous la dénomination de département du Léman, puis, de nouveau, fut rompue en 1814-15, par les traités de Vienne et de Turin. Mais, dès cette date, les populations de la zone ne cessèrent de réclamer, par la voix de leurs mandataires, cette liberté des échanges tant de fois concédée, tant de fois discutée, dont l'impérieuse nécessité s'imposait de par la situation géographique. Leurs vœux peuvent se résumer par la délibération prise en 1849 par le Conseil divisionnaire d'Annecy, qui correspondait à peu près au Conseil général actuel de la Haute-Savoie : « Le Conseil divisionnaire émet le vœu que les provinces du Chablais et du Faucigny soient *affranchies* du service des douanes, en reportant la ligne douanière sur les Usses et sur les montagnes qui séparent le Faucigny du Genevois. »

Après de nombreuses négociations, l'État sarde finit par conclure avec la Suisse le traité du 8 juin 1851, où quelques

avantages, d'ailleurs tout à fait insuffisants, étaient concédés à la Savoie du Nord. La constitution de la zone était amorcée dès ce jour, mais dans des limites étroites, qui ne pouvaient satisfaire les populations, car les conditions de ce traité manquaient totalement de réciprocité et la balance penchait par trop en faveur de ses voisins.

Peu de temps après, intervinrent les événements de 1859-60, qui amenèrent l'annexion de la Savoie à la France, en compensation des sacrifices consentis par celle-ci pour la création du royaume d'Italie.

La Suisse, s'appuyant sur la neutralisation de la partie nord de la Savoie, concédée par les traités de 1815-16, réclama la cession des territoires l'avoisinant. Dans ce pays, qui devait former par la suite la zone franche, ces revendications eurent un écho et 12 500 signatures réclamèrent l'annexion à la Suisse, se basant sur des arguments économiques, non sans valeur.

La Savoie, alors, se souvint à temps de sa glorieuse nationalité séculaire et le projet de scission, vivement combattu par des pétitions, amena à Paris une délégation qui fit connaître solennellement à Napoléon III le désir des Savoyards de n'être pas désunis, de rester tous réunis dans la nationalité française, en gardant toutefois toutes les facilités de relations commerciales avec leurs voisins. La réponse officielle de l'Empereur, mentionnée au *Moniteur officiel* du 22 mars 1860, fut que la France donnerait satisfaction aux vœux des populations.

C'est ainsi que naquit l'idée première de l'établissement par la France d'une zone franche exemptée de toute douane. Elle était, à la fois, une satisfaction donnée aux vœux des annexés et un barrage opposé aux prétentions suisses.

Par une dépêche officielle, insérée dans le *Moniteur* du 7 avril 1860, le ministre des Affaires étrangères notifiait, aux autorités de zone, la « résolution du Gouvernement français d'assurer à cette partie de la Savoie les *franchises douanières* du pays de Gex, en autorisant la publication de cet engagement, ce qui fut fait dans toutes les communes intéressées[1] ».

1. Folliet et Duval, *La Vérité sur la zone franche.*

Le commissaire impérial, sénateur Laity, confirmait ces engagements le 18 avril, déclarant que les populations pourraient, en votant *oui et zone*, en prendre acte dans le plébiscite sur l'annexion.

Le Gouvernement sarde, de son côté, par la voix de Victor-Emmanuel II, délia ses sujets du serment de fidélité, en déclarant que cette annexion ne saurait être imposée, mais qu'elle devait résulter d'un libre consentement. Les intendants d'Annecy, Saint-Julien, Thonon (préfets de l'époque), informèrent les conseils municipaux que la franchise économique, *l'abolition des douanes*, étaient *garanties* par le Gouvernement français et que les votes *oui et zone* seraient valablement considérés comme affirmatifs.

Le plébiscite fut voté le 22 avril 1860 dans le Chablais, le Faucigny, le Genevois, par 47 076 oui sur 47 474 votants, c'est-à-dire la presque unanimité, et le traité ratifié à Turin le 29 mai, à Paris le 12 juin. Un *sénatus-consulte* ou *décret-loi* le consacrait le même jour qu'un décret impérial organisait la zone en reportant la ligne douanière en arrière des territoires susnommés.

Telle est succinctement l'histoire de l'établissement de la zone franche de la Haute-Savoie. Il convient d'observer que la concession de cette zone a été accordée par la France, sans que la Suisse intervînt.

Les conditions dans lesquelles s'opéra cette annexion, étaient à cette époque une nouveauté. Pour la première fois en ce monde, peut-être, des populations disposaient de leur sort, librement, volontairement, sans être conquises ou forcées. Le traité de Versailles a proclamé ce droit primordial; le pacte de 1860 l'a précédé et lui a donné une réalisation concrète.

Tout dans ce pacte porte l'empreinte d'une courtoisie déférente. La Savoie désire son annexion, le roi Victor-Emmanuel la délie de son serment de fidélité, malgré ses répugnances à céder le berceau de sa maison. La Savoie du Nord redoutait, par-dessus tout, qu'une barrière hérissée de douanes ne la séparât des villes suisses, Genève, Lausanne, Vevey, Montreux... avec lesquelles elle avait des relations commerciales séculaires. La France a, en somme, reconnu la légitimité de

ces revendications. L'engagement qu'elle a pris doit rester sacré et intangible, car il s'agit là « tout simplement de la parole d'honneur et de la signature de la France[1] ».

Ceci étant, le 7 avril 1921, la France signe une convention avec la Suisse dans laquelle elle déclare « que *la douane française* est transférée à la frontière politique...[2] ».

C'est l'abrogation brutale des franchises concédées par le pacte de 1860!

Pour tout esprit de bonne foi, il convenait, avant de rompre un contrat bilatéral, de consulter les parties intéressées, c'est-à-dire de soumettre aux populations intéressées le projet en vue, afin qu'elles pussent décider de leur consentement, comme en juin 1860, ou de les mettre à même de faire valoir leurs droits et leurs revendications.

La Savoie du Nord s'était confiée à la France et, en 1921, ses destinées sont réglées par un simple directeur des douanes, peut-être sous l'inspiration des chambres de commerce voisines.

La grande presse est restée à peu près muette sur cette question essentielle des droits. Elle est en quelque sorte excusable, lorsqu'on se souvient qu'en 1905, M. Rouvier, Président du Conseil, déclarait à la Chambre : « Les populations dont il s'agit se sont données librement à nous. Je ne leur reconnais pas de droits acquis. » Et cependant l'existence de ces droits a été implicitement reconnue depuis lors.

Dès la déclaration de guerre en 1914, un cordon de police s'était établi sur la frontière. En temps de guerre, cela allait de soi et bien que des vexations inutiles, des dommages importants, en raison d'un remaniement complet des relations commerciales, aient été infligés aux populations, elles l'acceptèrent en raison de la loi supérieure de la défense nationale.

Par un communiqué officiel, cependant, le Gouvernement français mandait à Berne que le cordon n'était établi qu'en vue des nécessités de guerre, à « l'exclusion *d'opérations douanières* ».

1. Henry Bordeaux, *La Parole de la France.*
2. Un récent décret gouvernemental a mis en vigueur ladite convention.

Pourtant, l'armistice conclu, le cordon de police fut transformé en cordon de douaniers.

***

Pour justifier cette décision, les arguments n'ont pas manqué à ses auteurs.

La zone constitue un privilège. C'est exact; mais ce privilège est issu d'un pacte régulier, inattaquable. Il découle, naturellement de la situation géographique. Elle a groupé autour du bassin du Léman des villes considérables, que les circonstances politiques ont séparé des territoires agricoles, qui devaient naturellement être leurs nourriciers. Si Genève est assise sur son bastion, au milieu des terres savoyardes, celles-ci restent isolées de la France, à l'extrémité de voies ferrées à rendement faible, à l'écart des grands courants commerciaux français. Anomalie qui, à elle seule, justifierait ce privilège, même sans la sanction de la signature de la France.

Mais ce privilège, si légitime soit-il, ne pouvait manquer de rencontrer des adversaires. Il se heurte en effet à cet esprit centralisateur, à cette idéologie douanière, qui ne peuvent admettre d'exception, même lorsque la nature des lieux et une situation exceptionnelle la justifient. Cependant, quarante ans d'exercice d'un régime spécial avaient valu au pays une prospérité évidente, sans nuire à celle de la métropole. Ce régime établi en 1851, réorganisé en 1881, était loin de la perfection, certes, mais il était susceptible d'amélioration et d'ajustement.

Malgré un défaut d'équilibre, les conditions d'échange avec la Suisse avaient continué à être mises en pratique jusqu'en 1881. Le 14 juin de cette année, après des négociations sans nombre, des réclamations de tous les corps constitués de la zone, une convention fut signée, réglant le régime douanier avec la Suisse pour trente ans. Soit impéritie du côté des négociateurs français, soit désintéressement du Gouvernement, toujours ennemi d'une exception sur son territoire, cette convention, qui virtuellement et loyalement devrait être encore en vigueur, en attendant la ratification de celle du 7 avril 1921, était toute en faveur de la Suisse.

En énumérer les dispositions intéresserait peu le public et n'ajouterait rien à la thèse des droits issus du pacte de 1860. Mais on peut affirmer que cette convention constitua un avantage prépondérant pour Genève et la Suisse. Elle fut une de ces fautes à répercussion lointaine, dont la trace se révèle aujourd'hui clairement. En effet, le défaut de réciprocité, par trop évident, a donné aux opinions anti-zoniennes une force singulière et la Suisse, si elle a trouvé une résistance imprévue à ses offres de 1921, le doit, en partie, au souvenir des conditions de 1881. La zone était ouverte librement aux importations suisses, tandis que les douanes de la Confédération ne laissaient filtrer, à travers leurs lignes, que les matières limitativement énumérées, et cela dans des limites étroites, avec des règlements d'une minutie abusive. Et quand aujourd'hui la Suisse offre une réciprocité, c'est à regret que l'on constate qu'elle est trop tardive.

De cet état de choses les anti-zoniens en ont fait grief au régime lui-même. Et de cela, on peut à bon droit s'étonner. Conclure de ce qu'une convention a été maladroitement établie par des négociateurs faibles ou mal renseignés, à la suppression des franchises concédées par un pacte de peuple à peuple, est un non sens. Avec justice, les populations de la zone peuvent affirmer que si leurs droits ont été mal défendus, ils restent en eux-mêmes intacts, les maladresses commises ne pouvant menacer leur existence même.

Telle qu'elle était, cette convention de 1881 a subsisté jusqu'au 18 décembre 1918, époque à laquelle elle fut dénoncée par la France, sans qu'un régime régulier l'ait remplacée. Mais depuis 1914, jusqu'à la date d'aujourd'hui, les restrictions de guerre, l'établissement d'un cordon douanier sans un règlement défini, ont créé une situation fort instable, source inépuisable de conflits, de difficultés d'ordre commercial.

Le bon sens aurait voulu qu'on maintînt cette convention, avec les modifications devenues nécessaires par suite de la guerre, jusqu'à ce que les populations intéressées eussent été consultées. M. Ferrero, président de la Chambre de commerce d'Annecy, hostile à la zone, le reconnaît dans un rapport au Conseil général. « Nous estimons, en toute justice, que la sup-

pression de la zone ne peut avoir lieu, que si les intéressés eux-mêmes sont d'accord pour l'accepter. »

Le mécontentement suscité par cette situation a été mis à profit par les adversaires de la Zone, appuyés par une administration complice, pour arriver à leur fin, l'abrogation du pacte de 1860.

***

Mais enfin, se dira le lecteur, quelles peuvent être les raisons assez puissantes pour repousser une convention élaborée par le ministère des Affaires étrangères avec un grand souci d'impartialité et que beaucoup de bons esprits estiment acceptable?

Elles sont nombreuses et, on peut l'affirmer, vitales pour le pays. Laissant de côté la question de droit, il est bon d'aborder celle de fait. Pour l'agriculture qui occupe, on le sait, 85 p. 100 des habitants, une simple phrase pourrait résumer sa situation. Il n'est guère de localités de la zone, d'où un cultivateur attelant son cheval aux premières heures du jour ne puisse, dans sa journée, atteindre le marché de Genève, y vendre ses produits et rentrer chez lui, le soir ou le lendemain, avec, en poche, la valeur de sa vente.

Pour ce cultivateur, pas de frais de commission, pas de frais de transport, l'intermédiaire à peu près écarté. Il touche intégralement le montant de ses produits.

M. F. David, le 26 mai 1905, à la Chambre, jetait cette apostrophe : « Vous pouvez certainement nous rejeter à l'intérieur, nous séparer de notre centre d'échange : Genève. Vous avez le pouvoir de ruiner notre pays, mais vous n'en aurez pas d'autre. Vous ne ferez pas que nos vallées ne convergent toutes vers Genève, que nos routes ne s'y rendent, que des lignes de tramways n'y amènent nos paysans. Vous ne remplacerez pas, par des marchés éloignés, le marché que nous avons à nos portes, dans lequel nous pouvons aller tous les jours, sans payer aucun intermédiaire, sans aucune dépense particulière... »

M. F. David est-il du même avis aujourd'hui? Nous l'ignorons, mais ce qu'il affirmait en 1905 est encore vrai en 1922; l'Arve ne remonte pas vers sa source.

Que l'on suppose la frontière suisse close, par suite d'une rupture de relations commerciales, comme en 1893? Vers quel marché, la Zone exportera-t-elle les 23 millions de produits qu'elle exportait en 1913, dont environ 12 millions en franchise du côté suisse?

Est-ce à Annecy, dont la faible population est largement alimentée par son territoire propre? Est-ce à Chambéry, centre naturel de vallées riches et productives? Est-ce à Lyon, ce marché éloigné de 200 kilomètres, que les produits zoniens grevés des tarifs majorés de chemins de fer pourront lutter contre ceux du Charolais, de la Bresse, de la vallée du Rhône, aux portes de la grande cité? Les vins de Savoie pourront-ils venir en concurrence avec les Beaujolais, les Mâconnais? Où iront les transports lourds, les pierres, les ardoises, etc.?

A ces questions, certains répondent : « On se débrouillera, on trouvera d'autres débouchés... »; et c'est en présence de ces perspectives nuageuses que la zone abandonnerait un régime de franchise qui fit la prospérité éclatante de ce pays de 1860 à 1914, pour se rallier à une convention limitée à dix ans, toute hérissée d'exceptions, de restrictions? C'est pour un avenir incertain qu'elle troquerait une franchise précieuse entre toutes, contre un régime de douanes?

Ces contradicteurs, quels sont-ils? En majeure partie des commerçants, des commissionnaires, des industriels, redoutant la concurrence de leurs congénères suisses et certains, le jour où ils les auront écartés, de pouvoir à leur gré fixer leurs prix de vente.

Le 16 février 1893, le sénateur Chardon, les députés Duval, Folliet, Orsat, proclamaient : « Il faut voir combien vives étaient les plaintes de nos pères, qui ont subi ce déplorable régime de 1815 à 1860, malheureusement un peu oublié par la génération actuelle, il faut se rendre compte de ce qu'ils ont souffert, pour comprendre qu'ils aient fait de la *franchise douanière* une condition de leur annexion à la France... »

Or, c'étaient gens d'expérience, en contact immédiat avec le peuple de zone, connaissant de longue date les misères accumulées par un cordon de douanes, avec lequel le pays était étranglé depuis 1815.

***

Mais, dira-t-on encore, cette convention du 7 avril 1921 donne à la zone de nombreuses facilités commerciales avec le marché de Genève.

C'est exact pour les produits maraîchers dits d'approvisionnement, et encore « sous réserve de supprimer ou de restreindre ce traitement de faveur à l'égard de ceux qui en abuseraient, après enquête contradictoire avec l'Administration des douanes ». Déjà pointe, à l'horizon, la férule douanière. Quant aux autres produits, ils sont contingentés. De plus, cette convention est limitée à dix ans. Il est aisé, étant donné le désir latent du Gouvernement de revenir une fois ou l'autre au régime général, de concevoir le processus. Pendant cette période de dix ans, une convention limitée ayant remplacé un régime de franchise, fatalement de nombreux faits de contrebande se produiront, dont se targuera l'Administration des douanes pour aggraver ses exigences, sous des prétextes divers. Quand un dossier à ce sujet sera convenablement meublé, au bout de cette période, le Gouvernement, sous la pression douanière, avec l'appui de ceux qui y ont intérêt, supprimera ce qui reste des franchises spéciales, pour revenir au régime commun.

Cette perspective peut paraître témérairement ouverte. L'expérience prouve qu'elle est vraisemblable. Depuis 1860, les produits de monopole ont été, contrairement à la lettre des traités, imposés à l'exclusion de tous autres. Les douanes sont fertiles en restrictions et en savent doser l'application par de savantes dispositions, pour ne pas trop plumer d'abord le contribuable, mais pour arriver sûrement à leur fins, l'unification des tarifs.

Et c'est là, ce régime prévu pour dix ans, avec un avenir plus qu'incertain, que le Gouvernement offre à la zone, à la place d'une franchise dûment confirmée par une légalité irréprochable!

« C'est simplement un escamotage de la parole donnée par la France... Ce qui a été fait par une loi, peut être défait de même[1].

1. Louis Bordeaux, *la Zone franche.*

» Ce que nous craignons, disaient dans une proclamation de 1893, les représentants de la zone, c'est que lorsque nos franchises douanières n'auront plus leur base, ni dans les arrangements internationaux, ni dans le Pacte d'Annexion, la situation qui nous sera faite, ne soit absolument précaire et devienne une pure tolérance, au gré de l'Administration, qui sera amenée par la force des choses à la révoquer... »

On ne saurait plus exactement prévoir l'avenir [1].

Un des griefs enfin, le plus souvent formulé, est que l'industrie ne pouvait se développer dans un pays soumis à un régime spécial. Assertion fort peu exacte. Dès le 25 juillet 1860, un arrêté ministériel portait : « Les crédits à accorder tant pour l'importation à l'intérieur que pour l'exportation sont limités aux seules fabriques appartenant à des nationaux et existant dans la partie de la Savoie située en dehors de la ligne des douanes, avant la traité d'annexion. » C'eût été, si l'on en fût resté là, une restriction fâcheuse. Mais dans le début d'un ordre de choses, il se peut trouver des lacunes. Elles furent comblées successivement. Un arrêté ministériel du 31 mai 1863 retranchait déjà cette restriction « avant le traité d'annexion ». Le 7 février 1893, l'admission en franchise des produits manufacturés des établissements créés en zone, entre 1863 et 1893, était accordée, moyennant les formalités réglementaires, à « l'importation à l'intérieur de la France [2]. » Enfin, le projet de loi présenté par M. Raoul Péret, en 1914, assurait à toutes les industries françaises établies en zone, sans distinction de date, le droit d'importer en France les produits de leur fabrication, sous la condition qu'elles emploient des matières, un outillage et des combustibles ou originaires des zones, ou français, ou naturalisés par le paiement des droits.

C'était la liberté pour l'industrie. Cette loi votée, par la

1. Les adversaires de la zone ont avancé encore que la Suisse lui vendait plus qu'elle n'achetait. Or, en 1913 la zone exportait en Suisse pour environ 23 millions (les importations à l'intérieur en France se chiffrant par 38 millions) sans compter, il est vrai, les exportations de détail, maraîchères... qui échappent aux statistiques; elle ne lui achète que pour 10 745 000 francs. C'est donc sur ces 10 millions que porterait l'impôt de 1 fr. 10, soit environ 118 000 francs. — Mais la ligne de douanes à prévoir par la convention du 7 avril sera trois fois plus étendue que celle de 1860 et coûtera au bas mot un million de plus. Le seul établissement du cordon est estimé à 5 millions 1/2.

2. Marullaz, *la Vérité sur la zone franche.*

Chambre à l'unanimité, la veille de la guerre, ne put passer au Sénat, en raison des événements.

On pouvait croire que les industriels se seraient joints aux agriculteurs, en 1919, pour la revendication des droits du pays en demandant, pour leur part, le vote de cette loi, qui leur donnait pleine satisfaction. Il n'en fut rien. La simple gêne, légitimement imposée, de quelques formalités dans les entrées des matières premières et dans la sortie à l'intérieur des produits manufacturés, l'intérêt personnel, ont suffi à les déterminer à faire cause commune avec les adversaires du régime de zone.

De cet état d'esprit, M. F. David disait à la Chambre, en 1905 : « Il ne peut dépendre du caprice d'une minorité industrielle de modifier un régime ainsi établi. »

Les industriels, en s'établissant en zone, en connaissaient les conditions statutaires. De ce fait, ils n'ont pas le droit de sacrifier aux leurs les intérêts d'une grande majorité d'agriculteurs.

Enfin, dans cette revue, il est un point non encore effleuré et cependant d'importance capitale.

La zone, telle qu'elle a été établie en 1860, donnait à ce pays une faculté précieuse entre toutes : celle de recevoir, du *monde entier*, des produits de tous pays en transit et en franchise de droits de douane. Il est aisé d'estimer la valeur d'un tel privilège. Possibilité de recevoir le meilleur produit à meilleur compte; possibilité de combler au plus juste prix les lacunes d'une récolte, etc.

Privilège exorbitant, dira-t-on! C'est un privilège que la Zone tient de la signature de la France. Privilège qui lui permettra, lorsque le monde aura retrouvé son assiette, d'établir un coût de la vie, économique. Et l'on sait, aujourd'hui, ce que cela représente. Privilège enfin, qui n'est qu'une juste compensation d'une situation géographique exceptionnelle.

***

En présence d'avantages aussi certains, aussi palpables, on a peine à comprendre, qu'en Zone même, il puisse se trouver des adversaires de ce régime de 1860. Cela est pourtant. La

population agricole qui représente 85 p. 100 de la population totale par des pétitions, des délibérations municipales sans nombre, a prouvé son attachement aux droits qu'elle détient légitimement.

Mais il s'est trouvé nombre de commerçants et d'industriels qui n'ont vu dans la question que la satisfaction de leurs intérêts personnels, oublieux de ceux d'un pays où ils ne sont que minorité; des politiciens, dont les directives ne s'expliquent pas ou s'expliquent trop.

Les représentants de la zone, à la Chambre de 1914, n'ont pas su la défendre utilement. Après des protestations sur la validité de ses droits, ils ont laissé entrevoir immédiatement la possibilité de les troquer contre des compensations. C'était l'abandon du droit, dans sa notion essentielle, qui était à la base de toute la question.

Ceux de la Chambre de 1919, héritant d'une discussion mal engagée, ont lutté, dans la mesure du possible, contre les intentions d'un gouvernement résolu à passer outre, sous un vain prétexte de souveraineté; rayant d'un trait de plume le privilège le plus précieux qu'un peuple ait acquis par l'expression *acceptée* de sa volonté.

Cette abrogation brutale, de plus, créera pour l'avenir un fâcheux précédent. Le pays de la Sarre, aux termes du traité de Versailles, aura à voter, en 1933, pour décider de sa nationalité! Il est plus que probable, qu'en raison de sa situation, il demandera un régime douanier approprié. Quelle confiance pourra-t-il mettre en un statut particulier, s'il se reporte au sort du pacte de 1860, en Haute-Savoie?

La France, en annexant les trois anciennes provinces du duché de Savoie : Chablais, Faucigny, Haut-Genevois, a assumé la charge de protéger et de développer tous les éléments de prospérité de ce pays qui s'est donné à elle, et non de les supprimer.

TREDICINI SAINT-SEVERIN

MILLET ET DAUMIER

A l'heure où le paysage attirait à lui, en grand nombre, les libres chercheurs, Millet et Daumier eurent pour commun mérite d'introduire dans l'art du XIXe siècle la peinture de mœurs, non pas sous la forme anecdotique du tableau de genre, forme qui a existé à plusieurs époques et qui, alors, était brillamment représentée par Eugène Lami, mais avec une dignité dont on ne trouve auparavant d'exemples que dans l'œuvre de Chardin et dans celle des frères Le Nain.

Il s'y mêle sans doute, chez l'un comme chez l'autre, un peu de cette mystique humanitaire qui enflamma beaucoup d'âmes généreuses aux environs de l'an 1848. C'est ce qui mettait Delacroix et Baudelaire en défiance à l'égard de Millet. Le peintre[1] parle de la « tournure un peu ambitieuse » des paysans de Millet et « du sentiment profond, mais prétentieux de sa peinture. ». — « Qu'ils moissonnent, répond l'écrivain[2], qu'ils sèment, qu'ils fassent paître des vaches, qu'ils tondent des animaux, ils ont toujours l'air de dire : Pauvres déshérités de ce monde, c'est nous pourtant qui le fécondons! Nous accomplissons une mission, nous exerçons un sacerdoce! »

Delacroix et Baudelaire ont mis le doigt sur le point critique, mais ils n'ont pas suffisamment rendu justice aux saines et puissantes beautés de l'œuvre. Ils ont bien vu que Millet cherchait un style pour peindre les paysans, leurs travaux,

1. Baudelaire, *Journal d'Eugène Delacroix*, t. II, p. 161.
2. *Curiosités esthétiques* (salon de 1859), p. 327.

leur vie domestique. Mais Millet ne fait pas un paradoxe, quand il s'écrie : « Paysan je suis né, paysan je mourrai. » Ce style, Millet ne l'a pas seulement cherché, il l'a trouvé et cela suffit pour la gloire d'un grand artiste.

Dès qu'il paraît dans l'atelier de Paul Delaroche, à tous, maître et camarades, se manifestent avec évidence la fermeté de son caractère et l'élévation de son esprit, en même temps que sa vocation de peintre. Pendant plus de dix années, néanmoins, à Cherbourg, au Havre, à Paris, il se dépense en tentatives diverses au milieu des angoisses d'une vie misérable. Lui qui, bientôt, se donnera pour mission de transformer en types éternels tout ce qui est individuel et fortuit, il fait des portraits et quelques-uns sont des peintures naïves et fortes. Cet homme sorti d'un milieu patriarcal et profondément chrétien, cet artiste qui a répandu sur des scènes de la vie rurale une atmosphère évangélique et biblique, s'efforce de flatter les goûts du public dans des sujets gracieux ou voluptueux. Il sollicite la fable antique, Longus, les *Contes* de la Fontaine. Son originalité native ne parvient qu'assez tard à lui dicter des œuvres où elle s'exprime entièrement. Ne nous plaira-t-il pas de voir là une ressemblance avec ce Nicolas Poussin qui, Normand comme lui, comme lui d'une famille paysanne probablement issue de souche noble, ne cueillit le fruit de son génie ou, pour employer ses propres paroles, « le rameau d'or », qu'après tant d'années d'épreuves, de traverses et d'obscur labeur?

Un peu avant la date décisive de 1849, année de son installation dans ce Barbizon où il va mener jusqu'à sa mort la vie du paysan, il commence à laisser parler, de temps en temps, les souvenirs du cher village natal. Le Louvre possède plusieurs, et non les moins intéressants, de ces premiers essais : le *Vanneur*, ébauché en 1846, terminé en 1848 et, surtout, le *Repos des faneurs* (1849). Dans cette toile paraît déjà l'amour de la terre nourricière et de ceux qui lui font produire le pain des hommes. Déjà l'artiste s'est fait un style, mais non au détriment de l'humble vérité qu'il chérit. La figure de la femme appuyée sur le manche de son outil et qui se dresse sur le ciel clair, portant une écuelle à sa bouche, mérite d'être admirée comme une sœur aînée des *Glaneuses*.

1857-1863, époque des *Glaneuses*, de l'*Angelus*, de la *Bergère gardant ses moutons*, c'est la pleine maturité. Des amis, des admirateurs sont venus, surtout parmi les jeunes gens. La subsistance de la famille demeure, toutefois, un problème douloureux. Dans la critique, on compte de chaleureux défenseurs. D'autres hésitent. Quelques-uns, et non les moins en vue, affectent de tenir Millet, non seulement pour un novateur et un réaliste en peinture, mais pour un ennemi de la société et pour un prédicateur de révolte. Rien de plus irritant pour l'homme bon et sage, pour le père de famille exemplaire, pour l'artiste étranger à la politique qui, s'il eut, comme tant d'autres, son heure d'enthousiasme en février 1848, a bientôt fui avec horreur, au fond des forêts et des champs, le triste spectacle des guerres civiles. On veut voir je ne sais quelles revendications farouches dans ses paysans et Paul de Saint-Victor prétend que les *Glaneuses* lui apparaissent comme « les Parques du Paupérisme ». Cependant, ces commentateurs malveillants comprennent mieux qu'ils ne l'avouent les intentions de l'artiste. Le nom de Michel-Ange vient, malgré eux, sous leur plume. C'est donc que le soi-disant réalisme de Millet n'exclut ni une certaine espèce de beauté, ni surtout le style.

De cette beauté et de ce style, les *Glaneuses* sont peut-être l'exemple le plus achevé. On n'y voit d'agrément ni de couleur ni de touche. Ce manque d'agrément, en deux parties si importantes de la peinture, va jusqu'à je ne sais quoi d'impersonnel, presque de banal, dans l'aspect extérieur du tableau. D'instinct et sans parti pris, l'artiste abdique toute sensualité de métier : il lui faut un art nu, presque pauvre, pour exprimer, dans toute sa force primitive, le sentiment profond qui est en lui et pour traduire plastiquement ce qu'il croit être, non une création de son propre esprit, mais la révélation d'une vérité jusqu'alors dédaignée ou ignorée.

Pour se former un style, Millet a médité sur la Bible et sur Virgile. Chez les peintres, il a demandé des leçons aux maîtres les plus différents. Rien de plus naturel que sa dévotion à Michel-Ange et à Poussin. On est plus surpris de le voir consulter aussi Greco et Brueghel le Vieux. Ayant commencé par des peintures à la mode romantique, très montées de ton,

sous l'influence d'Eugène Delacroix, il se dépouille peu à peu, il simplifie son dessin, mais toujours en gardant le contact avec la nature.

Après 1865, dans les dix dernières années de sa vie, sa manière, mais non l'esprit de son œuvre, se modifie quelque peu. La grande *Fileuse* du Louvre, montre une tendance vers un art plus libre, plus souple, plus lumineux. Cette évolution est encore plus sensible dans les pastels, qui se multiplient à cette époque, et dans les peintures où le paysage prend une place de plus en plus grande. Lorsqu'il fit la toile intitulée le *Printemps*, l'objet de l'artiste était, pour la première fois, non pas tant de représenter un certain site, disposé d'une certaine façon, que de saisir, comme le feront les impressionnistes, un effet de lumière, effet fugitif, effet exceptionnel, qui n'avait pas encore été observé ni rendu avec autant de vérité. Il n'y a plus ici de figure symbolique, ni même de scène empruntée aux travaux des champs. Il y a un drame rapide qui s'étend du ciel à la terre : l'arc-en-ciel paraît après l'orage et fait briller les jeunes verdures, mouillées par la pluie, qui se détachent, comme vernies, sur le fond noir du firmament où flottent quelques nuages cotonneux.

Cependant Millet ne semble pas avoir été le moins du monde touché par le mouvement qui allait bientôt aboutir à l'impressionnisme. Il n'aimait pas qu'on le mît en parallèle avec Courbet, lequel, d'ailleurs, ne se souciait pas davantage de la comparaison. S'il n'a pas ignoré les noms des jeunes peintres qui se groupaient autour de Manet, il n'a guère vu sans doute ce qu'ils faisaient. Millet reste un isolé. Tout en suivant sa voie, comme on l'a dit très justement[1], il va au-devant des novateurs. Mais, en fait, ceux-ci, les impressionnistes, n'ont nullement cherché dans son exemple un appui pour ce qu'ils voulaient tenter eux- mêmes. Chose curieuse, c'est plutôt Puvis de Chavannes qui a une dette envers Millet. On peut croire qu'il fut frappé de l'harmonie, alors nouvelle, qu'il trouvait chez l'auteur des *Glaneuses*, entre un paysage vrai et des figures aux modelés et aux gestes simplifiés. Preuve que, chez ce paysan poète, peintre de mœurs et d'occu-

1. Paul Leprieur, *Millet* (L'art de notre temps), p. 14.

pations qui étaient aussi les siennes, l'originalité et la valeur profonde de l'œuvre sont dans l'invention d'un style plus que dans une vision réaliste de la nature.

Millet a eu l'immense mérite d'engendrer à la vie de l'art les thèmes de son inspiration et de créer le langage sans lequel cette inspiration n'aurait pas pu se communiquer au monde. Œuvre si difficile que l'on ne doit pas s'étonner si l'exécution montre souvent quelque chose de laborieux, de pénible, et tantôt de la lourdeur, tantôt de la sécheresse, — dans les peintures, du moins, les dessins étant toujours pleins de décision et de grâce. Les dessins de Millet, en effet, obéissent aux mouvements d'une sensibilité frémissante. Les tableaux, toujours et entièrement composés dans l'atelier, sont des actes de volonté réfléchie, aidés d'une mémoire méthodiquement exercée.

Quoique la vie de Millet n'ait guère dépassé la soixantaine, son œuvre est un cycle complet : il a vraiment réalisé son dessein de faire ce qu'on peut appeler les *Géorgiques* de la peinture. L'épique, où il a visé parfois, dépassait peut-être un peu ses facultés et aussi les convenances de ses sujets ordinaires. Le nom virgilien de *Géorgiques* exprime ce qu'il y a de meilleur dans l'inspiration de Millet : la nature et l'homme chantés avec amour, d'un accent grave et sincère, d'un ton mesuré.

***

Daumier, dans une vie plus longue, mais consumée par la besogne du lithographe, n'a pu malheureusement consacrer à la peinture que de trop courtes heures : il nous a laissé peu de tableaux et moins encore de tableaux achevés. Mais ils sont animés d'un tel souffle, ils sont construits sur l'armature d'un dessin si expressif et si juste, le pinceau manie la couleur avec une furie si impérieuse, qu'on ne souhaite rien de plus à ces puissantes ébauches.

C'est surtout à partir de 1848 que Daumier fit acte public de peintre. Républicain enthousiaste, il participe, cette année-là, en même temps que Millet, au concours qui

avait été ouvert par la Direction des Beaux-Arts pour une figure de la République. Son esquisse, que l'on peut voir, dans la collection Moreau-Nélaton, au Musée des Arts décoratifs, nous montre une forte femme assise, de face, la tête droite, sur un trône : elle tient le drapeau tricolore à la main et abandonne ses larges mamelles aux robustes enfants qui se pressent contre elle. La *République* de Daumier n'est pas sans analogie avec celle de Millet. Il y a entre les deux artistes, en dehors de toute hypothèse d'influence directe, d'autres rapports que ceux qui unissent naturellement des hommes du même temps, nourris des mêmes idées ou des mêmes illusions. C'est surtout par la qualité du dessin qu'ils se ressemblent, et par la recherche d'une secrète grandeur dans des sujets familiers.

Daumier est plus foncièrement peintre que Millet. Sa technique de la peinture, d'ailleurs, le rapproche plus de Decamps que de l'auteur des *Glaneuses* et de l'*Angelus*. Il admirait Decamps, que l'on délaisse aujourd'hui à cause de la fatigante et décevante virtuosité de ses tableaux de genre. Mais ce n'est pas sans raison que le peintre de la *Défaite des Cimbres* a obtenu l'estime de deux juges tels que Daumier et Delacroix [1].

Daumier n'a rien d'un rural. Les paysans, il les rencontre plutôt dans un *Wagon de* 3e *classe* que dans leurs champs, et il les regarde d'un œil narquois de citadin peu expert aux choses de la vie rustique. Le paysage, non plus, ne tient pas beaucoup de place dans son œuvre. A-t-on de lui une seule étude faite, d'après nature, à la campagne? Je ne le crois pas. Cependant, lorsque la poétique du sujet le demande, il sait inventer des horizons grandioses aux tons fauves, aux lignes sévères, qui ne peuvent être comparés qu'aux paysages de Decamps dans ses bons jours et, mieux encore,

1. Il est vrai qu'à la fin de sa vie, Delacroix a paru modifier son opinion sur Decamps. Au retour d'une exposition, en mai 1860, il note dans son *Journal* (t. II, p. 391) : « Pas un Decamps ne m'a fait plaisir. C'est vieilli, c'est dur et mou, filandreux. De l'imagination toujours, mais nul dessin. Rien ne devient ennuyeux comme ce fini obstiné sur ce faible dessin. » Les faiblesses de Decamps sont marquées ici avec une impitoyable clairvoyance; mais on peut croire que, dans cette exposition, Delacroix a surtout vu de petits tableaux de genre, jadis trop admirés.

à ceux de Barye. Tel le paysage des *Émigrants*, tels aussi ceux des nombreux *Don Quichotte* que nous connaissons de lui, en dessin, en aquarelle ou en peinture [1].

Ce Marseillais, devenu de bonne heure parisien, est l'homme des villes, surtout de la Grande Ville. Il a la curiosité de tout ce qui y habite, de tout ce qu'on y voit, de tout ce qu'on y dit, de tout ce qu'on y fait. Il observe la grimace changeante des mœurs et le pli durable des métiers. Il aime jusqu'à ce qu'il y a de plus artificiel dans la vie des vastes agglomérations humaines et il en extrait de la vérité.

Il fut le premier, peut-être, dans notre XIXe siècle, à explorer en peintre ce monde étrange du théâtre, où le ridicule, le chimérique et le merveilleux se coudoient, au milieu des passions et des illusions. Son chef-d'œuvre en ce genre, le *Drame*, qui n'est malheureusement plus en France [2], offre à nos yeux le double spectacle qui se joue au théâtre, sur la scène et dans la salle : l'être collectif que compose, dans l'ombre du balcon, la foule unanime, ne nous intéresse pas moins que, là-bas, dans une éclatante et mystérieuse clarté, le groupe du héros assassiné, du traître et de l'amante échevelée. L'éclairage même de la rampe séduit Daumier : par le renversement des rapports d'ombre et de lumière et par les accents inattendus dont il marque les visages, il lui semble un moyen de mettre en évidence ce que l'habitude nous empêche de bien voir.

Tandis que Millet choisit attentivement des thèmes en accord avec ses pensées familières, ses sentiments dominants et qu'il médite sur la composition la plus capable de les traduire, Daumier est de ces peintres qui sont toujours prêts à peindre et qui peuvent prendre n'importe quel sujet : un homme debout dans un atelier, devant un chevalet, un autre qui rêve, assis, dans son cabinet, une blanchisseuse qui remonte, courbée sous son fardeau, l'escalier d'un quai de la Seine, — et il en fera une œuvre pleine de vie et de substance. Un trait de pinceau, un jeu de lumière, un geste

1. On notera que *Don Quichotte*, sur son cheval étique, accompagné ou non de Sancho Pança, est un sujet favori de Decamps comme de Daumier.
2. Il appartient, depuis une quinzaine d'années, au Musée de Berlin.

qui semble involontaire, un pli des yeux ou de la bouche, nous révèlent des secrets qui étaient encore inconnus après tant de siècles que l'homme est l'étude de l'homme.

Rien de tendu ni de forcé chez Daumier. Il est naturellement épique. Son dessin est plus puissant que celui de Millet, plus voisin de celui des maîtres, et des plus grands : Rembrandt ou Michel-Ange. Millet pousse son travail jusqu'à une réalisation plus complète, et il a parfois le charme, la tendresse, qui manquent à Daumier : c'est une nature plus féminine. Il n'y a pas une femme agréable dans l'œuvre de Daumier. Tous deux, l'un plus spontanément, l'autre par une démarche plus lente, plus calculée, ont visé au grand, au général, au type : « le type, dit Millet, qui est, à mon sens, la plus puissante vérité ». Le mot de Millet : « faire servir le trivial à l'expression du sublime » aurait pu tenir lieu de devise à l'un comme à l'autre. Ils préparent plusieurs des voies où s'engagera après eux la peinture. Daumier n'a peut-être pas eu d'influence directe sur Manet, non plus que sur Degas ni sur Lautrec; mais à distance nous voyons la filiation qui les relie.

PAUL JAMOT

LE MAROC

VU PAR UN ALGÉRIEN[1]

Meknés. — Résidence d'une noblesse locale, puis au XVIIe siècle d'un sultan jaloux des splendeurs de Versailles et rêvant des palais du Roi-Soleil, médiocrement peuplée pour l'étendue dont elle dispose dans ses quinze kilomètres de fortifications, flanquée de bastions et de tours, fastueuse, pompeuse, un peu vide et morte, telle apparaît Meknès.

Du nouveau quartier français, complètement séparé de la cité indigène, suivant l'heureuse formule du maréchal Lyautey, on domine de l'autre côté du ravin le panorama entier de la ville. Les majestueux remparts faits d'un pisé vieux rose qui a bu des siècles de soleil, ramassent et groupent heureusement l'ensemble des édifices. Ainsi qu'à Fez, la ville s'arrête au ras de son enceinte : les portes franchies, aucun de ces faubourgs difformes et lépreux qui déparent nos plus belles capitales. La lisière en est précise, élégante, sur la crête où s'alignent les bâtisses fauves ou blanches, où s'amoncellent les terrasses, les façades percées d'ogives que dominent les minarets carrés, plaqués de turquoise. Quand le soleil, le matin, frappe obliquement cette succession de sanctuaires, de palais et de masures, creusant des ombres dans les masses, dessinant les contours, illuminant les fissures profondes des ruelles, on pense aux visions d'un conte oriental...

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 octobre.

De la demeure que construisit le sultan Moulay Ismaël, imitateur de Louis XIV, subsiste surtout la prodigieuse enceinte. Les ruines des écuries suffisent à donner l'idée du luxe dont s'entourait ce potentat. Les voûtes en ont disparu, mais il en reste les piliers carrés et les arceaux de grosse maçonnerie dont les travées se succèdent et se prolongent à perte de vue : dix mille chevaux, dit-on, y pouvaient loger à l'aise. Au milieu des jardins, un bassin de ciment copie la pièce d'eau des Suisses. La matière polie en est résistante, puisque ce lac artificiel est encore plein d'une eau pure qui s'y renouvelle chaque jour.

Intéressants par leur distribution, leur symétrie, la propreté de leurs rues parquetées de briques, la polychromie étonnante de variété et de fraîcheur de leurs devantures peintes, les souks de Meknès n'approchent pas, même de loin, la variété de ceux de Fez.

Comme nous sortions de ces quartiers marchands, une façade attire nos regards par son aspect lugubre. La porte bardée de fer en est hermétiquement close : c'est la prison des fous. Nous y pénétrons en contrebande, l'accès n'en étant point permis aux roumis. C'est une erreur de croire que les races musulmanes révèrent toutes les déments. En Algérie, généralement, surtout dans les oasis, illuminés et divagants circulent sans entrave, entourés du respect de la foule. Au Maroc, la folie, parfois aussi, quand elle est inoffensive, confère une réputation de sainteté. Ce fut le cas à Meknès même d'un vieil halluciné qui marmonnait des prophéties : longtemps on le consulta comme un oracle, sous le toit que la crédulité publique lui avait édifié, au coin d'une place où il s'obstinait à demeurer.

Mais ici, dès que le fou est sujet à des crises de violence, on l'incarcère, on l'enchaîne sans pitié jusqu'à sa mort comme une bête malfaisante et impure. Et c'est le spectacle affreux qui va s'étaler sous nos yeux.

Autour d'un premier patio, largement ouvert à l'air et à la lumière, les sujets les moins dangereux occupent isolément des cellules, le cou pris dans un collier de fer qui est rattaché au plafond par une lourde chaîne. Ce sont en général de doux maniaques, qu'on approche sans danger et que leurs parents

sont admis à visiter. Nous en contemplons un, à figure d'ascète, pâle, émacié, avec de beaux yeux sombres où flambe une lueur, visionnaire dont l'esprit chaviré invente des théories contraires à la pureté du dogme. Victime des scrupules religieux de son entourage, peut-être eût-il passé dans un autre milieu pour un prophète, et des disciples l'eussent entouré de leur admiration et de leur piété. Agenouillé, comme en extase, le regard perdu dans la contemplation de ses rêves, la lèvre frémissante, les mains jointes, agité d'un frisson convulsif qui secoue les maillons de sa chaîne, il semble un martyr souffrant pour sa foi... En haut, sur la galerie, bavardent les femmes des gardiens, insensibles aux lamentations et aux soupirs qui montent des geôles. Parmi elles une belle fille, une brune aux yeux de velours nous interroge du regard. C'est, nous dit-on, une épouse récidiviste de l'adultère, que son mari, suivant l'usage, a fait interner parmi les déments. Conception étrange qui assimile les égarements du cœur à un dérangement cérébral, et leur inflige le châtiment de cette affreuse promiscuité... Mais ici la passion est moins durement traitée que la déraison, car la jolie prisonnière ne porte nulle entrave.

Une seconde porte franchie. nous voici dans l'enfer. Qu'on s'imagine une cour étroite et sombre comme le fonds d'un puits : sur le pavé gluant se traîne une larve humaine, un lépreux dont la face rongée n'est plus qu'un trou sanguinolent où luisent des dents blanches. Tout autour ouvrent des cachots, antres obscurs et fétides. Il en est où règne un silence de mort; des autres, s'élève une clameur confuse faite de vagissements, de soupirs, d'imprécations. Ce sont les fous réputés dangereux, plus maltraités que des criminels. Pour apercevoir les corps enveloppés de lambeaux qui se traînent dans une boue liquide, il nous faut frotter des allumettes... Voici une femme, enchaînée par le cou, les deux mains prises dans un lourd carcan de bois. Elle ne peut esquisser un geste, et il faut qu'elle approche sa tête de ses doigts pour manger le morceau de galette ou boire le gobelet d'eau que lui apporte son gardien. Quelques mois elle vivra ainsi, courbée et immobilisée sur le sol; puis elle mourra, une nuit, emportée par une convulsion dernière, et une autre héritera de son cachot obscur,

de son collier de fer et de son carcan de bois... Car ils se succèdent rapidement, les pauvres fous, dans ce séjour d'horreur, ne résistant guère plus d'un an à pareil régime. On ne les visite point, on ne les change jamais de place. Chaque matin un seau d'eau est jeté au hasard, dans l'ombre de chaque cellule, afin de laver le sol souillé.

Pourquoi l'autorité française n'intervient-elle pas pour transformer cette institution inhumaine? Elle s'en préoccupe. Mais la politique, dont nous examinerons plus loin les principes et les effets, et qui a déjà installé et consolidé notre influence en ce pays, nous impose d'en respecter les coutumes et d'en ménager les autorités, même en y sacrifiant momentanément certaines de nos idées. Toute politique a ses inconvénients comme toute médaille son revers. Nul doute que dans peu d'années, et par le seul fait de notre présence, les us barbares qui nous choquent encore auront disparu. Ainsi verra-t-on les fous hospitalisés, non plus emprisonnés, et leurs colliers de fer ou leurs carcans seront relégués dans les musées, comme le sont à Rabat les chaînes des esclaves chrétiens.

Pour l'instant on sort de cette géhenne sinistre avec un impérieux besoin d'en balayer la vision au grand air. C'est ce que nous faisons en allant visiter, hors des remparts, la nouvelle école des cadets créée par le Maréchal à l'usage des grandes familles chérifiennes. Aucune institution plus logiquement comprise que celle-là. A l'armée marocaine il faut des cadres musulmans, à côté des cadres français, et les élèves de l'institution militaire de Meknès leur doivent servir de modèles.

Une charmante résidence de campagne, bâtie près de la ville au XVIIIe siècle par le sultan Ben-Abd-Allah à l'usage de son harem, constitue à cette institution un cadre merveilleusement approprié. Dans une enceinte de château fort, sur des cours spacieuses pavées de faïence, ouvrent des appartements décorés dans le style de l'époque, plafonds de boiseries coloriées, murailles et parquets plaqués de céramique. Les élèves y vivent sans violenter leurs habitudes, y mangent la même cuisine que chez eux. Leurs dortoirs rappellent les intérieurs musulmans. Près de chaque lit, transformé le jour en divan,

drapé d'étoffe soyeuse, la table basse est chargée du plateau de cuivre portant le samovar, la théière d'étain poli, et les petites tasses à thé. Aux murs pendent les fusils et les sabres, brillants d'un impeccable astiquage. Pour calmer les scrupules des familles, les exercices religieux sont placés sous la surveillance d'une personnalité considérable de Meknès, lettré et historien réputé par tout le Maroc, apparenté au sultan lui-même. Un logement est aménagé pour recevoir les parents des cadets, venus de loin pour leur rendre visite. L'enseignement technique et pratique est à la fois celui du cavalier, de l'artilleur et du fantassin.

Malgré la répulsion native des Marocains pour la discipline militaire, la vogue de l'École est telle que son effectif est au grand complet. La première promotion sortie après deux ans d'études a donné satisfaction à ses chefs au point que sept des jeunes officiers diplômés ont obtenu aux armées des citations élogieuses : le tableau relatant leurs exploits figure dans la salle d'honneur. Ainsi se répand dans la société chérifienne le goût des armes avec le respect et l'affection pour nos chefs.

Pour clore agréablement la journée nous acceptons une tasse de thé chez le chérif Ben-Zidan. Adossé aux remparts qui l'isolent du monde, son jardin est un asile de paix, silencieux et discret. A l'ombre des murailles en terre rosée que couronnent des nids de cigognes, poussent les orangers chargés de leurs fruits éclatants, les grenadiers déjà fleuris de corolles saignantes, les figuiers au large feuillage. Sur les parterres constamment irrigués se succèdent suivant la saison les pensées, les iris et les roses. Une chaussée de faïence qui traverse le jardin conduit le visiteur du portail d'entrée au salon des hôtes. Revêtu d'un caftan de pourpre qui fait ressortir son teint mat, souriant, la main tendue, le Chérif nous reçoit sur le seuil. C'est un petit homme gracieux et doux, qui marche en glissant, parle en murmurant, et dont les gestes sont menus et rares.

Près de lui nous prenons place sur les coussins de soierie brodée de fleurettes pour boire le thé à la menthe et goûter la conversation de ce délicat érudit. Versé dans les choses de la religion comme dans celles qui touchent au passé de

Meknès, le maître de céans fixe dans un style contourné comme les arabesques les traditions orales des hommes bien pensants. Il en recueille avec la satisfaction du lettré, la vénération de la ville entière. Notre dialogue débute par les compliments d'usage. Il sait qu'il a devant lui un jurisconsulte éminent, une lumière du droit et de la jurisprudence. Nous déclarons tenir de source certaine que notre hôte brilla par l'étendue de ses connaissances, la grâce de son style, la droiture de sa pensée et la pureté de sa foi. Le préambule terminé nous posons mille questions sur les origines de la ville, sur son université coranique, sur ses mœurs, sur ses monuments. Et, en face des bosquets d'où nous arrivent dans l'air du soir des senteurs de rose, nous écoutons le causeur au verbe voilé, drapé de pourpre, chaussé de mules brodées d'or, évoquant à nos yeux le passé de gloire et de magnificence de Meknès l'endormie.

Accoudé près d'une pile de livres, ses ouvrages favoris, le Chérif hume délicatement le liquide parfumé qui remplit la tasse de poupée. Et de sentir près de lui des visiteurs qui apprécient son savoir, vantent ses écrits, dissertent à mi-voix des sujets qu'il aime, il se sent heureux, et rend grâce à Allah et à Mohammed son prophète. Une race qui produit de tels êtres, tout en nuances, ne saurait passer pour barbare... Car il est vraiment exquis, ce doux sybarite qui vit dans son jardin, à l'ombre des remparts couleur de terre brûlée que des nichées de cigognes coiffent de toute part. Graves et songeuses comme lui ces cigognes lui tiennent compagnie : « Leur lenteur est sacrée et leur repos divin », murmure-t-il en les regardant.

Comme nous prenons congé, notre hôte nous confie le manuscrit d'une conférence qu'il fit, l'an passé, aux cadets de l'École militaire, sur le caractère sacré de la science historique. Dissertation à l'usage du musulman le plus orthodoxe : le Coran, la Souna, les Hadites et les légendes des Saints Chérifs semblent en faire tous les frais. Puis en nous raccompagnant il nous cueille des brassées de lilas du Japon, de ces grappes mauves qui sèment de leurs pétales la terre humide, et ses adieux sont scandés par les cliquetis que font du bec ses amies les cigognes.

Sur la route de Rabat. — Pourquoi, sauf dans l'ultime traversée du bois de la Mamora et des cultures maraîchères avoisinant Rabat, cette voie laisse-t-elle une impression de tristesse? Sans doute est-ce qu'on y cherche en vain la trace d'un peuplement et d'un effort agricole. Des terres en friche, semées de plantes parasites, d'immenses étendues plates où rarement se rencontre un maigre bétail. Et quand le sol est travaillé, c'est superficiellement, avec incurie, le soc de bois effleurant à peine la glèbe, et contournant, pour éviter l'effort, les touffes de palmiers nains. Nul village à l'horizon, aucune de ces fermes plantureuses, ombragées de bouquets d'arbres, respirant le travail méthodique et bien rémunéré, qui égaient nos plaines d'Algérie. La richesse agricole se devine, mais inexploitée encore, ensevelie sous les herbes folles, attendant la main qui saura la faire surgir du néant...

On se demande, à travers tout le Maroc, où gîtent les théories de fellahs qui vont et viennent autour des grandes villes. A quelques kilomètres des cités maghzen que nous avons déjà visitées, la vie s'éteint comme un ruissellement de pluie absorbé tout d'un coup par un sol altéré. Là est le problème agricole du Maroc. Là s'impose à l'esprit l'idée que bientôt sonnera l'heure du colon français et que ce précieux moniteur pourra seul, ainsi qu'il l'a fait en Algérie, montrer à l'indigène les ressources de son pays, et la manière de les mettre en valeur.

Rabat-Salé. — L'approche de la côte se révèle par la brume légère dont l'air est toujours saturé, par la nappe de vapeur que le grand souffle de l'Océan apporte sans cesse du large.

L'arrivée à Rabat, après le passage du pont jeté sur la rivière, en longeant l'amorce des quais du futur port, vous met brusquement sous les yeux tout l'aspect de la rade. Entre deux falaises que recouvrent les claires bâtisses de l'antique capitale et de sa jumelle, Salé, qui lui fait exactement vis-à-vis, serpente l'oued Bou-Regreg dans le marais de son estuaire, cherchant une issue au bord des flots. Devant la crique frangée de roches noires que rongent les marées, une barre d'écume roule sans cesse ses volutes croulantes sur le sable du rivage.

Tassées sur leurs promontoires, dominant l'immensité liquide, les deux cités sœurs se drapent dans d'éblouissantes blancheurs. A un mille de la côte, balancés au gré de la houle, des vapeurs à l'ancre prêts à fuir à la moindre menace du temps, attendent les barcasses qui débarqueront passagers et marchandises — à moins qu'elles ne les jettent à l'eau.

Sous le ciel de Rabat, aujourd'hui d'un bleu pâle et vaporeux, deux couleurs seulement se mêlent aux reflets immaculés des terrasses et des façades : le brun d'ambre, imbibé de soleil, de ses murailles, de sa forteresse des Oudayas, du bloc carré de sa tour Hassan, et le glacis verdâtre des céramiques dont se recouvrent ses toits et ses auvents. Mais c'est la blancheur qui domine, s'étalant en nappe sur toutes choses, blancheur de craie, blancheur de lait, blancheur de neige, aveuglante au milieu du jour, se pénétrant le soir des nuances les plus subtiles de la lumière à son déclin.

A l'extrémité du cimetière, du peuplement de stèles toutes pareilles, rouillées par l'air salin, parsemant au loin la falaise, une enceinte flanquée de tours forme la Kasba des Oudayas. Là s'était installée la tribu des guerriers où les sultans recrutaient leur garde. On y pénètre par l'ogive béante d'une porte aux voûtes profondes, pour atteindre l'ancienne méderça convertie par le Protectorat en musée. A travers les salles de ce saint lieu désaffecté, nous admirons les collections d'art marocain groupées avec autant de goût que de méthode. A elle seule la série des faïences de Safi et de Fez vaut la visite : variété des dessins, patine fondue des teintes, dont la verte est la plus fluide et la plus délicate, diversité des formes, autant de révélations. Quel dommage qu'il y manque toujours la qualité de l'émail, sans transparence ni profondeur! L'ensemble des tapis de Rabat ne se trouve nulle part ailleurs. Ils sont d'une abondance de motifs, d'une étendue de gammes polychromes sans pareilles, ces tapis où le tisserand de jadis jetait par brassées soucis et coquelicots, volubilis et marguerites, pensées et chardons, et les graminées enveloppant les genêts d'or, et toute la flore sauvage qui parsème ici les coteaux à l'éclosion du printemps. Car c'est du spectacle de la nature que procèdent toujours ces assemblages de laines nuancées. Tels nous les

avons vus déroulant leurs reflets diaprés au bord des routes, tels les faisaient l'artisan d'autrefois pour les pieds nus des odalisques prenant le frais sous les galeries, autour des patios. Et les belles indolentes goûtaient ainsi l'illusion de la liberté aux champs en foulant ces nappes fleuries, au bruit frais de l'eau coulant dans les vasques de marbre.

Sous la colonnade de la cour pendent aux murs de lugubres ferrailles : chaînes qu'on forgeait aux pieds des chiourmes de captifs. Et l'on évoque avec un frisson la théorie des malheureux qui, afin de rester fidèles à la foi de leurs pères, — une abjuration les eût aussitôt délivrés, — se traînaient sous les coups, rivés les uns contre les autres, vers les chantiers que l'orgueil d'un sultan formait pour satisfaire ses instincts de bâtisseur.

Pourquoi sur la colline, qu'en arrière de la ville elle écrase de sa forte carrure, la tour Hassan se dresse-t-elle inachevée, coupée à mi-hauteur comme à coups de yatagan? On l'ignore, et l'on n'explique point davantage la ruine, en cours de travaux, de la mosquée qui s'étalait au pied du minaret colosse. On monterait à cheval la rampe tournant dans la maçonnerie de la tour. Des fenêtres aménagées dans ses quatre parois la vue s'étend du côté de l'Océan ou vers l'intérieur des terres. La rade apparaît de là-haut, estuaire fangeux encadré dans les blancheurs de Rabat et de Salé ainsi qu'entre deux carrières de marbre. De l'autre côté, Chella, la cité abandonnée, endeuille le paysage de ses remparts hérissés de merlons, de ses bastions trapus, de tout l'appareil de défense encore intact, dont elle enveloppe jalousement les ruines de son passé. Dans l'enclos où rien ne remue, parmi les pierres écroulées, les murs éventrés, les ronces, les palmiers nains et les figuiers sauvages, miroite l'eau d'une source. Et c'est la vie de Rabat qui surgit ainsi des décombres; le limpide ruisseau, filtrant à travers la poussière des siècles, maintient sur les proches falaises l'animation d'un peuple et sa prospérité. Image de l'éternel renouveau, de la survivance humaine, du phénix qui s'élance en battant des ailes sur les cendres de son bûcher.

Mais la capitale, on le sait, le centre d'activité qui prépare et commande l'avenir, n'est plus entre les remparts du

Sultan Yacoub. C'est hors des murailles effritées par le temps où s'enferme Rabat, qu'elle se développe librement sur le plateau, loin des falaises semées de pierres tombales. Là plus de ruelles, de recoins ténébreux, de façades closes et mortes. Des avenues bordées de villas, des édifices aux murs nets, percés de larges baies ouvertes sur le mouvement du dehors, sur les verdures et les fleurs des jardins qui les entourent. Banques, hôtels et magasins, résidences officielles et maisons de rapport, complètement séparés de l'agglomération musulmane, ont surgi du sol en quatre ou cinq années. Du haut de la tour Hassan on embrasse d'un coup d'œil l'ensemble de la cité nouvelle, de son parc naissant allongeant ses perspectives vers l'horizon mouvant des flots, de ses boulevards qui se croisent avec la symétrie d'un plan bien équilibré. Jusque dans l'architecture de ses constructions, répondant à des besoins si divers, se devine l'unité de conception, l'intelligence des nécessités du climat, l'adaptation aux lignes et au caractère du paysage. Les surfaces des murs et des terrasses sont d'une blancheur éclatante, passée au lait de chaux, et seuls tranchent dans cette pureté neigeuse les boiseries de cèdre et les zelliges des portiques, le vert pâle des tuiles sur les toitures. Partout des portes cloutées de bronze, des colonnades, des balcons ouvrant sur les perspectives de la rade ou des coteaux.

Comme se dégage avec netteté le sens de notre politique en cet aménagement des quartiers français! Par notre venue sur cette rive nous n'entendons point entamer le bloc musulman. Tout ce que renferment de noble et de beau les traditions et les institutions locales, tout ce qui subsiste d'un passé d'Islam, restes de splendeur des chérifs marocains, croyances et mœurs du peuple, ne courent aucun risque à voisiner avec nous. Pendant que, dans ses murs de pisé, subsiste inviolée au bord de la mer la métropole barbaresque, nous édifions, loin de son contact, sur des espaces inoccupés, les bâtisses qui répondent à nos besoins et à nos coutumes. Peu à peu, sans doute, une communauté d'intérêts, qui déjà mêle l'activité des deux agglomérations contiguës, rendra leur pénétration plus immédiate et plus étroite. Les

résultats palpables de nos méthodes rapprocheront de nous un peuple dont la mentalité est encore loin de la nôtre. Respectueux des choses, des vieux murs, des palais, des nécropoles, le génie français respecte mieux encore les idées et les convictions d'autrui. Et c'est ce qui donne à notre installation en terre moghrébine le caractère de force persuasive que doit revêtir le Protectorat pour n'être pas un vain mot.

Redescendus de notre hautain belvédère, nous parcourons les quartiers neufs sous la conduite du chef de la municipalité, un de ces fonctionnaires d'élite, actifs et convaincus, à la fois disciplinés et riches d'initiatives, dont le Maréchal a l'art de s'entourer. On respire, à l'entendre, l'atmosphère d'optimisme et d'entrain endiablé qu'un administrateur fécond crée autour de ses idées et de sa personne. A l'en croire les projets d'organisation et d'embellissement de la ville européenne ne connaîtront nul obstacle, ni les difficultés financières, ni les lenteurs du temps. A en juger par la fièvre régnant dans les chantiers ouverts de toutes parts, aucun doute ne nous assaille. Ici la grève inhospitalière interdit la baignade si profitable aux familles pendant les ardeurs de l'été. Qu'à cela ne tienne! on fera sauter les rochers, on arrondira devant les falaises une crique en pente douce, protégée contre les courants et garnie d'un sable d'or : l'étude de ce travail est prête et sa mise en train prochaine. Là c'est la barre des vagues qui déferle nuit et jour à l'entrée de l'estuaire et empêche le mouvement régulier de la navigation. Voyez ce tronçon de jetée qui déjà s'avance vers le large : une grue à vapeur travaille sans arrêt à son agrandissement, en crachant à nos pieds sa fumée. Les blocs énormes soulevés de ses crocs de fer s'alignent pour protéger la chaussée. Deux ou trois ans de patience et les navires viendront mouiller en eau calme aussi bien qu'à Casablanca. — De tous côtés les jardins publics élèvent entre les blanches villas leurs vertes frondaisons.

Et il faut que tout cela s'effectue dans le plus bref délai. « Le temps c'est de l'argent. » — A l'exemple du maître de l'heure, déjà installé dans son palais inachevé, les administrations prennent possession de leurs résidences, quand

les électriciens, les peintres, les décorateurs y travaillent encore.

Pendant que règne ici cette effervescence, là-bas, derrière sa fauve clôture de mortier rongée des ans, la Rabat de l'islam se laisse bercer mollement par les mélopées de ses muezzin et le rythme de sa vie oisive. Au lever du jour ses cigognes, perchées sur le faîte de la Kasba des Oudayas, font la toilette de leurs nids avec la nonchalance des vieilles mouquères vaquant au soin du ménage. De leurs longues pattes, de leurs longs becs, elles soulèvent les brindilles qui tapissent leurs couches et les secouent pour les sécher au soleil. Puis, lasses de l'effort accompli, elles étirent leurs ailes et envoient aux échos des murs brûlés de lumière leur cliquetis de castagnettes... Le soir tombant, résonnent les tambourins scandant l'aigre mélodie des flûtes. Dans l'intervalle de ces deux musiques qu'a produit le peuple des burnous? Docile aux traditions ancestrales, content de peu, il a fait les gestes de l'amour et pieusement accompli les rites de la prière.

Casablanca. — De Rabat, que nous quittons sous des rafales de pluie, la route, usée par la circulation ininterrompue des camions et des autobus, suit le littoral, à quelque distance de la mer, monotone et plate, longeant des champs de céréales, quelques rares vignobles, et des étendues infinies de palmiers nains. Parfois on passe devant un bordj en pisé, halte organisée pour le sultan en déplacement avec son harem, ou près des bâtiments neufs et pimpants de la Société de Tourisme Marocain, ou bien encore à côté d'un embryon de village, baraquements de marchands de goutte, — l'un porte comme enseigne « Chez c' t' ami » — autour desquels s'agglomèrent des hangars, des gourbis, toute une improvisation de vie coloniale. Mais combien les arbres manquent dans cette immensité monotone et mouillée!

Miracle de l'esprit d'entreprise, qu'on dénia si longtemps et si injustement à notre race, foyer d'intense spéculation, poussée sur le marais d'une lande, d'abord au hasard, puis suivant un plan clairement conçu, banale comme un nouveau riche, bourdonnante de mouvement, merveilleusement servie

par sa position au croisement des lignes de l'Amérique du Sud et de la côte occidentale d'Afrique, Casablanca, sauf en son quartier fortifié de la ville indigène, est dépourvue de charme et de pittoresque. Mais quel prodige de croissance drue et rapide, à l'américaine, quelle prospérité présente, et quelles perspectives d'avenir! Là se concentre presque entièrement la population française de l'empire, plus de 40000 habitants sur les 100 000 que compte actuellement la cité. — Les travaux du port surtout sont à l'honneur de l'industrie nationale. En moins de dix ans, dont les cinq de la guerre, le Protectorat a réussi ce tour de force d'asseoir sur des fonds mouvants, au milieu d'une barre de vagues moutonnant sans arrêt, deux jetées gigantesques qui se croisent et assurent désormais aux navires un mouillage en eau calme et le débarquement à quai. L'audace, les moyens illimités des Yankees n'ont réalisé nulle entreprise plus difficile avec plus de succès et en moins de temps.

Mais quand on a Marrakech comme objectif et qu'aucun intérêt matériel ne vous retient à Casablanca, on ne s'attarde pas dans ce séjour des brasseurs d'affaires. On s'y incline devant l'activité de nos concitoyens, et l'on reprend vite, à travers la Chaouïa, le chemin de la métropole saharienne.

Marrakech. — Sur une profondeur de 30 à 40 kilomètres, en s'éloignant du littoral, un effort agricole a été déjà réalisé. De beaux champs de blé et d'orge, de rares cultures arbustives, un peu de vigne, des bâtiments d'exploitation spacieux et bien tenus, indiquent une mainmise à son début de la colonisation sur ces terres fertiles et arrosées. Passé Settat on rejoint les espaces en friche, les plaines où rien ne retient le regard. De-ci de-là, quelque kasba chérifienne, toujours délabrée, un groupement de ces cônes en paille tressée qui sont les gourbis du terrien du sud. Faute d'horizon rien ne fait paysage. Voici des ravinements d'un sol rougeâtre, un oued que traverse un pont suspendu à péage où s'accumulent voitures, bêtes et gens, attendant leur tour de passage.

Enfin nous pénétrons dans une région plus accidentée, avec d'arides coteaux pierreux que piquent de points blancs et noirs des troupeaux de moutons et de chèvres. Que peuvent

brouter les pauvres bêtes parmi ces prés de cailloux? Des deux côtés de la route, dans la poussière des pistes qui bordent la chaussée, des campagnards trottinent sur leurs bourriques, pêle-mêle avec le bétail, avec les chameaux, relevant au passage de l'auto leur tête maussade à la lippe pendante.

Puis, subitement, dans un souffle chaud, la vision du sud se dévoile, des plaines lumineuses où flotte une buée, des chaînes violettes dentelant les lointains de l'espace, et tout là-haut dans le ciel, flottant parmi les nuées dont elles se distinguent par leur éclat plus brillant, leur matière plus dense, leurs arêtes plus nettes, les cimes irréelles du grand Atlas neigeux. Quelle féerie inattendue, quel éblouissement pour les yeux! Sur un sol aride, déjà fendillé par les premières chaleurs, les théories de fellahs, de nègres à barbes blanches, de mouquères portant leurs mioches plaqués dans le dos, se font plus nombreuses, hâtant le pas vers la ville encore cachée.

Et voici que Marrakech se laisse deviner dans ces taches de verdure, dans ces blocs de pisé rose qui sont des maisons, la nappe sombre de sa palmeraie, et surtout dans cette Koutoubia, minaret géant dressé sur le pays de toute sa masse, aux arêtes vives où les mosaïques de faïence accrochent des reflets de soleil. Comment rendre l'impression de vie débordante qui s'empare de l'arrivant aux abords de la capitale du Maghreb saharien? Au bas des remparts, à l'ombre des palmes qui s'inclinent sur le chemin, la foule circule, bigarrée, fébrile, dans un pêle-mêle de voitures, de bêtes de somme, semblable au défilé des criquets le long d'un sillon. Et cette procession passe et repasse sous la voûte en ogive des portes, s'engouffrant dans la ville ou en jaillissant pour couler à travers les jardins.

Marrakech! que ne renferment pas tes murailles, qui sont de boue séchée quand le ciel se voile, d'or bruni quand flambe le soleil, d'un rose de corail dès que le jour décline et répand sur ta cité ses lueurs mourantes? Féerie des palais de marbre et de bois précieux, des cours pavées de céramiques où chantent les fontaines, des salles qui gardent jalousement la fraîcheur des nuits sous les enluminures de leurs plafonds sculptés; horreur des ghettos, des masures où croupit la troupe glapis-

sante des aveugles, des estropiés, des teigneux, de ceux que la fièvre brûle ou que ronge la lèpre; sainteté des mosquées qu'emplit un peuple de fidèles courbés sous le souffle d'Allah; luxure débordant des maisons closes, gaîté truculente des spectacles de bateleurs! Marrakech! silence des tombeaux de chérifs! clameurs des places où s'amasse la foule autour des mimes, des coryphées et des escamoteurs! Ivresse des sens et ravissement de l'âme; flambée de lumière et débauche de couleurs; parfum de volupté dont s'enivre au loin sous sa tente l'ardent bédouin brûlé de désirs, et le montagnard chleuh grelotant de froid dans son gourbi au bas des pentes neigeuses.

En vain le littérateur s'essaie à décrire, ô Marrakech! tout ton luxe barbare côtoyant la pouillerie qui s'étale sur ton sol fangeux. En vain le peintre cherche sur sa palette les tons violents qui s'affrontent dans le fouillis de tes souks. Rien ne peut rendre l'âpre goût de sève, le parfum de miel sauvage, les rutilances de sang et d'or dont le palais et les yeux s'emplissent quand on va flânant à travers le dédale de tes ruelles.

Une journée de sensations extrêmes, de mouvement désordonné et de visions aveuglantes, journée de débauche pour les oreilles et pour les yeux. D'abord, pendant des heures nous circulons dans l'inextricable enchevêtrement des souks. Quel grouillement dans ces étroits passages, torrents d'êtres humains dont les bordures d'échoppes forment les rives! Sur une largeur de deux mètres, c'est tout un monde qui défile sur plusieurs rangs, monde de badauds, d'acheteurs et de vendeurs à la criée, oisifs, travailleurs de tous les corps de métier, se pressant, se coudoyant, en des remous qui se contrarient.

Deux types dominent dans ce fourmillement, celui du montagnard chleuh, face taillée à coups de serpe, barbe rude, traînant à terre un burnous en poil de chameau que décore au bas du dos un losange écarlate plaqué sur le fond noir comme une tache de sang; puis celui du juif, le descendant des patriarches, à qui son profil d'Assyrien, pâli par des siècles de réclusion au fond des ghettos, son regard voilé par l'évocation des tueries ancestrales, sa démarche feutrée et glissante, composent une silhouette reconnaissable entre mille. Quantité d'enfants aussi, les yeux souvent larmoyant de pus, de

mignonnes fillettes, les bras cerclés d'argent, des vieillards sordides, toute la gamme des négros, négresses et négrillons, nuancée de l'ébène le plus mat à l'ambre le plus clair.

Sonnailles de marchands d'eau, jappements de chiens qu'on écrase, sanglots ou rires de gamins, lamentations de mendiants, appels et réponses des prix d'enchères, saluts, imprécations, le tintamarre où se confondent ces mille bruits monte partout des ruelles dans un parfum de menthe fraîche et des relents de beignets frits.

A chaque négoce correspond son bariolage de nuances fondues et enveloppées par les jeux de lumière. Aux souks des cuirs règne le filali; sur les devantures, le long des parois des échoppes s'étalent, sous forme de sacs, de djébiras, de coussins, ces peaux éclatantes, au grain souple et poli, couleur de pelure d'orange. Mais les artisans qui les travaillent savent les plonger en des bains savants d'où ils les sortent vert d'émeraude, bleu ciel, lilas, grenat, ou rose passée; ils leurs donnent aussi ces délicieux tons havane ou crème sur quoi les broderies de soie et d'or dessinent des arabesques d'un relief surprenant. Au souk des teinturiers la frénésie des tons est sans pareille. Terrés dans leurs cahutes sans plancher ni comptoirs, on voit des hommes demi-nus piler des écorces de grenades et de citrons, des terres safranées, des morceaux de minerai brillants dans des mortiers creusés à même le sol, puis cuire des bouillons étranges qui moussent dans les marmites de cuivre. Et ils en retirent les écheveaux de laine qu'ils pressent et tordent tout fumants encore avant de les sécher au soleil. Sous le flamboiement du ciel, qui en augmente les vibrations, ces grappes pendent aux auvents des boutiques, enluminures fraîches et vives où se juxtaposent les valeurs par larges touches, ainsi que dans les parterres et les vergers voisinent les massifs de pivoines et de chrysanthèmes, les corolles des jonquilles, des tulipes et des capucines, les gousses des piments, l'écorce des aubergines, la peau des cerises, des prunes et des nèfles du Japon.

Chez les marchands de tissus les foutahs, les haïcks sont comme imprégnés du suc des baies sauvages, les étoffes, parfois tissées avec des fils de métal, sont mouchetées, pour plaire au goût sensuel de leurs rudes clients. Promenant sur

le tout ses reflets mouvants, avivant les teintes, allumant les reflets, plaçant les rehauts, pénétrant les ombres, ce prodigieux magicien qu'est le soleil joue des harmonies du tableau comme le musicien distribue les contrastes et les subtilités de sa pédale à travers les pages d'un concerto.

Il se tient pour le bas peuple, avant midi, hors des murs, dans un espace dénudé, flambé de lumière, qu'entourent des groupes de maigres palmiers, un marché en plein air, le « Souk el Khemis ». Nous y passons un instant. Là se concentrent les produits de l'industrie familiale : ce sont de longues cuillères de bois sculpté au couteau, des poteries à peine cuites dont les formes rappellent les vases d'Égypte et d'Étrurie, et surtout les tapis de haute laine, aux tons heurtés d'aniline, que les femmes, alignées le long d'un tertre, tiennent déployés à bout de bras en des poses hiératiques. Très achalandés, les marchands d'ingrédients pour philtres et sortilèges. Sur des sacs jetés dans une poussière qui semble faite de safran, s'étalent leurs hideux éventaires : carcasses de corbeaux écartelés, queues de chacal, peaux de serpents, toisons de hérissons, dents de bêtes immondes, et pêle-mêle avec des griffes, des cornes, des élitres d'insectes et des écailles de poissons, des paquets d'herbes empoisonnées. Sur cet inquiétant salmigondis se penchent, silencieuses et voilées, les vieilles sorcières, combinant des recettes pour leurs liqueurs d'amour et de mort.

Quatre heures du soir, sur la Djemaa-el-Fna, le forum des peuplades berbères. Par cette après-midi de soleil la foule y afflue et y tourbillonne, avide de plaisir, serrée en rond autour des histrions, des baladins et des mimes. Les groupes se forment, se désagrègent, chacun passant d'un cercle à un autre, accourant à l'appel des tambourins, s'éclipsant au moment de la quête. Danseurs et conteurs se partagent la faveur de la plèbe. Dans cette foule pas un geste, pas un cri : seul un rictus muet, un éclair des yeux manifeste l'approbation et la joie. En revanche chez les acteurs quelle intensité d'expression, quelle variété des jeux de physionomie! Le récitateur des « Mille et une Nuits » joue tous ses personnages. Voyez sa démarche souple ou pesante, ses mains qu'il place tout à coup sur ses yeux, comme ébloui par la vision de quelque ange ou de

quelque éfrit, ses doigts qui se resserrent avec avidité, ou s'ouvrent pour une largesse, ou se joignent pour une prière, sa lèvre tour à tour dédaigneuse, sensuelle et prête au baiser, son regard où flambe la passion, où passent successivement les affres de la peur, les éclairs du désir, de la tendresse, de la haine! — Onduleux, insinuant, l'escamoteur promène ses pas autour de la boîte à mystère qui recèlera bientôt une colombe, une fleur, un douro à la place d'un débris de papier : et ce sont des incantations des bras déployés, des prunelles levées vers le ciel, des halètements, des soupirs, des flots de paroles suivis de lourds silences. — Avec leurs paupières cerclées de kohl, le fard qui leur rougit les joues, leur large ceinture de soie serrée sur la robe blanche, les jeunes danseurs chleuhs tournent en frétillant des reins, imitant les poses lascives des bayadères. Et pendant que l'endiablée cadence d'un trio de gnibris dont le grincement sous l'archet domine les résonances sourdes de la derbouka, excite le tournoiement des androgynes, penchés vers ces corps aux formes équivoques, fascinés par les balancements de hanches et les contorsions de bras, les spectateurs s'enfièvrent de volupté en une muette extase.

Que de réminiscences d'un passé de mythologie et de légende sur cette place où le flot des arrivants grossit à mesure qu'avance le jour! Jusqu'à d'étranges pratiques d'idolâtrie venant du fond de l'Atlas et dont nul ne se scandalise... Dans un coin moins bruyant, des enfants accroupis écoutent les chants rauques d'une confrérie d'hommes à longues chevelures, au teint boucané, vêtus de haillons, avec des boucles d'oreille en coquillage. Sur un rythme impossible à compter ils traînent à mi-voix, interminablement, leurs incantations lugubres. Près d'eux l'animal fétiche, un tauracin au poil bourru, le front ceint d'un bandeau de soie mauve, broute dans la poussière une brassée de fourrage, et, pour se débarrasser des mouches collées à son museau, lance d'un coup de tête des brins de tiges vertes sur le dos des païens en prière.

Comme nous nous éloignons de la Djemaa-el-Fna, — car c'est le moment d'aller prendre le thé auquel nous convie le glorieux, le fort d'entre les forts, le fastueux Si El-Glaoui, pacha de la ville, — le bourdonnement des tambourins

s'élève toujours de l'immense place, à coups sourds, précipités, qui sont les battements de ton cœur, ô Marrakech! cité perverse et naïve.

Ce n'est point le Glaoui lui-même qui va nous faire accueil. L'autorité l'a prévenu trop tard de notre visite : il est absent pour deux jours. A la porte de son palais, qu'assiègent solliciteurs et mendiants, nous sommes reçus par son Khalifat, une façon d'intendant, l'œil fûté, le profil fuyant, très simplement vêtu d'un caftan de laine. Sur ses pas nous suivons des couloirs revêtus de céramiques, nous montons un escalier tournant, longeons une galerie ouverte d'où l'œil plonge dans les jardins, et nous voici dans le salon des hôtes. L'installation toute moderne, d'ailleurs, en est luxueuse à l'excès, et d'entretenir ce train princier les administrés du pacha savent ce qu'il leur en coûte. A contempler le plafond en nids d'abeille, enluminé et rehaussé d'or, les recoins où jouent dans la pénombre les reflets des zelliges, les rangées des divans drapés de foutahs crème où s'amoncellent les coussins de soieries à fleurs, on se croirait à l'Alcazar de Séville sinon à l'Alhambra de Grenade. Hélas! certaine vitrine, certains fauteuils Louis XV, recouverts de tapisserie et rutilants de dorures, mettent parmi ces somptuosités d'Orient une note qui détonne. Ce sont choix du pacha chez les antiquaires de Vichy, lors d'un récent voyage d'El-Glaoui en France; il y dévora, disent les mauvaises langues, son million en un mois, et les montagnards chleuh eurent fort à faire pour renflouer le budget du Seigneur de l'Atlas.

Assis sur des Aubussons nous picorons des friandises que nous présentent les esclaves noirs. Et nous arrosons ces gâteaux d'oiseaux, faits d'amandes et de miel, pas plus gros que des noisettes, délicatement enveloppés dans des serviettes de linge damassé, et posés sur les plateaux de cuivre, avec de minuscules tasses de thé à la menthe. Cependant le Khalifat, supputant du coin de l'œil ce que nos personnes peuvent bien représenter d'influence et de fortune, nous tient des discours flatteurs. Il parle en rusé diplomate, par phrases brèves coupées de longs silences. Un tic, sorte de sifflement du coin des lèvres, comme s'il vidait une dent creuse, place entre chaque mot le temps de la réflexion.

N'ayant rien à tirer d'intéressant de ce subalterne, nous mettons bientôt fin à l'entretien. En repassant sur la galerie qui fait le tour du salon, nous nous arrêtons un instant en contemplation du paysage. Nimbée de nacre et de poudre d'or, la Koutoubia éteint les feux de ses revêtements de turquoise et de ses boules, que la légende fait de métal précieux. A nos pieds les jardins alignent leurs massifs d'orangers et leurs bosquets de roses sur les ruines d'un ancien quartier, exproprié pour l'agrément du pacha. Et de comparer les magnificences du palais dont nous allons descendre les marches de marbre avec les masures qui l'avoisinent, de se représenter combien de pauvres diables ont dû abandonner leur foyer à la pioche du démolisseur pour permettre au potentat de se tailler son parc en plein cœur de Marrakech, nous réalisons le contraste de splendeurs et de misères de ce Maroc féodal. Son passé et son présent sont là. Où sera son avenir?

Une journée de recueillement et de silence, de rêverie sous les oliviers de l'Aguedal, de muettes prières près des tombeaux saadiens.

Doux, enveloppé de brumes opalines, le matin se lève sur la ville. Montons, sous les rayons qui filtrent du levant, contempler, du faîte de notre maison, le panorama de l'oasis. Au premier plan les terrasses se succèdent, se chevauchent, se superposent, et les minarets, les coupoles des palais se dressent orgueilleusement sur ces étendues de fauves maçonneries. De la vie qui s'éveille sans doute dans les ruelles on ne voit ni n'entend rien. Seules se déroulent devant nous ces surfaces de maisons vides, inanimées. Un chat qui rampe et bondit à la poursuite d'un oiseau, une forme voilée qui étend sur des cordes des linges blancs et des corsages roses, c'est tout ce qui remue sur cette mer de pisé. Derrière la barrière rousse des remparts la palmeraie étire son écharpe d'un vert sombre jusque dans les lointains baignés de vapeur. Et, fermant l'horizon, les cimes fantômes se drapent, dans leurs burnous de neige, sur leur socle de saphir.

A travers les jardins de l'Aguedal passe une brise surchargée de senteurs enivrantes; au parfum des arbres en fleurs se mêle l'odeur de la terre mouillée. Dans ce parc créé pour les

sultanes, féerie de verdure au milieu de la plaine aride, il semble que se concentrent toutes les sources, jaillissant là-bas, au pied des montagnes de neige. Ce n'est point assez que l'eau ruisselle au pied de chaque plante. Voici qu'elle s'amasse, transparente et fraîche, en un lac, dont la rive circulaire est faite de ciment poli, et d'où émerge une île fleurie de géranium. Plus vaste encore, un second bassin miroite sous le ciel d'azur, à perte de vue. Un palais y reflète ses parois de stuc rose. Et déjà l'on imagine le bain des favorites, leur cortège s'encadrant sous l'ogive du portique, leur garde d'eunuques noirs, et les formes divines, les beaux corps d'ambre et d'ivoire sortant de l'onde avec des rires, et s'égouttant au soleil... Hélas! le mirage s'évanouit quand on s'approche : du palais il ne reste que la façade; parmi l'écroulement des murailles et des toitures où sont les splendeurs du passé? Le décomposition et la mort se dissimulaient derrière ce décor d'Islam.

La mort, elle règne aussi en souveraine, mais revêtue d'une noblesse et d'une poésie exquises, en ces sépultures des Chérifs Saadiens près desquelles nous allons rêver ce soir. Par un couloir ménagé contre l'enceinte de la mosquée El-Mansouri, pour tenir l'infidèle en dehors du parvis sacré, on accède dans un enclos garni d'herbes folles. Le silence y est absolu : nul chant d'oiseau, nul bourdonnement d'insecte. On pousse une porte entrebâillée sous un auvent de cèdre sculpté, et l'on est auprès des tombes. Que dire de ces salles si souvent décrites? Qui ne s'efforcerait de peindre la coupole, miracle de joliesse toute en caissons enluminés, en stalactites, en nids d'abeille, en écritures coufiques, en ciselures d'arabesques imprégnées d'un or aux reflets adoucis; et les douze colonnes d'onyx, poli et transparent comme de l'écaille, qui supportent cette voûte d'orfèvrerie; et les parois où se superposent les revêtements en mosaïque de faïence, les plaques de marbre fouillées d'inscriptions d'une élégance de calligraphie adorable, les frises de plâtre en dentelle ajourée, pour laisser filtrer la lumière du dehors. La forme étrange, la gravure de camée des épitaphes dans cette belle matière, couleur de cire, dont sont faites les stèles en lames de couteau, allongées sur le sol, taillées à la mesure des princes et princesses, de leurs corps d'adultes ou de petits enfants, tout cela aussi se peut rendre.

Mais nul ne dira la paix, le silence noyé de pénombre qui tombent de ce décor prodigieusement riche et prodigieusement subtil. Ici point d'emblème pour rattacher la mort à la vie, rien qui rappelle les vaines agitations du monde, rien qui évoque les joies de l'au delà. L'imagination n'y trouve nul sujet pour matérialiser la pensée. Adossé à une colonne, devant les sarcophages de marbre ivoirin, le regard tourné vers les profondeurs de l'âme, le visiteur peut donner libre cours à ses espoirs ou à ses douleurs. Rien ne troublera son rêve. Impersonnels, irréels, ne rappelant aucune forme terrestre, les tombeaux ne recèlent plus un cadavre en décomposition. Seul l'esprit les habite, subtil, vainqueur de la matière. Lequel de nos cimetières approche de celui-là?

Le ciel pâlit; la palmeraie au loin devient opaque et plate. Du haut de la Koutoubia tombent les derniers appels du muezzin. Le héraut d'Allah, avant de redescendre sur la terre, demeure un instant perdu dans l'atmosphère, au-dessus des rumeurs de la ville et des misères dont le destin de l'homme est fait. A quoi songe-t-il, le regard vers l'horizon, silhouette qui s'estompe dans les lueurs incertaines du soir? Depuis combien d'années préside-t-il, de son observatoire plaqué de turquoises et coiffé de boules d'or, à l'exécution des prières rituelles? Il était jeune et beau quand il débuta dans ses fonctions pieuses. Les modulations de sa voix roulaient à travers l'espace, tantôt avec l'impétuosité du torrent, tantôt avec la douceur d'un souffle de brise. Il aimait : le bonheur habitait sous son toit... Voici l'âge venu. Son corps se courbe pendant que s'effritent un peu plus les pierres de sa mosquée. Son visage se ride comme se fendille l'enduit rose du minaret. Il est seul : la mort a ravagé sa demeure... Mais en vrai musulman doit-il se révolter contre son sort? En appelant tout le long des jours les fidèles à la prière, ne leur rappelle-t-il pas que la foi c'est la résignation à la volonté de Dieu? Et redressant sa haute taille, rendant grâce à Allah l'unique et à Mohammed son prophète, lentement, à pas comptés, le muezzin, comme s'il se détachait de la voûte céleste, revient prendre sa place parmi les malices et les douleurs des humains.

II. — NOTRE POLITIQUE AU MAROC LE MARÉCHAL LYAUTEY

Nulle entreprise coloniale plus que la nôtre au Maroc ne s'identifie avec l'homme qui en fut l'instigateur et le metteur en œuvre. En décrivant le spectacle qu'un rapide voyage à travers l'empire chérifien nous a mis sous les yeux, nous avons déjà laissé paraître à quel point se devine une influence unique et prépondérante dans le mécanisme politique et économique de ce pays. Or celui qui tient si bien en main notre nouvelle possession africaine c'est le maréchal Lyautey. Tout y procède de lui, tout s'y fait par lui, d'après ses plans, ses idées, ses méthodes.

Certes nous ne méconnaissons point le mérite des chefs qui, à partir de 1907, installèrent nos troupes à Oudjda, les débarquèrent à Casablanca, occupèrent Rabat puis Fez. Les généraux Drude, d'Amade, Moinier, Alix, laisseront un nom dans ce chapitre de notre histoire, de même que le ministre Regnault, signataire du traité de Protectorat. Mais c'est de l'arrivée du général Lyautey, en 1914, en pleine effervescence du soulèvement fasi, que date le développement au Maghreb de l'influence française. A lui revient l'honneur d'avoir définitivement rangé sous notre autorité, et quand les frontières de notre vieille patrie craquaient sous la ruée allemande, les immenses territoires des Chérifs. Pour comprendre le programme que nous exécutons là-bas, il faut donc étudier la personnalité qui en a tracé puis appliqué les principes.

Il est de grands esprits qu'on méconnaît au premier contact. Il en est d'autres dont on se révèle, dès l'abord, l'harmonie entre le physique et le moral : tel est le maréchal Lyautey. Dès qu'il vous tend la main on sent quel est l'homme. De ce corps nerveux, de ce regard assuré, de cette bouche dont le sourire est un don réfléchi, émane ce qui seul fait le chef : le prestige. Sur ses collaborateurs son ascendant est immédiat autant que durable, et ces collaborateurs il sait les trouver, comme il sait les encourager et les défendre. De cet art qu'il a de choisir son entourage on cite cet amusant exemple.

Colonel à Madagascar, il demandait un officier d'ordonnance. On lui en indique un qu'on lui montre, causant avec des camarades, puis s'éloignant à pas mesurés. « Comment! — s'écrie-t-il — cet homme à l'allure de tortue? Dès le début de la journée je l'aurais semé sur mon chemin. Cherchez-m'en un autre! ».

Pour mesurer son équilibre cérébral, son activité dévorante, cette volonté souveraine devant laquelle plie jusqu'à cette barre de fer qu'est la routine administrative, il faut l'avoir vu, non plus dans tout l'éclat de sa santé, mais, comme nous, récemment, dans l'état amoindri qui suit une grave maladie. C'était au lendemain de la crise de foie qui faillit l'emporter au retour de la Conférence d'Alger. Contre l'avis des médecins il recevait à Rabat, au nouveau Palais de la Résidence, les représentants du Parlement et des grandes sociétés françaises venus pour l'inauguration du port de Casablanca et de la voie ferrée de Fès. Le soir, dans le cabinet de travail, qu'il a voulu immense pour mieux arpenter de son pas fiévreux, nous étions réunis, une centaine. Sagement assis, tout d'abord, le Maréchal laisait aller la conversation. Mais voici qu'un député, particulièrement compétant en matière rurale, pose des questions, soulève des problèmes d'hydraulique agricole. Aussitôt l'illustre convalescent se redresse, son teint se colore, ses yeux brillent, ses mains s'agitent sur les bras du fauteuil. Il répond, discute, de cette voix nette qui mène à l'assaut les arguments. Puis, n'y tenant plus, il est debout, il s'avance vers une carte du Maroc, entraînant à sa suite et ses invités et ses chefs de service. Sous son regard d'aigle, ses directeurs des Travaux Publics et de l'Agriculture nous improvisent une conférence du plus palpitant intérêt sur les ressources en eau du pays, leur aménagement, la quantité des terres irrigables. Parfois, d'un mot, le Maréchal complète ou résume l'explication... Et dans le brouhaha de la réunion circule un fluide qui resserre le cercle autour de ce valétudinaire, et l'élève au-dessus de tous. « Le diable d'homme! disait, en s'en allant, un parlementaire, il nous ensorcelle tous, on lui reproche de voir grand! Mais c'est qu'il voit à la hauteur de son esprit, qui domine le vulgaire... »

Quelques jours plus tard, pour en avoir trop fait, le Maréchal était bel et bien alité, par ordre de la Faculté, et pour toute une semaine. Ah! ce repos au lit, quel poème épique! Qu'on se figure la chambre à coucher, dont la fenêtre ouvre largement sur la lumière et la blancheur de Rabat et de sa rade moutonnante. Près du lit un téléphone qu'à tout instant saisit le pseudo-malade pour lancer des appels, des ordres brefs, dans toutes les directions. Sur la table un encrier, une plume, un bloc dont les feuilles s'enlèvent, chargées de notes qu'il signe de ce paraphe alerte, grimpant, encadré entre deux traits en coups de sabre, qu'un graphologue comparerait à la griffe d'un lion de l'Atlas. A la portée de la main, sur les rayons, les livres de chevet qui, par leur choix, définissent l'éclectisme de cet esprit bien français, à qui rien d'humain ne demeure étranger. Puis, sur le mur, une rangée de portraits, avec des dédicaces, doux visages d'épouse et de mère, figures des proches disparus, toujours vivants dans ce cœur fidèle, et les amis, effigies de littérateurs, de penseurs illustres, directeur de conscience ou frères spirituels de cet être d'élite, de glorieux soldats, même des plus humbles compagnons d'armes... Et dans ce cadre s'agite utilement, vibre comme une corde tendue sous l'archet de la pensée, l'homme qui, tout malade qu'on le dit, fatigue encore les plus robustes, et manie toutes les navettes sur la trame du vaste empire des Chérifs. Autour de ce lit c'est un va-et-vient, ahurissant pour tout autre que son occupant, d'officiers d'ordonnance, de secrétaires, de visiteurs... A côté du défilé auquel nous assistons le lever du Roi-Soleil n'était que vaine parade.

Quelle conception se faisait de sa tâche Lyautey, alors général, quand, par un choix particulièrement heureux, le Gouvernement de la République l'envoyait présider aux destinées de notre Protectorat, et sauver au Maroc une situation compromise? En un cerveau si bien équilibré l'improvisation, — cette rançon des dons brillants dont les fées gratifièrent à son berceau notre tempérament national, — ne joue qu'un rôle infime. Et c'est même une des caractéristiques de cet être d'exception que, si doué pour la parade, il n'attend pas le coup du sort, et s'efforce de le prévenir au lieu de l'annihiler.

Il me souvient de certaine matinée de 1907. Avec un ami cher nous étions ses hôtes à la Division d'Oran. L'affaire de Casablanca débutait à peine, et déjà il nous dévoilait le plan d'ensemble de notre future action au Maghreb. Ce plan, dès alors, était tout formé dans sa tête. Sous la galerie du vieux donjon mauresque, devant les bananiers et les orangers d'un jardin clos de murs, nous prenions avec lui une tasse de chocolat, et l'on s'entretenait de l'expédition commençante. Tout à coup il se dresse, comme mû par un ressort, et face à un plan du Maroc déployé sur la paroi, il se met à nous esquisser à grands traits les suites de l'expédition qui s'engage. D'abord, Oudjda fortement occupée, il faudra encercler et pacifier les montagnes du Rif, puis ouvrir et élargir la trouée de Taza afin d'effectuer la jonction des deux Marocs, oriental et occidental. Du côté de Casablanca notre corps de débarquement agrandissant sa base, s'avancera sur Rabat, déroulant derrière lui le ruban d'une route empierrée, et assurant ainsi les communications de l'armée. De la capitale du Maghzen nous monterons vers Fès, métropole intellectuelle, cerveau de l'empire. Du plateau qui la domine rien de plus facile que de tenir la grande cité en respect, et d'envoyer de là rayonner les groupes mobiles qui maintiendront le contact par Taza avec l'Algérie. — Pour réduire les révoltes toujours en fermentation parmi les montagnards berbères, et dont les sultans eux-mêmes ne vinrent jamais à bout, nous encerclerons les massifs, les partageant en autant d'îlots distincts, avant d'en tenter la conquête. Un cordon de postes fortifiés, s'échelonnant sur la lisière des régions occupées, sera porté en avant quand on aura désagrégé les foyers de résistance par une savante infiltration d'émissaires et d'habiles négociations.

Mais, — continuait le Général, agité du délire sacré de l'oracle, la moustache retroussée, son regard aigu fixé sur ses deux auditeurs, — la réalisation de cette entreprise purement militaire demeurerait sans lendemain, si elle n'avait pas pour base la coopération confiante des pouvoirs locaux. L'acte d'Algésiras nous donnait bien au Maroc une influence prépondérante : il ne nous autorisait point à nous substituer au Gouvernement national. De cela il faudrait

toujours nous préoccuper pour éviter des mécomptes, et ne pas nous heurter à une résistance de l'autorité chérifienne, secrètement et même ouvertement soutenue par la diplomatie d'Europe. Aussi s'agirait-il de se mettre d'accord avec le sultan, quitte, en supprimant l'anarchie répandue dans l'empire, à favoriser l'installation sur le trône d'un prince débonnaire et loyal.

Réputées pour leur esprit d'indépendance et leur attachement à l'Islam, les populations arabes et berbères du Maghreb ne reconnaissaient d'autre chef en matière religieuse que leur propre souverain. Par là elles se distinguaient de tous les autres peuples musulmans, qui prenaient leur mot d'ordre à Constantinople ou à la Mecque. De cette particularité nous tirerions grand profit par une attitude de déférente courtoisie envers le maître et seigneur du pays marocain : par lui, au nom de qui se dit la prière dans les mosquées, par lui, le représentant et l'authentique descendant du Prophète, il nous serait plus aisé de réduire les mauvais vouloirs, et de dissiper les méfiances. Notre activité économique, la sécurité assurée à toutes les tribus, le commerce facilité et développé, les moyens de transport organisés, les levées d'impôt plus équitablement réparties sans le concours dévastateur des méhallas, feraient le reste, et ramèneraient le calme dans les esprits. « Ventre rassasié a favorable oreille. »

Se repaissait-il d'utopies, se contentait-il de songes creux, l'homme à la voix vibrante qui nous tenait ce langage en 1907? Tout ce qu'il entrevoyait alors ne s'est-il pas réalisé depuis? Par la force des choses n'a-t-il pas fallu, avec des tâtonnements et des à-coups d'abord, puis, quand il fut là, avec cet esprit de suite, cet entêtement réfléchi qui caractérisent sa manière, calquer nos efforts sur ses données? Et dans ses prévisions ne rentraient point les horreurs de la grande guerre... A peine avait-il éteint les échauffourées de Fès que se déclenchait le cataclysme dont le monde entier demeure encore meurtri. Au nouveau Résident, imperturbable au milieu de la tempête, arrivaient de Paris les ordres les plus irréfléchis : arrêt de notre pénétration, au besoin repliement sur la côte, envoi immédiat en France de

tous les meilleurs régiments, obligation de recruter, pour les expédier sur notre frontière, tous les contingents du Maghzen! Là, Lyautey a vraiment gagné son bâton de Maréchal. Alors il s'est montré à la hauteur de sa formidable tâche. Avec des territoriaux qu'on lui expédiait des régions du Midi, il a fait des prodiges. Électrisés par le fluide qui émanait de leur chef, les pépères se sont acclimatés, disciplinés, endurcis aux pires fatigues. Et au lieu de battre en retraite, le Protectorat français a calmement poursuivi sa marche en avant. Le bruit se répandait-il dans les milieux d'Islam, — grâce à la propagande ennemie, — que la France épuisée pliait sur les jarrets, le Résident se redressait, plastronnait, le sourire aux lèvres, et inaugurait à Casablanca les pavillons pimpants d'une exposition. Aux yeux ébahis des indigènes il montrait les plus riches produits de notre industrie, les pianos, les automobiles fabriqués dans nos usines en même temps que les obus et les canons. Avec une pareille méthode comment le renom de notre pays n'aurait-il pas escaladé jusqu'aux sommets de l'Atlas?

La guerre finie, le Maroc était pacifié, sillonné de routes, de voies ferrées : l'ordre régnait de Taza à Mazagan. Au nom de son peuple le sultan rendait grâce à la loyauté, à l'efficacité de notre concours. La puissance protectrice recueillait les bénédictions de la puissance protégée!

Et voilà comment, en l'an de grâce 1923, un Algérien a pu, accompagné de sa jeune fille, voyager paisiblement à travers tout le Maghreb, rouler en auto sur des chaussées entre les prés fleuris, sans souci du lieu ni de l'heure, trouvant partout des gîtes confortables, se mêlant aux réjouissances populaires des gens de Fès ou de Marrakech, flânant sans essuyer un regard de malveillance autour de la mosquée Karouïne ou à l'ombre du minaret de la Koutoubia. Voilà comment nos navires débarquent à quai, abrités des vents du large, leurs marchandises à Casablanca, comment enfin l'influence et le commerce de la France ont conquis là-bas le premier rang.

Et pourtant, à cette politique de résultats éclatants les critiques ne sont pas épargnées. En quoi consistent-elles, et

qu'elle en est la valeur? Prenons-les au sérieux; car, parmi ceux qui les formulent, beaucoup ne sauraient être taxés de dénigrement systématique. Que reproche-t-on au Maréchal? Pour appeler les choses par leur nom : sa condescendance envers l'Islam, sa mégalomanie dispendieuse, sa méfiance à l'égard de la colonisation.

Pourquoi, disent les censeurs, avoir constitué en nation mahométane un agrégat de religions et de races disparates? Le Maghreb, quand nous y débarquâmes, n'obéissait point au sultan. Les tribus y étaient à l'état endémique en guerre les unes avec les autres; beaucoup ne s'inclinaient pas devant le croissant; les berbères n'étaient que des musulmans d'occasion, et l'Atlas recélait quantité d'idolâtres. En réunissant sous le même sceptre, en soumettant aux mêmes dogmes ces millions d'habitants, on a groupé en un faisceau puissant des forces jusqu'alors négligeables parce qu'éparses. Le jour viendra, peut-être, où cette faute coûtera cher.

L'erreur de tactique est-elle donc si évidente? De ce qu'une contrée mal gouvernée, tenue par des hordes loqueteuses et indisciplinées, n'obéissait qu'imparfaitement, en résultait-il que l'autorité du souverain y fût sérieusement contestée? Toutes les races musulmanes regimbent contre leurs chefs, comme le cheval de sang cherche à échapper au mors, et se cabre sous l'éperon. Mais, en face de l'infidèle, la cohésion se reforme, et la résistance est bientôt organisée. L'Algérie, au début de notre conquête, présentait un caractère anarchique autrement caractérisé, livrée qu'elle était à une pluralité de petits despotes, dépourvue de centralisation, de grandes cités. Il ne nous en a pas moins fallu pour la subjuguer, une lutte interminable et ruineuse. Bien qu'aucun point de contact n'apparût entre les populations du Tell, de la Kabylie et du Sahara, la guerre sainte s'y est propagée et perpétuée un demi-siècle durant. Pour pacifier l'immense Maghreb, où, en vertu d'un pacte international, nous venions non en belligérants mais en éducateurs, le respect de l'ordre préexistant, si débile qu'il pût être, s'imposait donc à notre représentant. Il ne pouvait négliger l'appui d'une autorité fantôme, mais à qui son caractère religieux conservait un incontestable prestige. L'avenir a démontré combien le calcul

était exact. Bientôt, sous les couleurs chérifiennes, c'est la paix française qui s'est instaurée au Maroc. Nul ne s'y trompe aujourd'hui, ni le sultan qui nous considère comme les soutiens de son trône, ni ses sujets qui nous savent gré de leur prospérité.

Assurément cette attitude de déférence réfléchie au regard de la dynastie chérifienne, sans nulle abdication de notre dignité, et dans la pleine conscience de notre force, exige autant de vigilance que de tact. Le Maréchal Lyautey excelle dans ce rôle difficile. La vénération dont l'entourent toutes les classes de la population démontre qu'en respectant leurs coutumes et leurs croyances, il a parfaitement compris les nécessités de la situation. Point n'est besoin de forcer les portes de leurs sanctuaires pour se faire respecter des musulmans. En nous arrêtant sur le seuil de la Karouïne ou de la Zaouïa de Moulay-Idriss, nous récoltions parmi la foule autant d'égards qu'à Kairouan, en plein parvis de la grande mosquée, ou à Tlemcen, devant les sarcophages de Bou-Médine. Ne blâmons donc point le Maréchal d'avoir repris à son compte, au regard de l'Islam, la politique de sympathie que prodigua jadis au Caire Bonaparte lui-même, ce maître diplomate autant que soldat génial.

Convenez, en tout cas, reprennent nos juges sévères, que nous avons prématurément et coûteusement doté ce pays d'un outillage qui n'est point en rapport avec son rendement. Que d'argent gaspillé pour sillonner de routes des régions sans culture, pour établir des chemins de fer à travers des plaines de palmiers nains! Et ces palais fastueux bâtis à Rabat pour des services publics encore improductifs? Et les centaines de millions engloutis dans le port inachevé de Casablanca? C'est atteler le char avant les bœufs que d'équiper une colonie où n'ont point encore débarqué les colons.

Ainsi nous devrions regretter, au Maroc, l'emploi des méthodes qui nous donnèrent jadis tant de mécomptes, et faillirent compromettre tout notre avenir d'expansion? Mieux valait, sans doute, lancer nos pionniers à l'aventure, démunis de tout, dans le Gharb et dans la Chaouïa, comme on le fit naguère dans la Mitidja et dans le Chéliff. Avons-

nous perdu le souvenir des hécatombes d'immigrants dont les plaines d'Algérie furent le théâtre? Alors, en effet, on incitait les paysans de France à venir sur un sol marécageux, dans un bled livré aux incursions des pillards, aux ravages de la fièvre, sans outillage et sans moyens de communication. Et quand ils avaient échappé aux embuscades, à la morsure des reptiles, au poison du paludisme, quand, malgré leur ignorance du climat et du sol, ils obtenaient une maigre récolte, tout leur manquait pour l'évacuer. Ainsi des générations de ces vaillants peuplaient déjà les cimetières avant que le pays fût mis en valeur. Pour réparer ces erreurs funestes il a fallu l'endurance, l'ingéniosité, le froid courage de nos colons. Et c'est là le spectacle qu'on voudrait voir revivre autour de Fès ou de Marrakech? Rendons hommage à l'homme qui, suivant les méthodes américaines, a voulu forger l'outil avant de demander l'effort à l'ouvrier. Aujourd'hui le Maroc est prêt à recevoir la fécondation de notre génie. Désormais on y pourra installer des familles françaises : elles y trouveront la sécurité, des voies d'accès praticables, tout ce qui permet au laboureur et au vigneron de ne pas peiner en vain.

La mise de fonds nécessaire à cet aménagement préalable est chose faite. L'a-t-elle été avec la prodigalité que l'on se plaît à blâmer? Laissons de côté les récriminations qui visent l'architecture des bâtiments publics. Trop longtemps nos administrations coloniales campèrent en bohèmes dans des baraques de lattes et de torchis. Ceux qui représentent aux yeux des indigènes le peuple éducateur et sa puissance, doivent faire figure non de passagers miséreux, mais d'occupants cossus. Il ne nous déplaît point de voir à Rabat les grands services publics installés, chacun, dans un bâtiment spacieux et approprié; et nous déplorons que ceux d'Algérie vivent, pour la plupart, en locatis, entassés dans des appartements provisoires, ne sachant même où classer leurs archives. Quant aux grands travaux, s'ils ont coûté cher au Protectorat, au moins furent-ils achevés vite, et, en cette matière, le temps qu'on gagne c'est de l'argent qu'on encaisse. Voyez le port de Casablanca! Exécuté par les soins de nos administrations des Ponts et Chaussées de France ou d'Algérie, il n'eût été prêt que dans quinze ou vingt ans. Que pèseraient

les économies réalisées grâce au formalisme de ces organes routiniers, en regard des bénéfices que le merveilleux outil maritime permet d'escompter pour demain?

Reste le grief qui vise la prétendue hostilité du Maréchal à l'égard de la colonisation française. Reconnaissons que partout où nous avons passé, la mise en valeur du sol est encore rudimentaire. Faute du moniteur européen, l'indigène demeure enlisé dans sa nonchalance et sa routine. Il faudra bientôt que des champs de céréales remplacent les nappes de broussailles et de palmiers nains. C'est là une phase nouvelle de l'histoire du Protectorat qui commence. Nos Algériens s'y intéressent tout spécialement. Leur voisinage, la maîtrise qu'on se plaît à leur reconnaître dans l'utilisation du sol d'Afrique semblent les appeler tout naturellement à cette exploitation du Maghreb. Or ils reprochent au Maréchal de ne pas favoriser leur venue, et de ne pas les aider quand ils s'installent auprès de lui. Jusqu'à ce jour, la réserve du grand chef se justifiait pleinement. Parmi les soucis qui l'assiégèrent ces dernières années, au milieu des complications que la guerre semait sous ses pas alors que nos troupes bataillaient sans cesse pour déjouer les intrigues des émissaires allemands et éteindre le feu des révoltes qui se rallumaient de toutes parts, fallait-il songer à augmenter la population civile, à risquer la vie de nos nationaux dans des régions non encore pacifiées, et dépourvues du plus rudimentaire outillage? Ces craintes étaient d'hier encore. La situation de demain sera tout autre.

Pour aujourd'hui qui ne rendrait hommage à l'illustre soldat, à l'Administrateur de grande envergure, à l'esprit ferme et lucide qui a su agrandir le patrimoine de la France, ouvrir un nouveau champ à son activité, et consolider dans l'opinion du monde le renom de son génie civilisateur?

III. — L'AVENIR DU PROTECTORAT

Tant qu'il est là, l'irrésistible manieur d'hommes et d'idées, notre entreprise marocaine ne court aucun danger. Quoi qu'en disent ses rares détracteurs, s'il en pouvait conserver longtemps encore les commandes dans la main, la puissante

machine fonctionnerait à plein rendement. La formation intellectuelle d'un Lyautey est trop complète pour qu'il ne réussisse pas, en ménageant les transitions nécessaires, à faire glisser sans heurt le mécanisme du Protectorat de la période de guerre dans la période de paix. Déjà, comme nous l'avons marqué, s'esquisse cette évolution dans le développement des villes européennes à côté des agglomérations indigènes, dans l'ouverture sur le territoire entier de bourdonnants chantiers de travaux, dans le spectacle périodiquement offert aux délégations venues de la métropole des efforts réalisés pour équiper l'industrie et le commerce du Maghreb.

Notre Algérie, il est vrai, redoute les barrières douanières que le Résident chercherait à dresser entre les deux colonies-sœurs. On sait qu'importées par notre frontière terrestre nos marchandises bénéficient d'un tarif de faveur en pénétrant au Maroc. Tout au contraire, débarquant à Casablanca, nos produits sont placés sur le pied de l'égalité absolue avec ceux des puissances étrangères. Les accords internationaux ne s'opposent point à la dualité de ce régime qui enrichit les ports et les voies ferrées de l'Oranie et développe le trafic entre nos territoires nationaux et l'empire chérifien. On prétend que le Maréchal, pour augmenter son budget, médite de supprimer l'avantage concédé jusqu'à ce jour à l'Algérie et à la France. Nous serions surpris qu'il n'accommodât pas son point de vue avec le nôtre, et qu'un accord favorable aux deux parties n'intervînt pas prochainement. Tout aussi bien, lui, le vieil Algérien, ne saurait se montrer hostile, maintenant que l'heure en paraît venue, à la pénétration par nos colons du pays qu'il administre, pourvu que la mainmise de nos capitaux et l'installation de nos agriculteurs sur ces espaces en friche ne revêtit pas l'allure d'une dépossession du musulman. Il y a là des mesures de sauvegarde à prendre. N'a-t-on pas de même chez nous entouré des garanties du contrôle gouvernemental l'achat des terres aux indigènes dans les régions où les tribus vivent en état d'indivision?

Ce n'est donc point le maintien de l'homme dont la grande ombre s'étend de l'Atlantique à l'Atlas qui nous préoccupe, mais bien le choix de son successeur. Quelque longue vie qu'on lui souhaite, le jour viendra (puisse l'échéance en être loin-

taine encore!) où, chargé de gloire, il lui faudra songer au repos. Alors s'ouvrira une succession particulièrement lourde. Le Gouvernement n'y saurait pourvoir qu'en faisant abstraction des appétits et des intrigues. Qu'on le prenne au sein du Parlement, dans les rangs de l'Administration ou de l'Armée, celui qui viendra remplacer un Lyautey devra s'inspirer de son exemple et marcher sur ses traces, sous peine d'être promptement tenu pour un iconoclaste.

Glorieuse mission, digne de tenter la nature la plus ardente et la plus noblement ambitieuse, que celle de gouverner des régions plus vastes que la France et aussi riches que l'Algérie! Là, pour un esprit dégagé des préjugés et des routines, l'horizon ne s'ouvrira-t-il pas sans borne à son activité? Mais qu'on lui épargne les entraves d'une trop étroite tutelle exercée de Paris! Qu'on lui fasse grâce des traditions bureaucratiques! Qu'on ne bourre pas ses bagages — l'Algérie en a si longuement pâti — de nos codes, de nos règlements désuets, et surtout de la collection variée de nos bulletins de vote! La politique, les scrutins à jet continu énervent les énergies et font germer les discordes sous le soleil d'Afrique... et souvent ailleurs.

Si l'on évite ces écueils, la prospérité du Maroc étonnera les générations futures. Déjà s'y respire une atmosphère d'optimisme et d'irrésistible entrain. Le seul danger viendrait, — contrairement à ce qui se voit dans nos vieilles provinces, — de l'excès de confiance en soi auquel s'abandonneraient nos pionniers. Un incident de route qui nous fut offert, comme nous revenions de Marrakech sur Rabat, illustrera clairement notre pensée.

Notre auto filait par un radieux matin sur la chaussée droite, à perte de vue, dans la direction de Settat. A la lisière d'un champ des gens nous apparurent tournant autour d'une masse informe d'où émergeaient, brillant au soleil, des plaques de métal. C'était un auto-car, affecté au service de Casablanca, qui avait capoté, et gisait, les roues en l'air, effondré parmi les valises éventrées, des débris de bois, des flaques d'essence et d'huile. Ni morts ni blessés, par miracle : rien que des contusions et des dégâts matériels. Hébété, les jambes molles, une balafre sanguinolente au front, le chauffeur s'approcha

pour nous conter sa mésaventure. Il prétendait avoir subi le choc d'une petite limousine qui l'aurait accroché puis dépassé en continuant son chemin. L'explication était grotesque. Récidiviste des excès de vitesse, — il en était, paraît-il, à son cinquième capotage, — notre homme cherchait un alibi. C'est lui, qui, suivant l'usage du pays, grisé par ce déroulement infini de belles routes plates et sans obstacle, avait lutté de vitesse avec le léger véhicule, et subitement, d'un coup de volant maladroit, précipité sa machine sur la terre labourée. Pendant son récit, les voyageurs, tous indigènes, contemplaient, placides et muets, leurs colis fracassés. On eût dit de pauvres oiselets près de leur nid détruit et tombé des branches. L'un d'eux, drapé d'un burnous brun, la figure grave et pâle, promenait lentement autour de la voiture, comme une relique un jour de pardon, une boîte à couvercle pointu, en paille tressée. Que pensaient-ils, ces naïfs, de leur désastre, et des inconvénients du progrès? Leur fatalisme abolissait peut-être en eux toute réflexion amère, et cette résignation les ferait prendre place le lendemain dans un même auto-car, piloté avec autant d'imprudence.

Or, à notre char marocain, il ne faut point ces funestes excès de vitesse. Le peuple s'y installe avec confiance à nos côtés. Ne risquons point de le verser dans les fossés de la route. Allons de l'avant, dans la lumière, droit vers les étapes de fraîcheur et de verdure. Mais que l'homme à qui nous aurons confié le volant sache ce qu'on attend de lui : un regard lucide, une main souple et ferme, le sang-froid au moment du danger, la volonté de conduire sains et saufs tous ses voyageurs au but.

RODOLPHE REY

TABLEAUX DE PARIS

Crépuscule de rentrée. — Six heures du soir, faubourg Saint-Honoré, aux environs de la rue Royale, un thé étroitement installé dans un entresol meublé à la russe, où des chanteurs de Pétrograd et de Moscou, sous le plafond bas, dans l'atmosphère des cigarettes fumées par les dames, ont évoqué le pays momentanément disparu de la carte d'Europe et le passé, — le passé plus cher d'être si complètement aboli. Assistance presque exclusivement d'exilées, qui rêvent devant les petites tables du goûter, le thé chaud, les toasts, le porto, — à la patrie dévastée. Fourrures, perles... Je songe à d'anciens amiralissimes de la flotte qui demandent à être portiers et aux récentes héroïnes de Francis Carco, la Maroussia, la petite princesse de *Verotchka l'Étrangère* et, plus loin, plus loin, à ce qu'un Dostoïewski eût écrit à Paris, en 1923, sur ses compatriotes...

La clarté électrique baisse soudain et rougit dans les ampoules, sur le papier vert cru, vert poireau du mur, puis l'obscurité se fait, mais, dans la rue, à hauteur de l'entresol, les grands lampadaires à incandescence du gaz continuent d'éclairer; l'un d'eux, le plus voisin, s'en va plaquer sur la cloison une grande tache comme d'un clair de lune de théâtre un peu rose. Et la voix chante dans le noir, la voix chante des soirs de la Néva, des nuits de Paul Morand, elle verse, elle charrie, si l'on peut dire, des haussements d'épaules, des franges de piècettes, des frottements de talons, des claquements de doigts et des gloussements, des bruits de glotte et des *kss*, *kss*, *kss*, frémissants.

...Par une petite porte, on aperçoit une lueur dansante, elle aussi, qui découpe la forte silhouette du chanteur... Passe un moujick au sarreau de soie de couleur amande, des bougies allumées aux mains; il glisse avec brutalité et douceur. Bientôt, sur les tables, dans de petits pots à crème, les bougies brûlent. Je revois un des derniers tableaux, peut-être le dernier, du *Jardin des Cerises*, de Tchekov, que joue le théâtre Stanislawski... Et sur le mur, le halo projeté par le bec à incandescence continue de miroiter, comme une flaque perpendiculaire.

Mais un géant, ce qui s'appelle un géant, qui a l'air de toucher des épaules aux murailles et de faire caryatide avec sa tête sous le plafond, un géant, entre, s'assoit, s'effondre et, d'une voix d'enfant, commande du thé...

Dans la rue, les boutiques demeurent éclairées aux chandelles. Lumignons improvisés dans toutes sortes de récipients, bougies qu'on courut acheter chez le plus prochain épicier... Le parisien n'est plus précautionneux, les inventions modernes l'ont dépouillé de cette qualité que rendait nécessaire l'effort de vivre. Le commutateur a tué la prévoyance.

L'impression de voyage continue. Derrière moi, des voix anglaises... Je laisse passer. Sveltes dames, fourrures, perles; au poignet, vingt cercles de pierreries; au chapeau, lourdes épingles scintillantes. J'en ai vu ainsi, toutes semblables, — pourquoi pas les mêmes? — monter en gondole. Autour d'elles, ni le Grand Canal, ni les façades décrépites des palais, ni le lointain Rialto, ni la lourde saveur empuantie, ne tenaient. Venise s'était évaporée, avec ses Cornaro, ses Arétin et ses Morosini. La *Cunard Line*, l'*American Star* les avaient remplacés. Nous avions devant les yeux Cosmopolis. Théodoras de palaces dont le Justinien est dans Broadway. Sillage de parfum à la mode : huit cents francs le litre (exact), rue Cambon. Démarche harmonieuse, grands cygnes à jambes de coursiers. Plusieurs bains par jour, massages extravagants. Ne demandez pas quel âge. Mais, je ne sais pourquoi, je songe, en entendant le son des voix, à quelques fausses dents. Mais merveilleuses, vous pensez bien, invraisemblables, elles aussi... Dans les magasins, des antiquaires russes. Objets

du temps des Alexandre Ier et II, quelques-uns de Catherine, bien entendu. Bonbonnières pour Potemkine, ou Souwarof, trop ornées, qu'on dirait n'avoir été inventées que pour prouver en ce temps-là, l'honorabilité toute familiale des domestiques, par lesquels on se faisait embrasser à Noël ou à Pâques, mais sur qui l'on tapait à tours de bras.

Passage de *Rolls*...

L'électricité reparaît, comme une fleur de grenadier liquide, au renflement des ampoules. Plus loin même, — autre secteur — elle n'a point cessé de rayonner dans sa froide magnificence, son indifférente lucidité... Premiers crépuscules de Paris, dont la nouveauté renaît pour quelques soirs, atmosphère à laquelle pas une femme, sans doute, dans l'univers, ne serait insensible, bas de soie arachnéens aux vitrines, luxe, élégance, plaisir... Au delà des toits, — le ciel.

***

Henri Lavedan. — Le néologisme boulevardier et le mot académique; le sourire des yeux, à toute facétie, mais une moue de la lèvre pour ce qui est vulgaire, même sous de fausses apparences, ce qui renferme dans la pâte, comme les porcelaines, une paille. Un goût de collectionneur pour les gens et un vocabulaire d'amoureux pour les objets. Un gentleman doublé d'un Parisien. Un Parisien de souche provinciale. Un Français de France. Et nous en connaissons tant qui ne seront jamais que d'ailleurs.

Un souci assez *sport* de ne pas engraisser et un septicisme irraisonné contre les méthodes de culture physique trop nouvelles. La bottine vernie à boutons, le veston noir, la cravate sobre, la barbe taillée... Vous vous dites : « Voici un monsieur qui gagne la Concorde; il est cinq heures du soir, il entrera rue Boissy-d'Anglas, à l'*Épatant*. » Une fois sur vingt, vous ne vous tromperez pas. Mais, dix-neuf autres, si vous étiez susceptible de suivre un sexagénaire allègre, qui va son petit bonhomme de chemin, vous le verriez pénétrer chez un antiquaire, s'y attarder, sortir, pour s'arrêter plus loin, devant une nouvelle boutique de curiosités, — à moins

que ce ne soit celle d'un libraire... Et, ainsi, longtemps. Et vous serez fatigué avant lui.

Depuis, je pense, une quarantaine d'années, pour arrondir les chiffres, chaque jour, chaque après-midi, en toute saison, sauf trois mois d'été, vous l'auriez pu voir flirter ainsi avec les vitrines. Il a sinon tout collectionné, du moins supposé des collections de tout ce qui peut dignement figurer sur les tablettes et les murs d'un collectionneur. Il a été « gothique », il a été « dix-huitième », éperdument... Il a eu des engouements pour tous les styles, comme certains voluptueux ont eu, sans distinction, des faiblesses pour toutes les femmes. Il a pressé de la même main sensuelle des gantelets de fer, des poignées de dague et de petits almanachs folâtres du temps de Boucher et de mademoiselle Bertin. Il a frémi pour des escarpins de soie brodés et pour des mors de bronze ciselés; il a possédé le portrait du blême Maugiron, coiffé d'un toquet de velours, et celui du jeune prisonnier bouclé du Temple. Madame Roland et la reine Marie-Antoinette ornent ses chambres. Il montre l'image coloriée du singe de madame de Pompadour et le chef tranché d'une vierge polychrome du XIIe siècle, qui semble en léthargie sur le coussin de velours de sa cage vitrée...

Pour les livres, pour les reliures d'abord, il aurait fait, il a fait des folies, il s'est donné des insomnies, il se serait donné ce qu'on appelle une maladie de cœur, si le sien n'avait été solide, Dieu merci! Que de convoitises, que d'aventures, à la poursuite d'un maroquin à dentelle, que de guets-apens, que de ruses dépensées, de filatures, que de défaites, lorsqu'un rival plus prompt ou surtout plus fortuné, avait « enlevé » l'objet. Mais que de victoires, aussi... Cette vitrine, pardon cette bibliothèque, cette bibliothèque aux dimensions relativement réduites, laissez-le l'entr'ouvrir, — mais regardez aussi comme il va prendre la clef dans un tiroir, avec quelle lenteur délicate, il l'enfonce dans la serrure... Et respirez l'odeur de bergamote et d'iris qui s'exhale de ce sarcophage. Ah! comme il oublie Annecy dont il est revenu cette nuit même, la saveur des altitudes, le bleuâtre des cimes et la verte sardoine qui sommeille au creux du lac... Un reflet de jour sur les reliures précieuses, sur les livres d'heures du roi Louis XV

et de la reine Marie Leczinska, efface toute la nature. Si la terre soudain tremblait, il tendrait les bras vers sa bibliothèque.

En parlant, il touche, il palpe, il frôle. Ses mains étreignent amoureusement un objet, pendant que ses yeux en possèdent non moins passionnément un autre, plus loin, sur la cheminée. Pourquoi n'a-t-il que deux mains, que deux paumes et que deux prunelles!

Il faudrait pouvoir décrire l'univers tel que le voit un collectionneur qui n'est pas un maniaque, — et la vie, telle qu'il la ressent dans sa double existence. Sans doute, n'est-il venu demander à la matière inerte, à toute cette grâce immobilisée par la main des morts, des consolations qui dépassent la possibilité des vivants, que pour avoir trop vite éprouvé la déception qui se dissimule dans toute présence réelle.

Ceux qui n'achètent que par spéculation ou par besoin d'orner leur maison, selon une esthétique convenue et arbitraire, resteront éternellement à la porte de ces paradis. Un écrivain subtil et imagé comme M. Henri Lavedan devrait donner un pendant à la *Physiologie* de Brillat-Savarin dans le domaine de l'objet. Que de consolations il doit à ce qu'il a lentement amassé. Avec quel regard, il interroge un ami, voué comme lui à sa passion : « Et le bibelot?... » Et avec quel air découragé, certains soirs d'hivers, il ajoute : « Rien! »

Il a écrit à *la Vie Parisienne* et à la *Revue des Deux Mondes*, il est l'auteur du *Nouveau Jeu* et du *Duel*, du *Marquis de Priola*, ce don Juan en habit noir et d'*Irène Olette*, cette vierge nuancée... Il vient de faire paraître les deux volumes de *Panteau*, après ceux de *Gaudias*, étapes sur le *Chemin du Salut*... Mais, au retour des vacances, ses objets seuls le reprennent...

On parle de voyages, auprès de lui... Son regard s'anime... Voyager! Mais il rencontre sur le proche horizon de ses murs, les mirages de ses tableaux, le rempart de ses meubles... Voyager! A quoi bon? Ne sont-ils pas là résumés, présents jusqu'à la mort, ses beaux voyages?... Que de pérégrinations... Voyager, oui, peut-être, comme M. Blasco Ibañez, qui vient de confier à des reporters ses projets de tour du monde... Mais la randonnée préparée par l'auteur de *Terres Maudites*, n'est pas à la portée de tout homme, fût-il homme de lettres!

M. Ibañez, en effet, partira dans la tournée dite des *Milliardaires*. Le voyage coûtera la bagatelle de trois cents mille francs par personne, sur un bateau aménagé avec plus de luxe que n'en offrit jamais aucun yacht royal.

— On leur montrera des choses, évidemment, des choses ... pour eux, dit M. Lavedan... qui ajoute : Il est vrai, qu'au retour, Blasco-Ibañez pourra faire un beau roman sur ses compagnons de route, les milliardaires!...

Et puis, après un petit silence : « — Eh bien! nous, ce soir, nous allons au cinéma! »

***

Des dessins de Dufy aux cires de Dalou. — Une fête foraine offre un coup d'œil pittoresque; la grâce et la brutalité populaires, s'y enjolivent de naïvetés criardes, d'acidités auxquelles l'œil se divertit, grâce à ces rapprochements du hasard, ces audaces autorisées par l'ignorance, qui excitent en nous un plaisir qu'on n'analyse pas. L'odeur de la friture et les discordances des orchestrions achèvent sur d'autres sens leur malsaine emprise. Ainsi, cette exposition de dessins et aquarelles d'une centaine d'artistes contemporains, rue Richepance, produit aux yeux une cacophonie de couleur et les amuse un instant par ses hardiesses, sa sauvagerie, ses puérilités. Mais nous ne saurions demeurer plus d'une heure à la fête de Montmartre!

Sur une toile, les peintres ont encore — quelquefois — des scrupules. Par un vieil esprit de routine, sans doute, ils s'efforcent de *faire un tableau*. Mais, lorsqu'ils ne tiennent à la main qu'un pinceau trempé dans l'aquarelle ou un crayon!...

L'originalité qui consiste à schématiser de vagues indications, se contenter d'une touche de rose ou de bleu, ignorer la nature, ignorer la technique, ignorer les maîtres, cette originalité-là, pour avoir quelque prix et offrir des chances de durée, il faut qu'une sorte d'obscur génie l'anime... Mais, le plus souvent, elle n'est atteinte qu'après bien des efforts et combinée avec une première instruction solide : Gauguin, Van Gogh... et Degas.

Cette satiété que nous éprouvons à Versailles, devant des

chefs-d'œuvre indiscutables, mais banalisés par la reproduction commerciale, cette joliesse du parc avec ses tapis de feuilles tombées, faisait, s'écrier récemment à une parisienne espiègle :

— Ah! flûte pour l'automne, flûte pour Versailles!

Avec quelle violence une semblable réaction ne va-t-elle point sévir, sur les *chefs-d'œuvre* de madame Marval et Marie Laurencin, sur les Vlaminck, les Matisse, les Dufy et je me sens incapable d'en citer d'autres, ils sont trop... Hélas! pour un Vuillard, pour un Bonnard, un Utrillo de la bonne époque, un Waroquier, que de fumistes!

Mais, au sortir de cette kermesse, entrons un instant rue Royale, Galerie Hébrard, à l'Exposition Dalou :

Il fut un sculpteur qui s'appelait Dalou, en effet. Il travailla pendant la période qui va de la guerre de 70 à l'Exposition de 1900, mais, jamais un amateur de la classe dite éclairée ne lui commanda quoi que ce fût. Il ne fit le buste d'aucune femme à la mode, d'aucun académicien de Salon, il dut se cantonner dans la production officielle. Il exécuta, pour la place de la Nation, une République française, solidement campée, mais il ne sut point s'entourer de ces esthètes volubiles, chargés de la propagande dans les salons, les sleepings-cars et les revues éphémères et on ne lui confia guère, le monument d'Eugène Delacroix excepté, qui est au Luxembourg, que des commandes dont l'inauguration s'environne de drapeaux, de tribunes, de discours au long desquels il est beaucoup parlé de politique et de politiciens vivants ou disparus, jamais d'un artiste.

Le public ignora donc ou presque Dalou, que n'apprécièrent point non plus les dilettantes.

Un « artiste » qui ne possède que du métier, c'est-à-dire ce qui s'apprend à l'école, est sans valeur... Mais un artiste qui ne connaît rien de ce qui s'apprend, n'en a pas davantage. C'est un heureux équilibre entre les dons acquis et les dons naturels qui crée la supériorité. Dalou est le type même de ces talents faits de probité, où l'enthousiasme du cerveau, rencontre avant de s'exprimer la main pondératrice, la main qui connaît les difficultés que l'esprit ignore. Et, lorsque la main a vaincu l'obstacle, quelle victoire!

Les sujets les plus simples, les vieux mythes sur lesquels vit l'humanité, sont toujours ceux qui fournissent les meilleurs thèmes au génie... Mais, les ouvrages de l'école contemporaine n'émanent presque plus de ces sentiments d'amour, de générosité dont brûlaient les anciens. La beauté même, demeure indifférente aux hommes dits *d'avant-garde*. C'est qu'elle est terriblement défendue dans sa banale nudité et son isolement, contre l'ignorant et le médiocre.

Les œuvres d'à présent sont jeux de l'esprit... Leurs thuriféraires nous parlent *d'arabesques* et de *taches*, ils emploient fréquemment le mot *volume*. Elles ne vont pas au delà, par exemple, de l'agrément que le gingembre peut procurer au palais. Aussi faut-il s'adresser, pour tenir le public en haleine, à des fournisseurs de plus en plus nombreux, et par conséquent, de moins en moins qualifiés et préparés... Vers quels effondrements ne courrons-nous pas.

Il faut aller voir ces cires de Dalou, dans lesquelles si souvent le frisson de Clodion semble courir sur le muscle de Puget. Un jour, nous les verrons chez les collectionneurs, qui les « découvriront », finiront par les mettre à leur vraie place, comme ils mettront, sans doute, — après s'être détournés des tornades volcaniques d'un Vlaminck, — un peintre comme Dufeu, par exemple, mort presque ignoré, resté en route, et qui n'avait peut-être qu'un tort, en ce temps d'exotisme forcené, d'internationalisme étourdissant, qu'un seul tort, celui d'être français!

***

Théatre de l'Œuvre. — Une de ces rues qui montent vers la place Clichy, que suivent dans la journée des files inextricables de véhicules et qui sont toujours en réparation, jalonnées, la nuit venue, de lanternes fixées à des pieux. Une sorte de petite cité où l'on accède par une route pavée... Un vestibule étroit de théâtre. Une salle exiguë, mais comble. Des balcons trop élevés, d'où le public ne doit pas voir grand'-chose de côté... Une scène sur laquelle les personnages se trouvent placés à un niveau qui oblige le spectateur à lever la tête... Le plateau est si peu profond que, lorsqu'un acteur

ouvre la fenêtre qui fait le centre du décor, il lui serait impossible de mettre une main dehors...

Pourtant, sans publicité, sans aucune apparence de ces frais que les directeurs de théâtre multiplient pour satisfaire un public qui ne les exige point, *l'Œuvre* joue tous les soirs, régulièrement et s'est fait, comme le *Vieux Colombier* ou *l'Atelier*, une clientèle qui s'est étendue chaque saison.

On médit beaucoup du public, on a tort. Sa bonne volonté est inépuisable. Qu'on lui donne des pièces écrites par des lycéens ou des vétérans, qu'on s'en aille déterrer à son intention des faux-chefs d'œuvre, des drames poussiéreux ou bien qu'on lui exhibe des Japonais ou des Lapons, il vient, il essaye de comprendre et de s'intéresser. S'il n'y peut parvenir, c'est que, vraiment, il n'y avait pas moyen... Nous ne l'entendons, ce public d'octobre, désireux de reprendre sa vie accoutumée, que se plaindre de voir des lits sur toutes les scènes et, cependant, on nous assure que les impresarii voudraient supprimer de leur répertoire, ces couches déshonorantes, mais que c'est le public, lui, qui en veut!

Il faudrait s'entendre.

Le succès des théâtres comme *l'Œuvre*, lorsqu'ils donnent des pièces de MM. Cromelynck, Sarment, Hamp, qui ne sont pas, qui n'étaient pas des auteurs célèbres sur le boulevard, la vogue du *Paquebot Tenacity* ou de *Liliom*, celle des *Six Personnages en quête d'un auteur*, devraient prouver que le public est curieux d'autres distractions que celles qui lui sont offertes entre la rue Royale et la Place de la République.

Je l'observe, ce public de *l'Œuvre*, à l'entr'acte de la *Maison avant tout*, j'y vois un mélange des éléments qui forment dans toute les classes une honorable moyenne; du veston à l'habit, en passant par le smoking et la jaquette, ce frac du Monsieur qui n'a point l'habitude de sortir le soir et qui veut témoigner pourtant de quelques frais... Il y a des dames aux cheveux coupés, d'autres avec de bons et braves chignons qui ne cherchent pas à se dissimuler. Certaines portent un rang de perles et même plusieurs autour du col, d'autres un sautoir de grains de bois vernissé rouge ou vert... Quel agréable public pour des comédiens et pour un auteur! Au lever du rideau, tous les fauteuils sont occupés déjà. Pas

d'avant-scène, qui ne se rempliront qu'à moitié de la soirée, pour l'entr'acte, pas de toilettes à exhiber. Chacun n'est bien là que pour la pièce et ce qui doit porter porte.

Non, certes, il ne faut pas médire du public et prétendre que c'est lui qui *demande* des ouvrages plus que licencieux. La quantité de librairies qui se sont installées depuis peu à Paris et dans les villes d'eaux, à proximité des casinos et des sources, des hippodromes, des tennis et des golfs, le choix des volumes qu'on y trouve, en donne la preuve.

Un ouvrage comme *la Maison avant tout*, si remarquablement interprété par M. Lugné-Poë et sa troupe, qui remplit une salle tous les soirs et groupe des spectateurs si divers, doit faire réfléchir à la fois, les directeurs, les auteurs,... et le public!

***

Dimanche d'Automne. — Le Bois de Boulogne, les Courses à Longchamp, le premier dimanche d'octobre... Le premier dimanche du *Salon de l'Automobile*. Le dimanche de rentrée, le dimanche qui est comme une arche dans le porche de l'hiver et sous laquelle s'engouffrent les Parisiens avec joie, et, à leur suite, des milliers d'étrangers, de provinciaux, gagnés par cette sorte de fièvre de plaisir, d'élan, cet entrain qui s'environne de la fourrure des femmes, du parfum dont elles sont si prodigues, qu'il semble bien qu'il y ait une crise de l'odorat, — d'un chapeau nouveau et de tout ce que promet l'hiver et de quelque chose qui subsiste de l'été.

Un dimanche où les arbres sont étonnamment garnis de feuilles étrangement vertes, où l'automne n'est encore qu'une saveur... Un de ces dimanches, qui caractérisent Paris, où la richesse de la bourgeoisie et le bien-être de l'employé, du travailleur sérieux, s'affichent, affluent vers les quartiers élégants, les promenades, un de ces dimanches qu'on serait fier d'exhiber au delà des frontières pour la bonne tenue du peuple de France, du Parisien, son goût, ses manières, son nombre, sa cohésion. Les nivellements possibles s'opéreront beaucoup mieux désormais dans la concorde

et le travail que par l'effusion du sang et les révolutions qui brisent l'élan du progrès.

Le silence dominical de Londres et ses rues désertes forment un curieux contraste avec ce Paris-là; on imagine aussi des villes de province, vidées le jour du Seigneur.

Le Parisien aime à sortir, il est latin, il le demeure...

L'industriel qui imagina d'égrener ses voitures le long des Champs-Élysées pendant la durée du Salon, fut intelligemment inspiré. Ce qu'on aperçoit dans un stand, par-dessus des cloisonnages ou des barrières, demeure toujours un peu inaccessible. Mais, s'asseoir sur les coussins, dire au chauffeur : « Partez! » se trouver en un instant mêlé au flot de voitures qui montent vers l'Arc de Triomphe... Le sens intime de ces gens-là est transformé. Quel torrent de pensées, de désirs, d'aspirations, d'espoirs, inonde leur cerveau, balaie leur passé, les emporte loin d'hier.

J'ai vu des visages aujourd'hui, qui suaient le bonheur, qui le filtraient par la peau. La femme a mis sa robe nouvelle, pour la saison d'hiver, l'homme a gardé son pardessus d'été, mais porte un chapeau neuf... Le petit chauffeur file, la voiture « gratte » successivement plusieurs de celles qui montaient devant elle. L'homme se retourne vers le capot de la voiture dépassée pour lire le nom du fabricant... Et il dit avec joie : « C'est une Voisin, c'est une de Dion, c'est une Renault! »... La voiture dont il n'est que l'éphémère occupant est *sa* voiture, déjà...

Demain, on reprendra le métro et l'autobus, mais avec de grandes idées d'économie plein la tête...

Avant de pénétrer dans le hall immense dont les verrières disparaissent derrière les frises jaunes et rouges où sont tracés les noms des fabricants, arrêtons-nous cinq minutes sous le porche du Grand Palais. Un flot de visiteurs s'en évade, sans interruption. Ces gens ne montrent plus le même facies que leurs pères, lorsqu'ils sortaient d'une exposition. Ils ont dans les yeux le brillant d'une lueur, ils emportent autour d'eux quelque chose de ces possibilités de vitesse qu'ils viennent de frôler,... la petite voiture rouge, qui a fait en course 190 kilomètres à l'heure et la « chenille », qui a traversé le Sahara, autour de laquelle ils ont lentement tourné dans la cohue,

comme au pied d'une statue miraculeuse, à un pèlerinage... Ils sont particulièrement de maintenant, on s'en aperçoit plus directement qu'ailleurs, en tout cas... Les femmes mêmes, avec leurs cheveux courts, leurs jupes courtes, leurs vestes courtes, leur chapeau enfoncé sur la nuque.

Un gouvernement qui voudrait travailler dans la paix devrait favoriser la construction d'automobiles de deux à trois mille francs et des maisons payables en même temps que l'impôt, par mensualités.

Mais reprenons la promenade...

...A l'extrémité des *Acacias* apparaissent les tribunes de Longchamp, noires de monde. On ne distingue pas les jockeys sur la pelouse verte, mais, seulement de grandes taches grouillantes, pareilles à des rassemblements de mouches. Ce qui s'accomplit à l'intérieur de ces basses enceintes nous échappe... Le grand ciel mi-nuageux passe indifférent, — comme tous les ciels, — sur ce décor qui n'a point changé depuis notre enfance...

Devant la grille d'entrée du pesage, le service d'ordre est élégamment fait, des agents vernis, un officier de paix ripoliné. Au delà des premiers arbres, la tribune présidentielle, toute blanche, a l'air d'une architecture de pâtissier pour gâteau de noces; elle est vide, ses pièces vitrées semblent des cages pour aras des îles.

Et des voitures ou plutôt des autos, des milliers d'autos, alignées en tous sens, un immense personnel de mécaniciens immobilisé, mais qui se résigne, comme si l'affaire était d'importance de l'autre côté des tribunes.

Je vois des dames descendre, dont on lira demain dans les journaux mondains qu'elles portaient une cape, un renard argenté et une cloche. Et elles croiront n'avoir pas perdu leur journée. Mais que de têtes de femmes sous des *cloches*, cette saison!...

Plus loin, les véhicules pour transporter les chevaux, non pas les chevaux ou les taureaux morts, comme à la sortie des arènes sanglantes, mais de beaux chevaux qui valent des fortunes et qu'on soigne... Leur maison roulante ressemble à une cabine de cocotte sur la plage de Deauville.

...Et voilà le tréteau garni de bouteilles où les mécaniciens, les conducteurs de cars, d'autobus, etc... viennent se rafraîchir. On a le sentiment d'une colossale organisation officielle, nationale.

Nous sortons du Bois, le long de la Seine.

Et, bientôt, dans les fourrés des Fausses-Reposes, à flanc de coteau, la solitude le long de ces allées forestières, où l'on imagine encore des personages du XVIIIe siècle en costume de chasse. Vieilles essences d'arbres, châtaigners, chênes, frênes. Il n'y a pas, enfin, d'*araucarias*, ni de *sapins bleus!* Ni aucune essence exotique à la mode, car il existe pour les arbres des jardins et des parcs, comme pour les *cloches* des dames, les mêmes modes, la même comique unanimité de goûts et de besoins.

Ici, louons Dieu qui n'a rien inventé de nouveau et n'agite que des vieux feuillages de France au-dessus de nos têtes. Leurs noms ne sont point travestis du latin par les horticulteurs et on peut les reconnaître sans crainte de se tromper. Le sol est semé de glands et de châtaignes; l'odeur amère qui monte des fourrés évoque la biche et le cerf et même le sanglier... Mais, mais, comme un serpent de rumeur, un immense et infini boa qui se déroulerait au pied du coteau, invisible, mais présent par sa sonorité : la route de Ville-d'Avray, Paris-Versailles, sillonnée d'automobiles. C'est un cinquième élément dans la nature, une clameur qui ne ressemble pas à celle des chasseurs, des chiens et des cors, mais un souffle prolongé, continu, puissant, mécanique, la respiration d'un monstre, qui roule sa queue de bruit, multiplie ses têtes hurlantes et répand sur ces bois le fantôme de Paris...

Versailles, — grandes eaux — concours immense d'étrangers qui se plantent au milieu des terrasses et des degrés et qui regardent, aspirent, absorbent dans l'eau pulvérisée la vieille âme française, la poussière des fêtes effacées du monde.

La *Colonnade* ou *Bain des dames*, cette suite d'arceaux de marbre de couleur sous lesquels s'élancent de vingt vasques, vingt jets d'eau de hauteur égale, un décor, tellement vanté, tellement reproduit, dont on a tiré tant de moutures, qu'il faut arriver de New-York, pour en éprouver encore tout ce qu'on sent qu'on en aurait évoqué vingt ans plus tôt... Ver-

sailles a été trop exploité par les décorateurs de second ordre, ils nous en ont gâté l'automne même, les tapis de feuilles cuivrées, les marbres roses, les bronzes qui crachent l'eau, les ornements dorés. On voudrait que maintenant, pendant un quart de siècle, aucun « ensemblier » de palace, de casinos, d'hôtels particuliers ne pût rien emprunter à Versailles. Trop d'yeux en ont vécu. Les toiles de Lobre nous suffisent et nous resteront. Mais tout le commerce d'exportation qui a rendu Venise quasi impossible les trois quarts de l'année aux gens qui vivent avec leurs yeux et leur sensibilité, il faudrait pouvoir en défendre Versailles. Jamais encore comme cet après-midi d'octobre, devant la blancheur duvetée des jets d'eau, parmi les verdures automnales, nous n'avions éprouvé cette impression de trop répété, de trop susurré, d'un air d'opéra tombé aux orgues de Barbarie.

Retour au crépuscule, files interminables d'autos, derniers départs de Longchamp; l'avenue du Bois compacte, celle des champs-Elysées massive... Haies devant les thés des hôtels... Et, dans la pénombre, alentour du Grand Palais, des jeunes couples qui montent encore *à l'essai* dans des automobiles...

ALBERT FLAMENT

LA RENTRÉE DU PARLEMENT

Les Chambres vont reprendre prochainement leurs travaux. Les deux sessions qui doivent se tenir, celle de la fin de 1923 et celle du début de 1924, seront les dernières de la législature, qui prendra fin le 31 mai. Elles seront toutes deux fort courtes. Les élections sénatoriales, par lesquelles un tiers de la Haute Assemblée doit être renouvelé, auront lieu le 6 janvier et, dès le 15 décembre, les sénateurs soumis à la réélection iront dans leur département : la session extraordinaire de 1923 ne durera donc que cinq semaines. Quant à la session de 1924, elle ne durera guère plus de deux mois; les élections générales se feront vraisemblablement en août et, à la fin de mars, la Chambre actuelle entrera en vacances afin de préparer la campagne électorale.

Les travaux parlementaires se trouvent allégés par la décision qu'a prise le gouvernement d'appliquer à deux années le budget voté. Les débats les plus urgents auront pour sujet la réforme électorale, la loi sur l'organisation générale de l'armée, sur les cadres et sur les effectifs, la politique générale du gouvernement. Dès maintenant, c'est le souci des élections qui va dominer l'activité parlementaire. Le Cabinet que préside M. Poincaré est aussi solide que jamais. Il n'aura pas de peine à faire approuver tout ce qu'il a entrepris, et le Président du Conseil saisira l'occasion qu'il voudra de définir la politique générale du gouvernement. Les affaires extérieures ont été l'objet déjà de nombreuses explications. Les événements se sont chargés d'ailleurs de les faire comprendre. L'Allemagne subit le sort qu'elle s'est elle-même préparé par la folie de la résistance passive; des mouvements séparatistes ont déjà éclaté

en Rhénanie; la Bavière est en pleine effervescence; les communistes s'agitent. Le cabinet Stresemann se débat au milieu de ces difficultés, et multiplie les manœuvres, mais il ne s'est pas résigné au seul acte qui pouvait remettre un peu d'ordre dans le chaos allemand. Après avoir eu le courage de faire cesser la résistance passive, il n'a pas jamais su reconnaître franchement la défaite du Reich, livrer les prestations en nature et entrer en conversation avec les Belges et les Français. Bien qu'il ait réussi à se faire donner les pleins pouvoirs qu'il réclamait, M. Stresemann, qui a une lourde tâche, paraît submergé par les événements.

Déjà, les communistes sont maîtres de l'Allemagne centrale et préparent la guerre civile avec l'appui de Moscou. Les chefs du parti socialiste n'osent plus agir contre les communistes. Ils sentent qu'une fraction de leurs adhérents est attirée par les idées révolutionnaires, par l'aube de la dictature des Soviets que l'on voit poindre en Allemagne centrale. Ce groupe réclame de plus en plus fort que les socialistes rompent l'alliance avec les bourgeois et se rapprochent des communistes. Des essais de front unique entre les socialistes et communistes s'esquissent dans les milieux des syndicats. De nombreux fonctionnaires de syndicats ont peur de la propagande communiste, ils faiblissent, et ils songent à se rapprocher de l'ennemi, dans l'espoir d'arrêter ses attaques. Capituler devant le bolchevisme saxon, sous prétexte de rétablir l'égalité de traitement à l'égard des divers États, en réalité pour conjurer la crise qui menace le parti socialiste et pour sauver la grande coalition, telle est la solution paresseuse à laquelle se sont arrêtés, semble-t-il, les chefs du parti. Si le gouvernement essaie de sévir contre la Saxe, il est infiniment probable que le parti socialiste rompra la grande coalition, plutôt que de courir le risque d'une scission. Mais, même s'il accepte de lever l'état de siège, le danger de la scission dans le parti subsistera, et il est fort possible qu'il soit amené sous peu à sortir du gouvernement. Une crise gouvernementale est donc possible à bref délai, et nul ne sait ce qu'il en résultera. Le chancelier Stresemann n'a donné jusqu'à présent que des preuves de faiblesse. Ses calculs ne révèlent que son manque d'énergie. Il fallait un chef éner-

gique pour rassembler les morceaux de l'Allemagne. Stresemann n'a su qu'intriguer pendant qu'autour de lui tout allait en se décomposant.

En Rhénanie, les événements se multiplient. L'avenir du séparatisme rhénan est encore incertain. Les séparatistes ont pour eux la force des choses. Il leur faudra tout de même, s'ils veulent arriver à leur fin, du courage, de la méthode, du désintéressement, et surtout de la discipline. La France et la Belgique assisteront à leurs efforts, conformément à la règle qu'elles ont toujours suivie : elles assureront le maintien de l'ordre; elles s'abstiendront de fournir aux séparatistes une aide effective, comme aussi de tout geste qui pourrait sembler une entrave ou une désapprobation. Les événements d'Aix-la-Chapelle sont encore d'une dimension modeste et d'une portée relative; ils auront cependant sur le reste de l'Allemagne une énorme répercussion. Le coup d'État d'Aix-la-Chapelle et la menace du séparatisme rhénan se produisent au moment précis où la Bavière appelle à soi la Reichswehr bavaroise et rompt ouvertement en visière avec le Gouvernement de Berlin, au moment aussi où la Saxe et la Thuringe accentuent leur opposition au pouvoir central. La proclamation de la république rhénane va-t-elle donner le signal du désarroi et de la guerre civile? Va-t-elle, au contraire, reformer, pour un temps, un bloc patriotique? De toute façon, le cabinet Stresemann paraît en mauvaise posture. La ruse, qui a été jusqu'ici son principal instrument, est impuissante à résoudre les problèmes de l'heure. L'appel au secours que la Wilhelmstrasse a adressé à Londres et à Rome apparaît comme un remède désespéré. Si le règlement des réparations est fort éloigné, l'occupation de la Ruhr constitue un gage et elle est une garantie de notre sécurité. Tel est le principal résultat de notre politique depuis un an. La grande majorité de la nation et du Parlement l'a compris et l'apprécie.

C'est là manifestement la question politique essentielle. La plupart des partis s'en sont si bien rendu compte qu'ils ne font sur ce sujet aucune opposition, on peut dire aucune critique. Les socialistes révolutionnaires et les communistes sont les seuls à avoir pris hardiment position contre l'occu-

pation de la Ruhr. Les radicaux, bien qu'ils ne soient pas enthousiastes, ont évité de se prononcer contre le gouvernement; il leur est même arrivé de voter pour lui; et dans le récent congrès qui s'est tenu à Paris le 20 octobre, ils ont déclaré que, prétendant être un parti national, ils se dispensaient d'apporter sur le sujet la moindre gêne au ministère. Il est dans la nature des choses que le problème des réparations et des relations franco-allemandes domine la politique française, puisqu'il implique une direction intérieure en fonction des fins poursuivies à l'extérieur. La volonté d'être payé et d'être assuré contre le péril germanique est pour longtemps, et à plus forte raison, pour les prochaines élections, le premier article de tout programme.

***

Mais ce n'est pas dire qu'il n'y ait pas d'autres questions, ni que les électeurs et les élus négligent les autres aspects de la politique. S'il règne une certaine confusion, c'est que la politique intérieure a passé au second plan depuis quatre ans, et qu'elle a rarement donné lieu à de grands débats. C'est aussi que les problèmes qui se posent sont nouveaux et dépassent par leur ampleur et leur complexité les conceptions auxquelles les législateurs étaient habitués. La Chambre de 1919 s'est trouvée aux prises avec des difficultés qu'aucune Chambre n'avait connues : elle a eu le mérite de faire durer les gouvernements et par suite d'assurer la continuité des desseins; elle s'est efforcée, sans renoncer aux amitiés de la guerre et aux espérances de la Société des Nations, d'exécuter le traité de paix et d'en poursuivre l'application jusque dans une entreprise comme celle de la Ruhr; elle s'est occupée de réparer les maux résultant de la guerre, d'aider le gouvernement à maintenir l'ordre. Et en somme, dans une Europe troublée, la France est un des pays où il y a le plus d'éléments stables, de régularité dans le travail, et de tranquillité sociale.

C'est beaucoup. Ce n'est pas tout, si l'on songe aux formidables problèmes réservés à l'avenir, si l'on examine l'état de notre trésorerie et de nos finances, si l'on songe aux charges

que fait peser sur l'État la politique étatiste, si l'on se rappelle les chiffres de notre dette, de nos emprunts, de nos budgets. On peut dire que les dirigeants n'ont pas pris les initiatives, et n'ont pas fait les découvertes qui préparent des solutions. Une tâche considérable est laissée à leurs successeurs, et à moins de voir paraître des génies innovateurs et des imaginations magnifiquement créatrices, il est probable que l'œuvre nécessaire s'élaborera lentement, et se fera par expériences successives et par étapes. Les partis d'opposition, dont le rôle utile est de faire des critiques, ont-ils fait des propositions plus hardies? On ne le voit point. Il est même curieux de constater que toutes les fois qu'il y a eu des querelles de partis, elles ont eu pour objet non pas les grandes questions de l'avenir, mais des affaires d'étiquette bien vieillies et des articles de programme sans relation directe avec les nécessités présentes. Les groupements qui se sont formés sont entrés dans des cadres anciens. Quand ils ont essayé de définir leurs idées, ils ont examiné des actes du passé, et presque jamais l'activité future. De là vient que, selon une heureuse formule de M. Romier, les partis réagissent vers leur tradition littérale et formaliste, comme tous les mystiques qui cherchent dans les titres une sauvegarde contre les faits.

C'est ce qui est apparu avec clarté au dernier congrès radical. On a pu voir les radicaux, pour essayer de se définir, contraints de se référer aux actes du ministère Waldeck-Rousseau ou du ministère Combes, qui ont gouverné en des temps bien différents, il y a plus de vingt années. C'est que le parti radical est dans un grand embarras. Battu aux élections de 1919, il songe à revenir, pour remporter une victoire difficile, à ses anciennes alliances et à son ancien programme. Mais tout est changé. Les anciennes alliances? Le parti socialiste est disloqué. Les communistes admettent à peine les socialistes, et n'admettent pas du tout les radicaux; de leur côté, les radicaux recourent volontiers à l'appui des socialistes, bien qu'ils se déclarent partisans de la propriété, mais ils n'osent pas s'unir aux communistes, nettement impopulaires auprès de la clientèle de la petite bourgeoisie. D'ailleurs la loi électorale, en rendant obligatoire la constitution publique de listes par départements, a condamné les combinaisons commodes

qui se pratiquaient à l'ombre des arrondissements. L'ancien programme? L'impôt sur le revenu, dès qu'un ministre modéré a voulu l'appliquer avec les modalités d'inquisition fiscale, qu'il implique nécessairement, a paru intolérable. L'impôt sur le capital, auquel les radicaux ont quelque temps songé en l'accompagnant du casier fiscal, a été si mal accueilli que, même à l'état de projet, il a été abandonné par eux. La politique de protectionnisme et d'étatisme, qui leur a longtemps été chère, a perdu de son prestige au cours des dernières années, et d'ailleurs elle est si coûteuse, que la situation de nos budgets ne permet pas de lui donner des développements nouveaux. Les mesures de justice sociale, que l'évolution des mœurs amène peu à peu et qui ne sont le prestige d'aucun parti, semblent aujourd'hui figurer sur les programmes, comme des articles de doctrine, sous lesquels n'apparaît aucune réalité immédiate.

Restent les querelles religieuses, dont l'anachronisme est si grand après la guerre, qu'il frappe tous les yeux. La question du rétablissement de l'ambassade est réglée. La question des associations diocésaines est en principe résolue. Le Saint-Siège avait fait connaître au gouvernement français un projet d'association, que M. Poincaré a fait examiner par trois jurisconsultes qualifiés pour savoir s'il était conforme à la loi. Le jour d'avril où ces trois jurisconsultes ont communiqué au gouvernement le résultat de leur travail et où ils ont déclaré que le projet était en parfait accord avec les textes de nos lois, il n'y avait plus de difficultés. C'est par un singulier renversement des rôles que les radicaux-socialistes protestent aujourd'hui contre ce projet d'association, qui en réalité n'a nullement besoin d'être discuté au Parlement pour être valable. Il n'est que l'application d'une loi votée et toujours en vigueur. Pendant quinze ans, les radicaux n'ont cessé de regretter que la loi de 1905 ne soit pas appliquée et que des associations ne se soient pas formées. Aujourd'hui, des associations semblent près de se constituer, selon les termes de cette même loi. Et c'est le prétexte que les radicaux mettent en avant pour se plaindre! Ce mécontentement illogique n'est explicable que par le parti pris.

On doit remarquer d'ailleurs que, après des manifestations

assez vagues, le Congrès radical s'est terminé par une déclaration plus paisible dans le fond que dans la forme, et que toutes les combinaisons restent possibles selon les circonstances. C'est qu'en réalité, s'il y a dans le parti une forte proportion de radicaux qui inclinent vers le socialisme, il y en a une autre qui incline vers la majorité. Déjà, en 1919, bon nombre de radicaux avaient signé le manifeste commun des candidats de l'Union républicaine nationale, bon nombre ont figuré sur ces listes de concentration dont la liste parisienne qui contenait les noms de M. Millerand, de M. Barrès et de M. Puech est l'exemple le plus connu. Il est probable qu'en 1924, beaucoup ne voudront pas se présenter comme les adversaires de la politique de M. Poincaré, et malgré les foudres dont ils sont en théorie menacés, ne craindront pas de faire liste commune avec des candidats plus modérés.

Dans ces conditions, il y a un moyen de sortir de la confusion et il n'y en a qu'un. La seule manière de mettre de l'ordre dans les idées est de tracer les grandes lignes d'un programme précis autour duquel se grouperont naturellement les forces qui peuvent s'unir les unes aux autres. C'est ce programme dont tout le monde sent la nécessité; c'est lui que réclamait récemment dans un discours M. Briand; c'est lui qu'ont souhaité depuis plusieurs semaines la plupart des journaux. Mais il n'y a que le pouvoir qui puisse prendre utilement cette initiative. M. Millerand et M. Poincaré l'ont bien compris. M. Millerand a parlé le premier; M. Poincaré doit s'expliquer prochainement.

***

Le discours que M. Millerand a prononcé à Évreux le 14 octobre a une importance politique capitale. C'est un véritable message adressé à la nation entière. C'est à la fois un bilan du passé, une exacte définition de la position qu'occupe la France à l'extérieur et à l'intérieur cinq ans après la victoire, et un programme d'avenir. Pour l'opinion publique, qui ne peut pas suivre tous les mouvements de la politique, mais qui veut savoir où en sont les affaires, c'est un document net et substantiel, qui a été compris et apprécié. Qui donc d'ailleurs pourrait mieux faire entendre parfois au peuple une parole

indépendante, et de bon sens, si ce n'est le chef de l'État? M. Millerand a été naturellement critiqué par quelques écrivains d'extrême gauche, qui ont jugé qu'il outrepassait ses droits. On ne s'attendait pas à trouver chez des révolutionnaires, une si grande sensibilité à l'égard de la légalité; ils ont été d'ailleurs les seuls à être si susceptibles. En prononçant son discours, M. Millerand a été fidèle à la conception qu'il a de son rôle, et qu'il a fait connaître correctement avant son élection. Les projets qu'il avait annoncés ne l'ont pas empêché d'être nommé Président de la République à une très grande majorité. Il tient sa parole, et on est mal venu à s'en étonner.

Après avoir fait un sobre tableau de la politique suivie depuis quatre ans et des résultats obtenus, le Président de la République s'est tourné également vers l'avenir et ses paroles, à l'approche de la période électorale qui va s'ouvrir, prennent une signification particulière : c'est l'esquisse d'un grand programme d'activité nationale qui se dégage du discours d'Évreux Continuation énergique de l'œuvre entreprise à l'extérieur dans le même esprit de réalisme prudent et courageux, à l'intérieur, réorganisation administrative, rajeunissement de la Constitution dans la pensée de mieux établir l'autorité gouvernementale, assainissement financier par l'appel aux facultés contributives de la nation tout entière et non par l'écrasement d'une minorité, développement des œuvres sociales, encouragements à la production agricole, souci de relever la natalité, dans une atmosphère de large tolérance, faisant place au syndicat ouvrier comme à l'enseignement libre, — tous les articles de ce programme ont été formulés. Pour le caractériser d'un mot, on pourrait dire que c'est le programme des républicains de gouvernement, ou du parti du centre. Il répond aux aspirations de la masse du pays, parce que la masse du pays est raisonnable et que c'est le programme de la raison. Il est plein de confiance, mais il n'est pas d'un optimisme excessif. Le Président a parlé avec franchise des problèmes difficiles, celui de la natalité et celui des impôts. Il a proclamé la nécessité de réaliser de grandes économies, et il n'a pas laissé ignorer que les contribuables auraient à supporter quelque temps encore le poids qui pèse sur eux. Ces vérités un peu rudes devaient être dites.

M. Millerand a donné une suite logique et opportune au discours qu'il avait prononcé en 1919 à Ba-ta-Clan. On se rappelle qu'à cette date, peu de temps avant les élections, M. Millerand avait prononcé un discours qui avait eu un grand retentissement, parce que c'était le programme de la France nouvelle autour duquel l'Union s'est faite. Mais en réalité ce discours et ce programme, destinés à fixer les idées en vue du scrutin, visaient plus loin. Ils indiquaient un plan de travail à longue échéance, dont une partie seulement pouvait être exécutée au cours d'une législature. Le programme de Ba-ta-Clan a triomphé jadis aux élections. Il s'agit d'en assurer la continuation. Devenu Président de la République, M. Millerand ne peut s'exprimer tout à fait comme le député qu'il était en 1919; il a le sentiment des devoirs de sa charge. Mais s'il a modifié son langage comme les circonstances l'y invitaient, s'il s'adresse à la nation entière comme chef d'État, il n'a pas changé d'idées, et il a une vue aussi nette des grands intérêts nationaux. Le discours d'Evreux contient les directions essentielles qui étaient nécessaires avant les élections de 1924.

Il appartient désormais à M. Poincaré de faire entendre la voix du chef de ministère et de donner à sa majorité l'impulsion dont elle a besoin. Le Président du Conseil a été accaparé par d'autres soins plus pressants et il ne jugeait pas utile de hâter l'heure des explications nécessaires. Ce n'est pas un secret que durant les vacances il s'est informé de la situation des départements et s'est occupé de l'action préfectorale. On attend de lui le discours qui manifeste les volontés du gouvernement, et nous serions étonnés si on l'attendait longtemps.

ANDRÉ CHAUMEIX

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. André CHAUMEIX, Directeur de la Revue de Paris, 85bis, *Faubourg Saint-Honoré. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

Deux des ouvrages les plus importants de **Walter Pater** ont été présentés au public français cette année : le docteur Jankélévitch a traduit **Platon et le Platonisme**, M. Coppinger **Marius l'Epicurien**, ce roman philosophique considéré par Georges Moore (consulter son étude sur Pater parue récemment dans la *Revue de Genève*) comme un des chefs-d'œuvre de la prose anglaise. Il faut reconnaître que les deux traductions citées ne nous permettent pas d'apprécier pleinement cette maîtrise de style. Les phrases, sans doute trop scrupuleusement moulées sur le texte anglais, sont un peu lourdes et embarrassées. Dans *Platon et le Platonisme*, Pater s'est efforcé tout d'abord de montrer ce que Platon avait emprunté aux diverses écoles de philosophie grecque. La mobilité héraclitéenne (le πάντα ῥεῖ) apparaît à Platon comme un principe dissolvant, funeste à Athènes et à la Grèce. Au contraire la doctrine parménidienne de l'*Un* a exercé une influence profonde sur Platon : il lui a emprunté l'opposition entre ce qui est et ce qui paraît et l'opposition parallèle entre la connaissance et l'opinion. A Pythagore, Platon doit sa théorie de la réminiscence, et ses idées sur l'astronomie. Quant à Socrate même, il est bien difficile de préciser dans quelle mesure il a façonné l'esprit de Platon, puisque nous n'avons une idée complète du premier que par le second. Une fois de plus Pater, en s'appuyant sur les textes de Xénophon, a essayé d'opposer le Socrate véritable au Socrate de Platon, mais cette tâche délicate semble l'avoir vite rebuté et il a abordé en hâte l'examen des divergences qui séparaient Socrate des sophistes. A vrai dire tout cela est traité d'une manière un peu confuse et il faut malheureusement en dire autant de l'exposé des théories de Platon sur les idées, sur la connaissance, etc... Par contre le chapitre consacré au génie de Platon et tout particulièrement à son génie littéraire, à sa nature d'artiste, est d'une étonnante venue. Il nous semble que Pater est plus à son aise, lorsqu'il abandonne la métaphysique pure. Aussi son étude de la République, traité sociologique avant tout, est-elle plus vigoureusement conçue que le reste de l'œuvre, et nous nous arrêtons avec plus d'intérêt encore à la description des institutions de Lacédémone, considérées comme pièces essentielles de l'idéal platonicien. Manifestement ce chapitre sur Sparte est un hors-d'œuvre, mais il est d'une ingestion singulièrement plus facile que les plats de résistance.

Aller chercher une vue claire de *Platon et du Platonisme* dans l'ouvrage de Pater serait peut-être une tentative imprudente, mais le lecteur déjà au courant de la question appréciera la pénétration et l'originalité des vues de détail.

Marius l'Epicurien nous offre un tableau d'ensemble de la société païenne à l'époque de Marc Aurèle. Mais si les descriptions de réunions publiques ou de spectacles y trouvent leur place, les discussions philosophiques tiennent constamment le premier plan. Le jeune Marius, chef de famille et propriétaire foncier, après être demeuré suffisamment dans son domaine pour qu'il nous soit loisible d'en goûter le charme et d'assister à quelques cérémonies de l'antique religion patriarcale, la « religion de Numa », se rend à Rome pour faire ses études. Il s'y lie d'amitié avec un jeune homme, Flavius, aux côtés de qui il entreprend ses recherches littéraires et philosophiques. Ici digression sur Apulée et un chapitre exquis consacré au mythe de l'Amour et de Psyché. Le jeune Flavius est enlevé à son ami par une mort prématurée qui imprime aux pensées de Marius un caractère résolument austère. Son enquête philosophique poursuivie l'amène à l'Epicurisme, qui, envisagé du point de vue de la morale, n'est nullement une doctrine voluptueuse mais un ascétisme sensualiste à l'usage des gens las et découragés. Tel est d'ailleurs le cas de Marius qui porte en lui toute la fatigue du paganisme finissant. Marc Aurèle et les stoïciens avec lesquels il se trouve en relation peuvent lui inspirer une sympathie marquée : leurs idées ont pourtant quelque chose de froid qui le repousse. En somme il est à point pour le christianisme et, après s'être abandonné au charme esthétique du culte chrétien, il n'est pas loin de se convertir lorsque la mort l'emporte. Ses dernières minutes sont même franchement chrétiennes... Cette œuvre attachante nous semble surtout valoir par les côtés qui, à l'auteur lui-même, devaient paraître d'une importance secondaire. Une grâce exquise est répandue dans certaines descriptions, l'étude du caractère même de Marius est poursuivie avec une surprenante subtilité : cela suffit pour assurer le succès du roman. Sans doute aussi lira-t-on avec intérêt les dialogues philosophiques qui aux yeux de l'auteur sont la raison même de l'ouvrage; mais leur valeur démonstrative d'ensemble pourra bien paraître douteuse. Le parti pris de pousser Marius au christianisme est un peu trop accusé et les impressions qui finissent par emporter sa foi sont d'une imprécision excessive.

Les lecteurs de la *Revue* se souviennent de la nouvelle de **Colette Yver, l'Homme et le Dieu.** Le compositeur Razael, aimé de la princesse Blanche, se résout à se séparer de sa maîtresse parce qu'il la soupçonne d'être plus vivement attirée par son génie que par lui-même — hypothèse entre parenthèses peu obligeante pour les musiciens transformés en passifs réceptacles d'inspirations de l'au-delà. A cet homme exigeant, la nature complaisante offre sans tarder une compensation. C'est bien Razaël en chair et en os et non l'inspiré qu'aime la tendre et médiocre Juliette. Du coup le héros se sent rabaissé et le voilà de nouveau qui se tourne vers la princesse Blanche. Cette étude psychologique est très finement traitée.

Deux contes complètent ce volume : *Le Sonnet à la Victoire* est une peinture de la vie provinciale, mais *Monstra te esse matrem* nous ramène au faubourg Saint-Germain. Toute question de décor mise à part, il y a certaines analogies entre ces deux récits : l'un et l'autre comportent une héroïne qui sacrifie son amour à son devoir. Madame Target, la séduisante et mélancolique et si fine notairesse, renonce au Bonheur incarné en la personne de M. Ménigant, receveur des finances, parce qu'elle a un mari et des enfants... et la duchesse de Fontanac s'arrache des bras d'un chimiste adoré parce qu'elle est mère avant tout et que son fils voit d'un mauvais œil les secondes noces. C'est dans le sentiment de leur dignité de femme, que les héroïnes de Colette Yver, partisan zélé du féminisme, puisent leur Cornélianisme.

A un degré plus ou moins atténué, elles représentent des idés : on s'en félicite, nous ne manquons pas de personnages qui ne représentent rien du tout. Par malheur les destinées démonstratives se trouvent souvent avoir quelque chose de froid et de languissant — dans les livres s'entend — madame Colette Yver a su éviter cet écueil et conserver à ses récits un précieux caractère de naturel.

MARCEL THIÉBAUT

LA REVUE DE PARIS

Paraît le 1er et le 15 de chaque mois

PRIX DE L'ABONNEMENT

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
PARIS, SEINE ET SEINE-ET-OISE	80 »	41 »	21.50
DÉPARTEMENTS ET COLONIES FRANÇAISES	86 »	44 »	23 »
ÉTRANGER	98 »	50 »	26 »

LA LIVRAISON — 240 pages — **4 fr. 50**

On s'abonne à la Revue de Paris, *3, rue Auber, dans toutes les librairies, dans tous les bureaux de poste de France et de l'Étranger et aussi en utilisant le compte de* Chèques postaux *de la* Revue de Paris, n° 360-50, *rue Saint-Roch, Paris.*

Sans aucuns frais supplémentaires, la Revue de Paris *est fournie rognée aux abonnés qui en font la demande.*

Les abonnements partent du 1er ou du 15 de chaque mois.

Les mandats ou valeurs à vue doivent être adressés à la Revue de Paris, *3, rue Auber.*

La reproduction et la traduction des œuvres publiées par la Revue de Paris *sont, à moins d'indication spéciale, complètement interdites dans tous les pays y compris la Hollande.*

La Revue de Paris *décline la responsabilité des manuscrits qui lui sont confiés.*

Première Table Décennale (1894-1903). *Prix* . . . . . 2 fr. 50
Deuxième Table Décennale (1904-1913). *Prix* . . . . . 3 fr. 50

P. BRODARD imprimeur de la *Revue de Paris*, 85bis, faubourg Saint-Honoré, Paris.